N° 15 1947

LA PENSÉE

REVUE DU RATIONALISME MODERNE

ARTS . SCIENCES . PHILOSOPHIE

NOUVELLE SÉRIE

N° 10 — 15

JANVIER-FÉVRIER
1947

PARAIT TOUS LES DEUX MOIS
24, RUE RACINE, PARIS, 6e

LA PENSEE

Revue du rationalisme moderne

Fondée en 1939

sous la direction de **Paul Langevin** et **Georges Cogniot**

LE NUMÉRO : France, **71** francs — Étranger, **85** francs.
ABONNEMENT POUR 6 NUMÉROS : France, **380** fr. — Étranger, **456** fr.
Ces nouveaux prix ont été fixés après application de la baisse de 5 % du 2 janvier 1947.
Pour les changements d'adresse, joindre **5** francs en **timbres-poste.**

ADMINISTRATION : 24, rue Racine, Paris-6e. Ch. postal : Editions sociales, 4209-70, Paris.
Les Directeurs et le Secrétaire de Rédaction ne reçoivent **que sur rendez-vous.**
Les manuscrits non insérés ne sont pas **rendus.**

SOMMAIRE

Dummimo 10

NOTE DE LA RÉDACTION

Comme nous l'avions annoncé, nous avons été contraints d'augmenter, à partir du 1er janvier 1947, le prix de vente au numéro et le prix de l'abonnement à la Pensée. *L'augmentation est sensible; elle reste pourtant très modérée. Les deux premiers numéros de la* Pensée, *du printemps et de l'été de 1939, qui ont exactement le même format et le même nombre de pages que les numéros actuels, et contiennent même un peu moins de matière, étant imprimés en caractères plus gros, se vendaient 16 fr. en France et 20 fr. à l'étranger. Ainsi, de 1939 à 1947, pour une matière de quantité un peu supérieure et de qualité sensiblement égale, l'augmentation est de 470 %. Si on la compare à l'augmentation des prix de la viande, des œufs ou du vin, on voit que les nourritures de l'esprit ont été singulièrement plus discrètes que celles du corps. Mais même en restant dans l'ordre des productions de l'esprit, une revue comme la nôtre a beaucoup moins augmenté de prix que les quotidiens; puisqu'en 1939 un journal de 6 ou 8 pages coûtait 0 fr. 50 et qu'aujourd'hui un journal de 4 pages coûte huit fois plus.*

Si raisonnable et justifiée que soit cette hausse, elle n'en risque pas moins de gêner certains de nos amis les plus fidèles; mais déjà l'admirable solidarité de nos abonnés s'est affirmée en leur faveur. Plusieurs d'entre eux, en renouvelant leur abonnement, ont ajouté une certaine somme pour maintenir son abonnement à un « économiquement faible ». L'un d'eux, qui tient à garder l'anonymat, nous a même envoyé la valeur de dix abonnements de soutien. *Le Comité directeur de la* Pensée *tient à remercier publiquement ces braves gens de leur dévouement généreux.*

*
* *

Nous nous efforçons de donner satisfaction aux désirs exprimés par nos lecteurs et d'enrichir constamment les sommaires de la revue. On verra déjà dans ce numéro les premiers résultats du dépouillement méthodique des revues françaises et étrangères qui a été confié à toute une équipe de nos collaborateurs. On y trouvera aussi une remarquable étude économique sur « La fixation et le contrôle des prix ». *Ceux qui s'intéressent aux questions juridiques liront avec intérêt, dans un prochain numéro, un article sur le récent congrès international des juristes démocrates et les deux questions très actuelles qui y ont été discutées :* « Crimes contre l'humanité » *et* « Libertés démocratiques ». *Parmi les très nombreuses études que nous nous efforcerons de publier prochainement figurent aussi une discussion, par le grand biologiste britannique J. B. S. Haldane, de la thèse exposée ici même par Georges Teissier sur le* « Mécanisme de l'évolution », *et d'importantes contributions de savants soviétiques et tchécoslovaques.*

Nous comptons enfin organiser bientôt de façon régulière, conformément au vœu de nos lecteurs, les chroniques du théâtre et du cinéma.

*
* *

La mort de Paul Langevin nous a obligés à changer au dernier moment le sommaire de ce numéro et à ajourner quelques articles annoncés, notamment la fin de l'étude d'André Langevin : « Les Radars » *et la Chronique des revues françaises.*

*
* *

Les numéros 2 et 8 de la Pensée *(nouvelle série) sont épuisés. Il reste quelques exemplaires des numéros 3, 4, 5 et 9.*

Un certain nombre de lecteurs nous ont écrit pour souscrire à une réédition éventuelle des principaux articles de la Pensée *de 1939 et de* la Pensée libre *de 1942; nous étudions la réalisation de ce projet, qui ne pourra se faire que si le nombre des souscripteurs est plus grand.*

PAUL LANGEVIN

Dans la nuit du 18 au 19 décembre 1946, le professeur Paul Langevin, après avoir lutté pendant des semaines contre un mal implacable, s'est éteint doucement, à l'Ecole municipale de physique et de chimie, alors qu'il allait atteindre son soixante-quinzième anniversaire.

Cette perte, qui endeuille la France entière, la science universelle et tous les hommes qui, à travers le monde, luttent pour une société meilleure, plus libre, plus juste et plus heureuse, frappe tout particulièrement notre revue, à laquelle il avait donné tant de lui-même. Lorsque la *Pensée* parut pour la première fois, au printemps de 1939, le nom de Paul Langevin figurait sur sa couverture, avec celui de Georges Cogniot, au titre de directeur, et un magnifique et profond article sur le problème du déterminisme, qui eut un légitime retentissement, prouvait sa volonté de coopérer personnellement, de toute la puissance de son génie, à l'œuvre du rationalisme moderne. Quand, après une lutte de cinq ans, la *Pensée* put reparaître dans une France délivrée de l'oppression, Paul Langevin devait reprendre sa place à la tête de notre comité directeur et sa collaboration régulière. La *Pensée* a eu l'honneur de publier de lui, dans son numéro 1 (4e trimestre 1944) *Culture et Humanités*, dans son numéro 4 (3e trimestre 1945) *l'Ere des transmutations*, dans son numéro 7 (2e trimestre 1946) *Pasteur, le savant et l'homme.* [1] Il se promettait de nous donner d'autres études, et dans les dernières semaines de sa vie, voyant venir avec lucidité et sérénité l'heure de la mort, il regrettait de partir trop tôt, sans avoir eu le temps de livrer à ses amis tout ce qu'il portait en lui.

Dans un prochain numéro, nous comptons rendre à Paul Langevin l'hommage qui lui est dû. Pour aujourd'hui, nous ne pouvons que dire la profonde émotion qui étreint tous ses amis et le sentiment que nous avons tous de perdre un des hommes les plus complets, un des esprits les plus larges et les plus riches, un des cœurs les plus généreux qui aient jamais apparu sur la terre. Car il ne suffit point de dire que Langevin fut un grand savant, un de ceux dont le nom restera dans l'histoire à côté des plus illustres. Il s'est produit souvent dans le passé, et il se produit encore aujourd'hui que les plus hautes qualités intellectuelles, le moins contestable génie scientifique, philosophique, politique, littéraire ou artistique, s'accompagnent de quelque

1. Il faut y ajouter deux traductions de l'anglais que Paul Langevin avait tenu à faire lui-même : celle d'un article du professeur J. D. Bernal : *la Science et le sort des hommes* (n° 5, 4e trimestre 1945), et celle du rapport officiel américain sur la première bombe atomique (n° 7, 2e trimestre 1946).

vice de caractère qui rendent le grand homme ridicule ou insupportable, s'il s'agit de vanité, ou méprisable, s'il s'agit de lâcheté. Paul Langevin, lui, représente au contraire un type d'humanité d'une incroyable pureté; il sut pratiquer au plus haut degré les vertus qui forcent l'estime et l'affection : la vertu de désintéressement, la vertu de simplicité, la vertu de modestie, la vertu de cordialité, la vertu de bonne humeur et la vertu de bonté. Le suprême conseil qu'à la veille de sa mort il donnait à son entourage : « Soyez bons, mes enfants », il en fournit lui-même tout au long de sa vie les plus admirables exemples.

Il nous faut aussi marquer dès à présent la leçon que Paul Langevin nous a donnée d'un grand intellectuel qui sut unir l'action et la pensée. Fils d'ouvrier, élève de la laïque, venu à travers mille difficultés de Lavoisier et de l'Ecole de physique et chimie, à l'Ecole normale supérieure, ingénieur devenu professeur, passé de la technique aux plus hautes spéculations scientifiques, Paul Langevin ne sépara jamais l'amour de la justice sociale de l'amour de la vérité. Pendant toute sa vie, il mena de front la lutte scientifique pour mieux comprendre et maîtriser les forces de la nature et la lutte politique et sociale pour mener au bonheur la classe dont il était issu. C'est à l'apogée de sa gloire qu'il fut mis en présence, par un de ses élèves qui devait devenir son gendre, Jacques Solomon, de cette philosophie marxiste, de ce matérialisme dialectique qui devait mettre une unité définitive dans sa pensée et dans son action.

Il n'est pas de plus haut exemple que celui de ce physicien illustre, un des plus grands du monde, qui, presque sexagénaire, ose proclamer qu'une méthode qu'il ne connaissait pas jusqu'alors lui permet de voir plus clair dans la science dont il est un des maîtres, qui remet en question les principes de sa connaissance et participe avec une ardeur juvénile à mettre au point toute une conception du monde « à la lumière du marxisme ». Rien n'est plus admirable et plus émouvant chez Paul Langevin que cette attitude d'étudiant perpétuel qui ne se lasse jamais de se remettre à l'école, garde intactes sa curiosité, sa soif de vérité et croit toujours avoir à apprendre de ses cadets, de ses élèves, de ses enfants.

Nous n'oublions point enfin qu'il fut un Résistant de la première heure, que dès le 30 octobre 1940 les nazis l'arrêtaient et l'enfermaient à la Santé avec quatre autres grands savants démocrates et antifascistes, que ces arrestations furent le signal du mouvement de la Résistance universitaire dont Paul Langevin demeura le centre et le symbole, et que lorsque, quarante jours plus tard, la protestation des professeurs, des étudiants et de toute l'opinion arracha les prisonniers de leurs cellules, les nazis lui firent l'honneur particulier de le mettre en résidence forcée à Troyes, où il demeura jusqu'à son évasion vers la Suisse, en mai 1944 — tandis que son gendre était fusillé et sa fille déportée.

En attendant que des études plus complètes mettent en pleine lumière son œuvre scientifique et philosophique et son action civique, il importait que, dans le premier numéro de la *Pensée* qui suit sa disparition, nous disions brièvement pourquoi nous sommes ici, plus que n'importe qui, conscients de la perte irréparable que vient de faire l'humanité.

* * *

Aux obsèques nationales célébrées le samedi 21 décembre, des discours ont été prononcés devant le Collège de France par Frédéric Joliot-Curie, au nom de la science française et des amis de Paul Langevin, par Georges Cogniot, au nom du Parti communiste français et par le ministre de l'Education nationale Edmond Naegelen, au nom du gouvernement.

Nous donnons ci-dessous dans leur texte intégral les discours de Frédéric Joliot-Curie et de Georges Cogniot, tous deux membres du Comité directeur de la Pensée.

DISCOURS DE FRÉDÉRIC JOLIOT-CURIE

Il est des êtres rares, faits de lumière et de bonté, qui à travers la vie laissent sur leur passage les marques indélébiles de leurs grandes vertus. Paul Langevin fut l'un de ces êtres exceptionnels, de ces êtres dont on compte très peu chaque siècle, qui, par leur intelligence créatrice, leur souci de faire le bien autour d'eux, leur ardeur pour les justes causes, sont à l'origine des réels progrès de l'humanité.

Comment pourrais-je, avec l'émotion profonde que je ressens, esquisser en quelques mots l'œuvre scientifique immense de Paul Langevin et traduire l'influence féconde qu'a eue sur nous tous la pensée de ce grand savant ?

Poursuivre son idéal scientifique pour la pure joie de la recherche: « Les tâches de la science sont d'adapter de plus en plus près notre esprit à la réalité, de construire une représentation de plus en plus adéquate du monde qui nous entoure et auquel nous appartenons, pour le comprendre d'abord, puis pour passer de la compréhension à la prévision et ensuite à l'action. »

Considérer la science comme un puissant moyen d'éducation et d'affranchissement de l'homme pour créer plus de justice et de bonté.

Je crois être fidèle à ce que furent la pensée et l'action, durant toute son existence, de celui dont nous pleurons la perte immense, en rappelant ainsi la haute conception qu'il avait des tâches de la science et du rôle social de ceux qui la servent. Les dernières paroles qu'il prononça furent encore pour affirmer cet idéal.

Paul Langevin incarnait et incarnera toujours à la fois ces deux apostolats du grand savant et du grand citoyen; il voulait enrichir notre connaissance du monde et en même temps créer une société où régnera la justice.

Lorsqu'il lui arrivait d'essayer de situer son œuvre de physicien dans l'évolution de la science, il aimait à dire qu'il avait vécu successivement les grandes crises révolutionnaires que la physique a subies depuis les cinquante dernières années. Et s'il parlait à ce moment de certaines difficultés d'adaptation de l'esprit aux nouvelles manières d'interroger la Nature, nous savions tous que non seulement il les avait vaincues, mais que dans beaucoup de domaines sa contribution avait été fondamentale, comme fut essentielle son influence, représentée par un enseignement d'une extraordinaire fécondité et par les conseils qu'il prodigua aux savants de tous les pays.

De l'avis de tous, Paul Langevin était l'un des plus grands esprits de notre temps. C'est lui qui en 1928 succéda au grand Lorentz à la présidence du célèbre Institut international de physique Solvay. La liste est très longue des Académies étrangères auxquelles il appartenait.

On trouve dans l'œuvre de Paul Langevin la marque d'un esprit universel et une extraordinaire clarté et précision de jugement. Ce sont ces hautes qualités qui lui ont permis d'analyser si profondément le problème social et d'adopter à l'égard de celui-ci l'attitude que nous admirons. Paul Langevin n'a pas voulu faire partie d'une élite de savants détachée des contingences pratiques; c'est en militant, comme membre de la grande communauté des travailleurs, qu'il s'est préoccupé des problèmes sociaux.

C'est par son enseignement au Collège de France et à sa chère Ecole de physique et de chimie que l'assimilation et le développement des grandes découvertes théoriques et expérimentales de la physique ont été faits en France. Seul, au début, dans notre pays, il adopta puis enseigna la théorie de la relativité. Il ne se contenta pas de la faire comprendre, il y apporta des contributions très importantes. En particulier, il trouva, indépendamment d'Einstein, la célèbre loi d'équivalence de la Matière et de l'Energie. C'est cette équivalence qui est à l'origine de l'Energie atomique.

La même clarté de vue, le même génie d'analyse se retrouvent dans ses travaux sur la théorie de Lorentz, sur la théorie cinétique des gaz, sur le paramagnétisme. On se souvient en outre de la participation de Paul Langevin à l'effort scientifique de guerre par ses études sur les ultra-sons qui jouèrent un rôle important dans la lutte contre les sous-marins allemands.

Si votre personne nous quitte aujourd'hui, cher Maître, votre souvenir et votre exemple sont une garantie que vous ne disparaîtrez jamais.

Tous ceux qui vous ont approché et aimé, votre famille, vos amis, vos disciples ont le sentiment que votre pensée a si profondément pénétré en eux qu'ils vous sentiront toujours près d'eux. Votre présence affectueuse ne pourra nous quitter, elle sera toujours là pour nous guider et nous prêter son réconfort. En dépit de nos insuffisances vis-à-vis de vous, nous nous efforcerons fidèlement de poursuivre l'accomplissement des nobles tâches que vous vous étiez assignées.

Si je voulais évoquer les circonstances dans lesquelles j'ai senti ma vie dépendre étroitement de votre affectueuse influence, il me faudrait tout raconter, puisque je vous dois l'essentiel de ma culture et de mon savoir. Je songe à cette visite que je vous fis dans votre appartement du boulevard de Port-Royal il y a vingt-trois ans et où vous orientâtes ma carrière en me disant : « J'ai parlé de vous à Madame Curie, vous serez son préparateur ». C'est à ce moment que se décidaient mon avenir et ma vie familiale.

Je vous vois également, déporté à Troyes, m'attendant à la gare, revêtu de votre large houppelande, et me montrant avec fierté un modèle d'atome que vous aviez construit avec de petites balles blanches, car vous aviez repris dans l'exil votre tâche d'éducateur.

Je songe à ces journées tragiques où, à Troyes, vous appreniez la mort de votre gendre et disciple, Jacques Solomon, fusillé par les Allemands; le passage à la gare de la ville de votre fille Hélène dirigée en wagon à bestiaux vers Auschwitz, puis à votre départ clandestin vers la Suisse.

Que vous fûtes grand et héroïque devant tous ces malheurs et combien vous nous avez donné de courage lorsque nous venions vous voir à Troyes !

Madame Langevin, permettez-moi de vous dire que je ne pourrai jamais oublier votre attitude si noble, si courageuse, lorsque, malade et alitée avec 40° de fièvre dans le petit appartement de Troyes, vous nous avez aidés à convaincre votre époux qu'il devait s'échapper au plus vite. Vous avez dit alors : « Il faut que tu partes... tu as plus de valeur que nous tous. » Je suis convaincu que c'est en grande partie grâce à vous et à l'affection de ses

enfants que Paul Langevin nous a été conservé pendant plus de trois ans après son évasion. Trois années pendant lesquelles, en dépit d'une santé chancelante, due aux terribles atteintes morales et physiques provoquées par les nazis, avec un courage inlassable jusqu'à son dernier souffle, il a pu encore nous guider et travailler pour le bien de l'humanité. Il est mort avec l'espérance d'une ère prochaine de justice et de bonté.

DISCOURS DE GEORGES COGNIOT

Au nom du Comité central du Parti communiste français, le Parti de Paul Langevin, j'apporte sur son cercueil l'hommage d'une grande douleur et d'une fierté non moins grande, avec la promesse que font ses innombrables camarades de rester dignes de sa mémoire et fidèles à son exemple. Puissent sa veuve et tous les siens trouver quelque adoucissement à leur peine dans la fraternelle solidarité d'un peuple entier serré autour d'eux !

Paul Langevin a aimé passionnément la France, il a aimé passionnément la liberté. Il s'est battu pour leurs deux causes inséparables avec une abnégation sans défaillance, qui a donné à toute sa vie l'unité et une rare efficacité.

Né dans le peuple, Paul Langevin a toujours gardé la simplicité de ses origines, alliée aux qualités morales du vrai savant.

Qu'il soit permis à une piété filiale de rappeler ici ses rayonnantes vertus, avant tout cette générosité si bien accordée à la grandeur de l'intelligence, à sa force, et qui provenait de l'optimisme médité, de la conception rationnelle de l'évolution en tant que réel mouvement ascendant et progressif, réel passage de l'état inférieur au supérieur.

De là, sans nul doute, cet amour juvénile de la vie, cette sensibilité à la beauté dans tous les objets de l'univers, cette sûreté dans les amitiés, cette bonté qui ne savait même pas refuser d'être dupe, et cet accueil toujours prompt et facile, quelles que fussent la fatigue et l'importance du travail, ce goût des longues conversations et de l'enseignement oral offert comme un don et une effusion, cette haine de toutes les mesquineries, de toutes les bassesses, de tous les doubles jeux.

Paul Langevin croyait de toute son âme à la force de la vérité et aux devoirs de ceux qui ont mission de la servir.

C'est pourquoi il a toujours voulu mettre ses actes en accord avec sa pensée profonde, associer la pratique à la connaissance. Il a déclaré en propres termes que la science, issue des besoins de l'action, devait retourner à l'action. Il a répété qu'il était à la fois possible et nécessaire d'unir l'objectivité d'un jugement rebelle aux idoles et l'enthousiasme de l'action.

Une science qui voulût rester pure spéculation, c'était d'après lui larcin et égoïsme. C'était aussi mutilation et risque de stérilité. Plus l'homme était instruit, plus il devait se rendre utile. Et c'est pourquoi Paul Langevin n'a jamais pu se résoudre au repos, malgré les pressants conseils des médecins et les prières trop légitimes de ses proches.

Son sens de l'action l'avait déterminé depuis des dizaines d'années à prodiguer son concours aux mouvements qui tendent à la réforme de l'enseignement et à l'avancement de la pédagogie. Il s'était attaché, principalement depuis la Libération, à préparer par un travail personnel acharné, comme président de la Commission officielle de réforme de l'enseignement, une démocratisation profonde de notre système scolaire et du contenu même de l'instruction publique; attentif, comme tous les militants de la C.G.T., aux immenses besoins du pays en cadres et en main-d'œuvre qualifiée, il s'efforçait de développer en particulier l'enseignement technique et de l'élever en

dignité. Qu'il n'ait pu achever la préparation de la Réforme, ce fut un de ses plus vifs regrets aux dernières heures de sa vie.

L'injustice règne encore à l'école, s'écriait-il avec une noble impatience au mois d'août de cette année, les privilégiés cherchent à maintenir l'enseignement de classe.

Paul Langevin ne fut pas seulement un champion de l'égalité devant le savoir. Il fut un philosophe de combat.

Le matérialisme dialectique, qu'il considérait comme l'âme de la science et qu'il avait défini le rationalisme moderne, a perdu en sa personne un défenseur courageux; il avait consacré la revue *la Pensée* à l'exposition et au commentaire de cette méthode dont il a dit en mars 1945 :

...J'ai donné une adhésion de plus en plus complète à ces idées directrices à mesure que je les ai mieux connues.

Ces idées prolongent, dans la grande ligne du progrès humain, en l'adaptant aux conditions nouvelles, le mouvement de pensée de notre XVIIIe siècle. Je leur sais gré de m'avoir aidé à mieux comprendre l'évolution de ma propre science et de m'avoir confirmé dans ma confiance en l'avenir de l'effort humain.

Paul Langevin vivait sa philosophie. C'est à sa clarté qu'il débrouillait les difficiles problèmes de la physique contemporaine.

Quand le principe d'incertitude se fut développé dans le cadre de la théorie des *quanta,* quand il fut établi que le heurt du rayon de lumière dont nous ne pouvons nous passer pour prendre connaissance des phénomènes, agit nécessairement sur la matière et modifie nécessairement sa vitesse, il se trouva des savants pour conclure en général à l'épaississement de l'inconnaissable. Paul Langevin, quant à lui, ne fut pas scandalisé; il fit simplement remarquer que notre observation d'un objet est un processus physique qui affecte l'objet observé, si bien qu'il n'y a pas d'observateur qui soit seulement observateur, calmement assis sur le rivage, à l'écart du déroulement tumultueux des choses. De même, dit-il avec son ami anglais J. B. S. Haldane, les observateurs de la société sont aussi des membres actifs de cette société. La physique moderne confirme simplement un des principes généraux du matérialisme dialectique.

Paul Langevin était profondément convaincu de l'unité de la science, de la dépendance réciproque de la théorie et de la pratique. Il estimait qu'il existe une action politique scientifique, c'est-à-dire conforme aux lois du développement de la société. Et il entrait dans cette pratique sociale, dans cette lutte éclairée par la raison.

La Ligue des Droits de l'Homme, l'Union rationaliste, la Fédération nationale de l'Enseignement et la Confédération Générale du Travail, sans parler de bien d'autres organisations sociales comme l'Association France-U.R.S.S., pleurent aujourd'hui soit leur président, soit l'un de leurs plus actifs militants.

A vrai dire, il avait été militant de bonne heure.

Il lui arrivait de conter qu'à 17 ans, lors de la crise boulangiste, il avait pour la première fois senti battre en sa poitrine un cœur violemment républicain. La même protestation contre le pouvoir personnel sortait, il y a quelques jours encore, des lèvres du septuagénaire.

A peine sorti de l'Ecole Normale, Paul Langevin se jeta dans la bataille pour Dreyfus. Avant 1914, il fut de ces intellectuels que le grand appel de Jaurès rassemblait dans les meetings socialistes.

Il donne toute la mesure de son civisme, en même temps qu'un brillant exemple d'union de la théorie et de la pratique, en fournissant une contribution décisive à la lutte contre les sous-marins pendant la première guerre mondiale.

Patrie et démocratie ne sont pour lui qu'un seul et même idéal. Lorsqu'en 1920 il assiste à des efforts pour embrigader des étudiants dans des organi-

sations de briseurs de grève et à des tentatives de fermer à cet effet l'Université, Paul Langevin, alors directeur d'études à l'Ecole de Physique et Chimie, prend hautement ses responsabilités et écrit à l'ancien journal de Jaurès, devenu le journal d'Anatole France et de Marcel Cachin, la lettre ouverte célèbre qui trace aux étudiants leur véritable devoir.

Le premier meeting de solidarité avec André Marty, envoyé au bagne pour avoir vu clair et agi courageusement dans l'intérêt français, au service de notre vrai prestige, de nos alliances nécessaires, de notre sécurité future, ce premier meeting est présidé salle Wagram par Paul Langevin. Toujours la justice trouvera en lui un défenseur; toujours il s'attachera avec sagesse à l'intérêt national authentique, quels que soient le tumulte des passions et l'habileté des intrigues. C'est ainsi encore qu'en mars 1940, au procès des députés communistes, Paul Langevin, méprisant les pressions, les insultes et les menaces, renouvelées du temps où l'on faisait campagne pour son exclusion du jury de l'Ecole navale, se présente à la barre comme témoin à décharge, comme ami des accusés, comme Français solidaire de leur action perspicace.

Avec la même lucidité de jugement, la même intrépidité de cœur, il avait pris la tête du mouvement contre le fascisme agresseur dès 1932, en compagnie d'Henri Barbusse et Romain Rolland. Il fut un ardent apôtre de l'unité des forces ouvrières. Contre Hitler, il fut à l'origine du Front Populaire. Contre Hitler, contre ses agents et ses dupes, il se dressa dans le mouvement des intellectuels.

Quand on l'eut mis à la Santé le 30 octobre 1940, premier emprisonné parmi les intellectuels français, le colonel nazi Böhmelburg lui dit: « Vous êtes un homme aussi dangereux pour nous que les Encyclopédistes du XVIIIe siècle l'étaient pour l'ancien régime. » A vrai dire, le crime de Langevin, c'était le crime de toute la France moderne, la France de 89 et de Valmy. La Patrie de Langevin fut, comme lui, mise aux fers. Le gendre de Langevin, le communiste Jacques Solomon, mourut en héros à la Butte des Fusillés du Mont-Valérien. Une des filles de Langevin fut déportée, ses deux petits-fils de seize ans jetés au cachot.

Lui, de sa résidence forcée, agissait. La contagion de son courage et de sa clairvoyance fit surgir tout ce magnifique mouvement de la Résistance universitaire, qui commence par la première équipe de rédaction de *l'Université Libre*, celle des fusillés, et qui s'achève par l'épopée des étudiants francs-tireurs sous la conduite de professeurs de la Sorbonne et du Collège.

Quand Paul Langevin nous fut rendu après la libération de Paris, quand il eut rempli dans notre Parti la place où son gendre était tombé, que de soins nous l'avons vu prodiguer pour l'effort de guerre, pour la mobilisation des laboratoires au service du front, et ensuite pour le relèvement de notre enseignement et de notre recherche au niveau des besoins du rééquipement du pays ! L'Encyclopédie nouvelle dont il prit il y a quelques mois l'initiative, n'avait-il pas voulu qu'elle s'appelât l'Encyclopédie de la Renaissance française ?

Ainsi a vécu sous nos yeux cet homme d'un type véritablement nouveau, en qui brillaient déjà distinctement les premiers traits de l'humanité future, de l'être complet et harmonieusement développé. L'histoire a offert à notre admiration de grands savants aux vastes pensées, à l'intelligence encyclopédique. Nous cherchons dans le passé des hommes dont l'esprit et la vie présentent un caractère aussi net d'unité et d'harmonie.

Paul Langevin, vous avez quitté votre Parti, où vous étiez entouré de l'affection des dirigeants, où vous vous montriez si fraternel, si prévenant et si délicat envers vos camarades de l'organisation de base. Votre mémoire vivra dans ce grand Parti que vous honoriez en donnant par votre adhésion un éclatant démenti à de méprisables attaques et une réponse décisive à des

ostracismes, dont vous disiez qu'ils frappent en réalité la démocratie elle-même.

Paul Langevin, vous avez quitté ce peuple de Paris qui vous aimait et qui vous pleure.

Il estimait et il admirait en vous le penseur qui s'était convaincu que la cause de la classe ouvrière en notre temps s'identifie à la cause nationale et qu'au surplus le salut de la nation, aux prises avec de gigantesques nécessités de reconstruction, exige l'intime coopération des travailleurs manuels et des intellectuels.

Du moins l'exemple que vous avez donné autorise-t-il, au sein même de ce deuil poignant, un grand espoir et un grand encouragement : puisqu'auprès du peuple, vous vous êtes porté fort pour les intellectuels, n'hésitons pas, en vous adressant le suprême adieu de vos camarades, à affirmer leur certitude que votre signal a été et sera compris, que beaucoup tiendront votre promesse et qu'ainsi s'accompliront l'union de la science et du travail, le développement continu et la victoire des idées dont vous vous inspiriez et qui ont fait depuis des siècles la noblesse et la gloire de la France.

CONFESSION

par Francis JOURDAIN

Le 13 novembre dernier, à la Maison de la chimie, on a fêté, par les soins de l'Union nationale des intellectuels, les soixante-dix ans de Francis Jourdain. Après les allocutions de René Herbst, Léon Moussinac, Charles Vildrac et Marcel Cachin et avant un concert de haute qualité, Francis Jourdain régala son public d'une allocution qu'il a bien voulu nous permettre de reproduire ici. Nos lecteurs, qui savourent dans chaque numéro ses précieuses Réflexions d'un vieil artiste, *trouveront dans ces pages un de ces témoignages que nous leur avions promis, où un intellectuel, artiste, écrivain ou savant, explique comment il a été amené, par les exigences de sa pensée et de sa conscience, à prendre part à la vie politique et sociale, à militer au côté du peuple.*

Non, mes amis, je ne suis ni un grand artiste, ni un saint, et je serais très immodeste en prétendant vous intéresser à la confusion dans laquelle me plongent les affectueux excès de votre bienveillance. Mais j'aurais bien aimé savoir vous remercier. Et pas seulement de m'avoir comblé ce soir.

Je voudrais savoir, mes amis, vous remercier d'être mes amis, d'être ceux avec qui j'ai pratiqué ce commerce d'amitié et ces échanges dont j'ai tiré tant et tant de profits. Je ne sais pas. Tout ce que je sais, c'est que je ne sais pas et ne saurai vous dire ni la ferveur de ma gratitude, ni mon émoi, ni mon étonnement de me voir tenir un grand premier rôle, un rôle de père noble qui n'est pas du tout dans mon répertoire.

Si j'avais été instruit plus tôt du complot ourdi pour m'empêcher de franchir incognito la frontière de la septantaine, j'aurais demandé qu'il soit sursis à l'exécution de la sentence, et proposé que les cérémonies de mon couronnement aient lieu plutôt le jour de mon centenaire. Ainsi aurais-je eu trente ans devant moi pour tenter d'acquérir le sang-froid et l'aplomb qui font aujourd'hui si cruellement défaut à mon inexpérience. Mais les conjurés en avaient décidé autrement et quand je fus mis au courant de leur projet, il était trop tard pour les en détourner. Pourtant, « ils connaissent le secret de mon âme », comme il est dit dans un mélo de jadis. J'avais il y a deux lustres échappé de justesse à leur vigilance. Hélas ! la disproportion n'est pas aujourd'hui moindre qu'alors, entre la manifestation de leur zèle et l'importance de l'événement historique qu'est ma venue au monde. Dix années se sont écoulées — et quelles années ! — sans que les entêtés aient abandonné leur dessein de me

témoigner une amitié dont la ferveur et l'obstination m'émeuvent plus que je ne sais dire et finiront par me faire croire que j'en suis digne.

Pourtant, je me connais. Je me connais assez pour avoir prévu que, hissé sur le pavois, j'y serais pris d'un vertige qui me retirerait tous mes moyens. Aussi, vieux roublard, aux remerciements que j'aurais dû, selon l'usage, faire semblant d'improviser, ai-je prudemment substitué ces lignes écrites, non pas hélas ! dans le silence du cabinet, mais dans le tumulte du combat qui se livrait, au fin fond de ma conscience épouvantée et de mes entrailles inquiètes, entre un légitime orgueil et une alarme anticipée. Ces lignes, au travers desquelles transpirent mon trac et mon appréhension, j'ai, en les traçant, moi aussi, beaucoup transpiré. De peur. Car si je fais allusion à mon secret désir d'entrer avec un maximum de discrétion dans la catégorie des V, ce n'est pas, vous le savez, que je sois insensible à l'expression de votre tenace et affectueuse estime; mais je suis la pitoyable victime d'une timidité qui, parfois camouflée — plus ou moins adroitement —, n'en est pas moins une maladie honteuse dont, toute réflexion faite, je ne suis pas sûr que trente nouvelles années de soins auraient raison.

Si je connais mes tares, je connais aussi vos vertus, la vigueur de votre amitié et je n'étais rassuré ni sur l'état des encensoirs qui allaient m'être cassés sur le nez, ni par conséquent, sur le sort même de ce nez. Allais-je donc le cacher pour le sauver, mettre un faux nez ? J'ai assez vite renoncé à cette mascarade qui m'eût permis de crâner, de jouer les bravaches. Ma foi, tant pis ! Me voici devant vous sans apprêt, embarrassé, bardé de frousse, bafouillant, le cœur battant et, pour tout dire, fort éberlué, très sincèrement épaté que soient prodigués tant d'égards, accordé tant d'importance à un vieux bonhomme de débutant.

Car je suis un débutant, un éternel débutant, un récidiviste des débuts. Je me répète souvent le vers de Jules Laforgue :

J'aurai passé ma vie à faillir m'embarquer !

Pour ne pas altérer l'impression avantageuse que vous laisseront de moi les éloges sous lesquels je chancelle, je ne voudrais pas cependant que vous me soupçonniez d'une condamnable versatilité. Dans ce perpétuel mécontentement de soi, je ne serais pas fâché que vous consentiez à voir moins l'effet d'un complexe d'infériorité que la conséquence, déplorable certes, du scrupule, du doute, de l'esprit critique. J'hésite d'autant moins à réclamer de votre indulgence le bénéfice de quelques facultés critiques, que celles-ci — je ne le sais que trop ! — sont, chez un artiste, à l'opposé du génie créateur. Bah ! que voulez-vous ! Tout le monde ne peut avoir du génie. Je me serais, quant à moi, volontiers contenté d'un petit talent — ou même d'un grand.

Puisque je suis ce soir tout à la fois sur la sellette et sur la voie des aveux, je confesse que mes facultés critiques ont assez mal tourné, favorisant cet esprit de contradiction qui s'est manifesté dès le premier de mes débuts, en me faisant naître le jour des morts. Cependant je n'ai

pas le goût du paradoxe. Si je n'ai pas davantage celui du sacrilège, je ne suis pas bien sûr de n'avoir pas un peu celui de l'hérésie.

Faire confiance à l'hérésie, c'est se méfier de l'absolu, se refuser à l'immuable, aspirer à une sorte de dépassement qui assure le progrès de la pensée. Ainsi, le doute n'est plus l'hésitation, mais le moyen d'utiliser la séquelle d'une vérité pour en faire le germe d'une autre vérité.

Soyez tout à fait tranquilles : je ne vais pas ce soir faire mes débuts dans le grand penser. Je porte le lourd fardeau d'un nom qu'un ancêtre illustra jadis, en faisant de la prose sans le savoir. J'espère n'avoir pas hérité sa fatuité. Je crois bien avoir hérité sa candeur. Lorsque lui fut révélé son inconscient talent, il fut très étonné. Je ne le fus pas moins quand un des poteaux indicateurs plantés le long de mon histoire, m'apprit que la route où je rôdais était celle de ce matérialisme dialectique qu'il est plus facile de pénétrer qu'il n'est facile de le définir. Tout à fait inapte à la spéculation philosophique, j'étais fort intimidé de me trouver sur un terrain à la prospection duquel j'étais si peu préparé, mais j'étais surtout surpris de ne pas m'y sentir en exil. Si ignorant que je fusse, je n'avais pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que le marxisme est bien moins une doctrine qu'une méthode et non pas une invention, mais une découverte. Et puis, cette route dont, avant d'en connaître le nom et le tracé savant, j'admirais les perspectives, elle était aussi celle de mon plus bel espoir.

J'y ai rencontré des hommes dont je m'enorgueillis d'être devenu le compagnon et en qui j'ai vite décelé ce noble et fécond amour de l'ordre qu'on appelle l'esprit révolutionnaire, cette invincible horreur d'un désordre dont le maintien ne saurait être désiré que par l'imbécillité, la cruauté ou la bassesse. Ces hommes m'ont fraternellement accueilli et je ne laisserai pas échapper l'occasion qui m'est ici donnée de les remercier. Dans la crainte d'assombrir cette heure claire, je ne nommerai aucun de ceux que la mort a détournés, mais vous savez bien que je reste fidèle à leur mémoire. Plus précisément, je ne crois jamais tout à fait à la mort de mes amis et ceux qui ne sont plus là, je ne cesse pas de m'entretenir avec eux. Je ne crois pas non plus à la solitude. Je n'ai jamais été un promeneur solitaire. Un homme parmi les hommes, un homme attentif, voilà ce que j'ai rêvé d'être. Content d'être au milieu de mes compagnons, de marcher à leurs côtés, et d'aucuns nous ont raillés de marcher au pas. C'est, ma foi, vrai et nous n'en avons pas honte, il nous est arrivé de marcher au pas. Pour ne perdre le bénéfice ni du coude à coude, ni d'une cadence qui est harmonie et la garantie de notre efficacité, pour ne pas nous gêner réciproquement, la liberté ne résidant pas, à nos yeux, dans le droit d'embêter le voisin. Pas plus que notre entente et notre accord, le sentiment de notre interdépendance ne ressemble à la servitude. Nous sommes fort différents les uns des autres et ne pensons pas que ce qui nous différencie doive fatalement nous séparer. Peut-être n'avons-nous en commun d'autre bien que notre indi-

gnation et cette certitude qu'il n'est ni nécessaire ni inévitable que le privilège et l'infamie régissent le monde.

« Illuminés ! » grincent nos railleurs. Non, c'est parce que nous n'avons pas, sur les hommes, toutes les illusions qu'on nous prête, c'est parce que nous connaissons leurs faiblesses, *nos* faiblesses, qu'en réalité sages et prudents, nous souhaitons la création d'un milieu où ces faiblesses auraient moins d'occasions d'être nocives, l'instauration d'une société où il ne serait plus indispensable d'être féroce, où le plus évident intérêt de chacun serait de faire état de l'intérêt de tous.

Nous serions des mystiques si, éblouis par l'éclat d'un lumineux avenir, nous nous désintéressions de ce qui — furieusement ou silencieusement, presque toujours douloureusement — s'élabore dans la pénombre du présent. Le vierge, le vivace et le bel aujourd'hui, nous ne le situons pas dans des régions dont le climat ne serait heureux que parce que la politique y serait inconnue. Aussi ne sommes-nous pas de ces beaux esprits qu'indiffère le sort de la République et pour qui le mot démocratie ressortit au vocabulaire de ce que d'aucuns appellent avec dégoût la canaille ou, avec mépris, les « primaires ».

A l'heure où le fascisme change de visage et de nom pour n'avoir pas à changer la direction de son tir, nous ne consentons pas à l'indifférence. Quitte à passer pour manquer d'élégance, avouons même être assez enclins à ne pas trouver tellement ridicule le mot de Robespierre : « Il n'y a qu'une vertu, c'est l'amour de la République. » La République avait alors beaucoup d'ennemis avoués : c'était le bon temps. Aujourd'hui, c'est de ses prétendus amis qu'elle doit se méfier. Elle vient de triompher de leurs prévenances. Réjouissons-nous. Restons méfiants. Restons vigilants.

Ce peu original conseil, ce prudhommesque *Caveant consules !* vous est adressé ce soir par un de ceux qui furent les camarades d'enfance de la défunte Troisième. Elle était à peine mon aînée. Le jour de son assassinat, je compris combien je lui étais attaché. Elle était pleine de défauts. Tandis que moi, vous savez maintenant que je n'en ai aucun. Du moins aujourd'hui. Un homme dont on fête l'anniversaire, est toujours parfait. Donc imperfectible. La République, elle, est perfectible; c'est une de nos raisons de lui faire confiance. Ses vrais amis la perfectionneront. La IVe République sera meilleure que la IIIe, beaucoup meilleure, j'en suis sûr.

Mes amis, en me montrant optimiste, je manque une fois encore aux convenances. Si j'en crois les manuels de civilité sénile et honnête, l'usage est, pour les vieillards, de tenir des propos désabusés. Mais j'ai la mauvaise humeur en horreur. S'enthousiasmer ou s'indigner, combattre, souffrir même et rager, oui — à condition de rager avec bonne humeur. Je rage que les vertus de la bonne humeur soient si méconnues. Il y a des gens qui la prennent pour de l'insouciance, d'autres qui commettent le sacrilège de la confondre avec le scepticisme. Les misérables ! J'ai eu la chance d'être immunisé contre les dangers

d'une aussi grave erreur par la bonne fée que mon père fit venir à mon berceau. Elle avait une barbe grise, une grosse voix, un cœur tendre et railleur, et les éclats de sa généreuse colère étaient de généreux éclats de rire. Cette bonne fée s'appelait Jules Vallès. J'ai eu bien d'autres chances. Ce serait manquer à la pudeur que d'en faire étalage. J'en dirai une, encore : la chance d'être d'une génération privilégiée. Pensez à ce qu'elle a vu ! Si l'on me demandait le mot magique, le *Sésame* qui ouvre le trésor de mes souvenirs de jeunesse, peut-être serais-je tenté de dire : « Dreyfus Claude Debussy » et tout de suite, bien sûr, je sentirais ce qu'un tel raccourci a de sommaire, le nom du grand musicien, même accolé à celui du grand peintre Pierre Bonnard — et si significatifs qu'ils soient tous deux — ne suffisant cependant pas à résumer l'effet exaltant des surprises que nous réservèrent le goût, l'audace, l'inquiétude de cent autres artistes dont nous étions, au fond, heureux que le génie fût bafoué, puisqu'à notre bonheur de les aimer, s'ajoutait ainsi le bonheur d'avoir à les défendre.

Cette joie de combattre (et singulièrement de combattre le conformisme), c'est encore elle que, sur un autre plan, nous donna cette Affaire Dreyfus qui nous a si profondément marqués et dont je suis convaincu que nous ressentons encore aujourd'hui les bienfaits du climat qu'elle créa. « La question ne sera pas posée ! » C'était le refrain et la misérable défense de la réaction épouvantée. Nous n'avons pas résolu autant de questions que nous en posions, certes, mais nous en avons posé beaucoup. Que de révisions ont, après celle du procès fameux, été entreprises ! Magnifique travail ! Heureux ceux qui ont eu la chance de n'y pas rester complètement étrangers, ceux pour qui, notamment, n'est pas lettre morte l'histoire du mouvement ouvrier depuis un demi-siècle, l'histoire d'une idée qui se précise, d'un idéal qui se concrétise, d'une classe qui, souvent trahie, toujours combattue, prend conscience de ce qu'elle peut vouloir, de ce qu'elle veut pouvoir. Je n'en finirais pas, s'il me fallait seulement énumérer tous les aspects du passionnant spectacle auquel j'ai eu l'incomparable bonne fortune d'assister — non seulement en France mais dans le monde entier, puisque, n'ayant jamais quitté l'Europe, le seul fait de protester contre les infamies de l'impérialisme me vaut quelques amitiés dont je suis particulièrement fier, en Afrique et dans cette Asie dont Viollis et Léon Werth m'avaient révélé l'enfer.

Comme dit l'autre, « j'ai plus de souvenirs que si j'avais mille ans ! » Et je n'en ai que 70 ! Qu'est-ce que ce sera quand je serai vieux !

J'ai le bonheur d'avoir eu des canailles à détester, des gens intelligents et bons à aimer. J'en ai connu de cruels et ils m'ont fait horreur, d'ambitieux et je les ai plaints, tant me surprenait la médiocrité de leurs ambitions. J'ai connu des fantoches qui m'ont bien amusé, des hommes et des femmes dont le dévouement et le désintéressement m'ont empli d'admiration. Je ne prétends pas qu'ils étaient tous membres de mon parti, mais pourquoi tairais-je que j'en ai rencontré là plus qu'ailleurs ? J'ai eu enfin le privilège de ne jamais fréquenter de gens ennuyeux

parce qu'aussitôt que l'arrivée par l'escalier d'honneur de quelque cuistre m'était signalée, je foutais le camp par l'escalier de service. Je ne supporte pas l'ennui et quant à la tristesse, je la tiens — tout comme la brosse à dents — pour un objet d'une utilité incontestable, mais à usage strictement personnel.

J'ai été prodigieusement intéressé par mon prochain; entre autres satisfactions, il m'a donné celle de retrouver en lui mes propres faiblesses — celles qu'il faut taire ce soir. Mon prochain, je l'ai aimé assez pour éviter de lui marcher sur les pieds, même quand, dans la cohue, j'étais près de lui, tout près de lui. Encore un conseil : cette notion qu'autrui existe et qu'il a, lui aussi, des pieds sensibles, peut-être n'est-il pas inutile, pour devenir communiste, de l'acquérir et de la méditer.

Dans la cohue que je dis, j'ai été le témoin d'événements graves et aucun ne m'a paru aussi pathétique que cette Révolution d'Octobre qui est à mes yeux, avec notre 89, une des plus étonnantes aventures de l'esprit où l'humanité se soit jamais engagée.

La richesse de mon temps en drames émouvants n'est pas la seule raison de la ferveur et de l'admiration que je lui voue. Notre temps est, à proprement parler, extraordinaire. Ma génération aura été témoin d'une sorte de mutation brusque qui ressortit à la féerie. Nous avons vu l'homme pris soudain d'une fièvre qui l'incitait à bouleverser l'univers. Sa condition, qu'il améliorait lentement depuis des millénaires, voici qu'il la répudie. Il ne se contente plus de progresser. Il entreprend sa propre transfiguration. Il se promène dans le fond des mers, explore le ciel. Il embauche Prométhée, le délivre de son foie, de ses chaînes et de son vautour. Il arrache au Temps stupéfié son sablier ridicule, sa faulx ébréchée et sa barbe de fleuve radical. De quoi ne se mêle-t-il pas ? Il ne lui suffit plus de regarder par le trou de la serrure, il veut voir à travers les corps opaques et écouter ce qui se chante au bout du monde. Il anime les images, puis les fait parler, parle lui-même à l'univers entier et il n'a pas plus tôt inventé le téléphone qu'il en supprime les fils, pour être entendu plus loin et mieux.

Oui, les hommes de mon âge ont assisté au sublime délire d'un démiurge. Nos aïeux ont-ils jamais rien vu d'équivalent ? La rapidité de la métamorphose longuement, lentement préparée par les siècles, est prodigieuse. Le fiacre trottinant dans lequel, enfant, je fus mené par ma mère chez Victor Hugo pour y danser la capucine, ressemblait bien plus au char d'il y a 2.000 ans qu'à l'auto qui, un peu plus tard, me conduisit dans le fond d'un fossé. J'y suis tombé sur un tas de vieux concepts, de vieux errements, de vieux trucs et de vieux machins qui, eux, n'ont pas survécu à leur culbute sensationnelle. Qu'ils reposent en paix ! Faisons-nous une raison. Nous trouverons mieux. Je suis sûr que vous trouverez bien mieux. J'en suis sûr parce que je suis le contraire d'un sceptique. Je ne me lasserai pas de répéter le mot de Lénine : « Notre victoire est assurée, parce que nous avons raison. » Je vous le répéterai une fois de plus, le jour venu de mon centenaire. Il sera tou-

jours magnifique et encore d'actualité, parce qu'il y aura toujours pour les nôtres une victoire à remporter. J'ai confiance. Confiance en vous.

Mais je ne sais toujours pas comment vous remercier d'avoir confiance en moi. Alors je vous dis : « Merci. ». Tout bêtement. Gauchement, honteux de ma gaucherie. Tendrement, sans aucune honte de ma tendresse.

Comme le coureur qui reçoit la coupe — et comme lui un peu essoufflé — je ne sais que dire : « Je suis bien content » et j'aimerais croire à la métempsycose pour pouvoir ajouter : « J'essaierai de faire mieux la prochaine fois. »

ACTUALITÉ DE PASTEUR

par GEORGES TEISSIER

Aux trois articles sur Pasteur publiés dans le numéro 7 de la Pensée *sous les signatures de Paul Langevin, Fernand Nitti et Paul Dupuy, nous sommes heureux de joindre aujourd'hui le discours prononcé le 22 novembre dernier, à une cérémonie organisée par l'Union nationale des Intellectuels, par Georges Teissier, directeur du Centre national de la recherche scientifique.*

Pasteur a dit : « Il est salutaire de rappeler aux cités qui l'oublient qu'elles ne vivent à travers les âges que par le génie ou la vaillance de quelques-uns de leurs enfants », mais il a dit aussi : « Il importe au bien d'un grand pays que l'œuvre du génie soit offerte sans cesse comme modèle à la postérité. »

Les cérémonies qui s'achèvent ce soir seraient incomplètes, et l'hommage que nous voulons rendre à une grande mémoire indigne d'elle, si le glorieux passé que nous avons évoqué tout au long de la semaine ne nous apportait pas des leçons pour l'avenir.

Pasteur fut très grand par son génie, plus grand peut-être encore par l'usage qu'il en sut faire. Son génie n'appartient qu'à lui et nul n'en a hérité, mais sa méthode, faite de l'application inflexible de quelques règles très simples, est devenue le patrimoine commun de tous ceux qui, après lui, quels qu'ils soient et où qu'ils se trouvent, veulent, par la science, servir l'humanité.

***

Pasteur est homme de science, il est même exclusivement un homme de science. Il s'est voué dès sa jeunesse à la recherche de la vérité, qu'il aime avec une passion dévorante, avec emportement. Partout où il les trouve, il pourchasse impitoyablement l'erreur ou même la simple inexactitude. Pasteur est d'origine, de formation et de goût un universitaire. Il en a accepté et rempli avec une scrupuleuse exactitude toutes les charges, même celles qui le détournaient le plus de son travail personnel. Professeur exemplaire, il n'a même jamais admis qu'un savant, si éminent qu'il soit, pût être déchargé de sa fonction enseignante, car, dit-il :

> Outre le service rendu par l'enseignement des hommes les plus éminents dans les sciences (car il se mêle à leur exposition, soit de leurs propres travaux, soit des travaux des autres, une sève et une force que l'on ne saurait trouver ailleurs au même degré), il faut considérer que l'enseignement public est très nécessaire au savant lui-même. Les savants qui n'ont pas professé, ou qui ont eu dans leur carrière de professeur une interruption prolongée, ont éprouvé que ce n'est pas impunément que l'on ne professe plus pendant de longues années. Un cours public oblige à embrasser successivement, dans leurs relations entre elles ou avec les autres sciences, toutes les parties de la science dont on s'occupe. Les travaux personnels reçoivent ainsi l'influence salutaire de rapprochements et d'aperçus nouveaux.

Au soir de sa vie, sachant qu'il a presque achevé sa route, il est si pénétré de la conviction que la voie qu'il a suivie était la bonne, que dans le discours jubilaire qui est un testament scientifique, il dit aux jeunes venus pour l'acclamer :

> Vivez dans la paix sereine des laboratoires et des bibliothèques.

Ces paroles toutes simples et apparemment si claires demandent pourtant à être comprises. Qui voudrait y voir un conseil d'abstention devant la vie, de fuite devant les responsabilités sociales, se tromperait étrangement. Pasteur ne fut pas moins grand comme homme d'action que comme homme de pensée, et s'il a pu poursuivre sa glorieuse carrière sans quitter le laboratoire, c'est qu'il a élargi sans limite les frontières de celui-ci. Aussi, sa voix doit-elle être entendue la première dans le débat si grave ouvert aujourd'hui sur le rôle de la science dans la vie des peuples.

La science a fait depuis trente ou quarante ans plus de découvertes qu'il n'en avait été fait depuis l'origine de l'humanité, et cependant jamais ce savoir n'a été si peu considéré ni si mal employé. Les biens vers lesquels tendent les efforts des hommes, nourritures, travail, sécurité, sont rendus par la science accessibles à tous. Les ressources, le savoir et l'habileté nécessaires à la construction d'un monde nouveau sont là, mais nous en tirons seulement le danger et la mort, la misère et le malheur.

Ce problème, dont je viens d'emprunter l'énoncé au grand savant anglais Bernal, est peut-être le plus grave de tous ceux qui se posent à nous à l'heure actuelle. Nous ne pouvons naturellement pas demander à Pasteur, qui vivait en des temps où son acuité était incomparablement moindre, de le résoudre pour nous. Nous pouvons cependant chercher comment il a répondu pour sa part à la question essentielle, celle de la responsabilité sociale du savant.

Pasteur est un pur scientifique, et cependant il a résolu de façon définitive des problèmes que se posaient les techniciens depuis des siècles, et rénové d'immenses industries. Pasteur est chimiste, et il a ouvert à la biologie un domaine sans limite; il n'est pas médecin, et c'est lui qui a apporté à l'art de guérir le progrès le plus décisif de tous les temps. Qui ne connaîtrait que les résultats sans leur explication, s'étonnerait, à juste titre, de la diversité de son œuvre; qui en connaît les principes, si lumineusement simples qu'on peut les enseigner aux petits enfants, s'étonne au contraire qu'il ait fallu tant de débats et tant de luttes pour les faire prévaloir, qu'à chaque nouvelle étape, il ait fallu convaincre de nouvelles couches de techniciens ou d'hommes de l'art d'une vérité que les succès antérieurs rendaient pour tous éclatante.

Souvent, l'homme de science hésite à publier certains résultats nouveaux, craignant que ses émules, partant des principes qu'il a établis, ne le devancent dans les découvertes futures dont il entrevoit la possibilité. Pasteur ne cache rien; tous les faits qu'il découvre, il les livre au grand jour, indiquant même la direction dans laquelle il poursuit ses efforts, et, au cours d'un demi-siècle de travail, jamais un praticien ne le devance dans une application.

Si Pasteur a résolu tant de problèmes et si divers, s'il a réussi là où échouaient les meilleurs techniciens, s'il a appris la médecine aux médecins, c'est que jamais, quelle que fût la question dont il s'occupât, et quelque intense que fût sa volonté de résoudre le problème concret qu'il s'était posé, il n'a sacrifié la théorie à la pratique. Dès son premier travail portant sur un problème industriel, sa méthode est faite.

En 1856, il accepte de chercher les remèdes aux incidents techniques qui se produisent trop fréquemment dans une fabrique d'alcool de betterave. Il veut trouver ces remèdes, mais il veut surtout profiter de la circonstance pour étudier en lui-même le phénomène, alors très mal connu, de la fermentation. Très vite, il trouve une solution provisoire au problème posé, solution aussi simple qu'efficace:

Pasteur, écrit le fils de l'industriel qui avait sollicité la consultation, Pasteur avait constaté au microscope que les globules en suspension dans le jus de fermentation étaient ronds quand la fermentation était saine, qu'ils s'allongeaient quand l'altération commençait et qu'ils étaient allongés tout à fait quand la fermentation devenait lactique. Cette méthode très simple nous permit de surveiller le travail et d'éviter les ennuis de fermentation qu'on avait fréquemment jadis.

Ces constatations empiriques, suffisantes aux besoins de la pratique, ne sont pour Pasteur que l'amorce d'un travail purement scientifique qui le conduira

à des découvertes capitales, que cinq ans plus tard il appliquera avec succès à l'étude des maladies des vins.

Cette oscillation entre la théorie et la pratique, nous la retrouvons à chaque étape de la vie de Pasteur; elle est la caractéristique essentielle de son génie et de son œuvre dont elle fait la grandeur. Jamais, à aucun moment, et quelle que soit l'importance des recherches qu'il poursuit, il ne renonce à tenter l'application d'une découverte qu'il a faite; jamais, à aucun moment, et quelle que soit la grandeur des intérêts en jeu, il ne renonce à poursuivre l'étude des problèmes de pure science qui l'intéressent par-dessus toute chose. A chaque étape de sa carrière, il aurait pu se laisser détourner de sa route et consacrer le reste de ses jours à l'une ou l'autre des grandes questions qu'il a étudiées. Il ne l'a pas voulu et toujours, abandonnant chaque problème particulier dès qu'il en avait donné une solution suffisante pour la pratique, il revenait aux problèmes généraux, sources de découvertes futures, sources de nouvelles applications.

Aussi, ne nous étonnerons-nous pas de rencontrer sous la plume de ce savant, complet s'il en fut jamais un, une condamnation formelle de ceux qui, pour des raisons diverses, veulent compartimenter la recherche et réserver à deux catégories d'hommes, deux catégories de problèmes.

Il écrit :

Une idée essentiellement fausse a été mêlée aux discussions nombreuses soulevées par la création d'un enseignement secondaire professionnel : c'est qu'il existe des sciences appliquées. Il n'y a pas de sciences appliquées. L'union même de ces mots est choquante. Mais il y a des applications de la science, ce qui est différent.

Huit ans plus tard, dans un article publié en 1871, qui s'intitule « Pourquoi la France n'a pas trouvé d'hommes supérieurs au moment du péril », et que l'on ferait bien de relire, il écrit :

Peu de personnes comprennent la véritable origine des merveilles de l'industrie et de la richesse des nations. Je n'en veux d'autre preuve en ce moment que l'emploi de plus en plus fréquent, dans le discours, dans le langage officiel, dans les écrits de tous genres, d'une expression fort impropre, celle de *sciences appliquées*. On se plaignait naguère, en présence d'un ministre du plus grand talent, de l'abandon des carrières scientifiques par des hommes qui auraient pu les parcourir avec distinction. Cet homme d'Etat essaya de montrer qu'il ne fallait pas en être surpris, *qu'aujourd'hui le règne des sciences théoriques cédait la place à celui des sciences appliquées.* Rien de plus erroné que cette opinion ; rien de plus dangereux, oserai-je dire, que les conséquences pouvant résulter, dans la pratique, de ces paroles. Elles sont restées dans ma mémoire comme une preuve évidente de la nécessité des réformes que réclame notre enseignement supérieur. Non, mille fois non, il n'existe pas une catégorie de sciences auxquelles on puisse donner le nom de sciences appliquées. *Il y a la science et les applications de la science,* liées entre elles comme le fruit à l'arbre qui l'a porté.

Et il ajoute un peu plus loin :

Au point où nous en sommes arrivés de ce qu'on appelle la *civilisation moderne*, la culture des sciences dans leur expression la plus élevée est peut-être plus nécessaire encore à l'état moral d'une nation qu'à sa prospérité matérielle.

Telles sont, écrites il y a soixante-quinze ans, les réponses que fait Pasteur à des questions qui se posent aujourd'hui au lendemain d'une guerre comme elles se posaient, dans les mêmes termes ou presque, il y a trois quarts de siècle au lendemain d'une autre guerre.

Je voudrais citer d'autres passages de cet article et aussi vous faire connaître l'essentiel d'un autre article paru en 1868 et qui s'intitule « Le budget de la science ». Mais je pense que son titre suffira à vous dire son contenu : adressé au ministre des Finances de ce temps-là, il vaut hélas ! pour tous ceux qui se sont succédé en France... Ces deux articles et un troisième consacré à la question du cumul, Pasteur les réunit en août 1871 en une brochure qu'il fait précéder de cet avertissement :

Je réunis aujourd'hui ces articles parce qu'ils sont les formes diverses d'une même pensée, qu'on ne saurait trop affirmer devant le pouvoir et l'opinion publics : C'EST QU'IL FAUT TRAVAILLER PAR TOUS LES MOYENS POSSIBLES A ASSURER DANS UN PROCHAIN AVENIR LA SUPERIORITE SCIENTIFIQUE DE LA FRANCE.

Cette phrase est écrite en capitales. Vous penserez comme moi qu'elle vaut en 1946 autant qu'elle valait en 1871.

* * *

Pasteur a dit :

Je crois invinciblement que la science et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre, que les peuples s'entendront non pour détruire, mais pour édifier, et que l'avenir appartiendra à ceux qui auront le plus fait pour l'humanité souffrante... Jeunes gens, jeunes gens... ne vous laissez pas atteindre par le scepticisme dénigrant et stérile, ne vous laissez pas décourager par la tristesse de certaines heures qui passent sur une nation.

Ces paroles d'espérance et de foi dans la vie, Pasteur les prononçait en un jour d'apothéose, mais en un jour aussi où, accablé par la maladie, il sentait lourdement le poids de soixante-dix années d'une vie de travail. Cet appel à la jeunesse, il le lançait le cœur bien lourd de la défaite de la France, dont vingt ans écoulés n'avaient pas adouci l'amertume.

Qui de vous, en vérité, ne sentira que ces paroles, que cet appel sont plus lourds de signification pour nous que pour nos pères ? L'optimisme que Pasteur nous demande est incomparablement plus méritoire en 1946 qu'en 1892, mais il est incomparablement plus nécessaire. Nous tous, les vivants, nous avons notre part de responsabilité dans la construction d'un monde nouveau, qu'il nous faut édifier sur les ruines de celui que nous avons vu crouler dans le sang, dans les larmes et dans la misère. Notre avenir, l'avenir de notre peuple, l'avenir de l'humanité, dépendent de notre effort et nul parmi nous n'est dispensé d'apporter sa pierre à la cité de demain. C'est à la jeunesse qu'incombera la tâche la plus lourde, mais la plus belle. J'aurai pour elle la témérité de paraphraser l'appel de Pasteur et de lui dire : Jeunes gens, mes amis, vous arrivez à l'âge d'homme en un temps redoutable; la vie de tous les jours est difficile, l'avenir incertain et menaçant. Vous avez pourtant de la chance, une chance que vous envieront vos fils; vous allez faire un monde pour vous, un monde à votre mesure, plus beau, plus juste, plus fraternel que celui que nous avons connu. Vous aurez à écrire les plus belles pages de notre glorieuse histoire. Un monde va naître, un monde où chacun de vous trouvera sa place. A aucune époque peut-être, la vie n'a été plus riche de promesses pour les jeunes. Ceux-là vous trompent qui vous prêchent l'inutilité de l'effort, le dégoût de l'action, la désertion devant le devoir. N'écoutez pas ces lâches et ces impuissants, mais suivez ceux de vos aînés qui vous montrent par leur exemple que la vie vaut d'être vécue, lorsqu'elle est consacrée au service d'une grande idée ou d'une juste cause, suivez ceux qui avec Pasteur croient invinciblement que la science et la paix triompheront de l'ignorance et de la guerre.

Croire invinciblement, nous savons bien aujourd'hui ce que cela veut dire. Pendant quatre années d'esclavage et d'abjection, en un temps où tout semblait perdu, nous avons cru, cru invinciblement à la libération réputée impossible; nous avons cru, cru invinciblement au triomphe de la démocratie. Et la libération est venue et la cause de la démocratie a triomphé. Aujourd'hui, avec le même courage, avec la même ténacité, nous croyons invinciblement en la science et en la paix !

Certains essaieront de saper notre espérance, mais nous savons par avance, pour l'avoir trop entendu, ce qu'ils pourraient nous dire. Souvenez-vous de cette

littérature du temps de Vichy, qui faisait l'éloge de l'ignorance, qui abaissait la raison, complice de la liberté, qui cherchait l'inexpliqué pour le prétendre inexplicable, qui attaquait Descartes ou qui, plus subtile, truquait des textes pour essayer de faire croire que Claude Bernard avait, dans sa vieillesse, trahi le rationalisme qu'il avait passé sa vie à défendre. Souvenez-vous de ces ministres de Vichy qui, méthodiquement, abaissaient le niveau des études, sabotaient les examens, privaient l'Université des ressources les plus indispensables à l'accomplissement de sa mission.

Parce que nous n'avons rien oublié, nous savons, maintenant et pour jamais, que la science et la liberté sont indissolublement associées, dans leurs défaites et dans leurs victoires. Parce que nous n'avons rien oublié, parce que nous nous sommes juré que jamais ne reviendraient les temps de misère et de honte, nous croyons invinciblement en la science libératrice, en la science mère des civilisations futures.

Dans la lente évolution qui a fait sortir d'une souche simienne l'humanité d'aujourd'hui, une étape fut décisive entre toutes; c'est celle où, pour la première fois, apparut sur la terre un être qui ne fuyait pas devant l'élément redoutable, contre lequel ne pouvait prévaloir ni la force, ni le courage, et que seul pouvait vaincre l'intelligence. Le maître du feu devint l'homme.

Aujourd'hui, peut-être sommes-nous aux premiers jours d'une nouvelle étape, et nous tremblons devant la terrible puissance de l'énergie atomique, comme tremblaient nos lointains ancêtres, devant le terrible pouvoir du feu. Aujourd'hui le feu est notre ami, malgré le souvenir des cités glorieuses disparues dans les flammes, malgré les bûchers innombrables allumés au cours des siècles par le fanatisme et l'iniquité. Demain, l'énergie cachée au plus profond de la matière, définitivement domptée et enlevée aux mains qui ne savent que détruire, sera, pour tous, source de bienfaits et de joie. Cela, nous le croyons, invinciblement, comme Pasteur le croirait s'il était encore parmi nous.

KARL MARX
ET LA PENSÉE MODERNE

par A. CORNU

Replacée dans le cadre général de l'histoire, la pensée moderne, considérée dans ses traits essentiels, apparaît déterminée par la formation et l'évolution du régime capitaliste et marque l'adaptation de la conception générale du monde au mode de vie nouveau correspondant à ce régime. Elle suit dans son mouvement le développement de la classe dominante moderne : la bourgeoisie, et au moment du déclin de celle-ci, elle traduit, avec le marxisme, les conceptions de la classe montante nouvelle : le prolétariat.

* * *

La pensée moderne naît vers le XVe siècle, au moment où les grandes découvertes qui élargissent aux autres continents le monde, jusqu'alors limité à l'Europe, amènent une transformation profonde de l'organisation féodale, caractérisée par la stabilité économique et sociale. Le développement progressif du nouveau régime, fondé sur une liberté plus grande de production et de circulation des richesses, détermine le passage de la conception statique du monde, qui répondait à l'organisation médiévale, à une conception dynamique, adaptée au régime capitaliste et fondée comme celui-ci sur les notions de mouvement, de changement, de progrès.

La Renaissance et la Réforme

La libération économique et sociale, qui peu à peu s'affirme par ce régime, s'accompagne d'une libération spirituelle qui s'exprime, sur deux plans différents, par la Renaissance et la Réforme.

Le mouvement de la Réforme qui s'est manifesté non seulement en Allemagne, mais dans presque toute l'Europe occidentale, constitue un affranchissement dans le domaine, alors essentiel, de la vie spirituelle : le domaine religieux. Malgré son caractère dogmatique, qui fait d'elle tout le contraire d'un mouvement libéral, au sens moderne du mot, la Réforme marque, par la libération, au moins relative, de la conscience religieuse, un premier degré dans l'adaptation de la conception générale du monde au mode de vie nouveau.

Ce mouvement de libération spirituelle se complète par la Renaissance qui, rejetant plus délibérément le principe d'autorité, s'efforce de libérer l'homme de la tradition dans tout le domaine de la pensée.

Le rationalisme

A la Renaissance et à la Réforme succède le rationalisme qui, en posant le primat de la raison, affirme plus pleinement la liberté de pensée et de critique. A l'idée de liberté, il ajoute l'idée de progrès qui répond au principe de changement, de développement sur lequel se fonde le régime nouveau de

production, et il marque par là un deuxième degré dans l'adaptation de la conception générale du monde à l'organisation économique et sociale nouvelle, déterminée par ce régime.

Le passage de la conception de la liberté limitée à la conscience religieuse qu'exprime la Réforme, à la conception d'un progrès rationnel, à la fois intellectuel et moral, qui trouve son expression dans le rationalisme, ne s'est pas fait d'une manière uniforme dans tous les pays et le caractère qu'a revêtu dans chacun d'eux le rationalisme répond à leur degré différent d'évolution économique et sociale.

C'est en Allemagne que cette évolution s'est faite le plus lentement. Ruinée par la découverte des Indes et de l'Amérique, qui détournait d'elle le trafic international qui avait fait sa fortune, ravagée et désagrégée par la guerre de Trente Ans et le traité de Westphalie, l'Allemagne devait rester pendant près de deux siècles à l'écart de la grande révolution industrielle qui provoquait en Angleterre et en France une profonde transformation. Enfermés dans le cadre étroit d'une vie mesquine, que n'animait aucun renouveau économique et social, les Allemands devaient être portés à s'intérioriser et à trouver dans la religion l'aliment essentiel de leur vie spirituelle. De ce fait, l'influence de la Réforme, premier stade de libération spirituelle, a persisté plus longtemps qu'ailleurs et le rationalisme n'y est apparu que sous la forme atténuée de l'*Aufklärung*, de la *Philosophie des lumières*. Accommodation de la pensée rationnelle et de la tradition religieuse, correspondant à une période de semi-stagnation économique et sociale, l'*Aufklärung* n'était qu'un pâle reflet du rationalisme anglais et français, expression d'un développement plus rapide du nouveau régime de production.

En Angleterre, où la bourgeoisie accède très tôt à la direction de l'économie du pays et conclut avec la noblesse et la royauté un compromis pour le partage du pouvoir, le rationalisme tend à une justification du présent, de la réalité immédiate et concrète et revêt, de ce fait, la forme d'empirisme et de sensualisme.

En France, où la bourgeoisie, se développant plus lentement, affirme moins nettement son caractère et ses intérêts de classe et se subordonne à la monarchie, le rationalisme, qui en traduit les aspirations, le fait tout d'abord non sur un plan concret, comme en Angleterre, mais sur un plan théorique et abstrait et prend un caractère spiritualiste. Considérant de ce point de vue la liberté et le progrès, il limite celui-ci à l'homme qu'il oppose à la nature étrangère aux lois de la raison et réduit l'évolution humaine, considérée dans son essence, à un développement intellectuel et à un perfectionnement moral. Cependant, l'accroissement rapide de sa puissance économique au XVIIIe siècle, amène la bourgeoisie française à lutter contre la monarchie et l'Eglise pour la conquête du pouvoir politique. Le rationalisme alors, rejetant le spiritualisme et s'inspirant du sensualisme anglais et de la mécanique cartésienne, prend un caractère matérialiste qui, d'une part, répond à la nécessité pour la bourgeoisie de combattre l'Eglise, principal soutien de la royauté, et d'autre part traduit l'importance de plus en plus grande prise, du fait du développement de la production et de la science, par la réalité concrète, matérielle, dans le développement de la vie humaine.

Reflet de l'organisation économique et sociale capitaliste fondée sur la concurrence et le profit, le rationalisme, aussi bien matérialiste que spiritualiste, est amené, du fait du caractère individualiste du mode d'appropriation des richesses, à considérer l'homme en tant qu'individu; il arrive ainsi à une conception atomistique de la société, qui le rend impuissant à expliquer l'organisation économique et sociale et à montrer le lien qui unit l'activité humaine au monde extérieur, la réalité spirituelle à la réalité matérielle.

Du fait qu'il reste, comme le rationalisme spiritualiste, incapable de montrer comment l'homme s'intègre effectivement dans le monde, le rationalisme maté-

rialiste conserve un caractère dualiste, subordonnant non plus la nature à l'esprit, mais l'esprit à la nature.

Cependant le développement du nouveau régime de production, qui entraînait une intégration de plus en plus grande de l'homme dans le monde extérieur, en même temps qu'une association de plus en plus étroite des hommes dans leur activité économique et sociale, devait amener la transformation de ce dualisme qui opposait l'esprit à la matière, l'homme au monde extérieur, l'individu à la société, en un monisme, intégrant l'homme dans le monde considéré comme un immense organisme, englobant en lui la nature et l'humanité.

Rousseau et Kant

Cette conception nouvelle moniste et organique du monde se fait jour, de façon très différente d'ailleurs, chez les deux penseurs qui ont exercé l'influence la plus profonde dans la deuxième moitié du XVIIIe siècle : Rousseau et Kant. L'œuvre de Rousseau s'inspire des deux tendances fondamentales et contradictoires du régime économique et social capitaliste : tendance à l'intégration dans le monde extérieur, provoquée par le développement de la production, et tendance à l'individualisme, déterminée par la concurrence et le profit.

Il s'efforce tout d'abord de surmonter cette contradiction en transposant, sur un plan utopique, le problème économique et social qu'elle soulève.

Partant de la conception individualiste et atomistique de l'homme, propre au régime capitaliste, Rousseau fait de lui un individu considéré en soi et, reflétant la lutte menée alors par la bourgeoisie contre la société féodale, il l'oppose à la société qu'il condamne comme artificielle et mauvaise. A la société, qui constitue en réalité le milieu naturel de l'homme, il substitue une nature idéalisée, considérée sous l'aspect d'une nature primitive, portant en elle toute la bonté et toute la pureté de la création divine et adaptée par une harmonie préétablie à l'homme, dans la mesure même où celui-ci n'est pas avili et souillé par la civilisation. Dans la nature ainsi idéalisée, l'opposition entre l'individu et la société est abolie et l'homme, entrant en communion avec l'ensemble des êtres et des choses, peut s'intégrer entièrement dans son milieu et s'y épanouir pleinement.

A cette première conception succède, dans le *Contrat social* en particulier, une conception nouvelle, où l'homme est intégré non plus dans une nature, mais dans une société idéalisée. Suivant alors non ses instincts et ses penchants, mais sa raison, l'homme s'élève, dans cette société, du stade de l'animalité au stade de la moralité; par l'extension qu'il donne à ses idées et par la noblesse qu'il confère à ses sentiments, il développe et rehausse progressivement les facultés de l'âme qui le distinguent de l'animal, à condition toutefois que cette société soit une « société d'égaux », car l'inégalité et l'injustice sociales le dépravent.

Cette intégration de l'homme dans la nature d'abord, puis dans la société, pour utopique et fausse qu'elle fût, en particulier sous sa forme première, permettait cependant de surmonter, en principe du moins, la contradiction fondamentale inhérente au régime capitaliste et constituait une première grande tentative pour expliquer la vie humaine dans sa totalité et dans ses relations avec le monde extérieur.

C'est elle qui est à l'origine de la résonance profonde que trouva l'œuvre de Rousseau et de l'influence immense qu'elle exerça sur son temps. Cette influence se manifesta d'une part dans les rêveries d'un retour à l'état de nature qui inspirèrent *Paul et Virginie* et les Trianons et d'autre part dans le désir d'une rénovation de la société selon les principes rationnels et éternels, inscrits dans le droit naturel, de liberté, d'égalité et de fraternité. C'est ce désir qui

guida les grands révolutionnaires de 1789 et après eux les socialistes utopiques.

Cette même tentative d'intégration de l'homme dans son milieu naturel et social est poursuivie à peu près à la même époque, sur un plan différent, par le grand philosophe allemand Kant.

Ce qui caractérise essentiellement son œuvre, en dépit de l'apparence dualiste de son système, c'est une tendance à la totalité et par là même à l'intégration complète de l'homme dans le monde. Mais, du fait de l'état arriéré de la Prusse, sa tentative s'éloigne, plus encore que celle de Rousseau, d'une solution positive et concrète et aboutit à un formalisme, qui ne lui permet de surmonter effectivement le dualisme ni sur le plan de la raison pure théorique, ni sur le plan de la raison pratique. L'union de l'homme avec le monde extérieur se limite en effet chez lui, aux formes *a priori* de la connaissance, que l'esprit impose à un monde qui lui reste, dans son essence, inaccessible. Il en est de même dans le domaine moral, où la conduite de l'homme ne se règle pas, en fait, sur les données concrètes de la vie, mais est déterminée, *a priori*, par une loi purement formelle, étrangère à l'espace et au temps. Cependant, malgré ce formalisme, qui sépare le réel de la connaissance et de l'action et qui oppose entre eux le monde de la causalité et celui de la liberté, chacun d'eux étant pour ainsi dire figé dans son identité et imperméable à l'autre, l'œuvre de Kant présente déjà les éléments d'une conception organique du monde. Le primat de la raison pratique implique en effet la subordination, la dépendance du monde de la causalité par rapport au monde de la liberté et l'application des formes *a priori* de la connaissance et de la conscience au monde phénoménal postule l'adaptation préétablie et nécessaire de ce monde à ces formes.

Le socialisme utopique

Cet effort pour intégrer pleinement l'homme dans le monde et expliquer la vie humaine dans sa totalité et dans ses relations profondes avec le milieu où elle se développe, se poursuit, après Rousseau et Kant, par le socialisme utopique qui s'inspire à son origine de Rousseau, et par la philosophie idéaliste allemande, qui part de Kant.

L'apport essentiel du socialisme français dans cette transformation de la conception générale du monde, a été de surmonter, par un dépassement de la solution encore un peu simpliste de Rousseau, la contradiction inhérente au régime capitaliste entre un mode de production de caractère de plus en plus collectif et un mode d'appropriation individualiste.

En conférant, en effet, au mode d'appropriation des richesses un caractère collectif et en le mettant ainsi en harmonie avec le mode de production, le socialisme utopique permettait de dépasser la conception atomistique, individualiste de l'homme considéré en soi et d'arriver à une notion de vie et d'activité collectives, qui, seule, permet de réaliser la pleine intégration de l'homme dans son milieu naturel et social.

Le défaut capital du socialisme utopique, qui exprimait les aspirations du prolétariat naissant, était de ne pouvoir dégager de la société même les raisons de sa transformation et d'établir de ce fait une coupure entre le présent et le futur, en opposant à la société présente l'idéal qu'elle doit réaliser.

La philosophie idéaliste allemande

Le grand mérite de la philosophie idéaliste allemande, qui a poursuivi sur un tout autre plan cet effort d'intégration de l'homme dans son milieu, a été de dépasser sur ce point le socialisme utopique en montrant comment le présent se dégage nécessairement du passé.

Elargissant l'idée mystique de l'union en Dieu à toute la nature animée de

l'esprit divin, la philosophie idéaliste romantique allemande arrive à une conception organique et vitaliste du monde, en considérant la réalité spirituelle et la réalité matérielle comme deux manifestations, différentes dans leurs formes, mais semblables dans leur essence, de la vie qui anime tous les êtres. Portée de ce fait à réduire à une unité fondamentale, à un monisme tout l'ensemble du réel, elle ramène l'essentiel de toute réalité à l'esprit et fait de celui-ci non seulement l'instrument de la connaissance, mais aussi le principe créateur de toutes choses.

S'inspirant à cet effet de l'œuvre de Kant qui, dans sa tentative d'embrasser et d'expliquer le monde dans sa totalité, avait montré que l'esprit s'intègre dans le réel en lui imposant ses formes, cette philosophie dépasse cette unité encore purement formelle, qui laissait subsister un dualisme foncier entre l'esprit et la matière. Abolissant la chose en soi, qui maintenait à la réalité concrète une existence indépendante du sujet pensant, elle ramène toute cette réalité à l'esprit, dont elle n'est plus que l'expression changeante, évoluant avec lui. L'esprit devenant ainsi à la fois sujet et objet, le réel concret se confond avec le savoir et son mouvement s'explique par le développement des idées. De cette philosophie se dégageaient trois notions essentielles que Karl Marx devait reprendre et approfondir.

Il y avait d'abord la notion de l'interdépendance et de l'interaction de l'esprit et de la matière, de l'homme et du monde extérieur, ce qui impliquait l'abandon de la conception métaphysique du monde, où les idées, les faits et les choses sont considérées en soi et non dans leurs rapports réciproques.

Il y avait d'autre part la notion que la réalité essentielle étant la réalité vivante, il faut, pour la comprendre, la considérer dans son changement, dans sa transformation, dans son devenir.

Cette notion impliquait enfin l'idée que l'élément essentiel du réel ne peut être constitué, comme le voulait la conception statique du monde, par l'identité, qui fige la réalité dans l'immutabilité et la mort, mais par la contradiction, qui détermine une transformation incessante des êtres et des choses et engendre par elle la vie. Dans le changement en effet qu'implique toute réalité vivante, le rôle primordial est joué par l'élément négatif, par l'opposition, par la contradiction, qui apparaît comme le principe de tout devenir et de tout progrès.

La philosophie romantique allemande avait le mérite de résoudre, sur le plan de l'idéalisme, le problème, jusqu'alors resté insoluble, de l'union organique de la pensée et de l'être, de l'homme et du monde extérieur, de montrer comment, par le jeu de la dialectique, de l'opposition des contraires, s'effectue le développement de cette unité vivante que constitue l'ensemble du réel et d'expliquer ainsi le devenir de l'histoire.

Son défaut, qu'elle partageait avec toutes les doctrines idéalistes, était de réduire toute réalité et toute activité à l'activité spirituelle, d'enlever à la réalité concrète sa nature propre, en faisant des êtres et des choses le produit des idées, et de substituer ainsi au monde réel un monde imaginaire. A vrai dire, les systèmes de ces philosophes, Fichte, Schelling et Hegel, marquaient une tendance de plus en plus nette vers le réalisme, tendance qui les amenait à donner au monde extérieur, considéré tout d'abord comme une simple expression de l'esprit, un caractère de plus en plus objectif et concret. Cette intégration de la réalité concrète dans l'esprit caractérisait en particulier le dernier de ces systèmes, celui de Hegel, qui exposait, en fait, sur un plan idéaliste, l'évolution de tout le réel.

Karl Marx

Le rôle essentiel de Karl Marx dans l'évolution de la pensée moderne a été de réaliser la synthèse de la philosophie idéaliste allemande et du socialisme

utopique français par sa doctrine de l'action qui l'amène à une conception nouvelle de l'homme et du monde.

Pénétré de la philosophie de Hegel, il croit tout d'abord avec les Jeunes-Hégéliens révolutionnaires que, pour déterminer la marche rationnelle de l'histoire, il suffit, par la critique, d'éliminer du réel les éléments irrationnels qu'il renferme. L'échec de cette tentative pose pour lui le problème fondamental des relations entre l'idée et le réel concret, entre l'homme et le monde extérieur.

Dans la solution nouvelle qu'il donne à ce problème, il retient de la philosophie hégélienne la conception de l'union profonde et nécessaire de l'idée et de la réalité concrète et de leur développement dialectique, mais il en rejette l'idéalisme, en s'inspirant de la critique que venait d'en faire Feuerbach.

Etendant à la philosophie idéaliste sa critique de la religion, Feuerbach avait montré qu'à l'instar de la religion, qui fait de l'homme la création de Dieu, la philosophie idéaliste fait de la réalité concrète et de l'homme l'attribut de l'idée promue au rang de sujet. Pour arriver à une notion exacte des rapports entre l'idée et l'être, il faut, disait Feuerbach, supprimer cette interversion du sujet et de l'attribut, partir non de l'idée mais de la réalité concrète, intégrer l'esprit dans la matière et non la matière dans l'esprit, et considérer l'homme concret, avec sa sensibilité et ses besoins, comme l'expression organique de cette synthèse. Cependant, par un retour au matérialisme mécaniste du XVIIIe siècle, qui subordonnait l'homme à l'influence du milieu, Feuerbach, faisant, un peu à la manière de Rousseau, de l'homme le produit d'une nature idéalisée, aboutissait à une théorie contemplative et sentimentale, qui situait la vie et l'activité humaines en dehors du milieu social et de l'histoire.

Cette philosophie contemplative et sentimentale ne pouvait satisfaire Karl Marx pour qui se posait, comme pour tous les réformateurs sociaux, le problème essentiel de la transformation de la société présente.

La notion de l'action

Il résout ce problème par une critique parallèle de l'idéalisme spéculatif et du matérialisme mécaniste, qui l'amène à une conception nouvelle de l'action.

Cette critique s'effectue chez lui au moment où, se détournant du libéralisme, il évolue vers le communisme qui lui apparaît seul capable de réaliser, par la suppression de la contradiction entre le mode d'appropriation individuel et le mode de production collectif, la pleine intégration de l'homme dans le monde extérieur.

A la différence du socialisme utopique, qui avait posé cette intégration sur le plan de l'idéal, du devoir être, il dégage d'un développement plus avancé et de l'économie capitaliste et du prolétariat les éléments d'une conception nouvelle du monde, qui lui permet de dépasser à la fois l'idéalisme spéculatif et le matérialisme mécaniste, à qui il reproche de considérer l'homme en dehors de la réalité concrète et de l'activité pratique.

Le matérialisme mécaniste, en effet, ne tenant pas suffisamment compte de l'influence de l'homme sur son milieu, le considère en dehors de l'activité sociale et aboutit à une conception contemplative et déterministe du monde, qui ne permet d'expliquer ni l'intégration de l'homme dans son milieu ni l'action qu'il exerce sur celui-ci pour le transformer.

Par rapport à ce matérialisme, l'idéalisme spéculatif, en particulier l'idéalisme hégélien, a le mérite de souligner le rôle éminent de l'activité humaine dans le devenir historique. Mais comme il réduit la réalité essentielle à l'idée et ramène ainsi l'activité de l'homme à l'activité spirituelle, il n'attribue en fait qu'à l'esprit seul une existence réelle, tandis que la réalité concrète, privée de sa substance propre, n'est qu'apparence. De ce fait, l'identité entre la réalité et l'idée, entre l'objet et le sujet, l'union de la pensée et de l'être, de l'homme

et du monde extérieur, que l'idéalisme prétend réaliser, n'est réalisée que de manière illusoire. Pour que cette union soit effective, pour qu'il y ait véritablement intégration de l'idée dans le réel concret, de l'homme dans le monde extérieur, il faut, en dépassant à la fois l'idéalisme spéculatif et le matérialisme mécaniste, conserver d'une part au monde sa réalité propre, sans le réduire à l'idée, et le considérer, d'autre part, sous un aspect, non pas mécaniste, mais organique, dans sa transformation par l'activité humaine.

C'est par l'activité humaine conçue, non comme activité purement spirituelle, mais comme activité concrète, pratique, comme travail social, que se produit l'intégration véritable de l'homme dans le monde extérieur, et c'est elle qui joue entre la pensée et le réel le rôle de médiateur que Hegel attribuait à l'idée concrète. Par le travail, en effet, par l'activité économique et sociale se réalise l'union profonde, l'unité dynamique et vivante de l'esprit et de la matière, de l'homme et du monde extérieur; c'est par lui que s'effectue, au cours d'une action et d'une réaction constantes du milieu sur l'homme et de l'homme sur le milieu, l'intégration progressive de l'homme dans le monde, qu'il adapte à ses besoins.

Le matérialisme historique et dialectique

C'est sur cette notion de l'action, conçue comme activité concrète économique et sociale, comme travail, que Marx fonde sa conception du matérialisme historique et dialectique, qui lui permet d'expliquer l'organisation et la transformation de la vie économique et sociale et le devenir de l'histoire.

Recherchant, en effet, les raisons et les fins essentielles de l'activité humaine, Marx les trouve dans la création des conditions de la vie matérielle, dans la satisfaction des besoins primordiaux de l'homme et par là-même dans l'organisation de la production. C'est en cela que sa conception du monde est essentiellement matérialiste. Ce matérialisme est historique, car, à la différence du matérialisme mécaniste, il considère le monde dans son devenir. Du fait que la satisfaction des besoins primordiaux des hommes (nourriture, vêtement, logement) constitue l'élément fondamental de la vie et de l'activité des hommes, le mouvement de l'histoire n'apparaît plus déterminé, du moins essentiellement, par l'évolution des idées considérées en elles-mêmes, mais par la transformation des conditions de la vie matérielle et, en particulier, par l'évolution du mode de production.

La compréhension de l'histoire est ainsi donnée par l'étude des modalités et des fins de l'activité économique et sociale et non par les conceptions politiques et religieuses qui ne sont que les formes idéologiques que prennent, dans la conscience des hommes, les mobiles réels de leurs actions.

Considérant ainsi que la transformation du mode de production détermine le devenir de l'histoire, Marx recherche enfin les raisons de cette transformation et les trouve dans les contradictions économiques et sociales, ce qui donne à son matérialisme un caractère dialectique.

L'étude de l'histoire lui montre que le mode de production règle, en même temps que l'organisation économique d'un pays, son organisation sociale. A des forces de production déterminées correspondent, en effet, des rapports sociaux adaptés à la mise en œuvre de ces forces; tout changement important dans celles-ci entraîne nécessairement une modification de ces rapports et par là-même une transformation de la société.

Cette transformation s'opère de façon dialectique par l'opposition entre les forces de production et l'organisation sociale. Dans leur développement incessant, déterminé par l'accroissement constant des besoins, les forces de production se heurtent, en effet, à un moment donné à l'organisation sociale qui, adaptée à des forces de production antérieures, constitue un obstacle, une entrave à leur libre jeu.

De cette contradiction entre les forces nouvelles de production et l'organisation sociale naît une révolution, qui a pour effet la création d'une organisation sociale nouvelle, adaptée à ces forces. Cette contradiction se traduit, sur le plan politique et social, par des luttes de classes qui constituent l'élément essentiel du devenir historique, dont chaque grand degré est ainsi marqué par la transformation profonde de l'organisation sociale en vue de son adaptation à des forces nouvelles de production.

Le communisme

Appliquant cette conception générale du développement historique à l'étude du régime capitaliste de son temps, Marx montre, en s'inspirant des doctrines socialistes françaises, que pour surmonter les contradictions inhérentes à ce régime et permettre à l'homme de s'intégrer de manière effective et harmonieuse dans son milieu naturel et social, il faut mettre en harmonie le mode de production et le mode d'appropriation des richesses, en donnant à tous deux un caractère collectif.

Mais il complète et dépasse le socialisme utopique, qui posait cette harmonie comme un postulat moral, sans pouvoir en démontrer la nécessité historique. Au lieu d'opposer en effet, comme celui-ci, un idéal à la réalité, une vision arbitraire du monde futur à la société présente, il cherche au contraire, en se fondant sur sa conception du matérialisme historique et dialectique, à dégager de la société même la raison, la tendance et le mode de transformation qui doit la mener de l'organisation capitaliste à l'organisation communiste. S'inspirant à cet effet de la critique que F. Engels avait faite de l'économie capitaliste et dont il avait dégagé des conclusions communistes, il montre que l'abolition de ce régime est provoquée par sa constitution même, par ses contradictions internes qui, en aggravant les crises et avec elles le chômage, la misère et la lutte des classes, engendrent nécessairement une révolution sociale. Celle-ci substituera au régime capitaliste un régime communiste, qui permettra, par l'adaptation du mode d'appropriation au mode de production collectif, une pleine et harmonieuse intégration de l'homme dans le monde.

*
* *

Conclusion

De cet exposé un peu schématique, qui donne à l'évolution de la pensée moderne un caractère de nécessité logique et de simplicité qu'elle n'offre pas dans le détail plus complexe et plus riche de la réalité historique, il ressort ainsi que le marxisme constitue l'aboutissement d'un mouvement de pensée qui cherche à adapter la conception générale du monde au mode de vie nouveau né du développement du régime capitaliste et de la formation du régime communiste que celui-ci engendre à son déclin. C'est le terme dernier de la pensée moderne qui, traduisant sur un plan idéologique les notions de liberté et de mouvement propres au système capitaliste, marque le passage progressif d'une conception statique à une conception organique et dynamique du monde.

Après le mouvement de libération spirituelle que constituent la Renaissance et la Réforme, le rationalisme, ajoutant à l'idée de liberté la notion de progrès rationnel, marque un degré nouveau dans cette adaptation de la conception générale du monde au développement du système capitaliste.

Le rationalisme, qui se différencie selon le rythme particulier du développement de ce système en Angleterre, en Allemagne et en France, n'arrive pas, du fait de la contradiction inhérente au régime capitaliste entre un mode d'appropriation individualiste et un mode de production collectiviste, à

dépasser la conception dualiste et à résoudre le problème essentiel de l'intégration de l'homme dans le monde extérieur, que pose le développement même de la production.

Les deux premiers grands essais pour résoudre ce problème par une conception nouvelle moniste et organique du monde, aboutissent chez Rousseau à une intégration imparfaite et illusoire et chez Kant à une totalité purement formelle.

Ces essais sont repris par les socialistes utopistes français et par les philosophes idéalistes allemands. Les premiers, s'inspirant de Rousseau et traduisant imparfaitement encore les aspirations de la nouvelle classe montante, le prolétariat, montrent comment cette intégration doit se réaliser par la transformation de la société capitaliste en une société socialiste, où disparaît la contradiction entre le régime d'appropriation et le régime de production des richesses. Les seconds, dépassant Kant, montrent comment l'union dynamique de la pensée et de l'être et, par elle, de l'homme et du monde extérieur, se réalise dans l'idée, dont le développement dialectique détermine l'évolution du monde.

Marx enfin, traduisant plus pleinement les aspirations du prolétariat grandissant, arrive par une synthèse du socialisme utopique et de la philosophie idéaliste allemande, à une conception nouvelle du monde, qui lui permet d'expliquer l'intégration effective de l'homme dans son milieu.

Partant de la notion de l'action considérée comme activité concrète, pratique, Marx montre que c'est par elle que l'homme s'unit à la réalité matérielle pour la transformer selon ses besoins. Il arrive par là à une conception nouvelle, à la fois matérialiste et dialectique, de l'histoire, qui lui permet de dépasser le socialisme utopique, en montrant comment l'enchaînement entre le passé, le présent et le futur s'établit par la transformation progressive des forces de production et par l'adaptation de l'organisation sociale à ces forces, au cours de luttes de classes qui constituent l'élément moteur de l'histoire.

Cette transformation, dans la période présente, a pour objet l'établissement du régime communiste, qui n'apparaît plus comme un idéal utopique et arbitraire, mais comme le résultat prochain nécessaire de l'évolution historique, résultat dû non au simple jeu des forces économiques, mais à l'action combinée de ces forces et de la volonté agissante des hommes. Ce régime, en adaptant le mode d'appropriation au mode de production collectif des richesses, permettra l'intégration totale et harmonieuse de l'homme dans le monde.

Avec Marx s'achève ainsi le grand stade de la pensée moderne qui, née avec le régime capitaliste, trouve sa conclusion avec le régime communiste et mène de la conception statique et dualiste à une conception dynamique et organique du monde, considéré dans sa totalité.

COURTE HISTOIRE DE L'EXISTENTIALISME

par Henri MOUGIN

III[1]

La racine de l'existentialisme — Toute mutation existentialiste est idéaliste

Nous en venons donc à l'inévitable mutation idéaliste. Inévitable, mais *seulement quand on prend l'idéalisme comme point de départ, et qu'on le conserve jusqu'au bout.* Historiquement, cette mutation n'a rien de neuf; elle mène indéfiniment de Kant à Fichte et Schelling, et de Hegel à Kierkegaard, de tout idéalisme phénoménologique de la connaissance (et il y en a!) à toute philosophie existentielle; du *Je* transcendantal de la connaissance à la personnalité existentielle. Elle mène régulièrement d'une doctrine idéaliste qui conserve apparemment le calme et le désintéressement de la connaissance (mais qui l'appauvrit, la dénature, l'aliène au point d'en faire une conscience insatisfaite et malheureuse), à une doctrine qui fait de ce malheur de la conscience et de son désespoir l'existence d'un sujet tragique, nourri seulement de pathétique et de déception et prêt à tous les asservissements subjectifs.

L'aliénation idéaliste de l'homme dans la conscience idéaliste a pour corollaire l'aliénation existentialiste dans le romantisme, l'angoisse tragique (*ou qui se voudrait telle*), le pathétique. Pathétique dont la sincérité est toujours complexe, en tout cas platement satisfait de lui-même, sans être jamais satisfait des solutions qui feraient cesser le malheur pathétique. L'idéalisme prétend faire de la connaissance son destin, le destin du sujet connaissant; mais cette connaissance est un échec, parce qu'elle est connaissance idéaliste. Pour le sujet existentiel, la transformation du sort en destin, c'est donc, à l'inverse *mais de la même façon,* la conscience de l'échec de la connaissance, la conscience de l'échec comme échec, la dignité de l'échec, comme passion inutile, puis la compensation religieuse de cet échec. Mais l'échec est idéaliste; plus exactement même, c'est l'idéalisme, connaissance de rien. Le sujet existentiel aurait raison d'être si la connaissance était impossible et l'action inutile, si toute démarche philosophique était démarche au néant. Mais cette impossibilité, cette inutilité, ce néant ne se présentent qu'une fois qu'on accepte la perspective idéaliste.

Quelques rappels historiques

Cela commence avec Kant[2]. Le sujet transcendantal de la connaissance est la condition d'unification de la conscience et de l'expérience : pur et simple

1. Voir la *Pensée*, n° 8, juillet-août-septembre 1946, pages 23 à 30, et n° 9, octobre-novembre-décembre 1946, pages 3 à 14.

2. Et en un sens cela a déjà sa fin avec lui. On va voir comment l'affirmation existentielle vient nécessairement compenser à l'intérieur de l'idéalisme, l'insuffisance du sujet pur de la connaissance. Dans Kant déjà, la *Critique de la raison pure,* idéalisme du sujet pur transcendantal, se compense par la *Critique de la raison pratique.* Son moralisme de la croyance est compensation existentialiste. Il ne serait pas difficile de montrer que ce qui intervient là, par le détour de Rousseau, comme par influence directe, c'est un piétisme qui ressemble à celui d'où sortira aussi, 50 ans plus tard, l'existentialisme kierkegaardien.

instrument impersonnel d'unification technique. Le prendre pour sujet réellement existant, c'est lui appliquer indûment la preuve ontologique, c'est commettre le paralogisme; il est aussi illégitime d'affirmer le sujet existant qu'il l'est d'affirmer l'existence de la chose en soi; ce serait prendre une condition de l'expérience pour une réalité en soi. Simple condition de la conscience, impersonnel puisque cette condition est la même pour toute conscience, technique, fonctionnel (et fonctionnel à la connaissance idéaliste), incapable de faire ce que fait le sujet de l'activité concrète, incapable de reconnaître l'existence d'autrui comme l'existence de soi, le sujet transcendantal de Kant suscite immédiatement la réaction existentialiste.

Quel est le problème de Fichte ? Rejoindre, à travers les postulats idéalistes du kantisme, l'existence et l'activité du moi, faire que le sujet transcendantal cesse d'être purement conditionnel tout en restant idéaliste. *C'est le problème de l'existentialisme.* Fichte y parvient (comme l'existentialisme contemporain) par deux procédés qui s'excluent : 1° il étale la conscience en un processus de dialectique idéaliste, où, dans l'opposition du moi et du non-moi, le sujet va courir après son activité; 2° mais il va sortir de la conscience par anticipation, pour trouver, avant toute dialectique du moi et du non-moi, le sujet existant sous forme de Moi absolu, de Sujet cause de soi. L'existence du moi résulte à la fois de la dialectique du moi et du non-moi, et d'une existence antérieure à cette dialectique, le pouvoir du sujet d'exister par sa propre spontanéité avant toute dialectique. Il se pose (existence anté-dialectique) en s'opposant (l'existence dialectique commence lorsqu'il s'oppose à ce qu'il s'est d'abord opposé par une création absolue). Il est absolu et relatif, infini et limité. Infini, mais se saisissant comme tel, dans l'activité concrète par laquelle il déplace ses limites; la dialectique, c'est le jeu de la limite : la limite entre moi et non-moi se fixe, redevient flottante, se fixe à nouveau; cette limite devient contingente chaque fois que le moi attribue la limite qu'il découvre à sa propre activité. Mais l'ambiguïté existentialiste subsiste de façon fondamentale, celle de la souveraineté absolue du moi (puisqu'il se pose avant tout autre processus), et du drame idéaliste de l'opposition du moi et du non-moi, qui lui reste apparemment sans fin. La limite, reprise par le moi, devient contingente; mais elle n'existe que parce que le moi l'a prise et déplacée; et finalement c'est le moi absolu qui a posé cette limite. De même que chez Hamelin le procédé, idéaliste et existentialiste à la fois, consiste à découvrir à la fin, sous couleur de personnalité, ce que l'on se donne au début avec la conscience des relations, de même chez Fichte il consiste à découvrir à la fin que l'activité du moi rend contingente une limite qu'il s'était donnée par sa propre activité libre dès le début. Tous les procédés existentialistes en dérivent et sont déjà mis en œuvre : faire naître le sujet existentiel des conditions même de l'activité idéaliste, étalée dans une dialectique fictive; accepter de sortir de l'idéalisme, mais dans un seul sens, celui de la subjectivité absolue; rester dans l'idéalisme, mais en sortir pour trouver l'idéalisme plus profond du subjectivisme; se servir de l'idéalisme objectif et aussi du subjectivisme idéaliste; faire porter le sujet par la conscience quand on a besoin de la face idéaliste, et la conscience par le sujet quand on a besoin de la face existentialiste, faire du sujet existentiel un rapport, et en même temps un être absolu, confondre ou distinguer selon les besoins le Moi absolu et le sujet existentiel... Rien n'y manque et rien ne sera perdu de ces procédés.

Rien n'y manque, et pourtant Schelling va y ajouter quelque chose. Fichte essayait encore de passer du sujet transcendantal au sujet existentiel par une construction de forme rationnelle (et, en conséquence, d'apparence dialectique). Mais Schelling préfère que le sujet existentiel se présente comme l'inintelligibilité pure; que la question clef de l'existentialisme : pourquoi le Moi absolu se donne-t-il des limites ? soit reconnue comme l'abîme de l'existentialisme. Le *Système de l'idéalisme transcendantal* nous explique qu'il faut, non

pas une, mais deux limitations pour aboutir au sujet existentiel, à partir du sujet de l'idéalisme transcendantal : une limitation primitive, la nécessité pour l'esprit de se manifester comme un être fini et individuel; une limitation dérivée, le fait pour moi d'être précisément ce moi individuel que je suis, et non tel autre, différent de celui-là; la première est impersonnelle, la seconde est personnelle. Le fait de la limitation, et le passage d'une limitation à l'autre sont tous deux nécessaires, mais aussi incompréhensibles. La métaphysique qui essaiera de rendre compte de cette double limitation, et finalement de la seconde, sera l'existentialisme; mais du fait qu'elle rend compte d'une nécessité incompréhensible, ce sera une métaphysique de l'inintelligibilité et de l'absurde. Il suffira de définir le sujet existentiel comme « une inintelligibilité pensante » [1], et dire que sa limitation dérivée est choix inintelligible, synonyme de liberté, pour être en plein dans l'atmosphère de l'existentialisme contemporain.

C'est pourquoi la critique que fait Hegel de Fichte et de Schelling est elle-même tout à fait actuelle. Par ailleurs, son importance historique est grande, elle constitue l'introduction à la Phénoménologie [2] au sens matériel, comme au sens idéologique. Tout cet « existentialisme » de Fichte, c'est exactement pour Hegel la « naïveté du vide dans la connaissance » : le moi absolu de Fichte, opposé au moi empirique comme au non-moi, est isolé dans le vide de l'abstrait. Quand il tente de rejoindre son activité, quand il renonce à lui-même absolu pour passer sur le plan dialectique moi non-moi, c'est-à-dire quand, de moi idéaliste et absolu, il tente de devenir moi existentiel, *l'opération est fictive* : le moi s'y pose comme son propre objet, mais, dit Hegel, cet objet est vide : « il n'est pas un véritable objet, parce qu'il ne diffère pas du sujet ». Il ne pourrait l'être (se poser comme objet par une dialectique du sujet-objet) qu'à condition d'être « égoïste et destructeur de soi ». Hegel indique avec force que Fichte et Schelling montent leur illusion, que nous appellerons existentialiste, grâce aux excès d'une double affirmation arbitraire : l'excès d'objectivité et l'excès de subjectivité, Cette utilisation antinomique de l'idéalisme objectif et du subjectivisme existentialiste est toujours le pauvre mystère théorique de l'existentialisme contemporain.

Hegel dénonce alors tout ce qu'on appelle maintenant l'historicité sous sa forme subjective, celle qui définit le moi sous des considérations pathétiques de maintenant et d'ici. Pour lui, le sujet réel repose précisément sur son absence d'immédiat, sur le fait « qu'il est la négation du maintenant précédent ». Mais Fichte et Schelling préfèrent la sentimentalité inférieure, cette *Gefühl*

> qui brouille les idées et tend à l'édification, plus qu'à la spéculation... Ce genre de philosophie aime à recevoir plus qu'à donner, à sentir plus qu'à exprimer, à rêver plus qu'à penser.

Elle prétend ressentir « l'intériorité de l'âme comme un moi vague »; elle est sentiment de soi confus, sans ordre ni liaison, sans liaison avec l'extérieur. *Elle est proprement la folie.* Mais de cette folie, l'homme sain se délivre. Il le fait grâce à l'habitude, qui lui permet de guider en lui cette vie vague et purement sensitive, sans se plonger dedans, de la guider du dehors. Ce retour à la vie normale, en guidant la vie vague et le moi vague du dehors, permet le passage de la certitude objective à la vérité, à la conquête dialectique de l'universel, mais d'un universel concret. On saisit de la façon la plus nette l'opposition fondamentale entre la dialectique de l'existence et l'existentialisme. Car, cette « habitude », c'est précisément ce que les existentialistes, à la suite de Kierkegaard, dénoncent comme la chute dans l'impersonnel (dans le « *On* », dira Heidegger), comme la mort de la subjectivité, le choix coupable contre l'existence, le péché.

---

1. La formule est de l'existentialiste allemand contemporain Jaspers, *Philosophie*, tome II.
2. Les textes de Hegel qui suivent sont pris dans la *Phénoménologie de l'esprit*

Il reste que la dialectique hégélienne est celle d'un idéalisme. C'est-à-dire qu'elle est condamnée par son idéalisme à susciter elle aussi la réaction existentialiste, la réaction de Kierkegaard. Dans les mêmes années où Marx apporte la solution de l'hégélianisme, sa solution dialectique, qui est le matérialisme dialectique, Kierkegaard apporte la fausse solution de l'hégélianisme, la solution anti-dialectique, la solution existentialiste de la subjectivité absolue. La subjectivité, c'est le refus de la dialectique, son immobilisation dans la contradiction exaspérée, qu'aucune négation de la négation ne récupérera en synthèse, parce qu'il y faudrait nier le sujet. Au moment où dans ses *Thèses sur Feuerbach*, Marx effectue le dépassement et la synthèse par l'activité pratique, dépassement de l'opposition du moi et du non-moi sous la forme de « pratique subversive », le moi existentiel de Kierkegaard se maintient dans l'exaspération de la contradiction, indéfiniment immédiat, indéfiniment passif, indéfiniment glissant au néant existentialiste.

L'existentialisme est un procédé permanent de l'idéalisme

Cette opération idéaliste de la mutation du sujet de la conscience idéaliste en sujet existentiel peut se reproduire indéfiniment. Il suffit que le sujet transcendantal de l'idéalisme reparaisse pour que le circuit recommence et que l'on se remette à tourner en rond. Ce qui le fait reparaître, et recommencer le circuit, c'est historiquement ce retour à Kant, officiellement prêché dans les Universités allemandes contre l'interprétation matérialiste de la dialectique hégélienne, et officieusement pratiqué dans l'idéalisme français. « Degré supérieur d'unité qui n'est pas un autre sujet d'existence que celui-là même qui est impliqué dans le fait de connaître », chez Brunschvicg; déduction transcendantal des notions chez Hamelin; et aussitôt chez Brunschvicg confusion entre penser et aimer, confusion chez Hamelin entre l'insertion du sujet dans cette présentation des essences, et l'insertion existentielle des essences à ce sujet existentiel : nous sommes au rouet de l'idéalisme et de l'existentialisme. Il y suffit que l'idéalisme procède par retours, c'est-à-dire que cette philosophie soit réactionnaire, le procédé du retour (retour à Kant, retour à Lachelier) étant l'expression technique du fait de réaction. L'existentialisme est le produit réactionnaire de la philosophie réactionnaire qu'est l'idéalisme. C'est encore plus net chez Husserl, l'homologue des idéalistes de l'école française, et le père de l'existentialisme allemand.

Nommément dirigée contre Hegel et la dialectique, la phénoménologie de Husserl se présente comme une restauration du sujet transcendantal. L'*Ego* transcendantal se dégage lui aussi de l'expérience, comme sujet hors du monde, « extra-mondain ». La subjectivité est transcendantale. Elle n'est pas une région particulière de l'être à côté de l'être du monde; sa vie n'est pas analogue au monde, ni différente de lui, ni même étrangère au monde; elle n'est ni une partie du monde, ni autre chose que lui, ni sa négation. *Elle le constitue* (elle est aussi la raison, qui « n'a pas le caractère d'un fait accidentel, mais est une forme de structure universelle et essentielle : la subjectivité transcendantale »).

Mais, comme chez Fichte, et selon le même procédé, la subjectivité transcendantale va s'étaler, et s'étaler en deux sens, comme sujet existentiel et comme sujet absolu, double solution née de ses propres insuffisances.

1. Husserl ne connaît pas d'issue à ce piège permanent de l'idéalisme qu'est le solipsisme. Il n'y a aucune raison, transcendantale ou autre, pour que l'*Ego* transcendantal (raison constitutive du monde) soit multiplié en différents sujets, et tiré à de multiples exemplaires. C'est pourquoi, sous le nom de « monade », il va *d'abord* s'escamoter en sujet existentiel; ce sujet existentiel est baptisé « l'*ego*, pris dans sa plénitude concrète », il est obtenu en adjoignant au « moi-pôle » qu'est le sujet transcendantal, « ce sans quoi il ne saurait

exister concrètement » [1]. Le sujet existentiel ou monade s'ajoute donc au sujet transcendantal; mais en s'y ajoutant, il y ajoute l'existence. Ainsi :

l'apparence du solipsisme est dissipée, bien qu'il reste vrai que tout ce qui existe pour moi ne peut puiser son sens existentiel qu'en moi, dans la sphère de ma conscience [2].

Certains commentateurs ont noté la confusion ainsi faite entre sujet transcendantal et moi de l'expérience psychologique. Par exemple :

Il semble qu'Husserl ait cherché à concilier les contradictoires... C'est pourtant au monadisme qu'il nous paraît en dernière analyse accorder la prévalence, détruisant ainsi la solidité, la force et la fécondité de la philosophie transcendantale qu'il avait cherché à établir, et revenant après un long détour au subjectivisme psychologique qu'il avait si efficacement combattu... Tant il est vrai qu'il est difficile de se garder soi-même des illusions qu'on a le mieux contribué à dissiper. [3]

Mais encore cette confusion existentielle, Husserl l'utilise sciemment. C'est en connaissance de cause qu'il cesse de se maintenir au point de vue transcendantal, pour rendre au moi une intériorité vécue, dégradant ce sujet transcendantal, condition constitutive du monde, en expérience psychologique vécue de ce monde, en subjectivité vécue, en région particulière de l'être, prise existentiellement dans ce monde. Sans doute le blocage du sujet sur les limites qu'il rencontre, à la façon de Jaspers ou Heidegger, sera-t-il plus expéditif. Mais la mutation est déjà faite chez Husserl, du jour où le plan transcendantal est ramené à telle faculté du moi subjectif, du jour où Husserl parle « des facultés transcendantales propres du moi » [4], du jour où il écrit :

Je me suis présenté avec un horizon ouvert et infini de propriétés internes encore non-découvertes. [5]

2. Cette chute dans le subjectivisme existentialiste n'implique pas renoncement au sujet transcendantal, *au contraire*. Il suffira d'installer ce sujet plus haut. La logique n'y gagne rien, mais la métaphysique y gagne ! Une tentation métaphysique tourne autour du sujet transcendantal, du fait qu'il est « extra-mondain »; il n'en faut pas beaucoup pour que cette situation, pourtant uniquement technique, constitue la preuve d'un mode d'être supérieur. Puisqu'aussi bien l'*Ego* transcendantal peut tenir le monde « entre parenthèses » ! Ici, le sujet transcendantal, qui n'est pourtant que la condition du monde, va se suffire à lui-même. Si comme transcendantal il *constitue* le monde, pourquoi ne pas penser qu'il le *crée* ? L'ambiguïté est facile, elle est déjà dans le mot « constituer ». Comme elle est dans le sujet porteur des essences et des relations, chez Hamelin, et dans le Dieu des équations de Brunschvicg. Autre façon, comme le dit ce dernier, pour le Verbe de se faire chair et d'être présent parmi nous. Cette tentation, qui est proprement celle du fidéisme, va se développer, dans la phraséologie husserlienne, autour de cet *Ego* pur, qui se maintient parfaitement, à côté de la chute de l'*Ego* transcendantal dans le subjectivisme existentiel des monades.

Celles-ci, qui sont les sujets existentiels, Husserl nous dit qu'elles sont bien séparées entre elles, mais qu'elles sont toutes à l'intérieur des pensées de l'*Ego* pur, dans sa « sphère primordiale ». Elles, et moi-même qui suis l'une d'elles, nous n'existons que « dans et par la vie intentionnelle de l'*Ego* pur ». Tout à l'heure, c'était l'« apparence du solipsisme » qui était dissipée, au niveau des sujets existentiels. Mais maintenant, au niveau de l'*Ego* pur, les différents sujets ne sont que des intentions de l'*Ego*; à ce niveau, c'est la vérité du solipsisme qui s'affirme. Cet *Ego* pur, qu'est-ce d'autre que le sujet

---

1. Husserl; *Méditations cartésiennes*, p. 57.
2. *Id.*, p. 128.
3. G. Berger; *Recherches sur les conditions de la connaissance*. Paris, 1941, p. 191 et 193.
4. *Méditations cartésiennes*, p. 19.
5. Id., p. 85.

absolu, c'est-à-dire la personne de Dieu, dont nous ne sommes que des intentions ?

Ainsi, le mécanisme fonctionne parfaitement : d'abord un idéalisme de la connaissance, où l'homme s'est aliéné jusqu'à devenir simple sujet transcendantal et vide d'une connaissance qui est connaissance de rien; cet idéalisme se décompose immédiatement (et tout se passe comme s'il était fait pour se décomposer). La décomposition faite, on a, d'une part, sous la forme du subjectivisme idéaliste, un sujet existentiel, en lutte contre toute connaissance rationnelle, en proie au pathétique et à l'angoisse de ses limites, sans défenses et proprement nu devant son angoisse et son délaissement. Et on a, d'autre part, sous la forme de l'idéalisme objectf, un sujet métaphysique, hors du monde, antérieur à lui, qui pose le monde et le dépose (le met entre parenthèses), qui contemple les essences et se fait Sujet absolu. Existentialisme et fidéisme, mais sous forme de mélange. Mélange contradictoire de l'idéalisme objectif, et du subjectivisme idéaliste. Le fidéisme y est l'existentialisme du Sujet absolu, de l'existence de Dieu. L'existentialisme y est le fidéisme du Sujet existentiel à la recherche de son salut et du Sujet pur. Doublement du monde, et détour existentialiste visent à la même fin.

C'est en ne refusant aucune de ces présuppositions idéalistes et fidéistes que Sartre va fabriquer sa doctrine.

La première tentative de Sartre

Il ne refuse aucune de ces présuppositions; mais il y ajoute quelque confusion de plus.

En 1937, Sartre nous fait part[1] d'une importante découverte phénoménologique qu'il a faite : Husserl s'est trompé en admettant un « Je » transcendantal, comme structure de la conscience absolue. Il n'y a pas de « Je » transcendantal, mais un « champ transcendantal » impersonnel. D'où deux affirmations d'existence : il y a un moi, des moi, mais ils n'habitent pas la conscience; ce sont des réalités constituées, des êtres du monde, des objets.

L'*Ego* n'est,, ni formellement, ni matériellement *dans* la conscience; il est dehors, *dans le monde;* c'est un être du monde... L'*Ego* n'est pas un absolu; il n'a point créé l'univers, il tombe comme les autres existences sous les coups de l'*époké* (c'est-à-dire de la mise entre parenthèses du monde)... Mon *Je* n'est pas plus certain pour la conscience que le *Je* des autres hommes; il est seulement plus intime[2].

Sartre se réfère alors, de façon significative, à Brunschvicg, comme au maître du dégoût de la vie intérieure :

Il n'est plus de « vie intérieure », au sens où Brunschvicg oppose « vie intérieure » et « vie spirituelle ». Les doutes, les remords, les prétendues crises de conscience, etc., bref, toute la matière des journaux intimes deviennent de simples *représentations.* Et, peut-être, pourrait-on tirer de là quelques saints préceptes de discrétion morale[3].

Il n'y a pas d'autre part, une conscience impersonnelle, mythe de la conscience absolue :

Le champ trancendantal, privé de toute structure égologique, recouvre sa limpidité première. En un sens c'est un rien, puisque tous les objets physiques, psychologiques et psychiques, toutes les vérités, toutes les valeurs sont hors de lui, puisque mon Moi a cessé, lui-même, d'en faire partie. Mais ce rien est *tout,* puisqu'il est *conscience* de tous

---

1. *Transcendance de l'Ego,* in *Recherches philosophiques,* tome VI, 1937, Boivin.
2. *Id.,* p. 122.
3. *Id.,* p. 117.
Cette formule prend tout son sens, et tout son sel, quand on songe que, tandis qu'il condamne philosophiquement vie intérieure et journaux intimes au nom de la « discrétion », Sartre est en train d'écrire la *Nausée,* long bavardage confidentiel sur le foisonnement de la vie intérieure. Mais, peut-être, avec la *Nausée.* Sartre voulait-il nous fournir le modèle de ce qu'il ne faut absolument pas faire ? Il aurait fallu prévenir. Je vois plutôt là un cas particulier de cette obstination de Sartre, que nous retrouverons, à utiliser tout de même ce que par ailleurs on condamne, quand on a besoin de le condamner.

ces objets... Cette sphère trancendantale est une sphère d'existence *absolue*, c'est-à-dire de spontanéités pures, qui ne sont jamais objets, et qui se déterminent elles-mêmes à exister... La conscience trancendantale se détermine à l'existence à chaque instant, sans qu'on puisse rien concevoir *avant* elle. Ainsi chaque instant de notre vie consciente nous révèle une création *ex nihilo;* non pas un arrangement nouveau, mais une existence nouvelle... La conscience apparaît soudain à elle-même comme débordant infiniment dans ses possibilités le *je* qui lui sert d'unité à l'ordinaire,... comme échappant à l'*Ego* de toutes parts, comme le dominant et le soutenant hors d'elle par une création continuée... Tout se passe comme si la conscience constituait l'*Ego* comme une fausse représentation d'elle-même, comme si elle s'hypnotisait sur cet *Ego* qu'elle a constitué [1].

C'est donc le plein idéalisme: celui d'une conscience absolue qui est source absolue d'existence. Cela est fort proche de l'idéalisme brunschvicgien. Mais Sartre accepte aussi à sa façon la double décomposition de l'idéalisme, en subjectivisme idéaliste d'une part (les sujets qui sont dans le monde) et d'autre part en idéalisme objectif absolu (conscience impersonnelle et absolue, source absolue d'existence). Il refuse encore au départ ce que Fichte ou Husserl accordait comme couronnement absolu : le fait que cette conscience absolue soit un sujet absolu, un moi qui pose absolument le monde, et le dépose. Il y a bien quelque être absolu qui chez Sartre se livre à ces opérations indispensables au point de vue idéaliste; mais ce n'est pas un sujet. Il ne pousse pas la conscience absolue, source absolue d'existence, jusqu'au Dieu personnel. Ou, du moins, sa conscience absolue ne serait que le substitut idéaliste du Dieu des religions, s'il n'y avait pas le détour par un existentialisme qui, en 1937, n'ose pas encore dire son nom.

Car, c'est ici, et de la façon la plus paradoxale, que commence la dérivation. Les autres idéalistes cherchent l'existentialisme en décomposant la conscience idéaliste, par une double opposition : conscience idéaliste d'une part et sujets; et d'autre part sous le deuxième terme, sujets existentiels, et sujet surnaturel du fidéisme et de la croyance; le pathétique et le tragique existentiels s'installent dans les limites du sujet existentiel. *C'est au contraire au sein même de la conscience idéaliste,* conçue comme conscience absolue, que Sartre trouve ce pathétique et ce tragique existentiels; c'est avec elle que naît l'angoisse :

Il y a quelque chose d'angoissant pour chacun de nous à saisir ainsi sur le fait cette création inlassable d'existence dont *nous* ne sommes pas les créateurs. Sur ce plan, l'homme a l'impression de s'échapper sans cesse, de se déborder, de se surprendre par une richesse inattendue... Sur ce plan, il n'y a plus de barrières, plus de limites, plus rien qui dissimule la conscience à elle-même. Alors la conscience, s'apercevant de ce qu'on pourrait appeler la fatalité de sa spontanéité, s'angoisse tout à coup; c'est cette angoisse absolue et sans remède, cette peur de soi qui nous paraît constitutive de la conscience pure [2].

Il faut faire exactement le point. Car le roman métaphysique que Sartre nous raconte n'a aucune tenue, et les personnages y changent d'identité au gré de l'auteur, et selon ses besoins.

1. Les sujets sont dans le monde, objets entre les objets, objets pour la conscience absolue qui les a créés, les soutient par une création *ex nihilo,* et se les présente comme une « fausse représentation d'elle-même », sur laquelle cette conscience absolue peut d'ailleurs « s'hypnotiser ». L'existentiel n'est pas en eux, mais dans la conscience impersonnelle et absolue. Bien plus, il faut que le sujet saute, parce qu'il est l'obstacle à la découverte existentielle :

Si le Je du Je pense est la structure première de la conscience, cette angoisse est impossible [3].

---

1. *Id.*, p. 117-121.
2. *Id.*, p. 121.
3. *Id.*, p. 121.

Donc, la racine de l'existentialisme est volontairement logée dans la conscience idéaliste, absolue et impersonnelle. Sartre tire, sans le dire, l'enseignement des inaptitudes finales de l'idéalisme à retrouver le sujet existentiel, malgré la quête qu'il en fait. Puisqu'il y a lieu, ou nécessité, d'existentialisme, et puisqu'on ne peut le tirer que malaisément, et sans portée, en restant dans l'idéalisme, *on restera dans l'idéalisme*, et l'on tirera l'existentialisme et l'angoisse de la liquidation existentialiste de la personnalité. Position plus radicale que celles d'Hamelin, Brunschvicg, Husserl; plus radicale, en tant que position idéaliste.

2. Position proprement incohérente. On sait que le *Je* est une fausse représentation que la conscience se donne d'elle-même et que cette conscience est impersonnelle, absolue, absolument spontanée, source absolue d'existence. Là-dessus, l'angoisse apparaît. *Mais qui s'angoisse ?*

C'est la conscience absolue et impersonnelle qui s'angoisse (la conscience pure « est constituée par la peur de soi... S'apercevant de la fatalité de sa spontanéité, elle s'angoisse tout-à-coup »). Mais cela n'a pas de sens. Comment une conscience absolue, absolument spontanée et créatrice et absolument impersonnelle, pourrait-elle avoir peur et comment pourrait-elle avoir peur de soi, puisqu'au surplus non seulement elle est source absolue d'existence, mais encore, étant impersonnelle et sans limites, elle n'est pas un *soi* ? Nous sommes en pleine absurdité verbale.

Nous sommes aussi en pleine contradiction. Car, à d'autres moments, ce n'est nullement cette conscience impersonnelle et absolue qui s'angoisse et qui a peur de soi; c'est *nous* :

Il y a quelque chose d'angoissant pour chacun de nous... Cette création inlassable d'existence dont *nous* ne sommes pas les créateurs... L'homme a l'impression de se déborder lui-même.

C'est nous, c'est-à-dire le Moi qui est dans le monde, produit et fausse représentation de la conscience absolue, qui s'angoisse d'être aux prises avec la conscience absolue qui le déborde, c'est ce moi qui, comme dit Sartre, « a le vertige ». Ce moi, dont on vient de nous dire qu'il faut le faire sauter, car, avec lui, « l'angoisse est impossible ». Il ne peut pas s'angoisser, il est l'obstacle qui empêche l'angoisse, et c'est pourtant lui qui s'angoisse maintenant. Et c'est l'angoisse d'un être qui n'est qu'une fausse représentation ! Comment une fausse représentation qu'il faut éliminer pour trouver l'angoisse existentielle, est-il celui qui éprouve l'angoisse existentielle ? Nous sommes donc, là aussi, en pleine construction arbitraire et fantastique : en fait, la conscience idéaliste absolue et impersonnelle ne peut pas plus s'angoisser que ne le peut un moi qui n'est qu'une fausse représentation, un empêchement à cette angoisse.

Notons que ce paralogisme est le paralogisme anti-dialectique de la limite. Une conscience impersonnelle et sans limites ne peut éprouver d'angoisse; cette angoisse ne pourrait venir que d'une limite à son pouvoir absolu et impersonnel de création. Mais, nous dit Sartre, avec cette limite, l'angoisse est impossible; elle est donc impossible avec cette limite, comme sans elle. Quant à la limite, elle ne peut pas s'angoisser elle-même, puisqu'elle n'est qu'une fausse représentation et non une existence. La virtuosité idéaliste dissimule — mal — l'absence totale de tout raisonnement.

C'est qu'il y a derrière le paralogisme de l'angoisse une affirmation fidéiste, un mystère de foi. Mystère caché sous l'affirmation métaphysique : il y a la conscience absolue, il y a nous, il y a moi, il y a aussi l'angoisse, ou du moins il faut qu'elle y soit. Ni l'une ni les autres ne peuvent s'angoisser; et il faut qu'il y ait angoisse, et la conscience absolue comme la nôtre sont dites angoissées. C'est pourquoi il y aura participation de la conscience absolue à la nôtre, et réciproquement : si la conscience absolue, et si notre

conscience peuvent être également dites en proie à l'angoisse, c'est précisément que l'angoisse est la participation de la conscience limitée à la conscience absolue, l'état où nous pouvons indifféremment dire : elle, ou nous. La solution du paradoxe, c'est que le paradoxe est mystère, et le mystère est de foi.

Pour en arriver là, il fallait à Sartre des raisons plus fortes que la raison; il nous les révèle, en nous montrant les avantages concrets de cette opération métaphysique absurde :

a) « Cette conception de *l'Ego* nous paraît la seule réfutation possible du solipsisme », écrit-il. Cette opération absurde, il l'accepte donc pour sauver l'idéalisme de cette tare solipsiste qui indéfiniment le mine (en fin de compte, l'opération étant absurde, il ne sauve rien).

b) Elle lui permet ensuite de faire, à l'égard de l'idéalisme de Brunschvicg (dont il se recommandait tout à l'heure), *une démarche de dépassement :*

Si l'idéalisme, c'est la philosophie sans mal de M. Brunschvicg, si c'est une philosophie où l'effort d'assimilation spirituelle ne rencontre jamais de résistances extérieures, où la souffrance, la faim, la guerre se diluent dans un lent processus d'unification des idées, rien n'est plus injuste que d'appeler les phénoménologues des idéalistes. Il y a des siècles, au contraire, qu'on n'avait senti dans la philosophie un courant aussi réaliste. Ils ont replongé l'homme dans le monde, ils ont rendu tout leur poids à ses angoisses et à ses souffrances, à ses révoltes aussi [1].

Chez Husserl, le fait qu'il y a encore un *Ego* hors du monde justifie l'accusation qu'il s'agit encore

d'une doctrine-refuge, tirant encore une parcelle de l'homme hors du monde, et détournant par là l'attention des véritables problèmes.

Mais :

il nous paraît que ce reproche n'a plus de raison d'être si l'on fait du Moi un existant rigoureusement contemporain du monde et dont l'existence a les mêmes caractéristiques essentielles que le monde [2].

La bonne blague ! On sait à quel prix s'établit ce prétendu «réalisme». Il n'est possible que par l'angoisse; sans cette suggestion fidéiste de l'angoisse, plus de réalisme et plus de dépassement. Car, tout de même, c'est la conscience absolue qui est source absolue d'existence; elle est hors du monde, et l'homme et le monde ne sont que de fausses représentations. Quel poids aux angoisses, souffrances et révoltes, d'un sujet humain, qui n'est qu'une fausse représentation de la conscience absolue ? Fausses représentations, elles aussi. Le monde et l'homme ne cessent d'être fausses représentations, que dans la mesure où conscience humaine et conscience absolue participent par l'angoisse. Elles n'ont donc de sens *que métaphysique*. Leur seul sens est fidéiste, comme leur seule réalité.

Car il ne s'agit finalement de rien autre chose que d'une tentative banale de liquidation fidéiste du marxisme sous toutes ses formes :

Il m'a toujours semblé qu'une hypothèse de travail aussi féconde que le matérialisme historique n'exigeait nullement pour fondement l'absurdité qu'est le matérialisme métaphysique. Il n'est pas nécessaire en effet que l'objet précède le sujet pour que les pseudo-valeurs spirituelles s'évanouissent et pour que la Morale retrouve ses bases dans la réalité. Il suffit que le Moi soit contemporain du monde... Le Monde n'a pas créé le Moi, le Moi n'a pas créé le Monde. Ce sont deux objets pour la Conscience absolue, impersonnelle, et c'est par elle qu'ils se trouvent reliés. Cette conscience absolue... est tout simplement une condition première et une source absolue d'existence [3].

Le but, c'est de liquider la formule matérialiste dialectique, selon laquelle l'existence précède la conscience. Le moyen, c'est la substitution des formules. On dira d'abord : le moi et le monde sont contemporains; mais cette formule

1. *Id.*, p. 122.
2. *Id.*, p. 123.
3. *Id.*, p. 123.

n'est que le paravent d'une autre : la conscience absolue est avant le monde, comme elle est avant le moi. Tous deux ne sont que des objets pour elle. Tous deux ne sont en relation, le moi avec le monde et réciproquement, que *par la conscience absolue.* Cette relation n'est pas autre chose qu'une angoisse, l'angoisse métaphysique, c'est exactement une participation à l'angoisse. Des révoltes d'hommes qui ne seraient pas celles de l'angoisse métaphysique, et celles de la conscience absolue, ne sont que de fausses représentations. Des transformations du monde qui ne seraient pas celles de l'angoisse métaphysique n'agiraient pas sur le monde, puisque l'homme et le monde ne sont reliés que par la conscience absolue, et sous la seule forme de l'angoisse. Nous sommes donc, sous couvert de liquidation de la philosophie révolutionnaire, en présence d'un fidéisme absolu.

Pour que cela réussisse, il faut que ce fidéisme puisse être largement exploité; Sartre est prêt à payer le prix, celui précisément que Brunschvicg s'est finalement refusé jusqu'au bout à payer. Il faut dépasser la phénoménologie, dont les résultats fidéistes ne sont ni assez automatiques, ni assez démagogiques. Il n'y a pas de raison de pratiquer la réduction phénoménologique, note Sartre, après Fink, le disciple direct de Husserl, qui, « non sans mélancolie », constatait qu'il n'y a pas de motif de pratiquer la mise du monde entre parenthèses. L'idéalisme de Husserl a le défaut d'être un idéalisme *qui ne s'impose pas.* On peut très bien « demeurer dans l'attitude naturelle; elle est parfaitement cohérente, et l'on ne saurait y trouver de contradiction ». La réduction phénoménologique « apparaît donc comme une opération savante, ce qui lui confère une sorte de gratuité ». Cela revient à dire qu'il en va pour elle comme pour la spiritualité de Brunschvicg, appuyée sur les seuls développements de l'idéalisme mathématique. Ce sont là des doctrines anti-matérialistes et anti-dialectiques de laboratoire.

Au contraire, écrit Sartre, si l' « attitude naturelle » apparaît tout entière comme un effort que la conscience fait pour s'échapper à elle-même en se projetant dans le Moi et en s'y absorbant, et si cet effort n'est jamais complètement récompensé, s'il suffit d'un acte de simple réflexion pour que la spontanéité consciente s'arrache brusquement du *Je* et se donne comme indépendante, l'*époké* (c'est-à-dire la mise du monde entre parenthèses) n'est plus un miracle; elle n'est plus une méthode intellectuelle, un procédé savant : c'est une angoisse qui s'impose à nous et que nous ne pouvons éviter; c'est à la fois un événement pur d'origine transcendantale, et un accident toujours possible de notre vie quotidienne [1].

Quel événement ! la descente de l'événement pur d'origine transcendentale dans notre vie quotidienne ! Cela valait bien quelques paralogismes et quelques confusions.

* * *

Nous le verrons ultérieurement, dans l'*Etre et le Néant*, Sartre démentira ces résultats de 1937, sans se priver de les utiliser cependant. Renvoyant à son étude de 1937, il écrira :

J'avais cru autrefois pouvoir échapper au solipsisme en refusant à Husserl l'existence de son *Ego* transcendantal... Mais en fait, bien que je demeure persuadé que l'hypothèse d'un sujet trancendantal est inutile et néfaste, son abandon ne fait pas avancer d'un pas la question de l'existence d'autrui [2].

On voit comment se présente ce démenti : il est indispensable à tout existentialisme comme à tout fidéisme de laisser derrière soi le sujet transcendantal, Sartre le répète à nouveau clairement. Mais, comme le procédé de 1937 n'a pas tiré l'idéalisme du solipsisme, et comme c'est le but à atteindre,

---

1. *Id.*, p. 122.
2. *L'Etre et le Néant*, Paris, 1943, p. 290; voir aussi p. 288-9 et p. 147.

il va falloir d'autres procédés. Il ne suffira plus de développer l'opération sous l'étiquette de la phénoménologie, mais sous celle de l'existentialisme, mot qui en 1937 n'est pas avoué. Et comme entre 1937 et 1943, la philosophie proprement cléricale aura imprégné profondément cet existentialisme, il y aura opportunité et possibilité d'abandonner certains fantômes idéalistes, qui en 1937 étaient encore d'utiles paravents. L'existentialisme de Sartre en 1943 sera beaucoup plus fidéiste qu'il ne l'était en 1937. Les scrupules de Husserl ou de Brunschvicg ne seront plus de mise. Kierkegaard remplacera l'un et l'autre, chez Sartre, comme dans la philosophie cléricale. Et les faux éclairages dont nous avons vu qu'ils multipliaient les ombres d'un même personnage seront cherchés dans d'autres directions.[1]

La suite de ce travail sera consacrée à étudier cette seconde présentation de l'existentialisme.

---

1. La « *Courte histoire de l'existentialisme* » qu'on a lue dans les numéros 8, 9 et 10 de la *Pensée* constitue la première partie d'un ouvrage qu'Henri Mougin venait de terminer lorsqu'il a disparu. Il paraîtra prochainement aux Editions sociales sous le titre de la *Sainte Famille existentialiste*. Nos lecteurs y trouveront la suite du récit de l'« aventure » existentialiste et une critique magistrale de l'œuvre de Jean-Paul Sartre.

LE CENTENAIRE DE "PHILOSOPHIE DE LA MISÈRE"

par Georges COGNIOT

II[1]

Doctrine de Proudhon : le mutuellisme opposé au socialisme

A quels résultats Proudhon est-il arrivé par la méthode qui substitue la conciliation à la lutte des forces antagonistes, c'est ce qu'il nous reste maintenant à étudier. Comme Marx le déclare dans le texte que nous avons déjà cité, Proudhon n'est pas socialiste. Il a baptisé lui-même du nom de mutuellisme la théorie qu'il préconise. Examinons comment il l'a élaborée.

Proudhon se trouvait en présence des résultats de la science économique classique. Dès la seconde moitié du XVIIIe siècle, Adam Smith a découvert que la valeur se détermine par le travail, mais en même temps Adam Smith posait une question fatale pour sa propre théorie : *Par quoi la valeur du travail se détermine-t-elle donc ?* Il a répondu : *Par la valeur des moyens d'existence nécessaires pour l'entretien de l'ouvrier, par le salaire.* Ce faisant, il entrait dans un cercle vicieux : la valeur des marchandises se détermine par le travail, et la valeur du travail par la valeur des marchandises !

Il était réservé à Ricardo d'approfondir la détermination de la valeur par le travail et de rejeter la détermination de la valeur du travail par le salaire. Il vit nettement la contradiction de Smith, mais sans pouvoir donner lui-même la solution de la question, faute d'avoir découvert la distinction entre travail et force de travail.

Marx, le premier, a enseigné que c'est non le travail, mais la force de travail qui est marchandise.

L'ouvrier vend sa force de travail contre un salaire qui représente ses moyens d'existence.

> La valeur qu'un ouvrier crée dans une journée de travail de douze heures, n'a absolument rien de commun avec la valeur des moyens d'existence qu'il consomme dans cette journée de travail et dans le temps de repos qui s'y ajoute. (F. Engels.)
>
> Ce qu'un ouvrier rend et ce qu'il coûte sont deux choses aussi différentes que ce qu'une machine rend et ce qu'elle coûte.

La différence, c'est la plus-value, c'est le profit du capitaliste.

Tels sont les résultats de l'analyse objective des choses à laquelle procède le socialisme *scientifique*, en conduisant à leur terme les recherches des grands économistes classiques. Proudhon ne se place pas à ce point de vue. Adepte de l'idéalisme philosophique, persuadé que la morale doit vaincre l'économie, il remplace, comme disait Charles Rappoport, la science par le sermon, il ne veut connaître que la propriété-droit, non la propriété-fait. Le tout est de reconstruire la société selon la raison abstraite et la justice éternelle.

Que révèlent donc à Proudhon la raison abstraite et la justice éternelle ? Elles lui révèlent dès 1840 la règle suivante :

> Pour que le producteur vive, il faut que son salaire puisse racheter son produit.

---

1. Voir la *Pensée*, n° 9, octobre-novembre-décembre 1946, pages 27 à 35.

En d'autres termes, nous avons affaire à une théorie qui prétend garantir à l'ouvrier *le produit intégral de son travail.* Cette théorie mérite d'autant plus qu'on s'y arrête qu'elle a été reprise par toute une série d'émules ou de disciples de Proudhon ; par exemple en Allemagne par Eugène Dühring, contre lequel Engels écrivit son livre fameux, puis au XXe siècle par le célèbre économiste bourgeois Oppenheimer, le fondateur de la doctrine dite « socialisme libéral ». Cette conception est sous-jacente aussi à la doctrine mussolinienne des corporations et à la doctrine nazie de l'Etat corporatif, qui présupposent l'harmonie des intérêts, donc l'attribution à chacun de tout ce qui lui revient, du produit intégral de son activité.

Pareille idée repose sur une aspiration sentimentale très compréhensible, et sur une prémisse théorique très absurde.

L'aspiration sentimentale dont il s'agit est celle de la petite bourgeoisie. La petite bourgeoisie, de par sa position économique, est déchirée entre deux tendances : d'un côté, elle se rebelle contre la pression du capital et ses méthodes de spoliation ; mais, de l'autre côté, elle se refuse à admettre la suppression de la propriété privée des moyens de production sociaux, la suppression de la production marchande, où elle voit le fondement de son existence. Suivant la formule pittoresque de M. le professeur Georges Lefebvre dans sa conférence de janvier 1946 sur la *Révolution française et le rationalisme,* « le petit bourgeois n'a jamais aimé les gros, mais il n'a jamais voulu s'interdire de devenir un gros ». C'est pourquoi les porte-parole de la petite bourgeoisie prêchent non l'abolition du capitalisme, c'est-à-dire du régime fondé sur le salariat, mais l'aménagement du capitalisme en une société telle que chaque producteur perçoive la *valeur intégrale de son travail.* On comprend assurément cette revendication dans la bouche du petit artisan, du paysan petit et moyen, qui ont terriblement à souffrir de la concurrence du grand capital et dont l'exploitation est portée à son comble par le capital commercial, puisqu'il les oblige à lui vendre leurs produits au-dessous de leur valeur.

Le petit producteur de marchandises n'est pas un salarié ; il ne vend pas, comme le salarié, sa force de travail; il vend la marchandise qu'il a produite. C'est, au fond, cette situation qu'exprime le mot d'ordre de *la valeur intégrale du travail.*

Mais, en même temps, étant donné que nous traitons d'une société fondée sur le salariat, un pareil mot d'ordre ne peut se formuler qu'à partir d'une théorie radicalement fausse : la théorie d'après laquelle le salarié vend au patronat non pas sa force de travail, mais son travail.

Cette théorie, fondement du socialisme petit-bourgeois, ne résiste pas à un examen, même superficiel. En effet, si c'est non la force de travail, mais le travail qui est marchandise, si l'ouvrier reçoit sous forme de salaire la valeur de son travail comme Proudhon l'exige, le profit du patron n'a absolument plus rien à voir avec le travail de l'ouvrier ! Il s'ensuit d'abord qu'il n'existe aucune exploitation des ouvriers par le capitalisme, et toute l'histoire contemporaine, fondée sur la lutte qui résulte de cette exploitation, devient incompréhensible. Il s'ensuit encore l'impossibilité radicale de découvrir d'où proviennent le profit et tous les autres revenus des classes oisives.

Fr. Engels, dans son *Anti-Dühring,* a donné de la théorie dont nous parlons une critique approfondie, avec références à Proudhon.

Engels montre d'abord qu'il est contradictoire de parler d'une valeur du travail :

> Comme le travail, dans des conditions sociales déterminées, crée, non seulement des produits, mais aussi de la valeur et que cette valeur est mesurée par le travail, il lui est aussi impossible d'avoir une valeur particulière qu'à la pesanteur comme telle d'avoir un poids déterminé ou à la chaleur d'avoir une température déterminée. Mais c'est le propre de toute la confusion socialiste qui coupe les cheveux en quatre sur la *valeur vraie,* de s'imaginer que l'ouvrier ne reçoit pas dans la société actuelle l'inté-

grale « valeur de son travail » et que le socialisme est appelé à porter remède à ce mal. Pour cela, il s'agit tout d'abord de découvrir ce qu'est la valeur du travail : on la trouve en cherchant à mesurer le travail non par son étalon adéquat, le temps, mais par son produit. Le travailleur, dit-on, doit recevoir le produit intégral du travail... Mais voici tout de suite où le bât blesse : le produit est réparti en totalité. La fonction la plus progressive de la société, l'accumulation, est retirée à la société et remise aux mains et à l'arbitraire des individus...

Engels continue en ces termes :

L'échange de travail contre travail d'après le principe de l'estimation égale, dans la mesure où il a un sens, par conséquent l'échange entre eux de produits d'une même quantité de travail, par conséquent la loi de la valeur, constitue précisément la loi fondamentale de la production marchande, donc aussi de la forme la plus élevée de cette production, la production capitaliste...

Quand M. Dühring érige cette loi en loi fondamentale de sa commune économique, quand il exige que celle-ci l'applique en toute conscience, il fait de la loi fondamentale de la société existante la loi fondamentale de la société créée par son imagination. Il veut la société existante, mais sans ses inconvénients. Il se meut, ce faisant, entièrement sur le même terrain que Proudhon. Comme celui-ci, il veut éliminer les inconvénients nés de l'évolution qui a conduit la production marchande à être la production capitaliste, en y opposant la loi fondamentale de la production marchande dont le fonctionnement a précisément produit ces inconvénients. Comme Proudhon, il veut substituer aux suites réelles de la loi de la valeur des suites imaginaires.

Engels reproche à Dühring de vouloir échanger travail contre travail : or, sous le nom de mutuellisme, Proudhon préconise, dans son livre *De la capacité politique des classes ouvrières*, l'échange de « service pour service, valeur pour valeur ».

Engels reproche à Dühring de faire appel au principe d'égale estimation : Proudhon ne diffère de Dühring que par le choix du terme ; il parle, lui, de « juste proportion ».

Toutes les critiques adressées à Dühring valent contre Proudhon.

Au XVIIIe siècle, Diderot avait déjà proclamé :

Les fortunes seront légitimement réparties lorsque la répartition sera proportionnée à l'industrie (c'est-à-dire : à l'activité) et aux travaux de chacun.

Diderot donnait ce conseil à la jeune République américaine. Pris, comme on l'a dit, au mirage d'un monde neuf, il ne pensait guère qu'au travail tel que sa classe le concevait : la production artisanale et paysanne, la production marchande non capitaliste. Il se sentait plein de sympathie pour le travailleur indépendant qui fait fructifier sa terre, son atelier, sa boutique, voire sa petite manufacture. Il confondait toutes les activités du Tiers pour les opposer au parasitisme des classes privilégiées, en réclamant l'abolition de la vénalité des charges et de tous les privilèges.

Seulement, Diderot écrit cent ans avant Proudhon ! Il serait absurde de faire grief à la petite bourgeoisie du XVIIIe siècle de n'avoir pas aperçu les conséquences historiques des revendications qu'elle élevait en faveur de la liberté de la production et des échanges. Proudhon, au contraire, vit dans un monde où il est manifeste que la libre production marchande engendre nécessairement le capitalisme. Ce qui était moralisme utopique chez Diderot et chez les Jacobins, est rétrograde et réactionnaire chez Proudhon.

* * *

Proudhon s'imagine que le capitalisme sera éliminé pourvu que les ouvriers se forment en « compagnies ouvrières », c'est-à-dire en coopératives de production libres, indépendantes de l'Etat ; nous retrouvons une fois de plus l'influence des *fruitières* de la petite industrie du Jura.

Proudhon ne se contente pas de dire que la production paysanne doit rester la base de la société moderne — sans voir que, déjà de son temps, la classe en voie de développement, la classe détentrice des forces d'avenir, la classe sur laquelle les partisans du progrès devaient s'appuyer, était le prolétariat, tandis que la paysannerie en tant que classe se désagrégeait. Proudhon pousse son erreur plus loin : il donne des institutions de la paysannerie pour modèle au prolétariat !

Proudhon propose même que dans l'atelier automatique moderne, où la division du travail est poussée très loin, où la fabrication d'une simple épingle est fragmentée, disons en douze opérations distinctes, l'ouvrier fasse non pas une des douze opérations, mais successivement toutes les douze parties de l'épingle. Marx commente ironiquement : « L'ouvrier arriverait ainsi à la science et à la conscience de l'épingle. » Il remarque que par une telle suggestion, Proudhon trahit une fois de plus son idéal de petit bourgeois, puisqu'il n'imagine rien de mieux que de ramener le travailleur moderne au compagnon, ou tout au plus au maître-artisan du Moyen âge, qui sait, le cas échéant, accomplir lui-même l'une après l'autre les opérations au terme desquelles la fabrication du gruyère est achevée...

* * *

Comment les « compagnies ouvrières » vont-elles fonctionner ?

Proudhon préconise une banque mutuelliste qui affranchira les travailleurs de la domination de l'or en instituant le crédit gratuit. Telle est la panacée que, deux années durant, il s'efforcera de réaliser, avec le patronage d'un économiste, Bastiat, et d'un journaliste d'affaires, Girardin.

Toute sa vie, Proudhon détournera ainsi l'attention des ouvriers des phénomènes de la production, — les phénomènes essentiels, ceux au cours desquels le profit est produit, — en suggérant au contraire que le profit n'est qu'une forme particulière du salaire et en concentrant l'attention sur l'intérêt de l'argent. Tandis qu'en réalité, la « répartition » du produit social créé par la classe ouvrière revient purement et simplement à une appropriation de ce produit par les capitalistes ; tandis que cette « répartition » aboutit à donner la totalité des moyens de production sociaux à la bourgeoisie et rien au prolétariat, — circonstance d'où résulte l'exploitation du prolétariat par la bourgeoisie *dans l'opération de la production*, — Proudhon et les économistes petits-bourgeois se préoccupent de représenter la répartition comme quelque chose d'autonome, d'indépendant par rapport au mode de production sociale : leur but est de créer l'illusion d'une harmonie entre les intérêts de classes.

M. Gaëtan Pirou écrit justement :

> Tandis que pour Marx, un changement dans le mode de production est seul capable de mettre fin à l'instabilité économique et à la lutte des classes, c'est d'une réforme de la circulation et de l'échange, entraînant de proche en proche la disparition de tous les prélèvements usuraires, que Proudhon attend la solution du problème social.

A l'imitation de Proudhon, agiront plus tard les démagogues hitlériens qui, cette fois avec une conscience très avertie, avec l'intention bien arrêtée de sauver et de justifier la société bourgeoise, engageront auprès des classes moyennes la campagne contre l'usure, cette mauvaise tendance d'un régime en lui-même parfaitement sain !

Le crédit gratuit en régime capitaliste, voilà donc à quelle utopie aboutit, en dernière analyse, le système de Proudhon ! Nous avons assisté effectivement, depuis les temps de Proudhon, à un développement prodigieux du crédit. Mais ce développement du crédit n'a pas servi à transférer la puissance économique à la classe ouvrière ou à accélérer son émancipation. Il a servi, tout au contraire, à faire passer dans le jeu des couches supérieures du capital, à mettre à la

disposition du capital financier la masse des économies et des réserves des petites gens.

Proudhon a écrit :

Pour établir l'égalité entre les hommes, il suffit de généraliser le principe des sociétés d'assurance, d'exploitation et de commerce.

Depuis son temps, les sociétés ont connu l'extension qu'il appelait de tous ses vœux, mais le résultat a été la formation d'une féodalité financière plus exploiteuse et plus oppressive que l'ancienne bourgeoisie, et non pas l'instauration de l'égalité entre les hommes.

Proudhon se vantait d'avoir, par sa théorie du crédit gratuit, tué la propriété malfaisante comme Hercule tua le dragon : en s'y prenant « non par la tête mais par la queue, c'est-à-dire par le bénéfice et l'intérêt ». Le malheur est que les exploits de Proudhon sont restés aussi irréels que ceux d'Hercule et qu'il n'a pas réussi, ni ne pouvait réussir, à faire la révolution en s'y prenant par la queue, c'est-à-dire derrière le dos du capitalisme et sans qu'il s'en aperçoive.

*
* *

Conservatisme de Proudhon

Puisque les ouvriers peuvent se tirer d'affaire par les compagnies ouvrières et par le crédit gratuit, il est clair que la lutte politique ne pouvait pas offrir d'intérêt pour Proudhon.

En savant, en homme capable de surprendre à Dieu sa pensée intime, lui, Proudhon, a révélé la recette qui guérit le mal social. C'est lui qui fait l'histoire : ce n'est pas la lutte des masses du peuple.

Logiquement, Proudhon ne reconnaît pas la lutte des classes et ne s'intéresse toute sa vie qu'aux questions économiques. Il est, selon la formule de Marx dans la lettre à Annenkov, « ennemi déclaré de tout mouvement politique ». Cette attitude fut constante chez lui.

En 1846, Marx, alors à Bruxelles, créa un bureau de correspondance international et proposa à Proudhon d'être correspondant pour la France, en expliquant notamment :

De cette manière, les différences d'opinion pourront se faire jour, on arrivera à un échange d'idées et à une critique impartiale... Et au moment de l'action, il est certainement d'un grand intérêt pour chacun d'être instruit de l'état des affaires à l'étranger aussi bien que chez lui.

Proudhon répondit le 17 mai 1846 :

... Cherchons ensemble, si vous voulez, les lois de la société, le mode dont ces lois se réalisent, le progrès suivant lequel nous parvenons à les découvrir; mais, pour Dieu ! après avoir démoli tous les dogmatismes a priori, ne songeons point à notre tour à endoctriner le peuple...

Autrement dit, supposée découverte la science sociale, Proudhon lui dénie l'autorité reconnue à n'importe quelle autre science !

Il poursuivit :

J'ai aussi à vous faire quelques observations sur ce mot de votre lettre : *« au moment de l'action »*. Peut-être conservez-vous encore l'opinion qu'aucune réforme n'est actuellement possible sans un coup de main, sans ce qu'on appelait jadis une révolution et qui n'est tout bonnement qu'une secousse. Cette opinion, que je conçois, que j'excuse, que je discuterais volontiers, l'ayant moi-même longtemps partagée, je vous avoue que mes dernières études m'en ont fait complètement revenir; je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir et qu'en conséquence nous ne devons point poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale, parce que ce prétendu moyen serait tout simplement un appel à la force, à l'arbitraire, bref une contradiction. Je me pose ainsi le problème : faire rentrer dans la société, par une combinaison économique,

les richesses qui sont sorties de la société par une autre combinaison économique... Or, je crois savoir le moyen de résoudre, à court délai, ce problème : je préfère donc faire brûler la propriété à petit feu...

*
* *

Non seulement Proudhon ne veut pas entendre parler des mouvements révolutionnaires des masses, il n'admet pas non plus les grèves. Dans son ouvrage *De la capacité politique des classes ouvrières*, il condamne dans les termes les plus catégoriques la grande grève des mineurs de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier en 1845.

Il n'y a pas plus de droit de coalition qu'il n'y a un droit du chantage, de l'escroquerie et du vol, pas plus qu'il n'y a un droit de l'inceste ou de l'adultère.

La grève est illégale, la grève est une violence à laquelle on ne peut pas permettre de l'emporter sur la loi quand même celle-ci ne servirait que de paravent à la fraude, les grévistes sont « une multitude de perturbateurs », ils n'ont qu'à former une compagnie ouvrière pour l'extraction du minerai à l'exemple des maîtres constitués en sociétés anonymes ! Proudhon justifie expressément les rigueurs de la répression :

L'autorité qui fit fusiller les mineurs de Rive-de-Gier fut bien malheureuse. Mais elle agit comme l'ancien Brutus, placé entre son amour de père et son devoir de consul. Il fallait sacrifier ses enfants pour sauver la République. Brutus n'hésita pas et la postérité n'a pas osé le condamner.

Marx commente :

De mémoire de prolétaire, on ne se souvient pas d'un seul bourgeois qui ait hésité à sacrifier ses ouvriers pour sauver ses propres intérêts.
Quels Brutus que ces bourgeois !
Il n'y a pas à s'étonner que le *Times*, à l'occasion des grandes grèves des tailleurs de Londres en 1866, ait fait à Proudhon l'honneur de le traduire en anglais...

Proudhon n'a pu être présenté comme l'un des inspirateurs du mouvement syndical moderne que par une grossière supercherie. Dans la *Capacité politique*, il s'indigne contre ceux qui,

sous prétexte de relever la classe ouvrière d'une soi-disant infériorité sociale [entendent] dénoncer en masse toute une classe de citoyens, la classe des maîtres, entrepreneurs, patrons et bourgeois... exciter la démocratie travailleuse au mépris et à la haine... préférer à la police de l'Etat l'antagonisme des classes !

Proudhon interdit le syndicat aux ouvriers en leur conseillant, comme le meilleur remède jusqu'à l'avènement du mutuellisme, « la liberté ou concurrence, notre unique garantie ».

*
* *

Un autre principe mémorable, repris encore il y a quelques mois mot pour mot par Léon Blum dans son discours de Sceaux, est formulé comme suit par l'auteur de la *Capacité politique* :

Le taux des salaires détermine le prix des marchandises.

L'ouvrage où a paru cette thèse hostile à toute lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires a été publié en 1865. Il y avait déjà quarante-huit ans que le grand économiste Ricardo avait édité son livre *Principes d'économie politique*, où cette erreur traditionnelle est réfutée.

Proudhon avait sous les yeux l'exemple de l'industrie anglaise, livrant ses produits à plus bas prix que n'importe quelle autre nation, bien que les salaires fussent alors relativement plus élevés en Angleterre que dans tout autre pays d'Europe.

Proudhon connaissait les démonstrations de Marx, d'après lesquelles les

salaires peuvent augmenter sans incidence sur les prix si les profits baissent simultanément. Ce qui décide, c'est la lutte de classe, mais précisément Proudhon était adversaire de la lutte de classe.

* * *

Les compromissions pratiques de Proudhon avec le pouvoir ont été innombrables.

En 1847, il écrit dans ses *Carnets intimes :*

Tâcher de m'entendre avec le *Moniteur industriel*, journal des maîtres, tandis que le *Peuple* sera le journal des ouvriers.

A la veille des événements de 1848, Proudhon redoute la révolution et il fait ce qu'il peut pour l'empêcher. Il écrira dans le *Peuple :*

Le 21 février au soir, j'exhortais encore mes amis à ne pas combattre.

Les journées de juin ne lui inspirent que cette observation : « J'écoute l'horreur sublime de la canonnade. » Le seul acte de cette période qui témoigne en sa faveur est sa controverse parlementaire avec Thiers, en date du 31 juillet, lorsqu'il proposa un moratoire d'un tiers sur les loyers, les fermages, les rentes, etc. et que l'opposition de la réaction l'amena à improviser une proclamation de la guerre des classes.

Envers Napoléon III, l'attitude de Proudhon est constamment équivoque. Il s'abstient volontairement de participer à la résistance au coup d'Etat du 2 décembre, malgré le caractère ouvrier de cette résistance (101 ouvriers tués sur 158 victimes à Paris d'après la statistique officielle). Ensuite, il demande à l'empereur de prendre la tête du mouvement révolutionnaire ; il écrit un livre *la Révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre,* où il affirme : « Le 2 décembre est le signal d'une marche en avant dans la voie révolutionnaire... Louis Napoléon en est le général... » L'empereur est présenté comme « le premier des socialistes, le dernier des hommes de gouvernement ».

En même temps, Proudhon écrit un livre contre la Pologne en l'honneur du tsar.

Telles sont les vilenies que Marx a flétries.

* * *

L'hostilité de Proudhon à l'émancipation féminine, pourtant préconisée avant lui (par les Saint-Simoniens notamment), n'est pas davantage à son honneur. C'est de lui que sont les deux maximes : « Ménagère ou courtisane », « Plutôt la réclusion que l'émancipation ».

Déjà dans son ouvrage de 1843, *De la création de l'ordre dans l'humanité,* Proudhon expose que dans la famille et dans l'Etat, la femme est une mineure et une apprentie. Elle n'est ni la moitié ni l'égale de l'homme, « mais le complément sympathique qui achève de faire de lui une personne. »

L'octroi à la femme de droits politiques ou sociaux ne serait pour Proudhon que « dévergondage », ou « pornocratie ».

On pourrait reprendre une à une les thèses de Proudhon, on constaterait que les fascistes n'ont rien inventé en la matière avec leur mot d'ordre des trois K : Kinder, Küche, Kirche, « les enfants, la cuisine, l'église » !

D'après Proudhon, la femme doit être éternellement en tutelle juridique : sous l'autorité du père, du frère, de l'oncle, du mari, « voire même de l'amant là où le concubinat est reconnu par la loi ». A défaut de tuteur né, on prendra le maire, le juge de paix, ou le chef d'atelier (*sic*). Naturellement, le mari a la faculté de répudier sa femme à son gré, mais la femme ne peut en aucun cas demander elle-même le divorce : « La femme qui se plaint, doit être présumée coupable et renvoyée à son ménage. »

L'histoire est censée justifier ce régime : plus les races (le mot est de l'auteur) ont témoigné d'intelligence et de capacité, moins elles ont donné de liberté à la femme. Proudhon invoque l'exemple des Grecs et des Latins, mais aussi celui des Germains. Par une curieuse rencontre, il applique à la femme par rapport au mari le terme de *suivante* analogue à l'expression allemande de « Gefolgschaft », qui deviendra essentiel dans le vocabulaire hitlérien de la subordination.

Autres arguments de Proudhon : les femmes instruites n'ont pas d'enfants — les génies féminins n'existent pas et si, par conséquent, l'homme a reçu la supériorité d'intelligence et de caractère, c'est pour en user — l'homme a reçu encore la supériorité de force : « c'est aussi pour en exercer les droits. »

Empruntons la conclusion au livre *De la Justice :* l'égalité de la femme avec l'homme, « la rendant à l'homme odieusement laide, serait la dissolution du mariage, la mort de l'amour, la perte du genre humain ».

* * *

En 1861, Proudhon fait paraître un ouvrage sur *la Guerre et la Paix*. C'est un éloge dithyrambique de la guerre, sans laquelle « on ne saurait pas ce que vaut l'homme, ce que valent les peuples et les races », et « notre civilisation serait une étable ». La guerre est « notre histoire, notre vie, notre âme tout entière ». La guerre est « le signe de notre grandeur ». Par conséquent, pas de « mollesse » ! Et Proudhon s'écrie :

Salut à la guerre ! C'est par elle que l'homme, à peine sorti de la boue qui lui servit de matrice, se pose dans sa majesté et dans sa vaillance ; c'est sur le corps d'un ennemi abattu qu'il fait son premier rêve de gloire et d'immortalité.

Proudhon exalte d'autant plus frénétiquement le type du guerrier dans son abstraction romantico-réactionnaire qu'il ignore le héros de l'histoire concrète des temps modernes, la classe ouvrière. Il annonce le pessimisme et l'amoralisme de Nietzsche, glorifiant le surhomme aristocratique qui se tient « de l'autre côté du bien et du mal ».

* * *

Bilan du proudhonisme

Dans le mouvement ouvrier de la fin du XIXe siècle, l'influence de Proudhon inspire les résistances au socialisme scientifique. En 1876, lors du premier congrès ouvrier tenu à Paris, les délégués condamnent « ces grèves qui frappent le fort en détruisant le faible ». En 1883, Langlois, dans la discussion de la loi sur les syndicats à la Chambre, approuve la liberté d'association, mais se prononce contre le droit de coalition. Ce sont ces tendances qui avaient abouti, au congrès de Saint-Etienne en 1882, à la rupture entre « possibilistes » (Brousse, Joffrin) et partisans du marxisme ou guesdistes : Brousse était vaguement proudhonien.

Proudhon était destiné, dans la suite, à servir de référence à tous ceux qui prétendirent que les ouvriers devaient se borner à une lutte économique et nièrent la nécessité pour la classe ouvrière d'avoir une politique indépendante, ce qui revenait évidemment à transformer la classe ouvrière en appendice politique d'autres forces sociales. Dans son livre sur les *Socialismes français*, le sociologue éclectique du solidarisme, Célestin Bouglé, fait hommage à Proudhon des idées de Fernand Pelloutier et de ceux qui affirmèrent, en 1906, doter la C. G. T., par la charte d'Amiens, de la neutralité politique; d'une façon générale, il fait de Proudhon un inspirateur du mouvement syndical : singulière promotion assurément pour l'homme qui, au cours de ses nombreuses variations, resta toujours fidèle du moins à UNE idée, l'hostilité aux grèves !

Célestin Bouglé fait preuve d'une information plus sérieuse lorsqu'il rattache

à Proudhon les intellectuels comme Lagardelle qui, dans la revue *le Mouvement socialiste,* quelques années avant la guerre, s'efforçaient de détourner les ouvriers syndiqués du socialisme scientifique, en leur proposant une mixture bon marché du proudhonisme, de l'anarchisme et du bergsonisme, cette pacotille spiritualiste et réactionnaire opposant un « schéma dynamique » au rationalisme.

Bouglé présentait Proudhon, continué par Lagardelle et consorts, comme le prophète d'« un monde nouveau, libéré des formules traditionnelles ». De fait, ce monde nouveau fut le monde fasciste, et Lagardelle est au bagne en sa qualité d'ancien ministre de Vichy. On sait qu'un des principaux responsables du munichisme et de la « drôle de guerre », de Monzie, se réclamait également de Proudhon !

Ainsi, selon la remarque d'Armand Cuvillier dans le deuxième volume du recueil *A la Lumière du marxisme,* Proudhon a exercé des influences sur les formes adultérées du socialisme. Il y a lieu d'ajouter aujourd'hui : sur les tendances *profascistes* des « théoriciens » antimarxistes de la période contemporaine. L'étrange destin, n'est-il pas vrai, que celui de ce prétendu champion de l'*un-archie,* de ce pourfendeur de toute autorité, dont le portrait finit par figurer dans les bureaux de l'*Action française* entre la photo du pape et celle du prétendant au trône de France, dont la mémoire trouve des panégyristes ultramontains heureux de rappeler qu'il a rompu des lances pour le maintien du pouvoir temporel du saint-siège, dont enfin les prohitlériens ont exalté l'apologie de la guerre, le mépris de l'homme, voire l'antisémitisme forcené ! L'hebdomadaire du P.R.L., *Paroles françaises* du 6 juillet dernier ne peut-il pas faire état des déclarations de Proudhon, réclamant le 4 mars 1862 l'expulsion de tous les Juifs en masse ?

Le verbalisme anarchiste, sonore et paradoxal à souhait, conduit dans les marécages infects de la région politique et sociale. Le prétendu *socialisme d'inspiration exclusivement française,* qu'on oppose au marxisme, conduit au service de Mussolini et de Hitler.

* * *

Aujourd'hui encore, en dépit de ces évidences, une défense opiniâtre est tentée par les proudhoniens : ils affirment que le maître, avec tous ses péchés, sauvegarde du moins les droits du libéralisme, et, comme disent nouvellement les amateurs de beau style, les droits du *personnalisme.* Il nous reste à examiner rapidement cette prétention.

Et d'abord, qu'est-ce qu'une sauvegarde des droits de l'individu qui refuse ces droits à l'un des deux sexes ou à une race entière ? Ne faut-il pas affirmer, contrairement à Proudhon, que l'individu de l'un et de l'autre sexe et de n'importe quel groupe racial doit recevoir des soins égaux et des chances égales de développement dans le cadre d'une société vraiment soucieuse de liberté ?

Karl Marx, contrairement au principe proudhonien de dégradation de la femme, a écrit :

> Il ne saurait être question d'une démocratie saine et complète, pour ne pas parler d'un socialisme, tant que les femmes ne prennent pas leur place légitime et permanente à côté des hommes à la fois dans la vie politique du pays et dans la vie publique de la communauté en général.

En Union Soviétique, l'article 22 de la Constitution stipule qu'il est accordé aux femmes des droits égaux à ceux des hommes dans tous les domaines de l'activité économique, culturelle, sociale et politique ; les femmes sont en possession de l'égalité devant la loi et devant l'enseignement, dans le travail et dans le suffrage. Proudhon ne reconnaissait qu'au seul mari la liberté au sein de la famille : pour le socialisme, cette liberté est au même titre un droit de la femme ;

la femme est admise à la liberté économique dans le cadre du foyer, elle peut gagner sa subsistance.

Les adversaires du socialisme répandent la crainte qu'il ne signifie la vie de caserne, l'étouffement de l'initiative personnelle, la paralysie des libres mouvements de l'esprit. Ne suffit-il pas, pour leur répondre, de leur faire remarquer que tous les biens précieux qu'ils prétendent défendre avec le loisir de penser et d'agir par soi-même, tout cela est réservé aujourd'hui aux membres des classes supérieures de la société, et que ces classes supérieures en jouissent parce que d'autres hommes peinent du matin au soir pour les leur assurer ? Ne suffit-il pas de faire la distinction du privilège et de l'arbitraire avec la liberté ? Marx et Engels ont écrit dans leur ouvrage sur l'*Idéologie allemande* :

> Dans les succédanés de collectivité qui ont existé jusqu'à présent (dans l'Etat, etc...), la liberté individuelle n'a existé que pour les individus appartenant à la classe dominante et dans la mesure seulement où ils étaient des individus de cette classe.

> J'ai de la peine, dit Staline, à imaginer ce que peut être la « liberté individuelle » chez le chômeur qui va le ventre vide et ne trouve pas à employer son travail.

C'est le socialisme qui crée la véritable liberté individuelle. C'est la connivence du socialisme et de la liberté qu'Anatole France voulait faire sentir lorsqu'il raillait avec amertume le régime qui interdit impartialement au millionnaire et au sans-travail de coucher sous les ponts, mais refuse, en fait, au second, la liberté de vivre sous un toit. Et nous, hommes d'enseignement, ne savons-nous pas que jusqu'à maintenant, la « liberté » de puiser dans le trésor des connaissances supérieures n'est accessible qu'à peu de personnes, lesquelles sont surtout choisies en fonction de leur position sociale ?

C'est pourquoi le premier devoir de tous est, non pas de bavarder sur la liberté et les droits de la personne, mais de lutter pour la création d'une organisation sociale rationnelle et bien ordonnée, dont la science indique la possibilité dans les conditions de notre époque et dont l'idéal sera l'égalité économique et politique, de façon à assurer et à augmenter le bien-être de l'individu dans et par le bien-être de tout le corps social.

Dans toute son œuvre, Proudhon construit une opposition abstraite et arbitraire entre la société et l'individu. Pour le socialisme, le rôle de la société est au contraire d'ouvrir toutes grandes les avenues du développement de l'individu. Saint-Simon, sur son lit d'agonie, ne disait-il pas à son disciple préféré que sa doctrine entière se résumait en cette thèse que la société doit permettre à chacun le libre développement de toutes ses aptitudes? A Owen, à Fourier, leurs adversaires reprochaient leur folie, leur athéisme, tel ou tel autre crime, mais ils ne songeaient pas encore à les dire adversaires de la liberté, pas plus qu'il ne serait venu à l'idée d'un homme du XVIIIe siècle de forger une contradiction entre communisme et liberté ! C'est seulement quand le socialisme devint un danger sérieux que cet antagonisme fut imaginé de toutes pièces.

En réalité, dans une société socialiste, tout individu est considéré avec respect, en tant que fin et non pas en tant qu'instrument ; il reçoit tous les moyens de développer chaque talent qui dort en lui ; selon la parole fameuse, « l'homme est le capital le plus précieux ». Dans le proudhonisme, le monde spirituel de l'individu prétendument autonome est réduit aux horizons étouffants d'une paysannerie et d'un artisanat à peine sortis du Moyen âge. Encore ne s'agit-il que d'une utopie, puisque la petite bourgeoisie chère à Proudhon se décompose de toute nécessité, puisque la production marchande engendre forcément le capitalisme, et que le capitalisme ne laisse à l'individu que l'illusion de l'indépendance. C'est pour cultiver cette illusion que, plus la société bourgeoise opprime l'individu, plus elle répand l'idéologie de l'indépendance absolue de l'individu, la croyance que l'homme supérieur est l'homme seul, que tout l'art de vivre consiste à fuir le monde et à s'enfermer dans la fameuse tour d'ivoire en cultivant, si l'on veut être à la dernière mode, la philosophie de la nausée de M. Sartre.

La psychologie de l'individualisme outrancier n'est rien d'autre qu'une arme de la lutte des classes.

Et c'est par ruse de guerre qu'on répand l'idée qu'il y a quelque chose de distant, de froid et d'inhumain dans les théories du socialisme scientifique, tandis que le capitalisme, qui bat la grosse caisse devant la boutique de l'individualisme, se distinguerait par une compréhension de l'homme et une chaleur de cœur sans égales. Il est temps d'en finir avec cette supercherie.

Il est temps de noter toutes les facilités que Proudhon donne à la réaction. Le père Henri de Lubac, dans son livre sur « Proudhon et le christianisme », ne cherche pas à annexer Proudhon : il ne peut néanmoins s'empêcher de constater « la complicité qu'il nous offre ». Il le loue d'avoir opposé à la dialectique, à la science de Marx, le « pressentiment du mystère ontologique », l'éternité de l'esprit, l'absolu moral. « On n'a jamais fini de se débattre contre Dieu ». Quelle belle phrase !

Il est temps d'en finir aussi avec l'exhibition de moralisme pour laquelle on fait appel à Proudhon. Proudhon refusait la lutte des classes en invoquant de nobles idéaux de caractère juridique et moral. Eh bien ! le socialisme scientifique demande aux sermonneurs si la lutte des classes n'est pas une lutte légitime ; s'il n'est pas moralement juste que les créateurs de toutes les richesses soient élevés à la propriété; s'il n'est pas moralement insoutenable qu'un groupe d'hommes, et un groupe bien réduit, accapare tous les fruits du travail commun. Plaise aux moralistes de reconnaître que les travailleurs sont dans leur droit en luttant pour participer pleinement à la vie et à la culture, telles qu'elles sont rendues possibles par la production moderne de richesses sociales !

Plaise aux moralistes d'avouer qu'une classe étroite qui prétend monopoliser cette source de vie, n'a pas le bon droit ni la morale de son côté!

Nous demanderons encore aux moralistes proudhoniens si c'est leur stricte attention à départager le tien et le mien qui traduit le plus haut idéal; ou si au contraire, la morale ne trouve pas puissamment son compte dans une doctrine qui substitue au stimulant tiré de la comptabilité boutiquière le stimulant du service de la société et de l'enrichissement de la société. Cette doctrine n'est-elle pas déjà, par elle-même et indépendamment de ses fruits, une conquête morale sans précédent ?

Le proudhonisme en reste au type de l'atome social orgueilleux de son *indépendance*, d'ailleurs illusoire, et contractant *souverainement*, en apparence bien entendu, avec d'autres atomes sociaux. Le socialisme, à l'inverse, vise à produire des citoyens complets en faisant disparaître l'abîme actuel entre les hommes, en premier lieu l'abîme entre l'activité manuelle et l'activité intellectuelle. Il ne s'agit pas de former un pseudo-patriarche isolé dans sa sphère étroite ; il s'agit de former un être social harmonieusement développé et ouvert à l'intelligence de la vie prise dans sa totalité, conscient de son lien avec son peuple tout entier et des devoirs de solidarité qui en résultent.

Du simple fait que le monde de Proudhon est un monde d'atomes sociaux, c'est un monde où règnent la concurrence et le chaos. Supposons même réalisée l'utopie des compagnies ouvrières assumant la production en dehors de tout pouvoir central ; supposons la mine aux mineurs, le haut fourneau aux métallurgistes, et ainsi de suite : qui empêchera la concurrence et le désordre de renaître ? qui empêchera la production de sombrer dans l'anarchie ? Le monde de Proudhon n'est qu'une idéalisation, ou prétendue telle, de la société déchirée qu'il avait sous les yeux.

La science enseigne au contraire qu'il existe une force capable de venir à bout de ce chaos et pour ainsi dire de constiuer la société dans l'unité : le moyen d'y arriver est la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme, et non pas l'impossible réduction de cette exploitation à des limites plus ou moins « raisonnables » comme, au fond, Proudhon le rêvait. Ainsi seulement, la société pourra épanouir toutes les fleurs de la civilisation et de la morale.

Ainsi la société donnera, en chaque individu, toutes leurs chances à la vie et à la liberté.

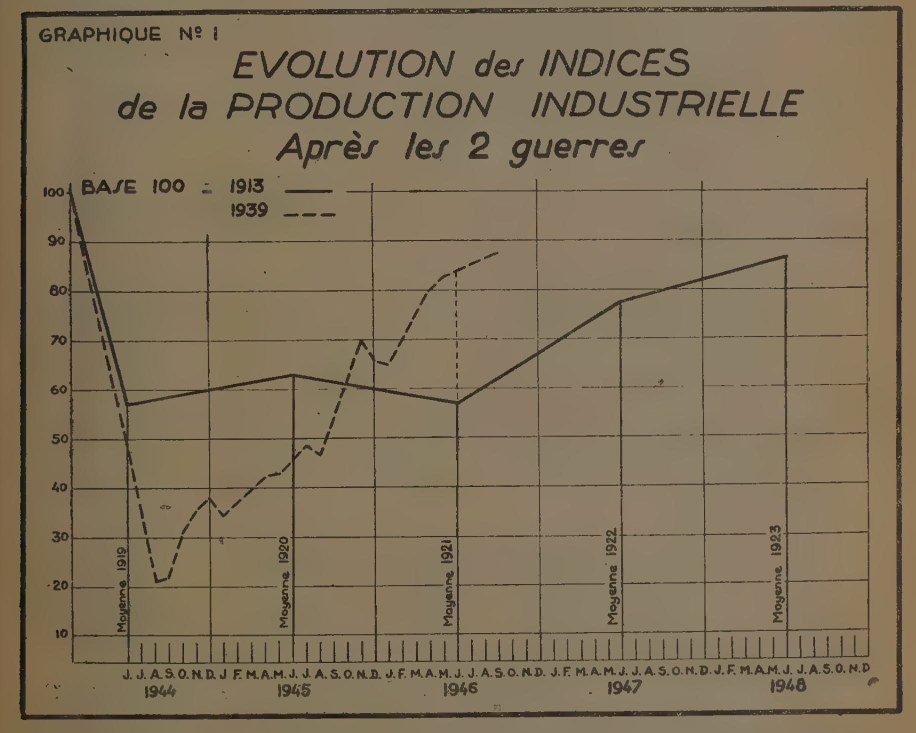
De Diderot à Helvétius, les grands rationalistes français du XVIIIe siècle ont entrevu ce noble avenir de l'humanité. Que la pensée de nos matérialistes du XVIIIe siècle, méprisée par Proudhon, ait été reconnue comme une des sources du socialisme scientifique par ses fondateurs eux-mêmes, c'est un sujet de fierté et d'exaltation pour l'intelligence française.

LA FIXATION ET LE CONTROLE DES PRIX

par R. CREUSSOL [1]

L'économie française a subi de 1940 à 1944 des destructions plus importantes que pendant la première guerre mondiale, et ces destructions frappent des secteurs plus sensibles. Nos ports, notre réseau ferré et nos voies navigables, par exemple, étaient beaucoup plus profondément atteints en septembre 1944 qu'en 1919. Cependant, si l'on compare l'évolution actuelle de l'indice général de la production industrielle avec son évolution au lendemain de 1919, on constate que le relèvement de notre économie est beaucoup plus rapide de nos jours (voir graphique n° 1).

Ce résultat n'a pu être obtenu que grâce à l'effort de nos travailleurs et de nos cadres. Il serait compromis si les puissances d'argent, dont l'intérêt politique évident est

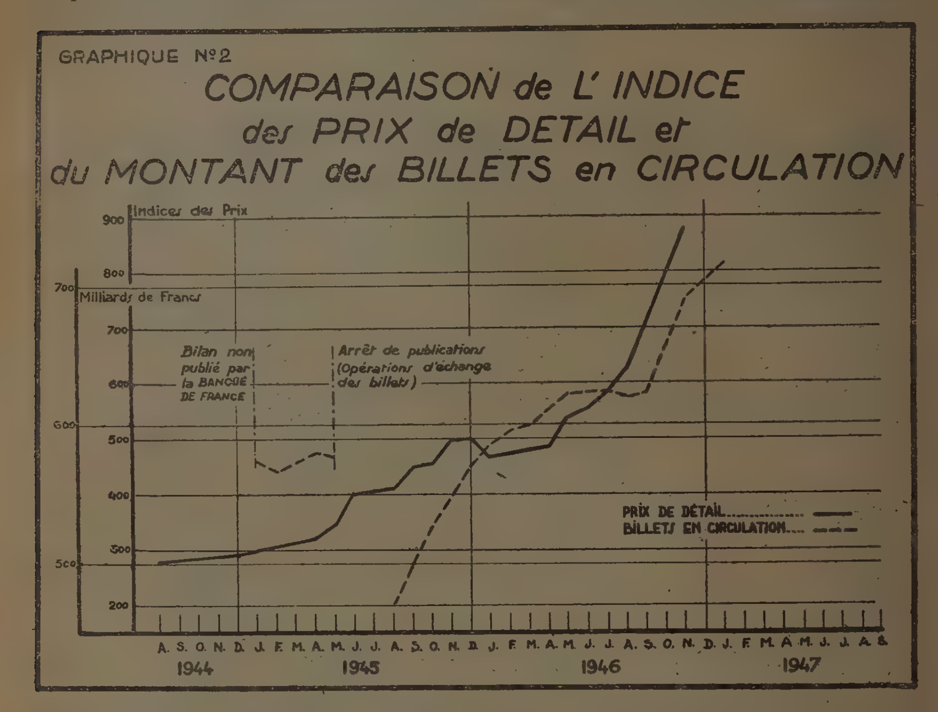


aujourd'hui de créer artificiellement le désordre, réussissaient à provoquer l'inflation et à ruiner le franc. Pour réaliser ce dessein, la hausse des prix est aujourd'hui leur arme principale. Elle exerce sur la monnaie une pression de plus en plus forte; depuis quelques mois, elle précède et provoque l'accroissement de la circulation monétaire au lieu de le suivre. L'argument classique, tiré de la théorie quantitative de la monnaie,

1. Cet article, écrit en novembre 1946, ne peut tenir compte des mesures récentes prises pour faire baisser les prix. Nous y reviendrons dans un prochain numéro.

et selon lequel la hausse des prix résulterait inéluctablement de l'augmentation des disponibilités monétaires, n'a plus cours, puisque l'ordre des facteurs se trouve inversé. Cela apparaît clairement si l'on rapproche les courbes parallèles de l'indice des prix de détail et des émissions de billets (voir graphique n° 2).

En même temps, la hausse des prix permet de sauvegarder les profits anormaux des banques et des trusts industriels ou commerciaux et de vider de toute substance, par



l'organisation de la vie chère, les augmentations de salaires arrachées par les travailleurs.

Aussi, l'intervention consciente, délibérée des trusts sur les prix s'exerce-t-elle sur les prix officiels comme sur ceux du marché clandestin. Elle transparaît constamment lorsqu'on étudie le rôle de l'administration dans la fixation et dans le contrôle des prix.

I

LA FIXATION DES PRIX

La détermination spontanée des prix, résultant du jeu prétendu libre de l'offre et de la demande, a cessé de jouer, en France, depuis 1938, pour un certain nombre de produits. Mais, en fait, la fixation par voie d'autorité de l'ensemble des prix n'a été adoptée qu'en 1940 sur l'ordre des Allemands.

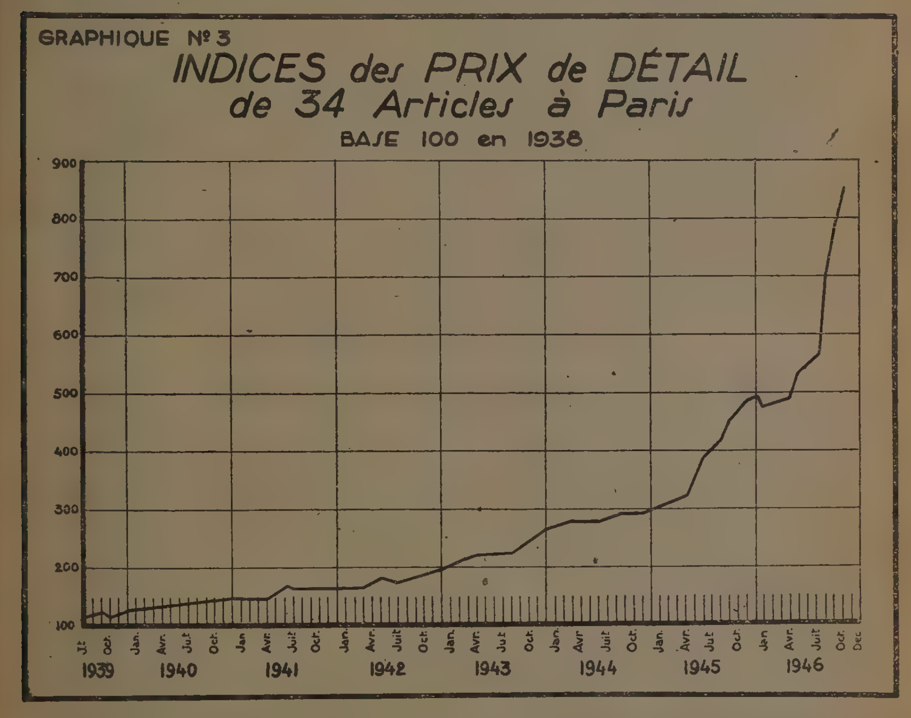
Le plan allemand de colonisation des territoires occupés se fondait sur la collaboration intéressée des plus grandes coalitions d'intérêts capitalistes. Il comportait, avec l'organisation corporative des fameux comités d'organisation et la réglementation stricte de la répartition, le blocage systématique des prix. Ce blocage des prix intérieurs français était, en effet, indispensable pour que les frais d'occupation et l'indemnité d'armistice — payés en francs, — conservent leur valeur, et il facilitait le pillage de nos stocks, du fait que la possibilité se trouvait réservée aux Allemands d'offrir des prix supérieurs aux cours taxés.

En pratique, le régime des prix a été directement fixé par les Allemands; on ne sait pas assez que toutes les demandes de hausses présentées de 1940 à 1944 ont été

soumises aux services des prix de l'hôtel Majestic, qui décidaient en dernier ressort de l'octroi ou du refus des majorations. Ce contrôle a été sévère, et les prix officiels ont fait preuve, sous l'occupation, d'une relative stabilité, si l'on tient compte de ce que, parallèlement, la circulation monétaire augmentait régulièrement, et de ce que les occupants développaient à leur profit un marché noir intense.

Depuis la Libération, l'appareil économique mis en place par les Allemands fonctionne pour le seul profit des trusts qui en sont les véritables maîtres. Les comités d'organisation et les offices de répartition sont en voie de disparition, mais la direction des prix persévère dans une politique de hausse à outrance, qui s'inspire uniquement d'intérêts privés.

La hausse généralisée qui en résulte est traduite assez exactement par l'évolution de l'indice des prix de détail, calculé par la Statistique générale de la France. On y distingue deux périodes bien différentes : stabilité relative ou très lente montée jusqu'en août 1944, ascension de plus en plus rapide depuis cette date (voir graphique n° 3).



Pour citer un exemple concret, les prix des bicyclettes ont subi depuis 1940 les majorations suivantes, applicables aux prix de 1939 :

Hausse sur les prix à la production pour les ensembles « cycle »

Décision n° 110 du 24 février 1940	8 %
Arrêté n° 1.170 du 25 novembre 1941	35 %
Arrêté n° 8.712 du 25 janvier 1944	62 %
Arrêté n° 11.915 du 17 avril 1945	123 %
Arrêté n° 12.749 du 11 juillet 1945	300 %
Arrêté n° 15.876 du 19 septembre 1946	385 %

Les méthodes utilisées pour la préparation et l'étude des dossiers de prix tendent toutes à l'organisation de la hausse. Cela n'apparaît pas dans les structures établies par la loi pour la fixation des prix, mais résulte avec évidence des pratiques administratives qui ont peu à peu modifié ou supplanté les formes légales.

Les principes légaux de la fixation des prix sont établis par le chapitre 2 de l'ordonnance du 30 juin 1945 relative aux prix. L'apparente rigidité des termes de la loi n'a d'égale que la mauvaise foi avec laquelle ils sont appliqués en vue de provoquer la hausse.

Après avoir réaffirmé une fois de plus le principe du « blocage » des prix au niveau atteint au 1er septembre 1939, l'ordonnance du 30 juin 1945 énumère les cas où, « à titre exceptionnel, des hausses peuvent être accordées » : ce sont les majorations des « prix de revient, dues soit à une hausse des matières premières sur les marchés étrangers, soit à des circonstances exceptionnelles résultant d'un cas particulier de force majeure ». En fait, les hausses exceptionnelles prévues par ce texte ont été généralisées à l'ensemble des produits et atteignent aujourd'hui, très souvent, 500 % des prix de 1939.

Voici quelques exemples intéressant des secteurs clefs de l'économie et pris dans les récents B.O.S.P. (*Bulletins officiels du service des prix*) :

Produits de carrière et béton	500 %
Produits de céramique	450 %
Automobile	500 %
Travail des métaux	400 %
Câbles électriques	500 %
Mécanique et optique de précision	420 %
Machines agricoles	500 %

Le principe du blocage des prix a été battu en brèche à la fois par l'octroi trop libéral de majoration des prix à la production et par l'adoption, pour la fixation des prix commerciaux aux divers stades de la distribution, de la technique des taux de marque qui constitue la négation même du principe du blocage.

A. — PRIX A LA PRODUCTION

1. Procédure normale pour l'octroi des majorations :

Dès 1942, presque tous les prix industriels à la production se trouvaient doublés par l'octroi de majorations égales ou supérieures à 100 %. Depuis que ce cap est dépassé, la référence aux prix de 1939 est devenue une référence de pure forme et les prix sont fixés d'après les justifications de prix de revient établies par les professionnels. Les demandes de majoration sont présentées à la Direction des prix par les organisations patronales ou leurs représentants : comités d'organisation à l'origine, puis offices professionnels, et, depuis leur suppression, syndicats patronaux. Ces dossiers de hausse sont donc toujours préparés en vue de réaliser les bénéfices les plus élevés possible, sans que l'intérêt général soit jamais pris en considération.

Or le contrôle exercé par les fonctionnaires de la Direction des prix ne peut être qu'illusoire; trop peu nombreux, surchargés de travail, ces fonctionnaires ne peuvent, malgré leur conscience professionnelle, instruire sérieusement tous les dossiers. En outre, ils n'ont pas, le plus souvent, une formation technique suffisante pour discerner la fraude dans l'établissement des prix de revient qui leur sont soumis. Deux éléments au moins, et particulièrement importants, sont admis sans discussion :

Le premier résulte de l'évaluation du rendement, évaluation d'autant plus difficile que les entreprises n'ont pas encore retrouvé leur cadence normale de marche, pour la plupart.

Le second, plus important encore, concerne le temps de travail nécessaire pour l'exécution d'une pièce.

Ces deux postes sont susceptibles de modifier profondément le montant d'un prix de revient et, faute de contrôle, sont systématiquement gonflés en vue de légitimer les hausses demandées.

Enfin, les rapporteurs de la Direction des prix et leurs adjoints n'ont de contact qu'avec les représentants patronaux de la profession.

En définitive, il est donc possible d'affirmer que la Direction des prix se borne à entériner purement et simplement les demandes de hausse qui lui sont présentées par les professionnels.

2. Techniques spéciales de fixation de prix à la production (Prix sur devis — Cadres de prix — Ecarts).

En outre, la Direction des prix a mis au point, pour des raisons techniques, une série de procédés particuliers qui aboutissent, en fait, à déléguer aux intéressés le soin de déterminer eux-mêmes les prix qu'ils ne doivent pas dépasser, soit en appliquant une marge bénéficiaire légale à leurs prix de revient comptables (prix fixés sur devis), soit en leur imposant une classification limitative des éléments constitutifs de ces prix de revient (procédé des cadres de prix).

Dans les deux cas, le résultat de cette curieuse délégation de pouvoirs ne pouvait être qu'une hausse incontrôlable (ainsi les meubles, dont les prix sont établis par les fabricants d'après le système des cadres de prix, atteignent aujourd'hui des cours absolument inabordables pour un budget ouvrier). C'est pourquoi ces procédés, exceptionnels à l'origine, se développent de plus en plus, pour le plus grand profit des industriels.

De même, les arrêtés de hausse autorisent fréquemment des majorations proportionnelles pour toutes livraisons fractionnées de quantités plus faibles que l'unité de base adoptée pour la fixation des prix. Lorsque l'arrêté de référence fixe le prix d'un produit à la tonne, les factures pour livraison par 100 kilos peuvent être majorées, par exemple, de 15 %. Ce dernier procédé paraît légitime *a priori*, car les frais généraux sont alors effectivement un peu plus élevés. Mais l'importance des écarts autorisés qui vont parfois jusqu'à 30 % du prix de base conduit à effectuer un fractionnement artificiel des livraisons — fractionnement absurde et nuisible — dans le seul but de profiter d'un prix supérieur. Ce régime des écarts contribue donc à accentuer la hausse, cependant qu'il rend plus difficile le contrôle.

3. Produits nouveaux et produits spéciaux.

Lorsqu'un fabricant estime que les procédés légaux ou les pratiques administratives courantes sont insuffisants pour obtenir le prix souhaité, il lui reste la possibilité de demander un prix spécial pour le produit considéré.

L'ordonnance du 30 juin 1945 précise, dans son article 18, que

toute diminution de la qualité du produit ou de l'importance du service, toute modification défavorable à l'acheteur des conditions de vente ou de payement, toute réduction ou suppression des prestations ou avantages visés au présent article, toute contre-partie nouvelle exigée de l'acheteur doivent faire l'objet d'une diminution automatique et correspondante du prix.

La presque totalité des produits mis en vente depuis 1939 répond à cette définition. Cependant, on ne connaît aucune application de cet article 18. Au contraire, les fabricants ont coutume de créer, par des modifications insignifiantes, des « produits nouveaux » pour lesquels une demande d'homologation spéciale permet d'éviter une comparaison défavorable avec les taux des prix similaires en 1939. Ce procédé, favorisé par la rareté de certaines matières premières, a permis de tourner la loi une fois de plus. Le remplacement d'un produit normalement employé par un ersatz, qui devrait entraîner automatiquement une baisse de prix, permet en fait, par le jeu de l'homologation du « produit nouveau » qui en résulte, d'obtenir des hausses souvent très substantielles.

Une deuxième méthode est utilisée principalement par les entreprises puissantes qui fabriquent en série des spécialités. Chaque bulletin du service des prix comporte deux parties : la première est réservée aux arrêtés généraux applicables à l'ensemble d'une profession, la deuxième contient les homologations de prix de produits fabriqués par des entreprises particulières. Ces prix permettent les mêmes facilités de hausse que les homologations de produits nouveaux Les principaux bénéficiaires de la méthode sont les industries de l'alimentation (petits déjeuners, potages préparés, condiments spéciaux, etc.) et surtout les industries chimiques et pharmaceutiques. Les noms d'« *Ugine* », de « *Rhône Poulenc* » ou de sa filiale « *Specia* » reviennent particulièrement souvent.

*
* *

En résumé, pour tous les prix à la production, l'administration n'a tenu aucun compte de la lettre ou de l'esprit de la loi, et son interprétation aboutit à mettre à la disposition des producteurs toute une série de procédés de fixation de prix sur lesquels les rapporteurs de la Direction des prix ont encore moins de possibilités de contrôle que sur les dossiers normalement constitués.

B. — PRIX DU COMMERCE

Dans le domaine des prix commerciaux, le blocage en valeur absolue de la marge bénéficiaire prélevée au 1er eptembre 1939 correspond au blocage des prix à la production. Ce blocage parallèle des marges commerciales est indispensable, pour éviter qu'une minime augmentation du prix de revient (provoquée, par exemple, par la hausse d'un produit importé) puisse permettre aux distributeurs, à chaque échelon, de prélever des majorations en cascades de leurs bénéfices.

Mais dès que les majorations accordées à la production ont pris une certaine ampleur et se sont généralisées à l'ensemble des prix, les commerçants ont très rapidement démontré que le système ne pouvait être maintenu. En effet, si les prix à la production augmentent, les frais généraux fixes restent sans doute constants, mais les frais généraux proportionnels au chiffre d'affaires, tels que les impôts, les cotisations professionnelles, etc. augmentent avec les prix, et la valeur du bénéfice, fraction résiduelle de la marge en valeur absolue, diminue d'autant. Le blocage des marges commerciales n'est possible que si celui des prix à la production est effectif.

On aurait pu admettre, dans ces conditions, un réajustement périodique des marges et la fixation de nouvelles marges en valeur absolue de la même manière que l'on revise périodiquement les hausses sur les prix de 1939. On a adopté, au contraire, la solution la plus favorable à la hausse. Le régime des taux de marque qui a été mis en vigueur par les arrêtés 428, 428 *bis* et 428 *ter* détermine en effet la marge bénéficiaire de chaque commerçant par l'application d'un pourcentage, le taux de marque, au prix de vente pratiqué. Cette méthode présente de multiples inconvénients :

En premier lieu, le taux s'applique ainsi sur tous les frais, même sur les frais accessoires, même sur les frais fixes, qui n'ont aucune raison d'augmenter en même temps que les prix à la production.

Le choix des taux, en fonction des conditions de vente les plus défavorables, permet de vivre aux entreprises les plus mal équipées avec un volume d'activité réduit, et, par suite, accorde aux entreprises normales une rente gratuite.

L'intérêt du commerçant est d'acheter et de vendre au plus haut prix, puisque sa marge est proportionnelle à son chiffre d'affaires. Au contraire, le régime des marges fixées en valeur absolue incite les intermédiaires à acheter le moins cher possible, afin d'augmenter le pourcentage de leur bénéfice, et ce régime constitue par conséquent un facteur de baisse.

Enfin, les taux de marque sont établis pour le circuit commercial le plus long, comportant l'intervention, entre le détaillant et le fabricant, d'un ou de plusieurs grossistes ou demi-grossistes. On fixe donc, le plus souvent, un taux de marque de « gros » et un taux de marque de « détail ».

La législation prévoit que ces marges ne se cumulent pas, en principe tout au moins, et qu'un taux « contracté » s'applique lorsque le fabricant vend directement au consommateur.

Mais, en pratique, dans les entreprises intégrées verticalement, le contrôle est à peu près impossible. Il arrive ainsi que des entreprises commerciales, comme, par exemple, les entreprises à succursales multiples ou les grands magasins, cumulent les marges de gros et de détail, bien que leurs frais généraux soient moins élevés que ceux des grossistes et des détaillants distincts. Il arrive même que certains industriels cumulent leur marge bénéficiaire à la production, la marge de gros et la marge de détail.

*
* *

Ainsi, qu'il s'agisse des prix à la production ou des marges du commerce, toute l'action de l'administration est orientée vers la hausse. Plusieurs faits démontrent qu'il s'agit là d'une volonté délibérée de satisfaire les intérêts des commerçants ou des industriels, sans aucun souci des conséquences d'une telle politique sur le pouvoir d'achat et le niveau de vie des masses.

La Direction des prix entretient des rapports réguliers et directs avec les offices professionnels ou même avec les industriels directement intéressés à la hausse, sans respecter la voie hiérarchique administrative normale, et parfois au mépris des instructions ministérielles. Par exemple, par note du 23 janvier 1946, rappelée et confirmée le 12 juin 1946, le ministre de la Production industrielle, qui n'ignorait pas les relations directes existant entre ses services et la Direction des prix, donnait l'ordre à ses directeurs et chefs de service « de ne proposer au ministère de l'Economie nationale aucune demande de modification de prix sans que mon cabinet en ait été informé ». Malgré

ces instructions formelles, les directions techniques de la Production industrielle, sollicitées par la Direction des prix, continuèrent à correspondre directement avec l'Economie nationale.

Dans le même ordre d'idées, le ministère de l'Economie nationale a tout fait pour éviter un contrôle populaire de son activité en matière de prix. Rien n'a été tenté pour organiser la participation des comités d'entreprises à l'établissement ou à l'instruction des dossiers de prix. Quant aux représentants de la C.G.T. au Comité central des prix, où ils constituent cependant une bien petite minorité (2 sur 17), ils sont mis pratiquement dans l'impossibilité d'étudier soigneusement les problèmes soumis au comité, les dossiers leur étant communiqués, le plus souvent, 24 heures avant la séance. Plus récemment, le Comité central n'a même pas été consulté, ce qui entraîne l'illégalité des récentes décisions de hausse.

Enfin, après chaque réajustement des salaires obtenu par les travailleurs, M. Fourmon, directeur des prix, a pris l'initiative, sans attendre les réactions des professionnels, de provoquer des demandes de hausse correspondant, et souvent supérieures à la répercussion des améliorations de salaires. En août 1945, il convoquait spécialement ses rapporteurs pour les prier — sous le sceau du secret, évidemment — de préparer les hausses de prix correspondant aux majorations des salaires. En septembre 1946, et avec l'autorisation de M. de Menthon, la Direction des prix a demandé verbalement aux offices professionnels de lui soumettre d'extrême urgence les calculs de prix de revient faisant ressortir l'incidence des relèvements des salaires sur les prix.

Parfois même, les hausses sont imaginées par la Direction des prix, comme la plus récente hausse des prix des pommes à cidre (de 4.000 à 6.000 francs la tonne) au sujet de laquelle le *Figaro* a pu écrire que « tout le pays d'Auge en a eu les bras coupés, personne n'ayant rien demandé ».

*
* *

Telle était la situation au moment de la formation du gouvernement présidé par M. Bidault. On sait que sur l'initiative de la C.G.T. une conférence nationale économique des salaires et des prix avait été réunie à ce moment, afin d'étudier la revalorisation immédiate du pouvoir d'achat des travailleurs.

Cette conférence, qui terminait ses travaux à la fin du mois de juillet 1946, adoptait à l'unanimité (C.G.A., C.G.T. et Confédération nationale du patronat français) les conclusions suivantes :

1. Les revendications des travailleurs sont en tous points justifiées.
2. Etant donné l'augmentation de la production et les bénéfices réalisés de ce fait par les entreprises, une augmentation générale des salaires de l'ordre de 25 % est possible sans qu'il en résulte une hausse d'ensemble du coût de la vie.

Le rapport de la commission des prix et des salaires industriels affirmait fortement que l'application des mesures proposées,

poursuivie concomitamment avec l'accroissement de la production, doit non seulement empêcher la hausse des produits industriels, mais amener progressivement la baisse de la plupart d'entre eux.

La conférence demandait aux pouvoirs publics de prendre d'urgence les mesures préconisées, en précisant que ces mesures, indispensables dans l'intérêt national, constituaient un ensemble indissociable.

Sans doute la conférence, évitant toute position absolue, avait-elle admis, d'une part, que les projets de hausse instruits par la Direction des prix ou en cours d'instruction pourraient être acceptés *dans la mesure où ils visent à rétablir un équilibre compromis*, d'autre part, qu'à titre *exceptionnel* certains prix industriels dans la structure desquels la main-d'œuvre intervient pour une forte part pourraient être réaménagés.

M. de Menthon, ministre de l'Economie nationale dans le gouvernement Bidault, devait se fonder sur ces réserves pour entreprendre une campagne de hausse des prix sans précédent depuis 1940.

En moins de deux mois, de fin août au début d'octobre, plus de 700 arrêtés de hausse de prix, concernant plusieurs milliers de produits, ont été signés. Les bulletins officiels du service des prix se sont subitement gonflés et les numéros 38 et 39, assortis de leurs annexes *bis*, *ter* ou *quater*, sont plus volumineux à eux seuls que tous les autres numéros de l'année réunis.

L'évolution des indices prouve qu'il s'agit bien là d'une revision générale de tous les prix. En effet, les hausses moyennes accordées par les arrêtés en question atteignent environ 500 % des prix de 1939, ce qui correspond, toujours en valeur moyenne, à 30 % des prix atteints au 1er juillet 1946. Or, pendant la même période l'indice général des prix de gros passe de 603 (1er juillet 1946) à 720 (fin octobre), tandis que l'indice des prix de détail accuse une progression de 49 % en quatre mois, s'élevant de 577 au 1er juillet à 858 fin octobre [1].

Les hausses de salaires n'ayant pas dépassé 20 % de moyenne, conformément à l'accord passé avec le gouvernement Bidault par la C.G.T. et la C.G.A., on reste au-dessous de la vérité lorsqu'on affirme que par l'action du ministre de l'Economie nationale, le pouvoir d'achat réel des travailleurs a diminué de moitié en quatre mois.

Encore faut-il tenir compte du fait que la grosse majorité des hausses accordées porte sur des matières premières ou des services tels que les transports, les tarifs d'entreposage, ou divers prix de façon industriels, dont les conséquences sur les prix n'ont pas pu se faire sentir dès maintenant dans l'établissement des indices. Seules, les hausses des produits de consommation sont inscrites dans les chiffres ci-dessus et il faut s'attendre à un nouveau bond en avant lorsque la répercussion de l'ensemble des hausses se sera effectuée complètement sur les prix de détail.

En ce qui concerne la situation monétaire, on note un accroissement accéléré du montant des billets en circulation, qui vient de dépasser 715 milliards pour la première fois. La pression des prix sur la monnaie s'exerce principalement depuis deux mois, par les besoins accrus de l'escompte.

* * *

Cependant, M. Pierre Audile, chargé par le M.R.P. de la difficile mission de présenter la défense du ministre de l'Economie nationale, écrit dans le numéro de septembre 1946 de la revue *Politique* que M. de Menthon, ayant « choisi de défendre la monnaie », a élaboré dès le mois de juillet « un plan de bataille pour la baisse des prix ». Il reprend et développe, faute de pouvoir faire mieux devant les dures accusations des chiffres, un certain nombre de paradoxes de la même taille que l'*Aube* avait déjà utilisés. Mais aucun des prétextes invoqués ne résiste à l'examen, et, à vrai dire, aucun n'est soutenable de bonne foi.

On nous dit, tout d'abord, que la conférence nationale des salaires et des prix a elle-même demandé que l'examen des dossiers en instance à la Direction des prix soit hâté. Mais il n'existait pas plus d'une centaine de tels dossiers en juillet 1946.

Au lieu de se borner au règlement de ces « queues de hausse », M. de Menthon a provoqué une revision générale de tous les prix. Avec son accord, la Direction des prix a pris l'initiative de réclamer d'urgence par téléphone, à tous les offices professionnels, la constitution de dossiers nouveaux de demandes de hausse, tenant compte du rajustement des salaires. Ces dossiers, établis en quelques jours, ont été instruits à une telle cadence qu'aucun contrôle n'a pu être effectué. Plusieurs centaines de cas ont été examinés en quelques jours par chaque rapporteur de la Direction des prix, alors qu'un examen sérieux nécessite normalement une dizaine de jours pour chaque prix de revient.

Il en a été de même pour les prix fixés sur le plan départemental; ainsi, une circulaire aux préfets signée du ministre et datée du 14 octobre 1946 dispose :

> il apparaît indispensable de procéder à une revision du prix de la tourbe. En conséquence, il y a lieu d'*inviter* les exploitants de tourbières à fournir la justification des hausses de salaires légalement intervenues depuis le 9 janvier 1946.

Pour avoir été faites, dans la plupart des cas, avec plus de discrétion, de telles « invitations » n'en ont pas moins été générales et dénotent une volonté délibérée de promouvoir la hausse.

Le deuxième prétexte est relatif au montant des majorations accordées. C'est celui de « l'incorporation inéluctable dans certains prix d'une partie des conséquences de l'augmentation des salaires ». On a vu que la conférence nationale des prix et des

---

1. Ces chiffres sont communiqués par la Statistique générale de la France, service appartenant au ministère de l'Economie nationale.

salaires avait admis, à titre exceptionnel, de tels ajustements, pour les prix dans la structure desquels la main-d'œuvre intervient pour une large part.

Sur cette base, non seulement M. de Menthon a invité tous les producteurs, par l'intermédiaire de la Direction des prix, à incorporer les hausses de salaires dans leurs prix de revient, mais il a, en outre, accordé des hausses très supérieures aux majorations résultant des augmentations de salaires. En effet, si l'on considère le cas limite des industries extractives, où la main-d'œuvre constitue environ 55 % du prix de revient, la répercussion d'une majoration de salaires de 25 % ne dépasse pas 13,75 % de ce prix de revient. Or, il s'agit là d'un cas limite, et la répercussion de la hausse des salaires n'atteint que rarement 10 % du prix de revient, tandis que l'analyse des B.O.S.P. parus depuis juillet fait ressortir, comme valeur moyenne des majorations accordées, 30 % *des prix de vente*, chiffre confirmé par l'évolution des indices. Cela n'empêche pas M. de Menthon de proclamer avec impudence qu'il n'a admis en aucun cas l'incorporation totale des hausses de salaires dans les prix de vente.

Quant à l'affirmation selon laquelle les hausses sont les moins élevées possible, et étaient absolument nécessaires pour équilibrer les comptes d'exploitation des entreprises, elle est également contredite par les faits. Deux données économiques incontestables démentent cette argumentation : la statistique des faillites, d'une part, qui enregistre actuellement les chiffres les plus bas qui aient jamais été atteints, et d'autre part, les bénéfices distribués par les sociétés, en progression très nette depuis la Libération, du fait de la renaissance rapide de notre économie.

C'est pourquoi les journaux boursiers et la presse d'extrême-droite ont couvert d'éloges le ministre de l'Economie nationale. *L'Agence économique et financière* du 17 septembre 1946, dès les premières hausses, reconnaît que la politique de l'Economie nationale constitue un « stimulant *supplémentaire* pour les titres intéressés » déjà favorisés par le démarrage de la production. De même la *Tribune économique*, dont les attaches avec les trusts sont connues de tous, a consacré un éditorial bouffon de M. Bernard Lavergne au thème suivant : « Seule, la hausse des prix sauvera le franc et l'économie française. » Tant il est vrai que le paradoxe et la mauvaise foi sont les seuls moyens possibles pour défendre les causes perdues.

Le troisième prétexte invoqué est celui de la remise en ordre de l'éventail des prix, en vue de rechercher un équilibre harmonieux et stable. Dans le discours prononcé à Bourg-la-Reine pendant la campagne électorale, M. de Menthon a affirmé qu'il avait atteint ce but, et que les hausses accordées réalisent « un équilibre des prix qui, techniquement, peut être tenu ».

La conférence économique des salaires et des prix avait recommandé de remédier rapidement à certaines discordances regrettables de la législation, notamment lorsque les prix de certaines matières premières avaient été légalement augmentés sans que les prix des produits finis soient parallèlement rajustés. Il ne pouvait s'agir, évidemment, que de modifications de détail, rigoureusement localisées et ces hausses nécessaires intéressaient principalement des produits finis.

Or, l'action de M. de Menthon s'est fait sentir indistinctement, on l'a vu, sur l'ensemble des prix. Les éléments de déséquilibre antérieurs subsistent donc intégralement après les « revisions » opérées.

Au surplus la préparation et l'étude des nouveaux prix accordés ont été effectuées à une telle allure qu'il faut s'attendre à voir apparaître lors de l'application de nombreuses discordances nouvelles.

Mais surtout, le ministre de l'Economie nationale a introduit sciemment dans le régime des prix les éléments d'un nouveau déséquilibre, d'une anarchie plus grave encore que précédemment, en majorant, sans souci de la répercussion sur les produits finis, de nombreuses matières premières de base et des services essentiels. On en trouvera quelques exemples dans le tableau de la page suivante.

Ces nouvelles hausses — et notamment celles des transports, qui frappent toute l'activité économique — vont nécessairement entraîner des majorations en cascades et, l'accumulation des marges commerciales aidant, il faut s'attendre à ce que les prix de détail soient bientôt complètement déséquilibrés par rapport aux composantes des prix de revient correspondants.

En ce qui concerne plus particulièrement les tarifs de transport, on remarque que les tarifs de la S.N.C.F. n'ont pas été rehaussés en même temps que ceux des transports

Date de l'arrêté	Objet	% d'augmentation sur les derniers prix antérieurs
	1. — *Matières premières de base.*	
19 septembre .	Suifs fondus	110 %
	Ouates industrielles	42 %
	Cuirs et peaux tannés........	40 %
	Matières plastiques	25 %
10 septembre .	Peintures, vernis, encres d'imprimerie	30 %
19 septembre .	Kaolin	15 %
	Feutres industriels	25 %
	Produits abrasifs, meubles et aggl.	40 %
	Acides gras	23 %
	Métaux bruts de 1re fusion	6 %
	2. — *Transports.*	
3 septembre ..	Nouveau tarif sur les transports par eau, halage et remorquage, applic. rétroac. Halage	30 %
	Remorquage	54 %
19 septembre .	Tarif d'entrep. des entrepôts frigorif. des halles centrales de Paris	30 %
	Entreposage frig. en général et congel.	30 %
	Transport rout. de marchandises et voyag........	19 %
	Tarif de remorquage à Cherbourg et Bordeaux	30 %
	Travaux de réparations des bateaux de la navig. intérieure	18 %
	Tarif des magasins généraux et entreprises publiques ..	30 %

par route ou par voie d'eau. Il était bien évident, dès le mois de septembre, que l'augmentation des chemins de fer suivrait automatiquement, du fait de l'interdépendance des divers moyens de transport, les hausses accordées à la route et à la voie d'eau. Et l'on sait de quel poids considérable le déficit chronique des chemins de fer vient aggraver le déficit du budget. A-t-on voulu pour quelques mois, faire bénéficier la S.N.C.F. d'une nouvelle faveur, ou le ministre de la hausse a-t-il reculé devant l'impopularité d'une semblable mesure à quelques jours des derniers retours de vacances, et à la veille des élections ? Quoi qu'il en soit, l'augmentation est, aujourd'hui, inéluctable.

Deux exemples préciseront la qualité de l'effort accompli par M. de Menthon pour parvenir à l'équilibre.

La caséine est un sous-produit laitier indispensable dans la fabrication de produits industriels nombreux et variés : matières plastiques et bakélites, busettes de filatures en carton couché, colles à bois spéciales pour l'ameublement, etc. Le prix du kilo est passé successivement de 5 fr. en 1939 à 62 fr. en mars 1946, pour s'élever rapidement à 93 fr. en août (arrêté du 19 juillet 1946, B.O.S.P. du 2/8) puis à 104 fr. en septembre (arrêté du 3/9/46, B.O.S.P. du 6/9), et enfin à 149 fr. en octobre (arrêté du 30/9/46, B.O.S.P. du 11/10).

Peut-on affirmer de bonne foi que les prix des produits dont la fabrication nécessite la mise en œuvre de caséine ont aujourd'hui atteint un « équilibre » qui, techniquement, peut être tenu ?

Le second exemple est celui du bois. Malgré de multiples mises en garde de ses services, malgré les protestations des ministères utilisateurs de bois, malgré les réserves écrites de son directeur des prix, M. de Menthon a rendu, le 19 juillet 1946, la liberté aux prix des bois sur pied à la suite d'une démarche des maires de Haute-Savoie. Comme il maintenait simultanément la taxation officielle aux stades ultérieurs du marché du bois, le résultat de cette décision est que les prix atteints dans les ventes de coupes de bois aux enchères publiques, depuis juillet, excèdent largement les prix taxés pour les grumes sur wagon. Le tableau suivant, concernant les principales essences, fait ressortir ces différences :

ESSENCES	PRIX DES BOIS SUR PIED RÉSULTANT DES RÉCENTES ENCHÈRES PUBLIQUES	PRIX DES GRUMES SUR WAGON DÉPART
Chêne 120. 148 cm de circonférence	2.000 à 2.900	1.400
Hêtre 120. 148 cm de circonférence	1.500 à 2.500	1.020
Peuplier	1.200 à 1.800	950
Sapin	1.200 à 1.900	950
Pin maritime	800 à 1.050	750

En outre, ces prix dépassent fréquemment 20 fois les prix de 1939.

Le résultat de cette singulière « politique de l'équilibre » est que la reconstruction pour les bois d'œuvre, les industries extractives pour les bois de mines, la S.N.C.F. pour ses traverses ne pourront dorénavant s'approvisionner qu'au marché noir, et devront faire face à des charges financières considérablement accrues, certainement supérieures aux prévisions de quelques dizaines de milliards.

Par contre, M. de Menthon, candidat en Haute-Savoie, dans un département où les meilleurs agents électoraux sont les propriétaires forestiers, a obtenu une confortable majorité.

Malgré les regrettables résultats et les hausses considérables qui ont suivi sa décision concernant le bois sur pied, le ministre de l'Economie nationale a d'ailleurs refusé de revenir sur sa position. En outre, il a cédé également à d'autres professionnels et libéré les prix d'un certain nombre de produits, des plus variés, postes de T.S.F., lampes de radiodiffusion, semelles de bois, noix, pruneaux et olives, tricots à la main, articles de maroquinerie, sellerie et voyage, poisson d'eau douce, légumes secs décortiqués, peaux de moutons, etc.

Les conséquences de ces décisions sont généralement d'importantes majorations. Mais M. de Menthon se soucie peu des répercussions de son activité sur les budgets ouvriers. Les plus forts pourcentages de hausse accordés se rencontrent en effet dans les produits qui réagissent directement sur le coût de la vie. Les arrêtés analysés ci-dessous sont tous datés du 19 septembre :

OBJET	% DE HAUSSE SUR LES DERNIERS PRIX ANTÉRIEURS
Cirages et encaustiques	28 %
Lessive	30 %
Savons de ménage et industriels	65 %
Eau de Javel	25 %
Essence de térébenthine	26 %
Voitures d'enfant d'utilité sociale	15 %
Fil à coudre	25 %
Ouates médicales	42 %
Margarine	64 %
Pâtes de régime	23 %
Bière à la production	30 %
Articles chaussons tressés et divers	23 %
Filets de harengs saurs	26 %
Prix des places dans les cinémas	60 %
Résistances électriques	60 %
Graisse alimentaire	56 %

La moyenne des majorations sur les derniers prix antérieurs ressort à 35 %.

* * *

Ainsi aucun des arguments invoqués ne résiste à l'examen et à la comparaison avec l'analyse des hausses accordées.

En fait, la seule explication valable de la politique de M. de Menthon est une volonté déterminée de préserver les bénéfices des plus grandes coalitions d'intérêts. Après avoir sollicité des producteurs des demandes de hausses à la suite des réajustements de salaires, le ministre de l'Economie nationale a donné satisfaction sans contrôle et sans discussion à toutes les exigences formulées par les milieux patronaux. Certaines hausses sont significatives à cet égard :

TRUSTS INTÉRESSÉS	OBJET	% DE HAUSSE SUR LES DERNIERS PRIX ANTÉRIEURS
	Machines-outils et outillage mécanique 350 % sur 1939	17 %
St-Gobain	Articles en matières plastiques	23 %
	Grosse et moyenne mécanique	15 à 30 %
Alsthom	Industrie de la construction électrique	23 %
Kodak	Plaques photographiques	38 %
	Matériel cinématographique	23 %
O. P. L. — S. O. M., etc.	Mécanique de précision et optique	17 %
	Machines agricoles	40 à 45 %

Tous ces arrêtés ne concernent pas spécialement des entreprises artisanales ! En outre, ils visent des transformations terminales pour lesquelles la part relative des salaires intégrés n'excède pas, en moyenne, 10 % des prix de revient, du fait de la grande valeur des produits finis. La répercussion de la hausse des salaires ne peut donc atteindre, au grand maximum, que 2,5 % des prix de vente. Les hausses accordées sont en moyenne 10 fois supérieures à la charge nouvelle des salaires. Il s'agit bien d'un véritable « cadeau » au patronat.

Dans certains cas, la complaisance envers les trusts a été poussée au delà de la légalité.

Il est de règle en effet, par application du principe général de la non-rétroactivité de la loi, et pour des raisons économiques évidentes, que les majorations accordées ne sont jamais applicables aux stocks constitués antérieurement à la publication de l'arrêté de hausse du B.O.S.P. M. de Menthon a formellement déclaré « applicables aux stocks » un certain nombre de majorations, notamment dans le secteur du textile ou des fibres de remplacement. Les stocks de filés de coton, de filés de chanvre, de toiles, fils et sacs de jute, d'articles de sisal, ont été ainsi réévalués. Ce procédé est particulièrement néfaste. Non seulement il accorde des bénéfices injustifiés aux accapareurs, mais il incite à poursuivre le stockage, et, de ce fait, encourage le marché noir. En effet, si le marché clandestin exige, pour être pratiqué sur une grande échelle, la constitution d'importantes réserves de marchandises, il est possible de présumer, chaque fois qu'un stock dépasse le volume habituel dans la profession, que cette accumulation anormale de produits couvre des opérations irrégulières.

En outre, l'ordonnance du 30 juin 1945 prévoit que les hausses intéressant les principaux produits ou les matières de base ne peuvent être accordées qu'après avis du Comité central des prix, organisme consultatif supérieur au sein duquel sont représentés tous les ministères économiques et la C.G.T.

Or, M. de Menthon n'a pas convoqué le Comité central des prix du début de juillet au 18 septembre 1946. Il a fait paraître, *illégalement*, des arrêtés de hausse au B.O.S.P. sans aucune consultation préalable. Lorsqu'enfin le Comité central a été réuni, le 18 septembre, cet organisme a condamné formellement la politique du ministre de l'Economie nationale et donné un avis défavorable à toutes les hausses présentées; pour apprécier à sa juste valeur cette attitude sévère, il faut savoir que la composition actuelle du Comité central des prix est loin d'être démocratique. Les représentants de la C.G.T. y constituent une infime minorité et le Conseil des ministres, conformément aux conclusions de la conférence nationale des prix et des salaires, avait décidé que

sa réforme serait proposée à l'Assemblée nationale et qu'une représentation paritaire serait prévue, sur le modèle de la commission des prix et salaires industriels de la conférence nationale économique.

Bien entendu, M. de Menthon, mis en minorité par le Comité central des prix dans sa composition actuelle, s'est bien gardé de donner suite à la décision du Conseil des ministres.

Ainsi, pour accorder aux trusts de nouveaux bénéfices, pour satisfaire des intérêts purement privés, le ministre de l'Economie nationale a bafoué la loi. Il a, en quelques semaines, amputé de moitié le pouvoir d'achat des travailleurs. Il a porté à notre monnaie le coup le plus dur qu'elle ait jamais eu à subir. Enfin, en installant l'anarchie dans les prix, il a compromis pour longtemps toute possibilité de contrôle.

II

LE CONTROLE DES PRIX

La lutte contre la hausse des prix officiels est indispensable, mais n'est pas suffisante. Les quantités de produits industriels ou de denrées alimentaires mises à la disposition du consommateur par le marché normal sont trop faibles, et chaque famille doit recourir, dans la mesure de ses moyens, aux fournisseurs irréguliers. Le coût de la vie réel est donc très supérieur à celui qui résulte des indices calculés par la Statistique générale de la France. Il ne servirait à rien de fixer des prix officiels accessibles à tous, si le marché noir continuait à accroître son volume par rapport au marché réglementé.

Au surplus, le marché régulier et le marché clandestin réagissent l'un sur l'autre; quand le prix taxé du beurre augmente, son cours au marché noir s'élève proportionnellement, et lorsqu'un industriel ne peut s'approvisionner qu'en fraude, il sollicite sous divers prétextes une hausse du prix de vente de ses fabrications. Bien plus, lorsque la majorité des transactions concernant un produit s'effectue au marché « parallèle », l'administration, reconnaissant son impuissance, accorde des hausses, afin de permettre le retour à des formes légales ou, plus souvent, elle abandonne le contrôle du produit. Telle a été l'explication donnée, par exemple, de la mesure qui a supprimé toute fixation légale du prix des bois sur pied.

Il est donc indispensable de mener parallèlement à l'action administrative pour la baisse des prix, une lutte très sévère contre les transactions irrégulières.

Mais avant de rechercher les raisons de l'échec et de l'impopularité de l'administration du contrôle économique, chargée depuis 1940 de la lutte contre le marché noir, il convient de redresser un certain nombre d'erreurs, accréditées à dessein par tous ceux qui vivent de la fraude.

1. Premier lieu commun erroné : la pénurie seule responsable.

La première consiste à affirmer que la seule cause du marché noir est la pénurie naturelle des produits, qui résulte elle-même de la guerre.

En fait, dans ce domaine comme dans celui de la fixation des prix, deux périodes sont à considérer et un retour en arrière est nécessaire.

Dès 1940, les Allemands ont organisé le marché clandestin en France, comme ils ont organisé la structure économique légale du pays, en vue de favoriser le pillage de nos stocks et les prélèvements de toutes sortes sur le capital économique français.

Le réseau des bureaux d'achats plus ou moins officiels de l'armée et de la marine allemandes, des S.S., de l'organisation Todt, a développé une activité considérable, pendant que les transactions normales de l'économie française se trouvaient paralysées par la bureaucratie vichyssoise. On peut estimer à 500 milliards, au minimum, le total des achats clandestins de ces officines de pillage.

En 1943 seulement, Goering donnait l'ordre à ses organismes de cesser les opérations irrégulières, parce que les stocks avaient à peu près disparu de France et qu'il devenait plus profitable à l'économie de guerre allemande de respecter la législation imposée aux pays occupés que de s'y soustraire (voir le document joint en annexe).

La liaison est donc constante, dans tous les domaines, entre *les aspects politiques et économiques de la collaboration*. Il suffit de rappeler le dossier écrasant de Laval, un des trafiquants les plus importants du pays, dont l'activité se développait dans les domaines les plus divers : vin, viande, café, papier, Messageries Hachette, etc. sans oublier les eaux minérales.

Cette liaison de la collaboration avec le marché noir explique les scandales actuels, qui résultent du *défaut de répression de la collaboration économique.* En effet, depuis 1944, les gros fournisseurs des Allemands, accoutumés aux profits sans risque de la trahison, ont continué, pour leur compte, les opérations en marge de la loi.

Les pratiques clandestines ont gagné peu à peu l'ensemble du circuit économique, et la part relative du marché noir ne cesse de croître, car l'engrenage dans lequel se trouve pris, une fois, un commerçant honnête ne lui permet plus de se dégager.

Lorsqu'un produit est vendu à un prix illicite, sans facture ou avec soulte, tous les stades ultérieurs du circuit sont *automatiquement et obligatoirement viciés,* et toute intervention du contrôle à un point quelconque de ces chaînes d'infraction est vouée à l'échec, si elle ne remonte pas jusqu'à la source même de la fraude.

Depuis la Libération, le commencement de ces chaînes peut être situé, en ce qui concerne la *production industrielle,* au *stade même de la fabrication.*

En ce qui concerne les *produits alimentaires,* c'est le plus souvent au stade du ramassage, de la collecte, et surtout des grossistes que naissent les procédés frauduleux.

Avant la Libération, les prélèvements allemands stérilisaient le marché. Depuis, afin de maintenir artificiellement la rareté nécessaire à la pratique de prix élevés, les destructions volontaires de produits ou l'accaparement en vue de la hausse aboutissent au même résultat; quant aux produits mis en vente, leurs prix excessifs les rendent pratiquement inabordables aux bourses modestes.

Dans ce domaine comme dans bien d'autres, les trusts, après avoir été les fidèles auxiliaires des occupants, sont aujourd'hui leurs héritiers et leurs continuateurs, et, faute d'une répression sérieuse, recueillent en toute tranquillité le prix de leur trahison.

2. Deuxième erreur : la panacée libérale.

Il est tout aussi faux de prétendre que le retour à la liberté totale de la production et de la distribution des produits suffirait à tuer le marché noir. Sans doute, l'abandon d'une loi supprime du même coup les infractions à ce texte, mais cette lapalissade juridique ne peut alimenter que des campagnes démagogiques. En fait, deux conditions doivent être satisfaites pour permettre le retour à la liberté :

1. Il faut que le volume des ressources disponibles pour le secteur envisagé soit sensiblement égal au total des besoins.

2. Il est indispensable, en outre, que les conditions de la concurrence entre les professionnels soient rétablies.

Tout abandon prématuré du contrôle de l'Etat, alors que ces deux conditions ne sont pas remplies, présente de graves dangers.

La suppression de la taxation, dans un secteur où la pénurie persiste, engendre des surenchères sans frein et l'anarchie du marché. Il n'est pas d'exemple plus actuel et plus significatif à la fois que la crise dont souffre le commerce du bois, depuis que M. de Menthon a pris la néfaste décision de rendre la liberté aux ventes de bois sur pied.

Il faut citer aussi la récente expérience américaine, où la suppression du contrôle a provoqué une ascension généralisée et rapide de tous les prix, et une telle diminution du pouvoir d'achat des travailleurs que l'économie des Etats-Unis est en train de passer, sans transition équilibrée, d'un régime de pénurie à un régime de crise de sous-consommation.

Par ailleurs, le retour à une production à peu près normale est à lui seul insuffisant pour provoquer la baisse des prix, si les gros producteurs ou les trusts du commerce restent les maîtres du marché et peuvent organiser à leur gré la vie chère et l'accaparement. Même les expériences du double secteur et de prix multiples à la consommation exigent, pour réussir, que l'Etat soit capable de garantir aux consommateurs peu fortunés une ration normale à la taxe, et de limiter le secteur libre. L'exemple soviétique n'a aucune valeur en économie de profit. Les expériences en cours dans le domaine de la viande, ou dans celui des œufs, ont d'ores et déjà démontré que les prix du secteur libre s'identifient avec ceux du marché noir en cas d'abandon pur et simple de la réglementation sans assainissement préalable du marché, et que la sélection par la fortune se substitue alors au rationnement.

Il est donc permis d'affirmer qu'un contrôle économique restera longtemps indispensable pour sauvegarder le pouvoir d'achat des masses.

3. Troisième contre-vérité : la responsabilité des petits commerçants.

La troisième erreur consiste à attribuer une responsabilité partagée, dans le développement du marché noir, à tous les échelons successifs du circuit économique jusqu'au petit commerce de détail.

Au contraire, la responsabilité des fraudes économiques est le plus souvent imputable à de puissantes concentrations d'intérêts assez faciles à localiser. Les manœuvres spéculatives et les pressions qui accompagnent, à l'origine, les opérations clandestines, sont facilitées par la détention de gros stocks dont l'existence conditionne le marché noir.

En effet, il n'y a pas de marché noir sans stocks. La Banque de France qui effectue périodiquement le recensement des crédits bancaires constate que les 9/10ᵉ des avances gagées sur marchandises se répartissent entre les industries de l'alimentation (sucreries, distillerie, conserves, chocolaterie, etc.) et les industries textiles, domaines où la fraude est particulièrement intense.

C'est au point de concentration maxima des produits, au lieu où les stocks les plus importants sont accumulés, qu'il convient de rechercher les responsables de la fraude.

Les actes frauduleux des gros intermédiaires ou des trusts industriels ne sont d'ailleurs rendus possibles que par la complicité des puissances financières de la banque et de l'assurance.

En ce qui concerne la banque, son concours est indispensable pour financer la constitution, l'entretien et la conservation des stocks importants sans lesquels le marché noir serait impossible. Or, les trafiquants n'ont aucune surface personnelle; leur insolvabilité est organisée à dessein, afin de se soustraire au maximum aux conséquences de leurs infractions.

Et même, lorsqu'une entreprise importante et connue se décide à rechercher les profits du marché irrégulier, elle crée dans ce but une filiale dont les liens avec la société mère sont évidemment dissimulés. Par suite, les fraudeurs ne peuvent trouver le financement qui leur est nécessaire par la voie du crédit personnel ; le seul mode de crédit bancaire qui leur reste ouvert est le crédit gagé sur marchandises en stocks, accordé par la voie de découverts en comptes courants ou par le jeu du warrant industriel.

C'est pourquoi, au cours des récentes discussions au Conseil national du crédit sur la suppression ou le maintien de ce warrant industriel, les représentants patronaux et les représentants des banques sont tombés d'accord pour réclamer la prorogation d'un mode de crédit pratique et pour lequel les risques sont réduits au minimum. Malgré l'opposition des représentants de la C.G.T., la majorité du Conseil a admis ce point de vue.

Quant aux assurances, elles ont à la fois pratiqué la hausse illicite pour leur propre compte et permis le développement du marché irrégulier en garantissant les trafiquants contre les risques d'amendes.

Ce scandale avait été dévoilé par François Billoux au moment de son passage à l'Economie nationale, mais l'information judiciaire ouverte à l'époque est toujours pendante et il ne semble pas que l'on soit très désireux de la faire aboutir rapidement. Au surplus, la Direction générale du contrôle économique qui avait été invitée à faire reverser d'urgence aux sociétés coupables de hausse illicite des amendes égales au montant des hausses constatées, n'a rien fait en ce sens depuis plusieurs mois et se préoccupe tout au contraire, sous la pression de l'inspection des finances, d'adoucir les sanctions décidées.

* * *

Ces lieux communs sur l'origine et les responsabilités réelles du marché noir une fois redressés, il est plus facile de rechercher les raisons de l'échec continu et de l'impopularité du contrôle économique depuis six ans.

Ce service dont l'action a parfois provoqué depuis la Libération des désordres sociaux assez graves, bien que localisés, est, en effet, à la fois inefficace et attaqué de toutes parts, et cela pour les mêmes raisons.

En premier lieu, et indépendamment de l'organisation interne du contrôle économique, son action est rendue très difficile par le régime incohérent des prix imposés à la production. Les hausses sont accordées ou provoquées par le ministère de l'Economie nationale sans tenir compte de leurs répercussions économiques. Ainsi, on majore périodiquement les transports ou certaines matières premières, sans prévoir les conséquences de ces hausses sur les produits finis. Il en résulte un désordre à la faveur duquel les

producteurs demandent des hausses bien supérieures à celles que justifierait normalement l'application des premières mesures, stockent en attendant le résultat de leurs demandes, ou écoulent tout simplement leurs produits en marge de la réglementation.

D'autre part, et du fait de la liaison précédemment exposée entre la collaboration et le marché noir, aucun contrôle ne deviendra efficace sans une élimination réelle des profiteurs de la collaboration.

Or, jusqu'à ce jour, l'administration des finances s'est constamment opposée à une organisation cohérente de la répression de la collaboration économique.

L'inspection des finances, notamment, a toujours pris position contre une coordination réelle des recherches en matière de collaboration économique, manœuvrant pour que la répression de ces faits en matière bancaire soit réservée au ministère des Finances, ou pour que les comités de confiscation — qui opposent par ailleurs le secret professionnel à toute demande de l'administration — regroupent le plus possible les archives compromettantes. Ils les exploitent, en effet, d'un point de vue exclusivement fiscal, et avec une sage lenteur.

D'autres raisons de l'inefficacité et de l'impopularité du contrôle économique sont propres à cette administration.

En premier lieu, le contrôle économique a été organisé et mis en place par les Allemands eux-mêmes, et cela en même temps que le marché noir qu'il était en principe chargé de réprimer !

En outre, le contrôle économique a été très insuffisamment épuré à la Libération. Les résistants de cette administration ont réussi après plus de 6 mois d'efforts, à obtenir le départ de M. de Sailly, protégé de Laval et de Bousquet, habitué des déjeuners fins en compagnie des directeurs des services économiques allemands du Majestic. Mais un certain nombre de hauts fonctionnaires collaborateurs de cette administration n'ont pas été frappés et on croit savoir que le cabinet de M. de Menthon serait assez disposé à réinstaller à un poste de commande de ce service M. Coppin, vichyssois notoire, qui n'avait pu éviter l'épuration.

* * *

Orientation actuelle du service.

Ces particularités expliquent les tendances générales de la politique actuelle du contrôle économique. En premier lieu, l'action des contrôleurs est orientée vers l'intervention au stade du détail.

La Direction du contrôle a constamment retardé la formation de véritables équipes de techniciens, depuis longtemps demandée par le syndicat du contrôle économique, parce que ces équipes — techniquement qualifiées — sont seules capables de vérifier les très grosses entreprises économiques dont la puissance en impose à l'inspection des finances, lorsque leurs dirigeants ne sont pas des parents, des alliés ou des amis des dirigeants du contrôle.

En outre, la Direction s'attache à sanctionner immédiatement la moindre infraction constatée au lieu de remonter la filière de la fraude jusqu'à son véritable responsable. Ainsi, les petits commerçants ou les artisans, qui n'ont fait que répercuter les procédés frauduleux qui leur sont imposés par leurs fournisseurs, sont punis, alors que ces derniers ne sont pas inquiétés.

Les agents du contrôle économique, qui ont tenté de remonter ainsi la filière des infractions, ont souvent été désavoués par leurs chefs, leurs enquêtes n'ont eu aucune suite, et leur avancement s'en est parfois gravement ressenti.

Certains même ont eu des désagréments plus sérieux, allant jusqu'à l'emprisonnement et la déportation, avant la Libération, lorsque leurs enquêtes les amenaient à découvrir les bureaux d'achats allemands.

Aujourd'hui, leurs rapports sont étouffés et tous moyens d'action leur sont enlevés lorsqu'ils découvrent des trusts puissants à l'origine d'une filière d'opérations frauduleuses. Il en est ainsi d'un certain nombre d'enquêtes, en instance depuis de longs mois, sur les viandes, les vins, le caoutchouc, les assurances, etc.

Enfin, la politique de répression, pratiquée par la Direction du contrôle économique, est tout aussi peu démocratique que sa politique de contrôle.

Une injustice flagrante préside à la fixation des amendes. Alors que les petits producteurs ou détaillants sont vigoureusement frappés, les industriels — grâce aux

protections politiques dont ils bénéficient ou simplement du fait de la sympathie que les directeurs du contrôle économique éprouvent pour des gens de leur monde — parviennent à obtenir des règlements collectifs de faveur, à des conditions dérisoires.

L'*Humanité* a déjà rappelé, au moment du départ de M. de Sailly, les règlements d'ensemble scandaleux accordés aux lainiers de Mazamet ou aux filateurs de Roubaix-Tourcoing. Il est vrai que les premiers étaient, d'après le rapport de M. de Chomereau de Saint-André, inspecteur des finances, chargé de l'enquête et ancien chef de cabinet d'Ybarnégaray, « les seuls soutiens dans la région de la politique du Maréchal Pétain », ce qui suffit à expliquer que les pénalités infligées n'aient pas dépassé 10 % des hausses illicites constatées.

Or, depuis la Libération, rien n'est changé dans cette politique répressive. Les compagnies d'assurances, coupables de majorations illicites, ont obtenu des règlements d'ensemble extrêmement favorables, et manœuvrent encore aujourd'hui pour obtenir un nouvel adoucissement.

D'un point de vue plus général, le contrôle économique utilise presque uniquement, parmi les moyens répressifs mis à sa disposition, les amendes en espèces, qui terminent plus de 90 % des affaires ayant donné lieu à une sanction (chiffres fournis par le service officiel des statistiques du contrôle économique).

Or, ces amendes ne restent évidemment pas à la charge du trafiquant, elles sont intégrées dans les nouveaux prix irréguliers pratiqués, et, en définitive, elles sont répercutées sur les consommateurs qui supportent de ce fait le poids de l'amende, comme ils ont déjà supporté le poids de l'infraction.

III

LES RESPONSABLES DANS L'ADMINISTRATION

Cette analyse de l'action du ministère de l'Economie nationale dans le domaine de la fixation et du contrôle des prix ne serait pas complète si l'on oubliait de rechercher quels hauts fonctionnaires ont accepté de réaliser une telle politique et maintiennent depuis deux ans des méthodes inspirées des Allemands et de Vichy.

Il est évident que l'inspection des finances, filiale des trusts au sein de l'administration, ne pouvait se désintéresser de leviers de commande d'une telle importance. On la trouve, en effet, avec une remarquable continuité, dans l'appareil de direction générale du contrôle économique.

Le directeur des prix, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, n'a pas varié depuis 1938 : Fourmon, inspecteur des finances, qui se prétend « purement » technicien et se laisse parfois imputer des tendances socialistes, a conservé ce poste à travers tous les changements du gouvernement depuis 1940. Seul, François Billoux, au moment de son trop court passage à l'Economie nationale, a tenté de s'en débarrasser. Mais n'a-t-il pas été empêché de le faire par le veto absolu de la plus haute personnalité de la IVe République, devenue officieuse depuis ? Fourmon n'est d'ailleurs pas un inspecteur des finances du genre brillant. Besogneux, sans grande envergure, son apparente neutralité elle-même renforce sa stabilité. La personnalité de son adjoint de toujours, Tixier, inspecteur des finances lui aussi, est plus fortement affirmée ; il est sans aucun doute plus virulent et plus nocif encore que Fourmon.

Enfin, le troisième élément dirigeant de la direction des prix, M. de Montremy, sort également, il est à peine besoin de le préciser, de l'inspection de la rue de Rivoli. Il appartient à une nouvelle génération d'inspecteurs des finances, qui ont été priés d'adoucir leur traditionnelle morgue, afin de se rendre supportables au vil peuple des fonctionnaires qu'ils dirigent.

Il est certain que les profits des trusts n'ont rien à redouter, et les travailleurs rien à espérer pour l'amélioration de leur pouvoir d'achat réel, tant que de tels hommes, mandataires de confiance de la haute bourgeoisie, à laquelle ils appartiennent eux-mêmes, conserveront un poste dirigeant dans la fixation des prix.

Au contrôle économique, la situation est sensiblement parallèle. M. de Sailly, inspecteur des finances, était un docile serviteur de Laval et des occupants. Il fut bien difficile, à la Libération, aux fonctionnaires résistants de la direction générale du contrôle économique d'obtenir son départ et celui de son adjoint Boreux, inspecteur des finances évidemment. Depuis ce double départ, si le poste de directeur général a

été perdu par l'inspection, le directeur général adjoint, par contre, reste toujours choisi parmi les inspecteurs des finances. Ce fut d'abord M. Cruse, qui dut quitter honteusement ce poste à la suite des complaisances dont il avait fait preuve à l'égard de ses parents, à l'occasion de deux importantes affaires. L'histoire vaut d'être contée, car elle est caractéristique des mœurs et coutumes de la haute administration au service des intérêts capitalistes ; elle illustre parfaitement les considérations générales qui précèdent.

Bœmers, acheteur officiel allemand spécialisé dans les vins de Bordeaux, avait passé de très nombreux contrats, à des cours très supérieurs aux prix taxés, avec les principales maisons de l'« aristocratie du quai des Chartrons ». A la Libération, quelques agents consciencieux, ayant réussi à regrouper ces documents, proposèrent candidement de les transmettre à la justice. Cruse décida au contraire de les distribuer entre les comités de confiscation intéressés. Or, il se trouve que son oncle, M. Cruse, de Bordeaux, était un des plus gros négociants en vins d'appellation contrôlée de la place, et entretenait avec Bœmers les plus cordiales relations (dîners, cadeaux, etc.).

Mais le directeur général adjoint du contrôle économique ne pouvait faire moins pour son père que pour son oncle. M. Cruse père, banquier à Paris et administrateur de la *Concorde incendie*, se trouvait en effet compromis, à la nomination de son fils, dans une affaire de hausse illicite sur les primes d'assurance incendie. Cette malheureuse affaire fut rapidement réglée par l'octroi d'un règlement collectif très favorable, infiniment plus bienveillant que les solutions proposées par les bureaux.

M. l'inspecteur des finances Cruse répondait aux questions précises posées par quelques résistants de sa Direction : « Ce n'est tout de même pas parce que l'on se trouve à la Direction du contrôle économique que l'on doit étrangler ses amis ou sa famille. » Toute la conception de classe que l'inspection des finances a construite de la fonction publique au service de la haute bourgeoisie affairiste éclate dans cette phrase.

Sans doute, à la suite de ces scandales un peu trop voyants, M. Cruse a-t-il dû abandonner le contrôle économique, pour réintégrer la section économique de la D.G.E.R., mais aucune poursuite n'a été engagée, pour autant, contre les bénéficiaires de ses complaisances.

Son successeur, l'inspecteur des finances Rey, continue en effet la tradition, et s'emploie actuellement de toute son ardeur à adoucir les rigueurs de la loi pour de nouveaux assureurs coupables de semblables fraudes.

IV

LES REMEDES

Les tares des régimes actuels de fixation et de contrôle des prix sont donc graves. Elles sont imputables en partie aux Allemands et à Vichy qui ont mis en place l'appareil administratif encore en fonction ; en partie à l'action continue, depuis la Libération, de certains hauts fonctionnaires et de certains ministres au service des trusts, action politiquement soutenue par la réaction.

Mais il ne faut pas se dissimuler que les causes profondes de cette situation remontent au delà de la conjoncture exceptionnelle où évolue l'économie française depuis 1940. Le caractère commun de toutes les initiatives des trusts, depuis 1944, est de viser au maintien d'une pénurie artificielle, génératrice de prix élevés. On reconnaît là, dans les circonstances particulières d'une économie d'après-guerre, la transposition du malthusianisme classique des capitalismes en déclin. Une action cantonnée dans le domaine de la pure technique, sans modification parallèle des structures, ne peut apporter que des palliatifs momentanés.

Mais une telle constatation ne suppose aucun fatalisme. Car la situation présente comporte un autre élément lourd de conséquences : l'utilisation politique de l'inflation, la volonté de provoquer des troubles sociaux par l'exaspération des masses dont le pouvoir d'achat est systématiquement comprimé. Le déclenchement de ces troubles pourrait permettre, en effet, l'arrivée du providentiel sauveur, et notre colonisation économique par nos puissants voisins occidentaux.

Il convient donc d'utiliser en même temps tous les moyens d'action possibles. Il faut évidemment, en premier lieu, accentuer l'effort de production, et en ce sens, développer au maximum les programmes utilitaires. C'est là le principal moyen, et le plus efficace.

Mais il existe aussi, dans le domaine de la technique de la fixation et du contrôle des prix, une série de mesures dont l'application est possible et utile. Elle comporte la refonte et la réorganisation des administrations chargées de la fixation et du contrôle des prix, ainsi que de leurs méthodes. Les grandes lignes de ces mesures sont résumables comme suit :

A. — *Regroupement et réorganisation des services qui interviennent dans la fixation et le contrôle des prix* (notamment direction générale des prix et direction générale du contrôle économique).
Epuration des Vichyssois encore en place.
Formation et spécialisation techniques des agents.
Orientation des services vers le contrôle de la répartition et la recherche des stocks.
Concentration des interventions sur les gros producteurs dans l'industrie, et sur les grossistes en ce qui concerne l'alimentation (mandataires).

B. — *Refonte des méthodes de fixation de prix.*

Rendre effective la participation des comités d'entreprise à l'établissement des dossiers de prix.
Réorganisation du Comité central des prix, sur des bases paritaires, en prenant pour modèle la composition de la commission des prix et salaires industriels de la conférence nationale économique des prix et salaires, conformément au vœu formulé par cette conférence.
Suppression des techniques spéciales qui favorisent la hausse : cadres des prix, prix fixés sur devis ; modification du régime des écarts.
Surveillance stricte des homologations des prix des produits nouveaux et des produits fabriqués par des entreprises particulières.

C. — *Refonte des méthodes de contrôle économique.*

I. — *Assainir le marché par les mesures suivantes :*
Accélération des poursuites contre les entreprises qui ont travaillé pour l'ennemi. Elimination de leurs dirigeants par l'interdiction d'exercer une profession industrielle ou commerciale.
Confiscation réelle des profits illicites.
Vérification fiscale complète pour tout délit économique constaté.

II. — *Recherche systématique des stocks clandestins.*
Confiscation et remise de ces stocks dans le circuit normal.
Suppression du crédit gagé sur marchandises abusivement stockées.

III. — *Renforcement de l'action répressive contre les trafiquants en liaison avec l'activité des commissions de lutte contre la vie chère.*
Organisation de tribunaux spécialisés avec représentation des consommateurs. Appel non suspensif.
Application de peines corporelles et confiscation totale des biens pour les récidivistes.

L'application effective de ce programme soulèverait sans doute quelques difficultés. La première, et non la moindre, serait le renouvellement — absolument indispensable — de l'actuelle équipe de direction des prix et du contrôle économique. Mais la gravité de la situation impose des décisions énergiques et rapides. Si rien n'est fait immédiatement, il est à craindre que les solutions proposées deviennent elles-mêmes insuffisantes pour sauvegarder le pouvoir d'achat des salaires et la valeur du franc. Or, la ruine de la monnaie compromettrait l'intégrité de l'Union française et l'indépendance du pays. Peut-être est-ce là le secret désir de quelques-uns...

* * *

ANNEXE

LE MARÉCHAL DU REICH
GRAND ALLEMAND
CHARGÉ DU PLAN DE QUATRE ANS
VP/4694/5g

Berlin, le 2-4-43
W.8 Leipzigerstrasse 3

Destinataires :
a) Monsieur le chef du commandement supérieur de l'armée,
b) le *Reichsführer* SS et chef de la police allemande au ministère de l'intérieur,

c) le ministre du Reich pour l'armement et les munitions en même temps comme chef de l'organisation Todt,
d) le commandant militaire en France,
e) le commandant militaire en Belgique et nord de la France,
f) le commissaire du Reich pour les territoires néerlandais occupés,
g) le commissaire du Reich pour les territoires norvégiens occupés,
h) le commandant des troupes allemandes au Danemark,
i) le commandant de l'armée du Sud-Est,
j) le commandant de l'armée de Norvège,
k) le plénipotentiaire général pour l'économie en Serbie,
l) le plénipotentiaire pour les affaires spéciales.

Objet : Interdiction de participation au marché noir.

Lors de l'introduction de l'administration économique dans les territoires occupés, il est resté certaines lacunes. Il s'est notamment avéré impossible de *saisir* totalement les stocks importants de matières premières et de produits finis existant encore de la période d'avant-guerre. Les services allemands les plus divers, sans prendre contact entre eux, ont procédé en grand à des achats au marché noir qui, dans cet état de choses, devait ainsi se développer sur une très large base. Ils faisaient ainsi une surenchère réciproque et élevaient de ce fait le niveau des prix inutilement. Comme la répartition des marchandises ainsi achetées au marché noir ne pouvait être contrôlée, il n'a pas été tenu compte des besoins urgents, tandis que pour d'autres postes il y avait surapprovisionnement.

Dans mon ordonnance du 13 juin 1942, j'avais chargé mes plénipotentiaires pour affaires spéciales de l'orientation uniforme des achats. Par ces mesures, il a été possible de prendre les prix sous contrôle, de régler la répartition des marchandises selon des points de vue déterminés et de drainer en même temps la plus grande partie des anciens stocks existants vers l'économie de guerre.

Entre temps, l'administration économique des matières premières et des produits finis a été adaptée dans les territoires occupés aux prescriptions allemandes pour une orientation méthodique sur la production, et réellement raidie dans l'exécution. C'est pourquoi il n'y a plus de place pour le marché noir, car dans les conditions actuelles, en raison de l'application sévère des mesures économiques, de meilleurs résultats en sont à attendre, pour l'économie de guerre allemande, que de la continuation du marché noir.

1. Tous les achats au marché noir, y compris ceux qui sont effectués par le plénipotentiaire pour affaires spéciales et par des organisations autorisées par lui, doivent cesser avec effet immédiat.

2. Les services allemands et les unités allemandes doivent dissoudre immédiatement dans les territoires occupés les organisations chargées des achats de marchandises au marché noir et sont responsables devant moi de la stricte application de ces dispositions. L'exécution des contrats en cours ne peut avoir lieu que dans la mesure où c'est indispensable pour éviter des pertes, par exemple lorsque des acomptes ont été versés, et cela au plus tard jusqu'au 31 mai 1943.

Le plénipotentiaire pour affaires spéciales statuera là-dessus pour chaque cas particulier.

3. Les infractions aux prescriptions économiques et à la législation des prix qui seront commises après le 1[er] mai 1943, par des services de l'armée allemande, par d'autres services ou unités sont à transmettre aux tribunaux de guerre aux fins de jugement dans les conditions les plus sévères. Les tribunaux devront avant tout veiller à ce que les services allemands observent cette ordonnance avec la plus stricte discipline. Les autorités indigènes (dans chaque pays occupé) sont à soutenir dans la poursuite de telles infractions contre les personnes relevant de leur juridiction. J'exige également l'observation des prescriptions économiques de la part des ressortissants de l'armée individuellement ainsi que des autres Allemands en activité dans les territoires occupés. Les infractions professionnelles à de telles prescriptions sont également à poursuivre par la voie des tribunaux militaires.

4. Les stocks clandestins qui à l'avenir seront constatés devront être saisis et mis à la disposition des autorités chargées de l'administration des marchandises.

Je vous prie de prendre immédiatement toutes les dispositions nécessaires à l'intérieur de votre ressort de commandement. Il sera notamment nécessaire de donner des instructions énergiques et répétées à toutes les troupes et autres formations stationnées dans les territoires occupés.

Signé : GOERING.

L'ATTITUDE RATIONALISTE

par René MAUBLANC

La radio-diffusion émet à l'intention des peuples de l'Union française des causeries sur les grands mouvements de la pensée. A côté des diverses confessions religieuses, catholicisme, protestantisme, judaïsme, islamisme, bouddhisme, elle a pour la première fois fait place au rationalisme et offert à l'Union rationaliste d'utiliser le micro pendant sept minutes toutes les six semaines. Sans doute la proportion est-elle contestable; il n'en est pas moins important que le principe soit acquis de placer l'exposé des philosophies rationalistes en face des propagandes irrationnelles et mystiques. On se demande seulement pourquoi le privilège en est réservé à l'Union française (ces émissions sont en effet impossibles à entendre en France). Il appartient aux auditeurs français de la radio de réclamer qu'à côté des innombrables diffusions de messes, sermons, prédications diverses et cérémonies religieuses (dont nous ne demandons pas la suppression, car nous admettons, nous, une liberté totale de pensée, à condition que ce soit une liberté égale pour toutes les pensées), la voix de la raison et la critique scientifique des théologies et des mystiques se fasse entendre sur les ondes.

C'est le président de l'Union rationaliste, Paul Langevin, qui devait inaugurer ces causeries. La mort l'a empêché de remplir ce devoir, et le Comité directeur de l'Union a chargé René Maublanc de parler à sa place. Voici le texte des deux premières causeries, diffusées à la fin de décembre 1946 *et au début de février* 1947.

Peu de mots du langage ont, plus que ceux de *raison* et de *rationalisme*, souffert des controverses et des ergotages philosophiques; il serait aisé à un spécialiste adroit d'en tirer les doctrines les plus différentes et même les plus opposées. Mais, laissant là ces exercices inutiles, nous définirons le rationalisme, d'une façon tout à fait générale, comme une attitude d'esprit, une méthode de penser très nettes et très simples.

Mis en présence d'un fait ou d'une idée qu'il ne comprend pas, un homme peut prendre deux attitudes. Ou bien accepter la chose sans plus réfléchir, sans chercher plus avant, comme un mystère inaccessible, d'autant plus respectable qu'il est inaccessible (je crois, bien que je ne comprenne pas, ou même : je crois justement parce que je ne comprends pas; je crois, bien que cela me semble absurde, ou même : je crois parce que c'est absurde) : c'est l'attitude mystique ou fidéiste, que nous considérons comme injustifiée et dangereuse. Ou bien réfléchir, discuter, observer et expérimenter, chercher à comprendre et n'avoir de cesse qu'on n'ait réussi à accroître la portée de notre connaissance et de notre action : c'est l'attitude rationaliste, qui est la nôtre.

Le rationaliste est donc un homme qui a horreur de l'incompréhensible, de l'obscur, de l'absurde, qui ne se satisfait pas du mystère, qui ne veut admettre que ce qu'il comprend clairement et distinctement, qui refuse de croire qu'une idée est d'autant plus vraie et même d'autant plus belle qu'elle est plus contraire au bon sens et à l'expérience; c'est un homme qui a une confiance illimitée dans la puissance de la pensée humaine et dans l'efficacité de l'activité humaine, qui n'accepte aucune limitation ni aucune entrave à sa libre recherche,

qui ne respecte aucun tabou, qui n'incline sa raison devant aucune autorité ni humaine ni surhumaine, ni naturelle ni surnaturelle.

Présomptueuse témérité ! nous objecte-t-on. C'est le reproche que ceux pour qui le destin des hommes est de vivre à genoux ont adressé de tout temps à ceux qui prétendent être les propres artisans, les seuls artisans de leur avenir. Cette outrecuidance rationaliste, les fables de l'antiquité la faisaient punir par la colère céleste; le supplice éternel de Prométhée, la chute d'Icare devaient, selon la mythologie grecque, arrêter l'insolence des mortels par une terreur salutaire. Et comme la crainte du châtiment d'en-haut ne suffisait pas à ralentir leur effort sacrilège, certains ne se sont pas fait faute d'y adjoindre des peines plus immédiates et plus tangibles : la longue liste des martyrs de la pensée libre, des Socrate, des Etienne Dolet, des Michel Servet, des Giordano Bruno, des Galilée est là pour le prouver. Tous les grands rationalistes à travers les âges, Epicure et Lucrèce, Rabelais et Montaigne, Descartes, Voltaire et les Encyclopédistes, Marx et Darwin ont eu à subir les mêmes outrages et les mêmes calomnies : le procédé le plus courant consistant à accuser de désordre et d'immoralité ceux qui mettent au-dessus de tout l'honneur de penser librement, comme si la vertu était dans l'ignorance (la sainte ignorance !) et la moralité dans la stupidité ! Au XVII[e] siècle on les nommait les libertins, on assurait au XVIII[e] siècle qu'un athée ne peut être honnête homme, et l'on sait trop quel soupçon l'on continue à faire peser, par une perfide équivoque de langage, sur les plus complets, les plus conséquents des rationalistes, ceux qui se réclament du matérialisme philosophique : ce « matérialisme sordide » que dénonçait il y a dix ans un personnage hautement qualifié pour représenter le désintéressement, la vertu et le patriotisme.

Et pourtant, si les hommes du XX[e] siècle vivent autrement que les hommes des cavernes, si, au lieu de rester de simples animaux, plus faibles et moins armés naturellement que bien d'autres, ils ont peu à peu conquis la première place sur la terre, pris à leur service les forces de la nature et « humanisé » le globe, je veux dire fait sentir sur le globe la présence de l'homme et la volonté de l'homme, c'est bien uniquement par l'effort continu de ce que nous appelons le rationalisme. Si les hommes s'étaient contentés de se prosterner devant les forces mystérieuses qui les écrasaient, au lieu de chercher à les comprendre, à s'en libérer et à les asservir, ils vivraient toujours comme à l'âge de la pierre taillée; ce n'est pas en adorant le feu, mais en s'en emparant et en s'en servant que les hommes sont sortis de la servitude et de la misère, et c'est Prométhée qui avait raison, parce qu'il avait confiance en la raison.

Toute limitation de cet effort pour comprendre le monde, toute interdiction d'aller plus loin dans la recherche de la vérité, tout appel à des mystères insondables, à une foi irraisonnée remplaçant la libre critique, à des dogmes imposés ou révélés devant quoi doive s'incliner la science, n'ont été à travers l'histoire que des obstacles et des freins à la libération de l'homme, et nous ne songeons pas sans effroi et sans colère à la prodigieuse dépense d'intelligence, d'ingéniosité, voire de génie qui s'est faite depuis le début des sociétés humaines et qui continue à se faire dans le vain espoir d'arrêter la science, alors qu'elle eût pu servir si utilement à en accélérer la marche. Le rationalisme n'accepte de qui que ce soit aucune limitation à l'audace de l'effort rationnel et scientifique.

***

Ici l'on nous objecte avec un sourire de mépris : c'est donc, simplement, l'apologie de la science que vous prétendez faire. Mais c'est terriblement démodé ! Sous le faux nez de rationalistes, vous n'êtes que de vulgaires « scientistes », et voici longtemps qu'on a, et de façon décisive, proclamé la

faillite de la science. Nous répondons : ce qu'on appelle communément le scientisme, et que nous réprouvons, est une fausse interprétation du rationalisme. Un scientiste est un homme qui, au nom de la science d'aujourd'hui, prétend barrer la route à la science de demain, qui refuse d'étudier tout problème ou toute solution qui sort des cadres de sa connaissance actuelle; c'est un esprit dogmatique qui n'a pas compris que l'effort scientifique est un perpétuel mouvement en avant, une critique incessamment renouvelée; un scientiste, c'est un faux savant qui garde, selon une expression d'Anatole France, « le fanatisme des vérités acquises, qui pourrait se retourner contre les vérités plus augustes qui se dérobent encore à demi ». Le vrai rationaliste au contraire sait bien que toute vérité a besoin d'être constamment remise en question, et que le progrès de la connaissance est impossible si n'importe quelle connaissance acquise est placée désormais au-dessus de la critique.

Par là-même nous repoussons encore une autre objection qui nous est faite bien souvent. Comment, nous dit-on, pouvez-vous revendiquer l'héritage de tel grand penseur d'autrefois, de Lucrèce, de Descartes ou de Voltaire, alors que vous repoussez certains des principes fondamentaux sur lesquels ils appuyaient leur doctrine ? C'est précisément parce que l'effort rationaliste est une conquête toujours recommencée que nous pouvons admirer les maîtres anciens et les prendre pour modèles, sans admettre tout ce qu'ils ont dit. Il n'y a pas pour nous de vérité révélée pour l'éternité, de parole d'Evangile ni de Credo définitif. La vérité n'est jamais derrière nous, mais toujours devant nous. Chaque penseur, chaque savant ne peut aller au delà de ce que permet l'état des connaissances de son temps, l'état général de la société de son temps; il doit nécessairement être dépassé. Mais il suffit, pour que nous lui rendions hommage, qu'il ait refusé de souscrire à quelque erreur commune admise autour de lui, qu'il ait libéré la pensée humaine de quelque servitude, permis à la science et à l'action humaines quelque conquête sur l'ignorance et l'impuissance. Il n'est pas question de reprocher à Descartes les concessions qu'il a faites — consciemment ou non, par conviction ou par tactique — à certaine théologie de son temps, mais ce qu'il faut retenir de son œuvre admirable, ce qui reste un exemple pour les rationalistes modernes, c'est son audace révolutionnaire, sa volonté de soumettre toutes ses pensées au seul jugement de sa raison et de construire une philosophie scientifique en dehors de tout principe d'autorité, pour comprendre et dominer un monde soustrait à toute intervention de hasards ou de miracles également irrationnels.

C'est parce que Descartes, comme Epicure en son temps, mérite le beau nom de libérateur du genre humain que nous l'inscrivons parmi les maîtres du rationalisme, et parce qu'il donnait pour but à la science et à la philosophie, qu'il ne séparait point, de rendre les hommes, comme il est dit dans le *Discours de la Méthode*, « comme maîtres et possesseurs de la nature ». Or cette maîtrise de la nature, qui est bien l'idéal commun des rationalistes, nous n'avons jamais été plus près de la réaliser, et c'est pourquoi le rationalisme n'a jamais été plus opportun et plus salutaire.

Sans doute les crises sociales, les guerres, les immenses misères de ces jours sombres ont-elles pu faire douter bien des hommes de la valeur libératrice de la science et de la raison. Et tandis que les uns sombraient dans l'angoisse philosophique, d'autres se retournaient vers ces mystiques qui, depuis l'origine des sociétés, ont cherché à maintenir l'humanité dans la fausse sécurité de l'ignorance, se reprenaient à chanter cette vieille chanson dont parlait Jaurès qui berce la misère humaine. Lorsque de nouveau, comme aux siècles barbares, la sécurité du lendemain n'est point assurée et que des circonstances imprévisibles peuvent à tout moment nous priver de la nourriture, de la lumière ou de la chaleur, de la liberté et de la vie elle-même,

il est naturel que certains cherchent un réconfort, selon leur degré de culture, soit dans les superstitions les plus grossières et les pratiques de sorcellerie, soit dans les diverses théologies dont chacune se présente comme l'unique et éternelle vérité. Il est naturel qu'ils accusent la science des malheurs de ce temps, qu'ils cherchent la cause de ces malheurs dans un prétendu abus de la science. A cette vague de pessimisme, qui est une résignation et une lâcheté, une démission de la raison humaine, nous opposons, nous, que la crise où nous nous débattons vient non d'un abus de science, mais d'une insuffisance de science. Elle vient plus précisément de ce que la science humaine, capable de pénétrer, de prévoir et d'utiliser les lois de la nature physique, et de réaliser jusquà la désintégration des atomes, n'a pas voulu, n'a pas osé ou n'a pas su encore pénétrer, prévoir et utiliser les lois de la vie sociale et réaliser la société fraternelle où les hommes ne seront plus asservis aux forces mauvaises de la famine, des crises économiques et de la guerre.

On croyait autrefois très communément que le meilleur moyen de se préserver de la foudre était de prier les dieux du ciel, de leur offrir des cadeaux pour s'assurer leur bienveillance; on s'est rendu compte aujourd'hui, par des preuves évidentes, qu'un paratonnerre est plus efficace, et cela a été une victoire du rationalisme. Mais bien des gens sont encore aujourd'hui persuadés que pour éviter la guerre ou le chômage et pour avoir un bon gouvernement, rien ne vaut d'ardentes prières au Très-Haut et une attitude déférente qui mérite ses faveurs spéciales (tous les dimanches, des centaines de prédicateurs expliquent aux âmes simples que les malheurs de la France sont la punition de son impiété); nous sommes convaincus, nous, qu'une sociologie scientifique serait bien préférable, et nous avons confiance qu'une nouvelle victoire du rationalisme, dans le domaine des sciences de l'homme, peut seule assurer notre complète émancipation, la libération décisive de toutes les servitudes qui ont jusqu'ici empêché notre libre bonheur.

20 décembre 1946.

A LA MÉMOIRE DE DEUX HÉROS
JACQUES WOOG — MAX BAREL

Parmi tant d'hommes de cœur disparus dans les années terribles de 1940 à 1944, nous rendons hommage aujourd'hui à un officier, Max Barel, auteur dans la *Pensée* d'avant-guerre de l'article (non signé) sur les chars d'assaut. et à un architecte, Jacques Woog. Barel fut assassiné par la Gestapo à Lyon, à la veille de la Libération, le 11 juillet 1944; mais ce sont des juges français qui avaient condamné Woog à mort, le 19 septembre 1941, et c'est par les soins de ses compatriotes qu'il fut guillotiné le 24 septembre.

***

Jacques Woog était né à Draveil (Seine-et-Oise) le 7 juin 1912. Successivement élève de l'Ecole des arts appliqués et de l'Ecole des arts décoratifs, il étudia l'architecture, et avec quelques camarades, devint l'élève et l'ami d'André Lurçat. C'est en constatant, dans l'exercice de sa profession, les entraves mises par le régime économique, les trusts et les puissances d'argent, au développement de l'urbanisme et à la formation d'une architecture moderne apportant l'hygiène et le confort dans les villes et les campagnes, qu'il devint membre du Parti communiste. Il décora les salles de séance au congrès d'Arles, réalisa diverses expositions pour la Maison de la culture (notamment au foyer de l'Alhambra pendant les représentations du *14 juillet* de Romain Rolland) et à l'Expositon de 1937 organisa dans le pavillon de la section française des congrès internationaux d'architecture moderne un ensemble sur les taudis et îlots insalubres, sous ce titre : *les Misères de Paris*. En même temps, il réunissait et présentait des documents photographiques sur la guerre d'Espagne.

Francis Jourdain, qui a bien connu Jacques Woog, lui rend ce témoignage :

> Il est superflu de faire remarquer que le malheureux et héroïque Jacques Woog est mort bien trop jeune pour qu'il soit raisonnable de parler de « son œuvre ». L'inepte assassinat prend un caractère particulièrement atroce aux yeux de ceux qui savent de quelles belles promesses ce crime a empêché la réalisation. Car les dons de Woog étaient certains : on en pouvait beaucoup attendre, dans l'exercice d'une profession qui nécessite tout à la fois le goût — dont notre camarade avait déjà donné des témoignages probants — et une certaine forme de rationalisme dont on peut bien dire qu'elle est surtout marxiste.
>
> Woog avait compris quelle excellente préparation au métier d'architecte, quel merveilleux apprentissage de ce métier constituent l'étude et l'assimilation d'une doctrine qui — tout comme l'art qu'il entend pratiquer — est fondée sur l'homme et déterminée par lui.
>
> Pour n'être que des recherches de débutant, les premiers essais de Woog n'en permettent pas moins d'imaginer de quelle valeur allait être l'apport d'un artiste aussi sensible, aussi réfléchi, aussi intelligent.

Après la débâcle, démobilisé, sans aucune ressource, réduit à vivre à l'hôtel avec sa femme et ses deux enfants (le second naquit en novembre 40), il s'efforça de trouver du travail, en même temps qu'il reprenait contact avec ses camarades de lutte. En avril 41, il était arrêté et emprisonné à la Santé, sous l'inculpation d'activité communiste (infraction au décret Daladier du 21 septembre 1939), délit puni par le tribunal correctionnel d'un maximum de 5 ans d'emprisonnement.

On connaît la suite : l'exécution glorieuse du colonel allemand au Métro Barbès par Fabien, l'ordre donné par les Allemands au gouvernement de Vichy de faire exécuter six communistes en représailles, la loi nouvelle frappant de la peine de mort la propagande communiste *avec effet rétroactif*... Jacques Woog, dont la comparution en correctionnelle avec ses camarades a été retardée depuis cinq mois par l'arrestation ou la menace d'arrestation des avocats est, le matin du 27 août 1941, tiré de la cellule de la Santé où il est au secret et conduit au Palais de Justice, devant la Cour spéciale, seul de ceux qui avaient été arrêtés avec lui, désigné spécialement par les ministres de Pétain, avec Lucien Sampaix et quatre autres communistes de choix; il apprend qu'il est passible de la peine de mort. L'ignominie ne fut pas ce jour-là poussée jusqu'au bout; les juges reculèrent devant la forfaiture, Mais Vichy devait trouver des hommes capables de ce crime : le 19 septembre 1941, le tribunal d'Etat où siégeait l'infâme président Devize, assisté de deux officiers de gendarmerie, sur réquisitoire de l'avocat général Debrieu, condamnait à mort Jacques Woog. Pétain, paraît-il, demanda à examiner lui-même les dossiers et rejeta le recours en grâce.

Le 24 septembre 1941, dans la cour de la Santé, l'échafaud était dressé pour trois hommes : Jean Catelas, député d'Amiens, Jacques Woog, architecte, Adolphe Guyot, ouvrier plombier : un homme politique, un intellectuel, un ouvrier, symboles de la Résistance française.

Dans la cellule où ils attendaient l'heure de l'exécution les trois hommes chantèrent la *Marseillaise* et décidèrent de crier chacun, au moment de mourir : « Vive la France indépendante ! Vive la troisième Internationale communiste ! »

Au pied de la guillotine, Jacques Woog demanda au procureur de prendre dans sa poche une photographie de ses deux enfants et de la faire parvenir au « Maréchal », en souvenir de son « encouragement à la famille ».

Le corps de Jacques Woog repose toujours au carré des suppliciés d'Ivry, voisinant avec ceux des criminels de droit commun. Il doit — et nous espérons que ce jour est prochain — être transféré au Père-Lachaise, en face du Mur des Fédérés, près de Henri Barbusse et de Paul Vaillant-Couturier.

* *

Max Barel, fils d'instituteurs, était né à Menton (Alpes-Maritimes) le 4 juillet 1913. Il fut successivement élève de l'école primaire, du collège de Menton, du lycée de Nice, du lycée Saint-Louis. Reçu à la fois à Polytechnique, à l'Ecole des Mines de Saint-Etienne et à l'Ecole centrale, il opta pour Polytechnique. A l'Ecole, il s'appliqua avec succès à remettre en honneur la pensée rationaliste avancée et l'action démocratique; nous n'avons pas perdu mémoire des réunions et discussions qu'il organisait. En 1935, sous-lieutenant à l'Ecole d'application d'artillerie de Fontainebleau, il se mariait; il avait deux enfants lorsqu'en août 1939 il partit comme lieutenant pour l'Alsace.

Max Barel fut aussi héroïque en 1940 que son père l'avait été à la guerre de 1914-18.

Officier calme, pondéré, adoré de ses hommes à qui il faisait confiance et qu'il savait conduire sans jamais user de punitions, il devait donner la mesure de sa valeur de chef pendant la retraite de juin 40. Cette citation à l'ordre de la division le montrera :

Officier d'une rare énergie. A reçu le 14 juin 1940 le commandement de la 5e batterie dont les trois officiers venaient d'être tués ou très grièvement blessés. A conduit cette unité dans un ordre parfait pendant une retraite de quatre jours.

Le 14 juin, il avait 35 hommes avec lui. Pendant ces quatre jours, il récupéra sur la route des officiers et des hommes isolés; le 18, ils étaient 80.



JACQUES WOOG



MAX BAREL

Mais encerclé par les Allemands, il dut laisser le matériel inutilisable, lâcher ses chevaux et disperser ses hommes par petits groupes pour tenter de rejoindre les lignes françaises. Trois fois prisonnier, il s'évada trois fois.

Affecté à Lyon puis à Grenoble, il démissionna de l'armée pour ne pas prêter serment à Pétain. Admis à l'Institut électro-technique de Grenoble, il en sortit major de sa promotion en juillet 41 et entra comme ingénieur aux Ateliers de construction électrique de Delle à Villeurbanne.

Max Barel fut un des premiers chefs de la Résistance dans la zone Sud : responsable pour la région Rhône-Loire de l'Union des cadres industriels de la France combattante (devenue aujourd'hui l'U.N.I.T.E.C.), chef des milices patriotiques de la Loire, commandant des Francs-Tireurs et Partisans français. En mai 1944, inquiété par la police, il réussit à lui échapper. Bien que sortant d'une clinique où il vient de subir une grave opération, il continue son action clandestine, avec toute sa lucidité, et cette apparence de froideur sous laquelle il cache une sensibilité profonde.

Le 6 juillet 44, il est arrêté à Lyon par deux agents de la Gestapo. Voici la déclaration écrite que l'un d'eux, Marcel Moine, devait faire en septembre 44 devant la justice française :

M. Barel, *alias* Rouchon, *alias* Gautier, fut arrêté lors d'une vérification d'identité en gare Perrache par la Gestapo. Cette opération terminée, il fut emmené dans les locaux de la Gestapo place Bellecour, et fut torturé de toutes façons *possibles* (souligné dans le texte). Il fut tour à tour flagellé jusqu'au sang. Ce traitement n'ayant pas donné de résultats, il fut baigné à l'eau glacée. Pendant ce traitement, il tenta de se suicider de différentes façons. Ceci n'ayant pas donné de résultats, il fut mis dans une baignoire et arrosé d'eau bouillante, ce qui occasionna des brûlures des 2e et 3e degrés.

Il râlait et délirait lorsque, quatre jours après son arrestation, on le transporta, sans qu'il eût parlé, dans les caves de la Gestapo.

Max Barel a reçu à titre posthume la rosette de la Résistance. Des deux miliciens qui participèrent à son arrestation et à sa torture, l'un, Max Payot, fut tué à la Libération. Le second, Marcel Moine, dont on vient de lire la déclaration cynique, fut condamné à mort par la cour de justice de Grenoble : il a été gracié à l'automne de 1946.

* * *

Nous ne sommes point ici des hommes sanguinaires; mais lorsque nous constatons que les dénonciateurs et les tortionnaires des héros de la Résistance, de Max Barel comme du docteur Auriac à qui nous rendions hommage l'autre mois, échappent au châtiment, nous nous révoltons contre une atteinte aussi grave à la plus élémentaire justice.

Le 13 décembre dernier, au congrès de la Fédération des déportés, un religieux, le R. P. Bonaventure disait :

Il faut châtier les criminels. Les partisans du « pardon » prétendent s'inspirer de sentiments chrétiens. Or, nul théologien ne me démentira si j'affirme que le devoir, c'est de donner à chacun son dû : au criminel le châtiment.

Il n'y a pas de sécurité en France pour les honnêtes gens si des hommes qui ont dénoncé et torturé leurs compatriotes sur les ordres et au profit de Hitler sont encore en vie et en liberté.

NOUVELLES DE L'ASTRONOMIE SOVIÉTIQUE

par DANIEL CHALONGE

L'astronomie soviétique a été très durement touchée par la guerre. Plusieurs de ses observatoires ont entièrement disparu, tels le célèbre Observatoire de Poulkovo près de Léningrad et le plus moderne de tous, celui de Siméis en Crimée : le premier, situé longtemps entre les lignes, fut détruit au cours des combats, le second fut saccagé et pillé. Une partie seulement des instruments et de la riche bibliothèque de Poulkovo put être emportée avant l'approche des Allemands, mais à Siméis pratiquement tout fut anéanti, bâtiments et instruments, notamment le télescope d'un mètre d'ouverture, un des plus grands d'Europe.

Bien que le travail des astronomes soviétiques n'ait pas été interrompu pour cela, il est permis de se demander comment l'astronomie va se réorganiser en U.R.S.S. maintenant.

Un article paru il y a quelque temps dans les *Izvestia* [1] nous apporte des informations intéressantes à ce sujet. Cet article est signé de l'académicien Fessenkov [2].

Les renseignements qu'il contient ont été complétés au cours d'amicales conversations avec les membres d'une importante délégation astronomique soviétique qui est passée à Paris il y a quelques jours. Cette mission qui se rendait aux Etats-Unis pour se documenter sur l'équipement et les progrès des observatoires américains comprenait entre autres les professeurs Mikhaïlov, directeur de l'Institut astronomique Sternberg à Moscou, Shajn, directeur de l'Observatoire de Siméis, B. A. Orlov, sous-directeur de l'Observatoire de Poulkovo, l'opticien Linnik, etc.

Voici comment on peut résumer l'activité passée et présente des astronomes soviétiques, ainsi que leurs projets d'avenir.

En 1941, le personnel employé dans les observatoires menacés se retira vers l'Est devant l'invasion, emportant, lorsque c'était possible, matériel et instruments de travail. L'activité astronomique se concentra dans ces positions de repli, Abastumani, Tachkent, Alma-Ata, etc.

Certains travaux furent néanmoins poursuivis sans interruption pendant les mois terribles du début de l'invasion : c'est ainsi que sept expéditions soviétiques participèrent à l'observation de l'éclipse totale de soleil du 21 septembre 1941 en Asie centrale.

---

1. *Izvestia*, 2 avril 1946.
2. Fessenkov est un astronome bien connu des Français : il a fait sa thèse à l'Observatoire de Paris avant la Révolution d'Octobre.

Le travail fut cependant orienté en général vers les applications militaires. Des recherches sur l'optique atmosphérique, sur la diffusion de la lumière par les milieux troubles — l'air et l'eau —, eurent des applications en photographie et en navigation aérienne. Le calcul et la publication des annuaires astronomiques ne furent jamais interrompus [1]. L'Institut astronomique Sternberg développa fortement son service de l'heure.

Le problème capital qui se pose actuellement est celui de la reconstruction des observatoires détruits ou leur remplacement par des observatoires nouveaux édifiés suivant les conceptions les plus modernes. La reconstruction de Poulkovo a été décidée en 1945. Une importante station sera également rétablie à Siméis, mais on a reconnu que le bord de la mer constitue en général un emplacement assez peu favorable pour les grands instruments astronomiques [2]. Aussi, le grand observatoire d'astrophysique en projet se trouverait-il non pas à Siméis, mais à l'intérieur de la Crimée. Tout comme le service d'astrophysique créé par le Centre national de la recherche scientifique en France, il comprendrait un institut pourvu de laboratoires, ateliers, etc. et plusieurs stations d'observation sur les montagnes, pour les études stellaires ou solaires.

D'autre part, un nouvel institut astronomique a été organisé en 1942 à Alma-Ata, capitale du Kazakhstan, avec l'appui de la filiale kazakh de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. Des travaux de spectroscopie et de photométrie y ont été aussitôt entrepris, ainsi que des recherches sur le rayonnement solaire, sous la direction de Fessenkov.

En 1943, fut décidée la création d'un observatoire astronomique kazakh sur les pentes des monts Ala-Taou; en 1945, la construction d'un observatoire aux environs de Kiev sous les auspices de l'Académie ukrainienne des sciences. Une commission d'astrophysique fut constituée pour s'occuper de l'organisation d'un observatoire de l'Académie arménienne des sciences dans les environs d'Erivan. Enfin, en 1946, fut prise la décision officielle de construire de nouveaux bâtiments pour l'Institut Sternberg à Moscou.

A l'étude de quels problèmes ces observatoires et ceux qui existent déjà se consacreront-ils ? Il est bien difficile de les énumérer tous, d'autant que de nouvelles questions surgissent sans cesse. On peut donner cependant les indications générales suivantes :

A Poulkovo sera continuée la détermination extrêmement précise des positions stellaires. En collaboration avec les observatoires de Moscou, Kazan, Kiev, Tachkent, Nicolaïev, l'Observatoire de Poulkovo travaillera à l'établissement d'un nouveau catalogue d'étoiles faibles. Ce catalogue, très important pour les recherches d'astronomie stellaire, sera fort utile aussi pour la géodésie et la géophysique. Il permettra de rattacher les objets observés à un système de coordonnées pratiquement invariable : ce système sera en effet défini par les nébuleuses extra-galactiques, semblables à notre galaxie, qui, étant distantes de nombreux millions d'années-lumière de nous, ne subissent aucun déplacement sensible dans le ciel.

Une autre tâche de l'Observatoire de Poulkovo sera l'amélioration de la détermination du temps par l'emploi d'horloges à quartz. Cet ensemble de moyens permettra d'aborder sérieusement l'étude de problèmes tels que ceux des irrégularités de la rotation de la Terre, ou de la dérive des continents.

L'Observatoire de Crimée se consacrera à l'astrophysique : recherches sur le soleil, sur les atmosphères stellaires, etc.

L'Observatoire de l'Académie arménienne aura plus spécialement en vue l'étude de la structure de notre galaxie et collaborera à ce sujet avec l'Institut Sternberg.

---

1. Des exemplaires de ces annuaires se trouvent à Paris à la bibliothèque du Centre culturel de *France-U.R.S.S.*, 1, rue Arsène Houssaye (16e).

2. Au bord de la mer l'agitation de l'atmosphère est, en effet, très grande en général; elle cause une scintillation très forte et peu favorable à certaines observations.

Enfin, l'Observatoire kazakh se consacrera surtout aux recherches concernant l'atmosphère terrestre et les atmosphères planétaires. On y étudiera également la structure des poussières cosmiques que l'on récolte dès maintenant sur les flancs des monts Ala-Taou.

Il faut encore mentionner le rôle important qui incombera, sur la demande de l'Union astronomique internationale, aux Instituts astronomiques de Moscou et de Léningrad : le premier (Institut Sternberg) est chargé de la dénomination des étoiles variables nouvellement découvertes ainsi que de la publication du catalogue et des éphémérides de ces étoiles, le second du calcul des éphémérides des petites planètes.

Cette courte revue, peut-être un peu trop technique, montre quelle place l'astronomie soviétique se prépare à prendre dans la science mondiale et quel rôle important elle y joue dès maintenant malgré les terribles blessures qu'elle vient de subir.

CHRONIQUE MÉDICALE

MORT APPARENTE ET RÉANIMATION

par le Docteur D...

Au cours de la dernière guerre, la science allemande a mis tout son acharnement à perfectionner les moyens de donner la mort. Toute une thanatologie expérimentale est née dans les geôles et les camps de concentration allemands. Pendant ce temps, les savants russes ont mis leur point d'honneur à chercher à reculer les limites de la mort, à conserver la vie, à faire lâcher prise à la « mort apparente ».

La réanimation est une des conquêtes pratiques dans ce domaine. Le professeur V. A. Négovski a réuni dans deux volumes ses recherches expérimentales et ses travaux cliniques relatifs à ce sujet.

Le premier de ces livres traite, en 170 pages, de la réanimation d'un organisme vivant pendant l'agonie et la période de « mort apparente ».

Après un historique détaillé qui comprend une étude bibliographique très complète du sujet, l'auteur décrit la technique expérimentale de ses recherches; il analyse ensuite les rapports entre les fonctions respiratoires et circulatoires chez les animaux en état de « mort apparente » consécutive à une saignée brutale. Il étudie ces mêmes fonctions au cours de la réanimation. Les phénomènes physio-pathologiques sont étudiés en fonction de la durée de la mort apparente « 4 à 20 minutes ».

Les tracés pneumographiques et sphygmographiques permettent de suivre les différentes phases des expériences. La méthode rend compte de l'excitabilité des centres respiratoire et circulatoire pendant l'expérience. Vient ensuite l'étude de l'électrocardiogramme. Un chapitre est consacré à l'étude des échanges gazeux et des différents métabolismes pendant les périodes de « mort apparente » et de réanimation.

L'auteur étudie ensuite avec beaucoup de détails le comportement du système nerveux central en proie à l'anémie aiguë; l'étude morphologique (histo-pathologique) et encéphalographique tient une place importante dans cet exposé.

Après avoir étudié les mécanismes de la mort par spoliation sanguine et les méthodes de réanimation efficacement employées pour la combattre, l'auteur aborde le problème de l'asphyxie avec des techniques analogues. Il aboutit aux conclusions suivantes : une transfusion sanguine par voie rétrograde *artérielle* associée à une respiration artificielle énergique donne d'excellents résultats dans le traitement de la « mort apparente » consécutive aux brusques spoliations sanguines. Appliquée avant la fin de la deuxième minute, elle donne 100 % de guérisons définitives. Après la neuvième minute, même si la réanimation semble réussir après un retour passager à la vie, l'animal succombe aux complications ultérieures. Le temps limite de mort apparente où la réanimation permet un retour réel à la vie est de cinq à six minutes.

Au cours de la réanimation, celle du cœur précède l'apparition de la tonicité vasculaire et celle-ci est antérieure à la respiration spontanée, tandis que les réflexes respiratoires d'origine centrale précèdent ceux de la vasomotricité centrale.

La respiration périphérique automatique précède l'excitabilité réflexe respiratoire, de sorte qu'on peut admettre qu'une régulation humorale de l'acte respiratoire précède (comme cela a été dans le développement phylogénétique des espèces) la régulation réflexe nerveuse. (L'auteur fait ici sans doute allusion à la théorie dite des intégrations biologiques qui fait dépendre les régulateurs du système nerveux central de la corrélation humorale des hormones.) Il étudie ensuite l'excitabilité des différents groupes musculaires qui commandent l'automatisme respiratoire.

Ensuite, l'auteur fait une étude détaillée des électrocardiogrammes qui présentent un grand intérêt pour les spécialistes. De même que le chapitre consacré à l'étude du chimisme des échanges respiratoires.

L'étude histologique et physiologique du système nerveux central a permis à l'auteur une importante moisson de faits dont la signification biologique suscitera sans doute de nouvelles recherches.

Les derniers chapitres sont consacrés à la « mort apparente » des nouveau-nés. Une étude comparée montre une plus grande résistance des mécanismes élémentaires au seuil de la vie.

En dehors de l'intérêt clinique de ces recherches, elles contribuent à l'éclaircissement des problèmes de haute philosophie touchant l'essence même des phénomènes vitaux, de leur évolution dans l'échelle des êtres et des rapports entre les réactions physico-chimiques des tissus vivants et leur comportement biologique.

Le second volume est consacré à l'application pratique des procédés de réanimation. L'auteur décrit en détail l'appareillage employé, la technique suivie, les résultats obtenus. Il insiste sur la nécessité *d'aller vite*. Pour opérer avec le maximum de chances de succès, il est indispensable d'avoir un personnel parfaitement entraîné : médecins, infirmiers, infirmières; une instrumentation préparée d'avance dans les meilleures conditions de rendement afin d'éviter toute perte de temps. Chaque salle d'opération, chaque poste de pansement dans les formations sanitaires de première ligne doivent être munis d'un poste de secours d'urgence avec une équipe de réanimateurs disposant de tous les appareils indispensables.

Une telle organisation, d'après l'expérience personnelle de l'auteur, est capable de rendre les plus précieux services en sauvant de nombreuses vies qui, dans d'autres conditions, seraient irrémédiablement perdues.

CHRONIQUE POLITIQUE

LE GOUVERNEMENT DE TRANSITION A COMPOSITION SOCIALISTE HOMOGÈNE

par GEORGES COGNIOT

Le chroniqueur politique de la *Pensée* doit des excuses à ses lecteurs : les conditions techniques de l'impression des périodiques en France sont actuellement si primitives et si lentes qu'il est tenu de rédiger ces lignes tout au début de janvier pour qu'elles soient livrées au public en février.

Reste la faculté d'attirer l'attention des maîtres-imprimeurs et des administrateurs des maisons d'éditions sur une situation aussi ridicule.

Mais le fait est qu'on ne peut juger, dans ce numéro, que les événements politiques compris entre les élections générales du 10 novembre et la constitution du ministère socialiste homogène présidé par Léon Blum. On n'est en mesure de publier ici ni le compte rendu ni l'appréciation des luttes auxquelles donnent lieu, au milieu de janvier, l'élection du président de la République et ses conséquences.

Les scrutins du 10 et du 24 novembre

Les élections générales du 10 novembre ont placé le Parti communiste en tête de tous les partis avec 5.746.288 suffrages et 183 députés à l'Assemblée nationale.

Les progrès de ce Parti n'ont pas seulement été enregistrés dans la population paysanne des provinces, comme certains observateurs critiques s'étaient un peu trop hâtés de l'annoncer en prenant leurs désirs pour des réalités, à commencer par l'Italien Saragat, le scissionniste du Parti socialiste de son pays. Gardant ou conquérant la première place dans *tous* les centres industriels, sauf deux (Bordeaux, Mulhouse), le Parti communiste a établi qu'il était, plus que jamais, le Parti de la classe ouvrière. Le Parti socialiste a été distancé de plus de deux millions de voix; dans un département comme le Nord, il n'obtient que 230.000 suffrages, contre 297.000 voix communistes.

L'autre caractéristique du scrutin est une avance relative de la réaction. Les éléments réactionnaires, dans une certaine mesure désorganisés et désorientés au lendemain même de la Libération, se sont habitués et adaptés à la situation nouvelle. Ils ont rassemblé leurs forces et se sont mis à l'œuvre : à preuve l'activité des munichois au sein du Rassemblement des gauches, à preuve surtout le regroupement de toutes les droites derrière le M.R.P. au cours de la bataille électorale.

Le scrutin du 24 novembre pour la désignation des grands électeurs du Conseil de la République devait confirmer l'orientation qui s'était manifestée le 10. Augmentant encore le pourcentage de ses voix, le Parti communiste est resté au premier rang (départements d'outre-mer compris) tant par le nombre des suffrages représentés que par le nombre des élus, malgré l'effort tenace et

habile de la réaction pour rassembler toutes ses voix au profit des candidatures M.R.P.

Au jour de sa réunion, le Conseil de la République, encore incomplet, comprend 78 membres communistes : 59 élus de la métropole, 2 de l'Algérie, 5 de la Martinique, de la Réunion et de la Côte des Somalis, 12 de l'Assemblée nationale.

La première place au Parti communiste

Les résultats électoraux signifiaient l'échec du plan des réactionnaires qui avaient tout calculé pour exclure les communistes du gouvernement de la France. Le suffrage universel, au contraire, exprimait, en donnant la première place au Parti communiste, sa volonté de lui voir jouer un rôle plus important que par le passé dans la direction des affaires du pays.

La France votait communiste par respect de la clairvoyance et du courage, en se rappelant que les communistes avaient seuls, en son temps, combattu la capitulation de Munich, d'où la guerre est sortie.

La France votait communiste par sentiment national, à cause de l'effort singulier, inégalé des communistes dans la lutte pour la libération de 1940 à 1944, pour la renaissance depuis 1944-1945.

La France votait communiste par sentiment démocratique, en considération de l'opposition acharnée du Parti communiste, et de lui seul, aux tentatives et aux amorces de pouvoir personnel.

Si la démocratie sortait victorieuse de la double épreuve de novembre, l'intérêt national en tirait avantage simultanément.

Ce ne sont pas seulement les calculs de la réaction intérieure qui étaient déjoués : sa défaite était partagée par les hommes de la finance internationale, qui avaient espéré en un succès des droites françaises pour renforcer leurs positions chez nous, au détriment de notre indépendance économique. La presse étrangère dut reconnaître l'importance de cet aspect du scrutin : elle écrivit que les résultats du vote renforçaient la position de la France dans le monde.

Mais plus la désillusion des vaincus portait loin, plus puissants allaient être les moyens mis en œuvre pour paralyser les communistes dans leur victoire.

Manœuvre n° 1 : la « reconduction »

Bien naïf, en effet, qui se fût imaginé que la réaction, deux fois battue en un mois par le suffrage universel, allait lui rendre les armes. Le verdict qu'elle n'avait pu empêcher, elle résolut tout simplement d'en escamoter l'exécution.

C'est pourquoi la campagne fut engagée pour la « reconduction » du Gouvernement provisoire à présidence M.R.P. Sous l'aspect bénin d'une simple prolongation du provisoire pour quelque deux mois, on entendait en réalité gagner du temps en vue d'aboutir à tourner les volontés du peuple.

La gauche vit la manœuvre.

Le 27 novembre, le Comité central du Parti communiste, réuni à Puteaux, formulait la candidature de Maurice Thorez à la présidence du Gouvernement en disant : *Tout de suite, et pas de reconduction !* Le Comité central insistait en même temps sur sa volonté d'étroite collaboration avec tous les républicains résolus à pratiquer la politique démocratique, laïque et sociale.

Le programme d'action gouvernementale arrêté à Puteaux fut communiqué immédiatement au Parti socialiste, au Parti radical, à la C.G.T., à la Ligue des droits de l'homme, c'est-à-dire à tous les groupements qui avaient naguère collaboré au sein de la Délégation des gauches pour mettre au point l'ancienne charte du Conseil national de la Résistance.

La décision de Puteaux fut bien accueillie de l'opinion publique. Elle lui apparut comme une suite parfaitement normale de la consultation électorale, en tant qu'il s'agissait de nommer Maurice Thorez à la présidence, — et comme

une application attendue de la politique constante des communistes, en tant que cette décision réaffirmait leur volonté d'union démocratique.

Les décisions de Puteaux

L'union démocratique suppose d'abord le rapprochement des forces qui se réclament de la classe ouvrière, la couche sociale décisive pour la démocratie dans les Etats modernes.

C'est cette nécessité qui avait inspiré, dès le lendemain du 10 novembre, les propositions précises du Comité central du Parti communiste au Conseil national du Parti socialiste : le Comité central avait suggéré une action commune des deux partis pour la formation du gouvernement et la mise au point de son programme.

Dans sa session du 17 novembre, le Parti socialiste n'a pas cru devoir répondre favorablement à la demande communiste. C'était encourager le M.R.P., le Parti chargé de jouer le rôle essentiel dans le rassemblement des forces de réaction, à se prononcer et à agir contre la constitution du gouvernement à présidence communiste, conforme au jeu de la démocratie.

Sagement, la réunion communiste de Puteaux renouvela donc les propositions déjà faites; elle s'adressa en ce sens à la deuxième session du Conseil national des socialistes, annoncée pour le 1er décembre. Elle insista, par la bouche de tous les orateurs qui s'y firent entendre, sur la position claire du problème, sur la définition de l'option réservée aux socialistes : ou bien orienter la France à gauche en choisissant l'unité, ou bien la laisser ramener sous la coupe de gouvernements réactionnaires qui, comme le dit Maurice Thorez, n'auraient pas plus aujourd'hui qu'hier le sens de l'intérêt national.

A Puteaux, le nécessaire fut fait pour empêcher que se continuent des dérobades préjudiciables à la démocratie et au pays.

Par exemple, comme d'aucuns avaient agité la question d'un nouveau tournant de la politique communiste en feignant absurdement que jusqu'à la date de ce prétendu tournant, les communistes avaient opposé démocratie et socialisme, — feinte qui permet de mieux défigurer l'U.R.S.S., — Maurice Thorez, dans un discours de clôture qui fait époque, mit en lumière l'énorme importance reconnue à la démocratie par tous les grands penseurs et hommes d'action du marxisme.

En même temps, il insista sur le *contenu* social de la vraie démocratie : celle qui est débarrassée des hommes des trusts.

Enfin, il rappela dans une démonstration enrichie à l'aide des plus récentes expériences de l'histoire, qu'être marxiste, c'est tenir compte de la vie plutôt que des schémas, des faits réels et non des formules d'école.

Des voies inédites ont été empruntées par une série d'Etats européens pour marcher à la démocratie débarrassée des trusts. Un large mouvement populaire aux formes en grande partie originales s'est développé dans les pays sur le territoire desquels s'était déroulée la guerre contre les fascistes. De nouvelles formes de démocratie sont nées dans des Etats de l'Europe orientale et des Balkans, entre la Vistule et l'Albanie. Là, l'influence de la réaction sur la vie économique, politique et intellectuelle, a été brisée; la liquidation du passé s'opère par des procédés auxquels n'aurait pas songé un pseudo-marxiste empêtré dans sa scolastique. Ce sont tous ces progrès, conclut Maurice Thorez, qui « permettent d'envisager pour la marche au socialisme d'autres chemins que celui suivi par les communistes russes ».

La candidature de Maurice Thorez

Avant et après Puteaux, un temps précieux avait été perdu. Néanmoins, le samedi 30 novembre, une réunion commune eut enfin lieu. Les communistes y donnèrent satisfaction à la légitime curiosité des socialistes au sujet des détails du programme d'action gouvernementale. Le Conseil national socialiste du 1er

décembre aurait pu, dans ces conditions, contribuer dans une grande mesure à élucider et à résoudre les problèmes posés : élection à la présidence de l'Assemblée pour le surlendemain, élection ultérieure à la présidence du gouvernement.

Malheureusement, le Parti socialiste obéit au souci bien regrettable de ne pas s'engager pour la seconde élection au moment où on procéderait à la première, — en d'autres termes, au désir de faire tirer les marrons du feu par les communistes et de les croquer tout seul; le Parti socialiste crut se livrer à un jeu d'une suprême habileté en remettant la réunion de son Conseil national de la date du dimanche à la soirée du mardi, c'est-à-dire après l'élection au fauteuil de l'Assemblée.

Toutes ces tergiversations ne pouvaient qu'encourager les éléments de droite, les hommes indulgents au pouvoir personnel, au sein du groupe parlementaire du Parti socialiste. On le vit bien quand, le mercredi, malgré la décision du Conseil national en faveur de la candidature de Maurice Thorez, une fraction du groupe lui refusa son suffrage. On n'a pas entendu dire depuis que la discipline, si rigoureusement appliquée quelques semaines plus tôt à la fédération de la Corse, coupable d'avoir fait l'unité avec les communistes le 10 novembre, se fût affirmée bien sévèrement à l'encontre des défaillants : pour d'aucuns et non des moindres, la sanction a été une promotion ministérielle.

Maurice Thorez, on s'en souvient, obtint 261 voix, là où il en fallait 310; mais le président sortant Georges Bidault n'eut le lendemain que 240 suffrages !

Manœuvres n° 2 et 3 : l'unanimité nationale et la « technique »

C'est alors qu'au cours des négociations entre partis dans le cabinet du nouveau président de l'Assemblée, le socialiste Vincent Auriol, un autre aspect de la manœuvre réactionnaire apparut : l'escamotage du scrutin du 10 novembre, après l'échec de la reconduction du gouvernement Bidault, se prépara sous la forme de l'unanimité nationale. Un cabinet comprenant des membres de toutes les opinions, P.R.L. compris, quelle admirable trouvaille pour noyer le Parti communiste et sa victoire !

C'était supposer aux démocrates bien peu de mémoire. A combien de reprises déjà ne leur a-t-on pas joué le tour ! Chaque fois que le suffrage universel votait à gauche, la réaction s'empressait de susciter contre les gauches la résistance du Mur d'argent et, pour sortir de l'impasse, elle offrait aux républicains éberlués ses bons offices dans le cadre de l'unanimité nationale.

Quelques mois passaient, puis la réaction disait aux gauches :

La maison est à moi, c'est à vous d'en sortir.

Cette fois-ci encore, les difficultés financières étaient soigneusement exploitées. C'est ainsi que, comme variante de la thèse de l'unanimité, on proposait un cabinet de « techniciens » de l'argent, ayant à sa tête Robert Schuman, l'ancien ministre de Pétain.

Manœuvre n° 4 : le programme avant tout !

Quand les communistes eurent dit qu'ils ne voulaient pas plus de la peste que du choléra, on trouva cette échappatoire : sans plus s'occuper de la définition de la majorité ni des « compétences », la discussion dans le cabinet de Vincent Auriol devait porter sur le programme. *Programme d'abord !* Collaboreraient au gouvernement tous ceux qui se rallieraient au texte adopté !

Belle formule, mais pleine, pour quiconque a un minimum de bon sens, d'une astucieuse ambiguïté.

Les réactionnaires, en effet, n'ont jamais hésité à accepter du bout des lèvres un programme qui leur ouvre les portes de la cité, quitte à le torpiller bientôt : ainsi ont-ils fait, il n'y a pas si longtemps, du programme du Conseil de la Résistance, solennellement signé par eux.

Et puis, il est tellement facile de dire ensuite, quand on viole le programme, qu'il n'avait pas tenu compte de la situation où l'on se trouve placé ! Léon Blum, après 1936, dans sa défense de la non-intervention et de la pause, a souvent affirmé que le programme du Front populaire n'avait pas pu s'aviser de toutes les éventualités et qu'au gouvernement, on voit bien des problèmes surgir brusquement, auxquels il faut des solutions au pied levé.

Il était donc facile de faire observer que la malice était cousue de fil blanc et qu'un programme vaut avant tout en fonction du caractère politique des hommes qui sont chargés de l'appliquer et des éléments sociaux sur lesquels ces hommes s'appuient.

A vrai dire, on n'eut pas besoin d'en venir à cette explication : même sur les tout premiers chapitres du programme, l'entente s'avéra impossible.

En présence de tous les essais de duper le peuple, l'attitude des communistes ne varia pas. Ils rappelèrent aux socialistes, avec courtoisie, mais avec constance, que les deux Partis devaient s'en tenir à la position qui leur était officiellement commune : refus du gouvernement de prétendue unanimité nationale, et cela quels qu'en fussent les déguisements.

Dans ces conditions, les socialistes n'acceptèrent pas plus que les communistes le camouflage Robert Schuman lorsqu'il fut une dernière fois proposé : il dut être écarté. Et c'est alors que Léon Blum se déclara candidat.

Résumons les épisodes de cette première partie du combat autour de la formation du gouvernement : nous avons constaté une série d'opérations successives de la réaction pour renforcer ses positions sous le couvert de l'unanimité nationale, à savoir la reconduction d'abord, puis le coup du cabinet de techniciens, enfin l'essai de mettre en avant la discussion du programme seul avec l'évident espoir d'aboutir à des formules assez « compréhensives » et assez souples pour justifier toutes les adhésions.

On chercherait vainement tentative réactionnaire plus acharnée pour brouiller les cartes.

Léon Blum candidat

Bien entendu, la désignation de Léon Blum ne terminait pas la bataille. Le problème du programme se reposait, et plus encore celui de la délimitation de la majorité. Dans l'entourage du président désigné, on parlait beaucoup en effet d'accord général, ce qui pouvait sembler une simple modification d'étiquette de l'unanimité nationale, pourtant condamnée la veille encore dans les termes les plus catégoriques par le secrétaire général du Parti socialiste Guy Mollet et par son adjoint Arrès Lapoque. Léon Blum élu par presque toute l'Assemblée entendait-il gouverner avec le P.R.L. ?

La volonté communiste était claire : après avoir revendiqué la direction du gouvernement sans pouvoir l'obtenir, le Comité central du Parti et le groupe parlementaire se proposaient pour tâche d'établir au moins une majorité qui, par sa composition, indiquât non pas un glissement à droite et une politique anti-ouvrière, mais au contraire un raffermissement à gauche. Le gouvernement Léon Blum pouvait effectivement paraître un pas à gauche par rapport au gouvernement Georges Bidault, — mais à condition qu'il n'y entrât personne du P.R.L., c'était l'évidence même !

D'autre part, étant données les responsabilités que le pays avait fixées aux communistes le 10 novembre, ils ne pouvaient que revendiquer les postes qui leur étaient dus. Comment Léon Blum, qui appelait les communistes au gouvernement en démentant ainsi lui-même de vieilles calomnies, aurait-il pu dès lors leur refuser l'un des trois ministères essentiels (Affaires étrangères, Intérieur, Défense nationale) ? L'heure avait sonné d'en finir une fois pour toutes avec l'idée hypocrite qu'il est des portefeuilles qu'on ne peut pas donner aux communistes.

La revendication communiste d'un des trois grands ministères

On sait quelles solutions furent apportées à ces divers problèmes. Après accord constaté entre les communistes et Léon Blum sur les grandes lignes du programme, l'entente se fit aussi sur les limites de la majorité, au grand dépit des clans gaullistes au sein du M.R.P. et du Rassemblement des gauches, qui escomptaient la possibilité de « démontrer » que l'Assemblée nationale était ingouvernable, que la démocratie conduisait le pays à la catastrophe et que le seul recours était dans le régime autoritaire. Les communistes firent preuve le 15 décembre du maximum d'esprit de conciliation en acceptant la présence au gouvernement du député Roclore, l'un de ces « indépendants » qui se situent dans la frange du M.R.P.

Malgré cette attitude de compréhensive sagesse, malgré ce consentement à la plus large union républicaine, le gouvernement de concentration démocratique ne put pas se faire.

Quelle fut la raison de cet échec ?

Léon Blum, reconnaissant d'emblée le droit des communistes à l'un des trois ministères-clés, leur avait offert la Défense nationale. Sans doute, il leur faisait cette proposition dans des conditions un peu amoindrissantes ou restrictives : d'un côté, la Constitution nouvelle stipule en effet (article 47) que le ministre de la Défense nationale est sous l'autorité personnelle du président du gouvernement, ce qui réduit déjà les prérogatives de la fonction; d'autre part, Léon Blum prévoyait trois ministres respectifs pour la Guerre, la Marine et l'Air (et non de simples sous-secrétaires d'Etat) ce qui ne pouvait manquer de diminuer encore les attributions du ministère offert aux communistes.

Les communistes, cependant, étaient décidés au plus grand effort de conciliation : ils négligèrent ces à-côtés et acceptèrent le poste tel quel. Ce sont le M.R.P. et une fraction du Rassemblement des gauches hostile à Edouard Herriot qui firent échouer la constitution du gouvernement prévu, en déclarant impossible un ministre communiste de la Défense nationale.

Peu leur importaient les 75.000 martyrs offerts à la patrie de 1940 à 1945 par le Parti communiste. Ils n'avaient pas davantage d'égards pour la clairvoyance dont les communistes ont fait preuve dès juillet 1940 (Appel de Maurice Thorez et Jacques Duclos) quand il s'est agi de définir les méthodes d'action et d'union de la Résistance, ni pour l'esprit politique élevé avec lequel cette méthode a été appliquée par eux. On oubliait enfin de gaîté de cœur que si la France, en cette période, a des usines d'armement qui marchent malgré 40 % de réduction des crédits, et qui travaillent pour la reconstruction, c'est aux communistes qu'on le doit.

Sous peine de donner raison aux campagnes anti-parlementaires des clans gaullistes proclamant avec l'*Epoque* la « crise de régime » et la « pourriture de la République » impuissante, il ne restait plus à Léon Blum qu'à former, pour la période transitoire d'un mois, un ministère homogène, ce qu'il fit.

Partie remise à janvier

En janvier, tous les problèmes se posent à nouveau.

Les intentions de la réaction sont sans mystère : il s'agit pour elle de saper l'unité des forces démocratiques, de calomnier et d'isoler les communistes, d'imposer au pays malgré lui un gouvernement de droite, chargé de frayer la voie bon gré mal gré aux amateurs de ce pouvoir personnel et de ces méthodes autoritaires que la Constitution a condamnés.

Le crime du Parti communiste ? Il s'avère en toute occasion le champion de la démocratie, soit qu'il s'incline loyalement quand il est battu comme au referendum de mai, soit qu'il réclame ses droits au nom du fonctionnement normal des institutions républicaines, quand c'est à lui que le suffrage universel fait confiance.

C'est sa loyauté républicaine, conjointe à une volonté opiniâtre d'unir tous les Français pour refaire la France, qu'on ne pardonne pas au Parti communiste. Pour rendre ce gêneur moins efficace, on complote d'abord de l'écarter définitivement du gouvernement. Et si le mauvais coup réussissait, on se retournerait alors vers les hommes des classes moyennes, y compris les intellectuels, pour leur dire : « Vous voyez bien que vous vous êtes trompés en faisant confiance à ce Parti-là *comme parti de gouvernement !* Les choses vont aussi bien, sinon mieux, sans lui ».

En fait, sans les communistes au gouvernement, les choses iraient beaucoup plus mal, et les intellectuels ne seraient pas les derniers à s'en apercevoir. Ils savent bien ce qu'un tel glissement à droite signifierait pour le sort de leurs revendications.

Ce qui se passe en ce début de janvier pour les fonctionnaires, le fait qu'un gouvernement sans communistes n'accorde satisfaction qu'aux sommets de la hiérarchie, et sans vouloir discuter, est déjà suffisamment significatif !

L'épreuve de force dont rêvent les clans gaullistes, ce n'est pas une explication avec les communistes seuls, c'est un règlement de comptes entre la réaction d'une part et *tout* le camp démocratique d'autre part.

Et ce n'est pas non plus un combat autour des principes théoriques de la politique : c'est une lutte dont l'enjeu terriblement concret est le bien-être, la rémunération, la sécurité, la dignité de chaque travailleur, sans oublier les travailleurs intellectuels.

La réaction, si elle maintenait au pouvoir le gouvernement socialiste homogène, n'aurait assurément qu'une intention : l'user au plus vite et le remplacer par une combinaison de droite.

Or cette réaction n'aime pas la science. Et le gouvernement des évêques et des généraux n'a jamais passé pour le meilleur auprès des hommes de pensée.

L'aventure réactionnaire tuerait le pays

Est-ce cependant au nom des seuls intérêts des travailleurs manuels et intellectuels qu'il faut dire non à l'aventure réactionnaire ?

C'est plus encore au nom de l'intérêt national.

Qui pourrait s'imaginer que la classe ouvrière continuerait à trouver en elle-même la force de faire front aux tâches de la reconstruction avec la même abnégation, le même héroïsme du travail dont les mineurs, les cheminots, etc., ont donné l'exemple, à partir du jour où ses représentants seraient exclus de la direction des affaires publiques ? Qui se flatterait de persuader aux travailleurs qu'il y a deux catégories de Français : ceux qui sont nés pour gouverner, ceux qui sont prédestinés à s'échiner à la besogne, avec tout au plus la permission précaire de balayer quelques antichambres ? La doctrine néo-aristocratique n'a pas été goûtée des mineurs, à qui M. de Menthon avait demandé deux dimanches supplémentaires de travail.

Concluons. C'est tourner le dos à l'intérêt national que de refuser aux travailleurs, au nom d'un sordide intérêt réactionnaire, leurs droits dans le jeu des institutions parlementaires.

La cause du pays s'identifie à la cause de la démocratie.

Comment renforcer la démocratie ?

Pour défendre, ou pour perdre l'une et l'autre, les socialistes peuvent beaucoup. Qu'ils fassent comme aux élections municipales de Marseille, qu'ils acceptent l'unité offerte par les communistes, et alors la victoire est assurée, la réaction est honteusement battue.

Sinon, elle a chance de l'emporter.

Du dernier trimestre de 1945 au dernier trimestre de 1946, le Parti socialiste

a perdu 1.100.000 voix, soit près du tiers de ses suffrages, et le tiers de ses sièges de députés : tel est le fruit de l'anticommunisme érigé en unique donnée constante de l'attitude du Parti à l'égard des problèmes de la reconstruction de la France.

Le Parti socialiste a cautionné le gaullisme, par la complaisance qu'il a mise à consentir le referendum du 21 octobre 1945, par la pratique des listes communes avec l'U.D.S.R., par toute sa conduite. Il a garanti la véracité du P.R.L. et recommandé le M.R.P. aux électeurs par les attaques virulentes de ses dirigeants contre le Parti communiste. Il est devenu singulièrement tiède dans les problèmes laïques (affaire des centres d'apprentissage). Il a refusé l'unité voulue par les communistes, et cela sous tous les prétextes : d'abord en opposant l'unité d'action à l'unité organique (congrès d'août 1945), et, un an plus tard, en détruisant les derniers vestiges de l'unité d'action et le comité d'entente.

La conséquence de toute cette politique a été d'affaiblir la démocratie.

C'est avec cette politique qu'il faut rompre.

Les hommes du grand capital se chargent de nous donner l'alarme. Il n'est que de voir quel parti ils cherchent à tirer des difficultés économiques du pays. Devant la menace d'inflation, ils se frottent les mains, pleins d'espoir dans le chaos, qui doit justifier l'avènement de l'homme à poigne.

En même temps, les représentants des trusts aggravent à plaisir les relations entre la France et le Viet-Nam.

A ces gens-là, il faut à tout prix des complications.

Ce sont eux, ce sont les émissaires de Colombey qui ont raidi le M.R.P. dans son refus du portefeuille de la Défense nationale aux communistes : la presse américaine a affirmé que le compromis sur cette base avait été interdit au M.R.P. par le général de Gaulle en personne !

L'idée est toujours la même : empêcher un gouvernement stable.

Il faut reconnaître que sur ce plan, des succès ont été obtenus : la crise politique n'est pas résolue, elle a été simplement remise à janvier.

La lutte est donc loin d'être terminée entre démocratie et réaction : elle exige par son âpreté l'union complète des forces démocratiques, et, avant tout, le rapprochement entre communistes et socialistes, l'unité de la classe ouvrière, force directrice de la démocratie.

Qu'il s'agisse des salaires à fonder sur un minimum vital ou des traitements à revaloriser, de la question allemande ou de la révision des prix à effectuer pour de bon et dans des proportions autres que symboliques, aucun problème n'admet de solution si le gouvernement qui naît en janvier ne dispose pas d'une autorité suffisante et d'une assiette assez large. Ce n'est pas un gouvernement de minorité qui peut faire quoi que ce soit de grand et de cohérent : c'est un gouvernement de rassemblement démocratique où les éléments les plus réalistes, les communistes, reçoivent la place qui convient.

CHRONIQUE LITTERAIRE

LA BATAILLE DES IDÉES DANS LES LIVRES

par JEAN LARNAC

Les livres dont il est parlé dans cette chronique sont les suivants :

Léon RAMEAU : *Au devant de la nuit.* « Le Rameau d'or », chez H. Lardanchet, Lyon, 1946.
Voyage en Absurdie. Bruxelles, éditions du Soleil.
André ROUSSEAUX : *le Monde classique,* 2ᵉ série. Editions Albin Michel, Paris, 1946.
Gonzague DE REYNOLD : *le XVIIᵉ siècle, le classique et le baroque.* Editions de l'Arbre, Montréal, 1944.
François ROSTAND : *l'Imitation de soi chez Corneille.* Boivin et Cⁱᵉ, Paris, 1946.
Raoul AUDIBERT et René BOUVIER : *Saint-Amant, capitaine du Parnasse.* La Nouvelle Edition, Paris, 1946.
Aimé BECKER : *Itinéraire spirituel d'Alain-Fournier.* Corrêa, Paris, 1946.
André CHAMSON : *Fragments d'un Liber veritatis (1941-1942).* Gallimard, Paris, 1946.
Harry E. LESUEUR : *Douze mois qui changèrent la face du monde.* Traduit de l'anglais par Jacques ASSELIN. Gallimard, Paris, 1946.
Vera INBER : *le Siège de Léningrad.* Traduit du russe par Doussia ERGAZ. Albin Michel, Paris, 1946.
André WURMSER : *Dictionnaire pour l'intelligence des choses de ce temps.* Avec illustrations de TOUCHAGUES. Editions du Sagittaire, Paris, 1946.
Pierre DEVAUX : *Uranium.* Editions Médicis, Paris, 1946.
Franz HELLENS : *Moreldieu.* Albin Michel, Paris, 1946.
Claude MORGAN : *la Marque de l'homme.* Les Editions de minuit, Paris, 1946.
Les Dix Commandements. Traduction française chez Albin Michel, Paris, 1946.
Franz WERFEL : *Chant de Bernadette.* Albin Michel, Paris, 1946.

***

Un phénomène qu'il était facile de prévoir se dessine aujourd'hui. Une certaine pensée n'osait plus dire son nom depuis la disparition de l'Etat pétainiste; il n'y avait guère que Fabre-Luce pour lancer de temps en temps sur le marché clandestin un ouvrage ronéotypé (le dernier même, imprimé) par lequel il exhalait sa bile de raté richissime. Or, voici d'autres éhontés qui reparaissent, oh ! en se déguisant, eux, de manière à pouvoir faire comme la chauve-souris de La Fontaine et, selon les occasions, se ranger parmi les oiseaux ou parmi les souris. « Qui fait l'oiseau ? c'est le plumage », peut dire Léon Rameau, auteur d'un recueil de poèmes intitulé *Au-devant de la nuit*, lorsque la rumeur publique l'accuse d'être Charles Maurras qui se serait contenté d'inverser les deux syllabes de son nom. Puisqu'il manque à ce Rameau les plumes de paon de l'académicien, il n'est qu'une souris parmi toutes celles qui trottent dans le grenier littéraire. Et ce n'est pas parce qu'il est très vieux, parce qu'il subit on ne sait quelles brimades provoquant sa rancune, parce qu'il se présente comme abandonné du public, mais ayant l'espoir d'une revanche posthume, qu'il peut être pris à coup sûr pour l'intaris-

sable plumitif d'*Action française :* pourquoi n'y aurait-il pas de poètes débutants âgés de quatre-vingts ans, animés d'une rage froide contre ceux qui les empêchent d'agir selon leur pente et condamnés par le sort à toujours voir, par la même fenêtre, le même paysage ? « Chère », dit Léon Rameau à celle qu'il nomme Sainte-Phœbé,

> Chère, pourquoi faut-il que la plus douce image
> Qui rie à tous les coins d'un cœur renouvelé
> M'apporte ce mur blanc, ce pin noir, ce vitrage ?
> Quels suivants triviaux à ton ombre accolés !

Au-devant de la nuit n'est qu'un recueil de vers, classique de forme et sans originalité, écrit par un vieillard prétentieux qui se réclame d'Homère et compte sur une gloire semblable à celle du grand auteur épique :

> Au silence de la tombe
> Il en est qui ne succombent
> Après mille ans révolus.

Mais que dire de ce *Voyage en Absurdie,* petit volume in-32 sur la couverture duquel figurent deux grenadiers à tricorne dont l'un, pourvu d'une moustache en brosse, porte le nom d'Icter et l'autre, au nez infiniment long, le nom de la Perche ? Je n'ai pas suivi tout au long les aventures du bilieux dictateur Icter et celles du général de la Perche, mais je doute qu'on y trouve le profond humanisme de Voltaire, sous le signe duquel l'auteur anonyme s'est placé, et je ne crois pas que les Editions du Soleil à Bruxelles, qui ont lancé l'ouvrage, acquièrent la réputation des libraires flamands d'il y a deux siècles lorsqu'ils offraient leurs presses aux encyclopédistes français brimés par les jésuites. Certains journalistes d'outre-Manche se trompent lorsqu'ils placent sur le même plan les écrivains français d'aujourd'hui qui n'osent pas se faire imprimer chez nous et les grands philosophes du XVIIIe siècle qui ne *pouvaient* se faire imprimer dans le royaume de France puisque toute publication y était soumise à l'autorisation préalable. Aucune autre loi que celle de la pudeur n'interdit aux partisans du sceptre à sept étoiles que la victoire a brisé d'écrire et de publier leur prose ou leurs vers, et Charles Morgan a mauvaise grâce d'évoquer la terreur qui règne dans notre République des lettres; je n'y aperçois pas d'autre terreur que celle dont Jean Paulhan a fait une si fine analyse dans les *Fleurs de Tarbes*. Ce qu'il ne faudrait pas oublier, toutefois, c'est que, parmi ceux qui, au delà de nos frontières, font mouler en plomb leurs petites ordures, il est peut-être des criminels qui ont des comptes à nous rendre avant de nous faire des contes à dormir debout; la liberté de pensée n'exclut pas la liberté de juger le crime.

*
* *

A côté du réveil de ceux que l'on croyait ou écrasés, ou guéris de leur malfaisance, ou ramenés dans le rang par l'humilité qui suit les grandes erreurs, il en est un autre avec lequel, *mutatis mutandis,* il ne serait pas impossible de découvrir quelques similitudes : de toutes parts nous arrivent des livres consacrés à la louange du classicisme. Certes, je n'oublie pas que tout Français cultivé a été nourri aux disciplines classiques et qu'il chérit Homère ou Racine, Virgile ou Boileau. Je n'oublie pas non plus que, durant les années d'occupation nazie, beaucoup de nos lettrés, privés de toute liberté d'expression, dégoûtés par un présent abominable, se sont tournés vers le passé : c'est ainsi que Romain Rolland fut amené à écrire son *Péguy,* André Troyat son *Pouchkine*. Mais d'autres raisons expliquent peut-être la dilection avec laquelle André Rousseaux nous parle du *Monde classique* et Gonzague de Reynold du XVIIe siècle. Quatre années de vichysme ont donné de grands espoirs à ceux qui ne conçoivent l'éducation moderne qu'à la façon dont les jésuites l'avaient organisée sous Louis XIV. La grande querelle des humanités

reprend ardeur. Et le Français Rousseaux comme le Suisse Reynold, le critique littéraire du *Figaro* comme le professeur à l'université de Fribourg n'apportent pas sans dessein de l'eau au moulin des humanités traditionnelles.

André Rousseaux n'appartient pas à la grande lignée des chroniqueurs littéraires dont les recueils d'articles témoignent qu'ils furent à la fois des penseurs et des artistes. Qu'il évoque Sophocle, Tite-Live, Virgile, Molière, Voltaire ou Lamartine, il manque de charme et l'on regrette, en le lisant, la malice enjouée, la délicate plume de Jules Lemaître ou, pour prendre un exemple parmi ceux qui reçurent, comme Rousseaux, le prix de la critique littéraire, la finesse d'esprit, l'envolée lyrique de Gabriel Brunet.

Il m'apparaît futile, d'ailleurs, d'aller chercher chez Sophocle des leçons qui nous conviennent. Comme si l'on ne sentait pas, chez le chantre d'Œdipe, le poids d'une religion morte, de conventions morales abolies, de préjugés qui ne sont plus nôtres! Rien de plus facile que de découvrir des similitudes entre les attitudes d'esprit d'un homme qui vécut il y a deux millénaires et demi et les nôtres. Mais la stabilité de la pensée et du sentiment humains n'est qu'apparente, elle ne porte que sur un petit nombre d'éléments, si bien qu'il faut singulièrement appauvrir l'individu pour en faire un homme de tous les temps et de tous les lieux. Combien j'estime plus fructueux de rechercher ce qui différencie l'homme moderne de l'homme antique, de repérer les stades de l'évolution économique, intellectuelle et morale qui a conduit de la cité grecque à la cité moderne, de l'esclavage à l'utilisation de l'énergie chimique ou intra-atomique, de la littérature dramatique d'essence religieuse à la poésie de Stéphane Mallarmé, aux psychanalyses de Joyce, aux fresques romanesques de Steinbeck ! De même que le descendant d'une noble famille se découvre avec complaisance chez ses ancêtres, le lettré se plaît à se retrouver dans les grandes œuvres d'autrefois, mais, ce faisant, ne se détourne-t-il pas du soin de modeler notre destin ? ne se dégage-t-il pas de la lutte quotidienne pour le mieux ? Tel m'apparaît, en effet, le vœu profond d'André Rousseaux que trahissent ces lignes :

> Sophocle se pose le problème de l'ordre humain, tel qu'il sera toujours posé pour les hommes vivant de la vie de l'âme. Pour ces hommes-là, l'ordre extérieur, qui résulte de lois sages, d'une société bien organisée, d'un pouvoir fort, a des limites au delà desquelles commence le domaine auguste de l'ordre intérieur : celui qui dépend de la conscience et qui ressortit à la patrie spirituelle dont nous nous reconnaissons les fils. L'un est une nécessité imposée, l'autre est une aspiration de notre être, une nécessité jaillie de l'exigence la plus secrète de notre nature et peut-être de notre surnature. L'un a toute la relativité des constructions humaines parmi les vicissitudes temporelles; l'autre, si anxieux soit-il d'une réalisation qui est toujours imparfaite, ici-bas, sent bien qu'il essaye de correspondre de son mieux à l'attitude de l'ordre éternel. D'un côté, il y a les gendarmes, les juges, les politiques; de l'autre, les héros, les saints, les mystiques, ou seulement les âmes qui ne se tiennent pas pour satisfaites par un ordre de limitation, d'interdiction et de règlement (p. 9-10).

André Rousseaux a récemment dit son mot sur la littérature *engagée;* séparant les valeurs d'art des valeurs sociales, il refuse à l'écrivain le droit de militer, sinon hors de son cabinet. Mais on aimerait alors trouver dans ses études les plaisirs du style. On aimerait y puiser la volupté que procure Giraudoux lorsqu'il évoque Electre ou Amphitryon, la joie sereine dont nous comble Valéry lorsqu'il dévide le contenu des mythes antiques. Or, si notre critique s'intéresse à la chose littéraire, s'il rapporte avec précision les trouvailles des érudits relatives aux Horaces ou à Virgile, il lui manque cette flamme qui fait le génie propre d'un Valéry Larbaud, d'un Thibaudet, d'un Faguet même dont chacun s'accorde pourtant à dire qu'il écrivait mal. Et, puisqu'il se refuse à toute littérature *engagée*, pourquoi André Rousseaux montre-t-il si nettement sa soumission à une confession qui gauchit sa pensée ? Il attaque son coreligionnaire Daniel Rops pour avoir donné, dans son *Histoire sainte,* « d'une main prudente, mais trop habile », une explication rationnelle des prodiges bibliques qui risque de détruire le prestige des livres saints. En Jean-Jacques Rousseau, il voit un chrétien qui

s'est égaré « faute de trouver la porte que seule la foi chrétienne pouvait lui ouvrir ». Quant à Proudhon, il souligne avec force l'actualité de son œuvre, car Proudhon fut l'homme qui sut poser le problème de l'ordre, problème redoutable pour ceux qui craignent une remise en question de l'ordre établi ou, pour tout dire d'un mot, la révolution :

Proudhon est l'homme qui a posé en termes inexorables le problème dont la solution avortée empoisonne notre monde depuis 1789, et qui n'est autre que le problème de l'ordre. En un siècle où l'ordre idéal a été rêvé par les hommes de 1830, de 1848, de 1871, et où l'ordre empirique a été maintenu ou rétabli par la Restauration, la monarchie de Juillet, Napoléon III, M. Thiers, le maréchal de Mac Mahon et M. Méline[1], Proudhon est le Français qui, sans irréalisme ni faux réalisme, a exigé les conditions de l'ordre vrai. La condition, pourrait-on dire au singulier, car l'œuvre énorme de Proudhon les ramène toutes à une seule : la Justice (p. 186).

La justice exige l'égalité qui suppose le communisme, dirons-nous, mais André Rousseaux se garde de telles équations et comme, d'autre part, en vertu de son christianisme, il ne saurait repousser l'idée d'égalité, il résout élégamment la question entre toutes gênante pour le conservateur social qui se pique de ne point vouloir maintenir le peuple dans la subordination et la misère :

L'égalité entre les hommes, qui n'est pas un mythe, est un mystère, c'est-à-dire une vérité secrète, dont on n'approche pas réellement sans une vertu qui culmine au-dessus de la condition humaine[2]. S'en tient-on à l'esclavage de cette condition, il ne reste qu'à nier l'égalité, à constater l'inégalité qui règne en effet dans l'ordre positif, à déclarer qu'il n'y a rien au-dessus de cet ordre féroce et désolant. Si, au contraire, on a le sens de cette égalité mystérieuse que la vie matérielle ne réalise certes pas du tout, mais qui hante, comme une nature profonde et cachée, l'âme de tout homme vraiment épris de l'amour des hommes, alors il reste à ne pas trahir la difficile et lointaine égalité par des tentatives trop faciles, trop présomptueuses, capables tout au plus de faire croire à ce qu'elles ne peuvent pas réaliser. Pour l'approcher, sur le plan des choses essentielles où elle vit réellement, il faut s'en remettre à quelque vertu sublime, qui nous aide à ennoblir notre condition misérable. Dans la vie chrétienne, la vertu qui tend à réaliser l'idéal d'égalité est la charité. Chez Proudhon, c'est la justice. On peut même dire que Proudhon est exemplairement le révolutionnaire qui ne fait pas tomber le culte de l'égalité dans le danger du programme utopique, parce qu'il ne la sert que par la justice (p. 188-189).

Délicieux sophismes qui assimilent la charité à la justice et font de ces sentiments contradictoires des vertus sublimes capables d'entraîner l'homme vers l'idéal sans qu'il ait à bâtir aucun projet ! Mais passons. Un certain dilettantisme qui apparente des esprits aussi différents que Sainte-Beuve et Anatole France, semblait inséparable de l'œuvre du lettré voué à l'étude des vieux livres. Ce dilettantisme, on ne le découvre pas plus chez Gonzague de Reynold que chez André Rousseaux : il est vrai qu'une première rédaction du XVIIe *siècle* de Reynold parut à Bruxelles en 1932 dans la *Revue catholique des idées et des faits.* Au dire du professeur suisse, le XVIIe siècle serait

celui dont on a le plus étudié les grands écrivains, mais que l'on a peut-être le plus mal compris : celui dont la lettre nous est la plus familière, mais l'esprit le plus étranger.

Affirmation bien faite pour piquer l'attention. Hélas ! l'ouvrage ne satisfait pas la curiosité suscitée par cette phrase introductive. Si l'on a mal compris le classicisme, ce serait surtout parce que l'enseignement républicain a fait détester le siècle de Louis XIV, professe notre auteur :

On continue d'étudier, d'admirer les classiques, mais on abomine le temps, les

1. S'il s'agissait du vingtième siècle, un autre personnage, dont on se recommande peu aujourd'hui, figurerait nécessairement dans la série
2. La formule est galante, mais je doute qu'un certain parti chrétien s'en fasse une banderole de propagande.

règnes, la société, l'esprit qu'ils ont exprimés et dont on ne saurait les détacher sans fausser l'intelligence de leurs œuvres (p. 12).

Loin de la vouer aux gémonies, Reynold admire, au contraire, l'époque où « une volonté d'ordre, la volonté d'une élite » intervint dans tous les domaines : littéraire, religieux, social. Il s'élève avec véhémence contre

une légende, accréditée, répandue par les manuels « laïques » : celle du pauvre peuple que les rois, les grands et l'Eglise elle-même laissaient croupir dans l'ignorance, la crasse, la misère, sans jamais rien faire pour lui (p. 47).

Mais il ne semble pas que cette admiration pour un régime aboli suffise à procurer à Gonzague de Reynold une supériorité sur l'historien d'opinions démocratiques. Comment oser dire que le XVIIe siècle « commence à zéro » parce qu'Henri IV trouva la France dans un « état de misère, d'anarchie et de désagrégation » ? Aucun siècle ne commence à zéro; tout fait, tout phénomène a des antécédents qui l'expliquent, rien ne se produit *ex nihilo*. Notre essayiste en convient d'ailleurs implicitement lorsqu'il affirme que

contre l'esprit d'improvisation qui caractérise la Renaissance, le XVIIe siècle est une réaction constante

ou quand il écrit (p. 57) :

Si l'on recherche où les grands courants de la Renaissance ont leurs sources, on est entraîné à remonter de plus en plus haut dans le moyen âge.

Seulement, un homme qui déteste tout ce « qui pue son vieux déterminisme », ce qu'il nomme « une raison de manuel scolaire » ne se pique peut-être pas de logique. Il annonçait des idées neuves et ce qu'il dit de Malherbe, de Corneille, de Racine traîne dans tous les traités. Etiqueter *baroque* la première moitié du siècle, classer Corneille et Descartes parmi les baroques ne suffit pas à donner de l'originalité au volume. Il n'y a guère qu'en ce qui concerne les soubassements religieux du classicisme — l'élimination successive, grâce à l'Eglise, de la Renaissance, de la Réforme et du jansénisme, puis l'instauration d'une doctrine qui lie Racine à Pascal, Bossuet à Boileau — que notre professeur apporte quelque lumière, encore qu'il minimise le rôle du jansénisme, cherche à tirer l'auteur des *Provinciales* hors des griffes de Port-Royal et fasse de Descartes, père du rationalisme scientifique, un esprit profondément chrétien. Le désir de suivre l'orthodoxie catholique et d'en montrer la grandeur déforme constamment la pensée de l'essayiste. On aura d'ailleurs quelque idée de l'esprit dans lequel il a mené son enquête en lisant ce paragraphe :

S'il est une nation où la pensée catholique a révélé, sans cesse et malgré tout, une vigueur qui lui permet de refleurir, même quand on s'est efforcé de la couper à ras du sol, c'est bien la France; s'il est une nation où l'on voit sans cesse les élites revenir au catholicisme, c'est bien la France; s'il est une nation où le catholicisme se révèle capable de s'adapter à l'esprit de chaque siècle et l'assimiler, c'est bien la France [1]. Les bouleversements politiques ou intellectuels les plus violents que cette France a subis, un renouveau catholique les a suivis toujours : après les guerres religieuses du XVIe siècle, le renouveau du XVIe [2]; après la « philosophie » et la Révolution, le renouveau du premier romantisme; après le positivisme et le laïcisme du XIXe, le renouveau actuel (p. 45).

* * *

Un tel souci d'apologétique gêne si bien qu'au sortir de ce livre on trouve un plaisir pervers à feuilleter l'étude rigoureusement objective de François Rostand, licencié ès sciences, sur l'*Imitation de soi chez Corneille.*

---

1. La tirade ne conviendrait-elle pas mieux à l'Espagne ? Et ne pourrait-on pas construire une tirade semblable en remplaçant les mots : *pensée catholique* par *goût de la liberté* ou quelque formule du même genre ? G. de Reynold est peut-être un tribun, ce n'est pas un historien.
2. Du XVIIe, veut sans doute dire l'auteur, car sans cela...

Dans ce petit travail sur l'œuvre théâtrale de Corneille, expose l'auteur, on sera peut-être étonné de trouver beaucoup de chiffres et même une courbe. Nous tenons à nous excuser dès l'abord de cette lourdeur arithmétique. Autant que personne nous sentons ce qu'il pourrait y avoir de naïf ou d'indécent à prétendre expliquer un poète par les méthodes de quantité. Mais il nous semble que les chiffres et les courbes peuvent avoir leur raison d'être, quand ils permettent de préciser certains faits et de les proposer à la critique littéraire, seule désignée pour en dire l'intérêt et pour les interpréter. (Avant-propos.)

Ce que François Rostand nomme l'imitation de soi chez Corneille, c'est le fait que Corneille se répète souvent d'une pièce à l'autre, qu'il reprend des hémistiches, des vers entiers, parfois même des suites de vers. Et les futurs commentateurs du grand Normand sauront gré au licencié ès sciences qui a dépouillé toute l'œuvre cornélienne pour établir un tableau précis des reprises et des réminiscences qu'on y peut trouver. Si, pour chacun de nos grands auteurs, nous possédions un tableau semblable, il serait possible de disserter avec plus de certitude sur la notion d'originalité et de montrer par quelle évolution de l'esprit l'artiste en est venu à faire de cette notion, si longtemps négligée, une notion primordiale.

Avec le *Saint-Amant capitaine du Parnasse*, de Raoul Audibert et René Bouvier, le XVIIe siècle, que Reynold voit figé dans une attitude austère sous la férule des jésuites, nous apparaît rieur, batailleur, bon vivant, buveur, rabelaisien : après l'austère Philippe de Champaigne, voici Téniers. Mais Saint-Amant n'est pas un classique, dirait notre magister, c'est un baroque.

Il y a certainement de 1615 à 1640, écrivait Faguet, toute une école ni très unie sans doute, ni très cohérente, difficile à nommer d'un seul mot, mais qui est, de façon évidente, en état de réaction ou tout au moins d'insubordination vis-à-vis de Malherbe... Il est très rare que ces écrivains aient songé à rassembler leurs idées sur l'art littéraire et sur les théories qui distinguent leur groupe... C'est chez ce fou de Saint-Amant qu'on trouverait le plus d'éléments pouvant servir à constituer un code de la littérature *romantique* vers 1630. (Cité par R. Audibert..., p. 112.)

Que l'on nomme baroque ou, avec Emile Deschanel, romantisme, le goût de la nature, du pittoresque, du réalisme, le débraillé moral et littéraire qui caractérisent un petit nombre d'auteurs au temps de Corneille, de Descartes et de Retz, cela m'importe peu. Mais il reste que ce fut le romantique Théophile Gautier qui ressuscita Saint-Amant. Il reste aussi que ce Normand dont le nom rime avec gourmand donne du relief à un siècle que d'aucuns voudraient réduire à n'être qu'une nef abritant les statues marmoréennes de François de Sales, de Bossuet, de Bourdaloue, de Pascal; il nous rappelle que des messieurs à perruque possédant une place au banc d'œuvre de leur paroisse eurent une jeunesse orageuse, surent lutiner les filles comme le Racine d'Uzès et du « Lapin blanc », boire sec comme Boileau, Chapelle et tant d'autres, scandaliser les honnêtes gens comme Pascal à l'époque de sa « vie mondaine ».

De Saint-Amant, on connaît d'ordinaire qu'il a, pour la première fois dans la poésie française, fait bruire les « ailes du silence », chanté la nature au début d'un siècle captif des parcs et des salons, célébré le Fromage ou le Melon avec toutes leurs odeurs, montré ridiculement des poissons trop curieux au passage de la mer Rouge, soigné sa légende de « Bon Gros » et bu sous toutes les enseignes en souhaitant

Que sa tasse devienne seau [1].

Grâce à R. Audibert et R. Bouvier, nous connaîtrons mieux ce poète mineur dont beaucoup d'œuvres sont reléguées dans l'enfer des bibliothèques, loin du regard curieux des petites filles qui mangent leur pain en tartines. On pourrait reprocher à nos deux auteurs de n'avoir fait ni une thèse doctorale ni une narration à l'usage du grand public, mais ils content et dissertent avec une grâce charmante, ils citent abondamment les vers trop ignorés de celui que Rabelais eût

1. P. 7.

classé parmi les « vérolés très précieux » à qui il dédia son œuvre. Sans doute, Saint-Amant n'apporte-t-il à l'homme d'aujourd'hui aucun message capital, il faut cependant lui rendre grâce pour avoir réhabilité notre « guenille » en un temps où sévissaient les Cathos, pour nous avoir en quelque sorte rappelé, avant Pascal, et sur un autre ton, que qui veut faire l'ange fait la bête.

*
* *

Passer de Saint-Amant à l'auteur du *Grand Meaulnes* paraît une gymnastique assez difficile. Pourtant, il suffit d'ouvrir l'*Itinéraire spirituel d'Alain-Fournier* par Aimé Becker pour y être conduit avec aisance. Il y a dans notre littérature des auteurs qui, sans occuper beaucoup de place sur les rayons de nos bibliothèques, s'y sont réservé une place choisie; nous les considérons comme de grands amis auxquels nous pensons souvent et qui demeurent de nos familiers en dépit des changements que notre histoire personnelle ou la grande histoire humaine provoque dans notre vie. Plus encore que son camarade Rivière, trop enfermé dans l'abstrait, Alain-Fournier appartient à ce petit nombre d'élus, car il sut donner toute sa mesure dans un chef-d'œuvre.

Comme beaucoup de jeunes gens sensibles, il fut sollicité de très bonne heure par un vif désir d'évasion. Ecolier de quatrième au lycée Voltaire, il méditait de devenir officier de marine pour fuir vers l'aventure à la suite de Loti, de Gauguin. Et que d'autres projets issus de ce désir il conçut l'un après l'autre : l'Ecole coloniale, les douanes chinoises !... Mais il manquait de cette énergie qui lance les esprits romanesques vers les Iles d'or. « Je suis las de vouloir la vie », écrivait-il le 15 août 1906, à l'âge de vingt ans. Faut-il voir dans ce découragement précoce un effet de ses insuccès au concours d'entrée à l'Ecole normale, une impuissance congénitale devant les rudesses de l'action, ou une conséquence de la pauvreté dont il se plaignait ? Seuls, les riches peuvent suivre la leçon des *Nourritures terrestres* et cueillir avec ferveur toutes les voluptés. Nathanaël, plus encore qu'Emile, appartient à la classe patricienne; l'enseignement de Gide n'est pas fait pour les pauvres. Au jeune étudiant trop délicat pour étreindre les plaisirs communs, deux voies seulement étaient ouvertes, dont l'une conduit au cloître et l'autre à l'action sociale.

> Désirs d'ascétisme et de mortifications : vieux désirs sourds, écrivait-il le 26 janvier 1907[1]. Désirs de pureté. Besoin de pureté. Jalousie poignante et saignante. Vous vous seriez endormis et satisfaits dans le catholicisme.
> Vide éternel de notre cœur, le catholicisme vous eût comblé...

Mais ce tendre, presque aboulique à force de scrupule, ne pouvait se résoudre à un choix :

> Je suis toujours comme le damné torturé qui répond : « Je ne veux pas[2] ».

Aussi se replia-t-il sur lui-même, pour revivre son enfance, l'enchanter dans la rêverie littéraire et créer son *Grand Meaulnes* qui a charmé tant de jeunes gens et faillit faire naître un poncif. Aimé Becker passe vite sur la courte carrière littéraire d'Alain-Fournier, il s'intéresse surtout au drame spirituel et, si son essai, fondé sur une lente méditation de la correspondance, n'apporte rien de nouveau aux thuriféraires de la chapelle meaulnienne, non seulement il peut servir d'introduction à la lecture de l'œuvre du jeune écrivain trop tôt disparu, mais il prend valeur de témoignage sur le drame qui déchira, au début de ce siècle, bien des âmes faites pour la piété, l'ascèse, le mysticisme, sans pouvoir entrer dans une Eglise vieillie, détachée de ses origines, desséchée par le formalisme.

*
* *

---

1. *Cité*, p. 89-90.
2. *Cité*, p. 119.

Alors qu'Alain-Fournier fut surtout hanté par les problèmes métaphysiques, ce fut dans les problèmes de l'art littéraire que se réfugia André Chamson durant les années d'occupation, lorsque sa vie de résistant lui laissa quelques loisirs. Les *Fragments d'un Liber veritatis* (1941-1942) sont le livre de bonne foi d'un écrivain condamné au repos et qui met à profit « le silence et la solitude » auxquels il est condamné pour considérer ce qu'il a fait et méditer ce qu'il lui sera donné de faire quand reviendra la liberté.

« L'écrivain se tait. L'homme écrit quand même », note pertinemment l'auteur des *Hommes de la route*. Au fond de sa retraite, il pense à l'œuvre déjà réalisée qui flotte « dans l'étrange brouillard d'une vie antérieure », et il analyse la vocation de poète qui le conduisit à devenir romancier. Il a beau parler de son enfance et de sa jeunesse, ce ne sont pas des pages autobiographiques qu'il nous livre, mais des vues profondes sur les thèmes essentiels de son art, son « cahier d'atelier, le livre de raison de (sa) vocation d'écrivain ». Que de pénétration dans la distinction entre le récit et le roman, dans l'analyse de la notion de style, dans l'opposition entre l'effort vers la perfection qui conduit à devenir un Flaubert, et l'intensité du courant créateur qui fait les Balzac, dans l'étude des rapports entre l'artiste et le milieu !... « La littérature est l'expression de la société », affirmait Germaine de Staël; « le poète est le mage », disait Hugo; Chamson, lui, prend une position plus nuancée, plus scientifique, qui laisse aux facteurs matériels leur valeur primordiale, mais réserve à l'esprit son rôle :

> Nos activités créatrices ne sont sans doute que des épiphénomènes, étroitement déterminés par nos rapports avec l'univers de la matière. Mais elles deviennent à leur tour des phénomènes déterminants et le monde où nous recommencerons à vivre ne sera pas seulement ce qu'il doit être, mais, aussi, ce que nous serons capables de le faire (p. 110).

Il s'ensuit que l'écrivain ne doit pas s'enfermer dans une tour d'ivoire pour échapper à l'influence du monde et lui refuser son concours. La séparation entre les facultés créatrices et les tendances sociales ne peut faire de l'artiste qu'un monstre, de son art qu'une curiosité :

> Un artiste ne peut atteindre à sa plénitude que s'il reste présent au milieu des malheurs humains de son temps, même dans la consécration de toutes ses forces à son art. Car la véritable grandeur d'une œuvre est d'être annonciatrice de la vie et d'entraîner l'homme vers ce qui sera l'exemple et l'enseignement (p. 80).

*
* *

Cet exemple, cet enseignement, beaucoup d'esprits curieux vont les chercher dans la Russie d'aujourd'hui d'où nous viennent tant d'œuvres dynamiques dont il faudrait bien qu'un critique compétent nous fît une étude d'ensemble. En dépit de la propagande ridicule qui pendant si longtemps a présenté le bolchévisme comme le pire des maux, l'U.R.S.S. comme le pays de l'épouvante, le Soviétique comme le plus grossier des hommes, la curiosité pour le grand peuple de l'Est a gagné tous les pays et tous les milieux. Aussi lira-t-on avec intérêt *Douze mois qui changèrent la face du monde* par Harry E. Lesueur et le *Siège de Léningrad* par Vera Inber.

Radio-reporter américain, Harry E. Lesueur fut envoyé en Russie en 1941 pour assister à l'effondrement de l'Armée rouge et voir les derniers jours du régime soviétique. Débarqué à Arkhangelsk, il nous dit son étonnement naïf devant des porteurs qui refusent avec dignité son pourboire, il nous conte ses voyages à Moscou, à Kouibychev, au front vers lequel on le conduisait trop peu souvent à son gré. Pour tous ceux qui ne sont jamais allés en Russie depuis 1918, les notes qu'il jette sur le papier au jour le jour seront un témoignage précieux, car il se montre curieux de tout, il ne se contente pas des interprètes qu'on lui donne mais se fait des amis tant féminins que masculins et, comme tout lui est neuf,

il communique au lecteur ses surprises, ses méfiances, ses admirations. Je ne connais pas de meilleure introduction à la connaissance de la Russie d'aujourd'hui que ce récit objectif plein de bonne humeur, et d'humour, comme il se doit. Harry E. Lesueur n'hésite pas à faire amende honorable lorsqu'il s'aperçoit de la solidité d'un régime qu'il croyait prêt à disparaître, de la rapidité du progrès chez les moins évolués des citoyens du grand Etat socialiste :

> Je repensai au jugement inconsidéré que j'avais porté à Arkhangelsk neuf mois auparavant. Je compris qu'avec une éducation convenable, les paysannes de la mer Blanche arriveraient à égaler n'importe qui. (P. 244.)

Outre l'intérêt que l'on prend aux descriptions de la vie soviétique, on revit avec curiosité les événements mondiaux en confrontant les impressions qu'on en reçut avec celles que l'on éprouvait à Moscou : vus de là-bas, le bombardement de Pearl Harbour, le débarquement trompeur de Dieppe, la visite de Churchill au Kremlin prennent un relief nouveau. Et ceux qui persistent à présenter l'U.R.S.S. comme un pays n'aspirant qu'à la guerre feront bien de lire ce jugement d'un Américain sans parti pris :

> Je ne crois pas me tromper en disant que la Russie soviétique éprouve un besoin absolu de paix durable pour reconstituer son agriculture et ses industries dévastées, peut-être avec le concours de la main-d'œuvre allemande, très probablement avec l'aide des usines du Reich, qu'elle aura transportées sur son territoire, à titre d'indemnité de guerre. (P. 136.)

Ceux qui font profession de haïr la démocratie moderne, ceux qu'attaque André Wurmser dans son spirituel *Dictionnaire pour l'intelligence des choses de ce temps,* qui prennent Staline pour un « autocrate destructeur, têtu et impitoyable, idole de la secte des staliniens, successeur de Pierre le Grand », le bolchévik pour un « avaleur de sabres et de nourrissons, collectionneur de monstres, généralement polygame et barbu », feront bien aussi de lire le journal de Vera Inber et, s'ils ne sont pas complètement insensibles à la probité littéraire, il leur faudra rendre hommage à cet écrivain sans prétention, femme du directeur de l'école de médecine de Léningrad, qui rapporte, en toute simplicité, sans aucun souci de propagande et avec une discrétion de bon aloi, les événements dramatiques dont elle fut l'héroïne ou le témoin. On ne reprochera pas à Vera Inber d'avoir toujours vécu dans le vase clos de la Russie soviétique : elle visita Paris en 1913. Enfermée avec son mari dans la ville assiégée — ils s'étaient promis de ne pas se quitter durant la guerre —, elle nous fait assister à la naissance de la symphonie de Chostakovitch, nous entraîne aux concerts souvent interrompus par les bombes et les obus, évoque l'atroce famine auprès de laquelle nos privations du temps de l'occupation apparaissent dérisoires. A la date du 30 décembre 1941, elle note :

> On offrait, paraît-il, je ne sais plus où, 27 cachets de vitamines C.E. contre un chien vivant bon à manger. Mariette fait observer avec beaucoup de bon sens, que si le chien est assez gras, l'opération est nettement avantageuse. (P. 50.)

La bonne humeur ne manque pas dans ce livre dont tant de pages furent écrites par une main débile, grelottant de froid et de faim. Sans grands mots, Vera Inber parle de l'héroïsme quasi bon enfant de la population, de la vilenie de certains affamés, de la grandeur de beaucoup d'autres. Toute la tragédie de Léningrad est là, jusqu'à la renaissance de la ville qui s'effectue sans heurts, car l'industrie soviétique ne dépend pas de la bonne volonté du capital privé et ne calque pas son activité sur les fluctuations du profit. Nous avons en ce livre un document de premier ordre et une œuvre profondément humaine.

*
* *

Est-ce parce que nous venons de vivre une aventure prodigieuse dont nous attendons encore la conclusion ? Les romanciers semblent dépassés par la vie.

Il est vrai que beaucoup de romans, aujourd'hui publiés, furent conçus à une époque antérieure et ne répondent pas à ce que nous souhaiterions. Mais les romans d'anticipation eux-mêmes sont ridiculisés par ce que la plus pauvre imagination peut élaborer : l'évolution du monde est trop rapide pour que les temps soient favorables aux Jules Verne et aux Wells. *Uranium,* où Pierre Devaux conte avec une verve diabolique les intrigues nouées autour d'un bloc d'uranium qu'un bandit s'est approprié pour devenir le dictateur du monde, se lit avec aisance, mais la bombe atomique est devenue réalité depuis que l'ouvrage fut écrit, si bien que les élucubrations du romancier nous gênent. Pierre Devaux est d'ailleurs un plaisantin dangereux : pour les besoins de sa cause, il reprend une vieille antienne et cherche à dégoûter l'homme de son génie où nous voyons sa grandeur.

C'est ainsi, dit-il en conclusion de son récit, que cette merveilleuse découverte de l'uranium, apportée aux laboratoires par un hasard cosmique qui ne se reproduirait peut-être pas durant des millions de siècles, fut entièrement perdue pour l'humanité. Des deux immenses possibilités de la désintégration : la puissance sans limites et l'entretien de la vie, les savants n'avaient su tirer que les plus grands malheurs, les ruines, la mort, ou des vivisections horribles. (P. 248.)

Avec *Moreldieu,* Franz Hellens a voulu faire un roman d'analyse psychologique et créer un type qui s'ajoute à la longue liste de ceux que nos réalistes ont conçus. En ce Morel qui se veut dieu et qui ne l'est jamais autant qu'à la fin de la journée, lorsque les vins et l'alcool l'ont dégagé de toutes contingences, il y a du Rastignac et du Verlaine, du mendiant ingrat et du grand d'Espagne. Mais on eût aimé une étude plus attentive du curieux personnage; la scène finale où se mêlent Dieu et le diable dans une saoulerie générale apparaît comme une ébauche écœurante, d'un mélodramatique stupide. Franz Hellens tenait peut-être, avec Moreldieu, un caractère original, mais il n'a pas su l'exploiter et comme, par ailleurs, il n'apporte rien de neuf à la technique romanesque, je tiens cette œuvre pour un essai manqué.

Comme il y a plus d'humanité dans le petit roman de Claude Morgan que dans le gros volume du truculent écrivain belge ! La *Marque de l'homme* débute comme un récit de captivité, mais un récit dépouillé de tous les détails qui, pour tant d'auteurs revenus de là-bas — et je n'exclus ni Henri Calet dont le *Bouquet* n'a jamais retenu un assez grand nombre de suffrages pour lui valoir le prix qu'il méritait, ni Ambrière dont les *Grandes Vacances* ont obtenu l'honneur un peu excessif du Goncourt —, furent l'essentiel de leurs propos. Ce qui nous intéresse, dans le camp où nous conduit Claude Morgan, ce ne sont ni les barbelés, ni la forme des couchettes, ni les menus, mais la tragédie qui commence sur un double plan. Dans le même block deux hommes se rencontrent, deux amis qui correspondent avec la même femme, Claire, camarade de Jacques, femme de Bermont. Indifférent à toute politique, celui-ci n'aspire qu'à revenir dans son foyer; il passe des journées pénibles, étendu sur sa couverture, à maudire le présent et à chercher les moyens de s'en évader. Jacques, au contraire, sent tout le prix du don que l'individu doit faire à la communauté sans laquelle il ne serait rien. Si bien que les lettres adressées par Claire à l'un et à l'autre de ses correspondants sont fort différentes de ton — elle console son mari avec une tendresse maternelle mais elle écoute Jacques — et que la jalousie s'introduit peu à peu dans le cœur ulcéré de Bermont. Où le conduira ce sentiment qui l'obsède ? Bermont finira-t-il, une fois libéré pour raisons de santé, par suivre l'exemple de Jacques qui est mort au camp après lui avoir enseigné, d'après Gœthe, qu' « agir selon sa pensée est ce qu'il y a au monde de plus difficile » ? Tel est le sujet du livre qui jamais ne laisse l'esprit en repos. On a hâte de voir Bermont se purger de sa jalousie et s'engager dans les troupes sans uniforme de la Résistance pour répondre au vœu inexprimé de Jacques. Mais pourquoi Claude Morgan n'a-t-il pas analysé avec plus de précision les sentiments qui conduisent son héros à devenir communiste ? Il y avait là un beau chapitre à écrire, le chapitre crucial, car enfin Bermont n'avait pas seulement à se délivrer

d'une jalousie sans fondement, il lui fallait sortir de l'égoïsme passionnel pour devenir membre du corps social, participer à la grande aventure collective; et pourquoi choisit-il le parti des fusillés plutôt que de s'inscrire à l'O. C. M. ? Puisque la marque de l'homme réside dans la conformité de l'acte et de la pensée, on eût aimé connaître dans le détail les raisons qui incitent Bermont à concevoir le marxisme comme la seule philosophie possible. Ainsi se fût ajouté une fiche au dossier réuni par Roger Garaudy dans son *Antée*.

* * *

N'y aurait-il qu'une morale universelle à l'épreuve du temps ? Armin L. Robinson semble le croire qui, en 1944, incita dix écrivains français et étrangers à montrer comment Hitler avait tenté de ridiculiser les dix commandements de Moïse. « Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », disait pourtant Pascal. Comme tous les ouvrages collectifs, les *Dix commandements* offrent un ensemble très inégal. Thomas Mann s'y montre érudit et ennuyeux; Bruno Frank y parle des haras humains organisés par les nazis sans donner à son lecteur l'illusion du vrai; la nouvelle de Louis Bromfield est traduite sans soin, et c'est dommage, car elle constitue une chronique de l'avant-guerre écrite selon une optique très personnelle. Enfin, les deux seuls auteurs français qui aient été admis à l'honneur de collaborer à cette œuvre internationale, André Maurois et Jules Romains (dont les récits nous sont donnés dans le texte original et qui, de ce fait, devraient surclasser tous les autres) gênent par l'outrance de leur propagande ou par l'esprit dans lequel ils ont été écrits. Il fallait que Jules Romains fût bien loin de la Normandie durant la guerre pour imaginer qu'un professeur à la Faculté des lettres de Caen ne pouvait déjeuner sans songer à user de sa force pour prendre la part de sa femme et de ses enfants. Quant à Maurois, dont la nouvelle est, il faut le dire, émouvante, comme il se montre indulgent pour la trahison et prêt à tout pardonner avant que l'offensive du pardon ait été déclenchée dans le monde ! Il n'y a guère que les récits de Sigrid Undset et de Franz Werfel qui donnent l'impression de l'authentique et ne laissent pas un arrière-goût de fabriqué.

Franz Werfel ne manquera pas, d'ailleurs, d'attirer l'attention du public français sur son *Chant de Bernadette*, excellemment traduit par Yvan Goll. La biographie d'une sainte française écrite par un Juif allemand : il y a là quelque chose de piquant, et qui risquerait de choquer certains esprits. Mais les circonstances dans lesquelles Franz Werfel conçut son projet lui concilieront la grâce des gens de foi. Réfugié en France, il fut poussé par la débâcle de 1940 jusqu'à Lourdes où il connut l'histoire de Bernadette Soubirous et il fit le vœu, s'il parvenait en Amérique, de consacrer un livre à la petite miraculée. Ce vœu, il l'a tenu, et son chant épique, qui a pris la forme du roman, est une manière de chef-d'œuvre. Quelle que soit la doctrine que l'on professe, rationalistes et croyants liront sans gêne l'étrange récit où le romancier a enchâssé avec un art subtil tous les éléments qui permettent à chacun de renforcer sa conviction. L'aventure de cette enfant malingre, presque anormale, dont les hallucinations furent d'abord l'objet de la risée et provoquèrent peu à peu, en dépit de la résistance du gouvernement de Napoléon III, puis du clergé, une véritable psychose collective, constitue, sous la plume de Franz Werfel, un drame étrangement prenant qui dépasse le cadre de l'hagiographie et de l'histoire pour atteindre, dans le cœur et l'esprit, les sources profondes de la vie.

POLÉMIQUES

I

GEORGES POLITZER ET LA CALOMNIE

La réaction s'est trouvée après la Libération devant un problème bien angoissant : étant donné que des milliers, des dizaines de milliers de communistes étaient morts *pour* la libération de la France, sous quel angle pouvait-on les calomnier sans attirer sur soi une réprobation écœurée ? Pleine de ressources, la réaction a vite trouvé — et le pivot de son système de calomnies a été la distinction entre le bon résistant (celui du B.C.R.A.) et le mauvais maquisard, le bandit, le « terroriste » (celui des F.T.P.F. et du P.C.F.). Sur le plan idéologique, la même question se posait pour la réaction : étant donné que des dizaines de milliers de communistes étaient morts sans renier leur idéal de communiste et même en le criant à la face des pelotons d'exécution, sous quel angle pouvait-on calomnier et ridiculiser cet idéal? La question était là plus délicate — d'autant que des personnalités telles que Solomon, Decour, Politzer et autres, étaient en jeu; notamment, jusqu'ici personne n'avait encore osé toucher à la mémoire de Politzer, n'avait osé écarteler sa vie et sa pensée pour y insinuer la calomnie. Il faut avouer que la tâche n'était pas facile. Mais nous étions bien naïfs de croire qu'*ils* n'y arriveraient pas.

Ils y sont arrivés le 26 octobre 1946; dans un hebdomadaire qui s'appelle *Octobre* : on saisit la fine allusion du titre; on comprendra encore mieux lorsqu'on saura que les piliers de ce journal supra-révolutionnaire et « ultra-marxiste » sont... Henri Frenay et Claude Bourdet. Les calomniateurs ont bien trouvé leur endroit et leur homme : un journal qui, sous couleur de révolutionnarisme, dissimule une propagande et des personnalités néo-fascistes, un chroniqueur qui, « marxiste » en diable, passe son temps à critiquer, calomnier, insulter, ridiculiser l'idéologie communiste.

Le chroniqueur en question, qui s'appelle Ronald, a eu une idée de génie : si ce sont bien les Allemands qui ont tué Politzer (M. Ronald n'a jamais entendu parler de Pucheu ni d'une certaine police vichyssoise, aussi n'en parle-t-il pas), c'est le Parti communiste qui a tué *la pensée* de Politzer. L'article s'intitule : *« G. Politzer ou le Festin d'Ugolin »*; Ugolin en l'occurrence, c'est le Parti communiste, ce terrible Parti qui dévore la pensée intime de ses militants. Et la manœuvre est simple : porter aux nues *un certain* Politzer, pour pouvoir mieux dénigrer le Politzer communiste. Autrement dit : Politzer est devenu un imbécile le jour où il est devenu un marxiste conséquent.

Evidemment, M. Ronald ne peut pas contester que Politzer soit mort (et il est un de ceux à qui M. Ronald doit de pouvoir écrire aujourd'hui), mais il affirme : « Nous voulons qu'en dépit de Morris[1], justice soit rendue à Politzer ».

Ainsi, un homme est mort, refusant jusqu'à la mort — et sous quelles tortures ! — de se renier. Cela ne fait pas l'affaire d'*Octobre* : on va rendre à Politzer le service de le renier malgré lui. Ce tripotage, quand on l'opère sur le passé, s'appelle une falsification de l'histoire; quand on l'opère sur un passé qui est trop brûlant pour ne pas être terriblement actuel, il s'appelle une infamie. Et il faut la démonter.

* * *

Il y a, aux yeux de M. Ronald, un scandale épouvantable, dont nous, collaborateurs de la *Pensée*, sommes notamment responsables. (Car les « figurants stériles » du marxisme [qu'est-ce qu'un figurant fécond ?], les « épigones officiels », les « positivistes petits-bourgeois », c'est nous, à n'en pas douter). Le scandale, le voici : le Politzer que nous

---

1. Morris est le pseudonyme sous lequel Politzer a écrit son article *La fin de la psychanalyse*, dans le numéro 3 de la *Pensée* en 1939.

aimons, que nous admirons et dont nous voulons suivre l'exemple en tous les domaines, n'est pas le vrai Politzer, il n'est qu'une marionnette que des directives du Kremlin ont condamnée à se renier et à s'abêtir. Le vrai Politzer, c'est celui de 1929, l'auteur de la *Critique des fondements de la psychologie*, c'est Arouet, c'est l'ami de la psychanalyse. Ce Politzer, nous l'avons tué et nous cachons son cadavre, la mine honteuse. Avouons que si telle était la vérité, nous mériterions toutes les insultes que M. Ronald nous octroie — et bien pis encore. Seulement ce n'est pas la vérité.

Il n'y a pas « à rendre justice à Politzer en dépit de Morris », puisque Morris était Politzer. Ce n'est que par une pirouette sur un pseudonyme que l'on peut affirmer l'existence d'un double Politzer. La vérité est plus simple, moins tortueuse; c'est tout bonnement que la pensée de Politzer a évolué. Et non pas du tout, comme le prétend notre critique, sous la pression d'injonctions partisanes, mais sous le simple effet de son propre développement interne.

Oui, Politzer a pensé un temps trouver dans la psychanalyse un exemple de tentative de psychologie concrète, une des techniques que pourrait utiliser cette dernière. Mais, déjà à ce moment, Politzer rejetait — et avec quelle force — tout l'appareil métaphysique de ladite psychanalyse; et lorsque M. Ronald croit que c'est seulement un « beau jour » en 1939 que Politzer proclame la « fin de la psychanalyse » et « du bavardage sur sa synthèse avec le marxisme » (dans un article d'ailleurs beaucoup plus nuancé que M. Ronald voudrait le faire croire), il se trompe : l'article de 1939 est la reprise d'un article paru en 1933 dans *Commune* à propos d'un livre de J. Audard (qui ressemble en plus d'un point à M. Ronald) et la réfutation du freudo-marxisme est déjà traitée là par Politzer avec une précision définitive.

Oui, Politzer en 1926 se débattait encore avec une certaine forme de pensée idéaliste. Mais si M. Ronald avait bien lu le texte auquel il fait allusion en si grand mystère, comme s'il venait de découvrir un secret (l'*Esprit*, 1926), il se serait aperçu que loin de « s'en prendre à Marx », Politzer voit très bien toute la philosophie s'engager « sur une voie analogue à celle qu'avait prise Marx », que ses doutes sur Marx viennent surtout d'une insuffisante connaissance du marxisme, que le scientisme enfin qu'il attaque, il n'a cessé de l'attaquer par la suite — comme nous tous, n'en déplaise à M. Ronald.

Oui, Politzer a évolué. Mais je voudrais savoir ce qui autorise M. Ronald à affirmer que ce n'est pas le marxisme que Politzer a rencontré au bout du chemin, mais un scientisme naïf, que « Politzer a échangé son génie contre la carte du Parti », que s'il n'avait pas *trahi* sa propre pensée[1], il aurait « rencontré Husserl » ! Trahison, voilà comment on nomme l'effort d'une pensée pour se dégager de sa gangue idéaliste, l'effort d'une vie consacrée à la lutte politique et nationale. Chose curieuse, l'engeance des intellectuels désintéressés avait déjà crié à la trahison lors de la rupture de quelques-uns des meilleurs poètes et écrivains avec le surréalisme où ils avaient fait leurs premières conquêtes; la chose est moins curieuse en vérité si l'on se rappelle que ces « traîtres » étaient venus précisément au marxisme. Autrement dit, ce n'est pas tant l'abandon du surréalisme ou de l'idéalisme que l'on regrette — on convient aisément qu'ils devaient être abandonnés —, mais c'est le passage au marxisme qui fait pousser des cris d'orfraie. De surréaliste, devenez trotskiste : vous avez évolué dans le bon sens. De surréaliste, d'idéaliste révolté, devenez marxiste : vous trahissez, vous ne jouez plus le jeu, mieux, vous vous trahissez. Et vous « sortez de l'histoire par la petite porte », selon M. Ronald. La porte en question est, bien entendu, celle du Parti communiste. On ne peut évidemment demander à M. Ronald de concevoir ce que le Parti communiste a apporté d'enrichissement humain à tous les intellectuels qui y ont adhéré; on aurait pu toutefois penser que le mythe de la discipline inexorable du Parti qui fait obéir ses militants intellectuels au doigt et à l'œil, les fait se renier et s'abêtir sur un simple mot d'ordre, avait vécu. Il semble qu'il n'en soit rien : M. Ronald est convaincu ou veut convaincre que Politzer a abandonné ses premiers essais sur ordre.

J'imagine qu'il ne servirait à rien de lui affirmer qu'un certain nombre de philosophes, au sein du Parti, estiment que l'idée d'une psychologie concrète gagnerait à être reprise, une fois décantée de son idéalisme formel, précisée de façon plus dialectique (par conséquent plus matérialiste), que ces philosophes discutent tranquillement de ces questions avec d'autres philosophes qui ne sont pas d'accord, et qu'aucun « ordre d'en haut » (j'essaie de prendre la terminologie de notre homme) n'est encore venu leur imposer d'abandonner ces discussions...

---

1. Je connais peu de choses aussi ignobles que de dire de notre camarade *qui ne peut plus répondre* : « On ne trahit pas Politzer, car Politzer n'a laissé ce soin à personne d'autre que lui-même... »

Il semble que Politzer, quant à lui, ait effectivement abouti à la négation de toute psychologie; mais croit-on que telle a été sa conclusion parce que telle est l'opinion du Parti ? Qu'est-ce que cette entité métaphysique qui tombe du ciel ? Le Parti n'est-il pas identique à ses militants et à Politzer entre autres ? La pensée de Politzer et son évolution appartiennent à Politzer et non à M. Ronald.

Mais il était tentant de s'annexer un mort de la taille de Politzer, astucieux de l'opposer au Parti pour lequel il est mort. Aussi conclut-on : « Il est mort héroïquement au service de son Parti sous les balles des hitlériens, persécuteurs de Freud et brûleurs (*sic*) de Kafka ». Vous saisissez l'insinuation : les marxistes ne tombent pas dans les bras de la psychanalyse; ils ne sont donc pas loin de devenir, à leur tour, des « persécuteurs de Freud ». Les marxistes ne pensent pas que la littérature se doive à elle-même d'être *noire* : de là à brûler Kafka... Nous sommes donc des hitlériens et pour un peu ce serait nous qui aurions fusillé Politzer.

Mais nous savons bien ce qui chatouille le rédacteur d'*Octobre* : c'est tout simplement que Politzer soit entré, avec son génie, dans la lutte politique. « Cet homme, en 1929, est incapable de s'intéresser à Freud, car il est dans la rue, luttant contre les Croix de feu. » Quel dommage, n'est-ce pas ? Comme il eût été plus rassurant, plus utile à la réaction, que Politzer restât dans son fauteuil à écrire des essais de philosophie révolutionnaire (revolutionnaire dans le bon sens, bien entendu, dans le sens pantouflard et prophétisant). Au lieu de cela, le voilà qui se mêle d'action. M. Ronald le juge impardonnable : ce n'est pas lui qui s'abaisserait à en faire autant.

* * *

Mais pourquoi, dira-t-on, cette attaque soudaine ? A quelle occasion ?

A l'occasion de la publication des *Principes élémentaires de philosophie* de G. Politzer[1] qui est proprement un « scandale ».

> Dans ces *Principes élémentaires*, écrit M. Ronald, il donne à son auditoire ouvrier — qui, comme chacun le sait, ne s'accommode, paraît-il, en matière d'idées, que des brouets les plus limpides — le spectacle incompréhensible et désolant du reniement systématique de sa propre pensée.

Je laisse de côté la phrase sur l'auditoire ouvrier. Il est difficile, sans doute, de faire comprendre à M. Ronald que, par leur simplicité même, les cours de Politzer sont préférables à certains cours de marxisme professés à la Mutualité il y a deux ans, par les tenants de la IVe Internationale. L'ultra-révolutionnaire Ronald estime que Politzer prenait ses élèves-ouvriers pour des crétins. A ces élèves de répondre.

Quant au « reniement systématique de sa pensée » par Politzer lui-même, nous savons ce qu'il faut en penser : il n'est si désolant pour M. Ronald que parce qu'il a abouti au marxisme. Mais, surtout, il n'y a pas reniement. En vérité, les *Principes élémentaires* donnent l'image, sous une forme volontairement simplifiée pour des raisons pédagogiques, de la pensée finale de Politzer qui se trouve rejoindre exactement le marxisme.

Et puisqu'on nous le suggère, parlons un peu de ce livre important.

Il est la reproduction des cours faits à l'Université ouvrière — devenue aujourd'hui l'Université nouvelle — en 1935-36[2] ; le travail de l'éditeur a simplement consisté à transposer sous une forme écrite ce qui était, à l'origine, des notes d'un cours parlé. Indépendamment du respect naturel qui imposait de ne pas modifier en profondeur le ton même de Politzer, on a pensé qu'il était indispensable de laisser au cours sa forme exacte, en raison de ses mérites pédagogiques exceptionnels. En effet, le cours et le livre qui en est tiré sont destinés à un auditoire et à un public qui entreprend son initiation philosophique, qui « commence ses classes », en quelque sorte : il eût été stupide — et tout le mérite de Politzer consiste à l'avoir compris et à en avoir tiré les conclusions nécessaires — de présenter la philosophie sous sa forme ésotérique, spécialisée, professionnelle, avec son langage conventionnel particulier, ses clins d'yeux, sa prétention même. Il fallait au contraire dépouiller cette discipline, fondamentale aux yeux des marxistes, indispensable aux militants dans la mesure où elle guide et éclaire leur action, de ses artifices traditionnels, de son vocabulaire ésotérique, lui rendre sa simplicité d'expression que l'idéalisme, par son contenu même, lui avait ravie au profit d'une obscurité purement formelle et antidémocratique (car l'idéalisme répond à une certaine forme de l'enseignement, celle qu'impose la bourgeoisie à son déclin, quand elle devient réactionnaire). La preuve que le but de Politzer est atteint — qui consistait à

1. Aux Editions sociales.
2. Ces cours sont reproduits d'après les notes prises par un auditeur ouvrier, Maurice Le Goas.

permettre à tous l'accès de la philosophie — réside dans ce fait : la première édition du livre est épuisée. Et nous ne comptons plus les amis ouvriers ou artisans qui nous ont déclaré : « c'est passionnant comme un roman ».

Mais le livre n'est pas seulement « passionnant » ; il est aussi utile. Cela tient, en ce qui concerne sa présentation, à la méthode de travail qu'il indique : en effet on y retrouve, après chaque groupe de chapitres, les questions de contrôle que Politzer posait au début de chaque leçon sur la leçon précédente — ce qui permet au lecteur de s'assurer de ses connaissances fraîchement acquises — et aussi les lectures complémentaires, faciles à consulter, et qui étayent l'exposé de l'auteur. Si on veut l'utiliser de cette façon, le livre constitue un instrument de travail remarquable.

Il serait d'ailleurs injuste de croire que ces *Principes élémentaires* ne contiennent qu'un résumé de la philosophie marxiste : ils contiennent bien plus, un résumé de toute la philosophie. D'un point de vue marxiste, certes, mais non pas unilatéral. Au contraire, le plan de Politzer consiste à partir du matérialisme antique, insuffisant en tant que tel, à fouiller les raisons de cette insuffisance et son aboutissement en idéalisme, à retrouver, enfin, grâce à la découverte de la dialectique et à son application systématique, le matérialisme moderne, celui de Marx et d'Engels, de Lénine et de Staline, avec sa méthode originale, le matérialisme historique, qui permet non seulement de comprendre les idéologies, mais aussi d'établir des règles d'action, d'expliquer les situations sociales et politiques, de déterminer les impératifs pratiques qui doivent en être conclus.

Et, encore une fois, Politzer ne donne pas là un enseignement abstrait; il indique au contraire constamment les conséquences pratiques de chaque thèse, dénonce les attitudes d'esprit métaphysiques qui déforment la réalité, donne, pas à pas, des exemples concrets qui illustrent et précisent la pensée. En un mot, nous n'assistons pas là à un exercice gratuit d'enseignement pour le seul plaisir de l'enseignement, mais à une « éducation » qui débouche directement sur l'action.

Et comme il serait naïf de croire que la philosophie marxiste tombe du ciel, un index très complet et attrayant vient compléter l'exposé de la naissance et de l'évolution de la philosophie et apporter l'essentiel d'une culture philosophique élémentaire.

On comprend que la réaction ait vu dans ce livre un danger — le traditionnel danger d'éducation des masses — et qu'elle ait dépêché un de ses éclaireurs pour tenter de ruiner l'entreprise de Politzer et de l'Université nouvelle. Mais nous pouvons renvoyer tranquillement M. Ronald à son freudo-marxisme frelaté : grâce à Politzer, personne ne se laissera plus prendre à l'irrationalisme, annonciateur de fascisme, de ses thèses pseudo-révolutionnaires.

JEAN KANAPA.

II

UNE PROTESTATION DE MADAME LÉONE BOURDEL

Notre collaboratrice Luce Langevin a reçu une lettre de protestation de Mme Léone Bourdel contre son article : *Léone Bourdel, le P.R.L. et la Superstition du sang,* paru dans la *Pensée,* sous cette même rubrique (n° 8, juillet-août-septembre 1946, p. 130).

Voici les passages principaux de cette lettre :

Bien que *Paroles françaises,* à l'instar d'autres journaux français et étrangers de tous les horizons politiques ou techniques, ait publié des articles sur mes travaux, je n'appartiens pas au P.R.L., ni à aucun autre parti, ne m'occupant pas de politique, et il m'est douloureux de voir mon nom servir à des polémiques où ma pensée est souvent mal interprétée — et à mon insu.

....

Je combats le racisme hitlérien : « ...pas plus qu'il n'y a de sang supérieur et de sang inférieur, il n'y a de races faites pour dominer et asservir, et d'autres races destinées à rester vassales, » (*Sang, tempérament, travail et races,* p. 8)... Je combats le fascisme et l'Argent... Je combats la guerre... et moi qui ai voué ma vie au travail et à la libération des travailleurs, je propose pour l'organisation du travail, comme pour l'organisation des peuples, des solutions objectivement scientifiques et biologiques.

Je ne crois pas que le Parti communiste tienne un autre langage, et j'en étais même à ce point persuadée que, sans être communiste — puisqu'en dehors de tout parti — j'ai écrit dans la *Mission de la France* (parue en 1945 aux Editions Médicis)... « C'est la France qui attirera et rassemblera autour d'elle les puissances les plus intelligentes, ...et peut-être aussi le Parti communiste de tous les pays, le premier à devoir comprendre, précisément à cause du caractère humain universel de la solution française. » (P. 77).

Nous donnons acte volontiers à Madame Bourdel de ces déclarations; n'oubliant pas que son mari est mort en combattant pour la République espagnole, nous voulons croire

à la sincérité de ses intentions, lorsqu'elle affirme travailler à l'instauration d'un monde meilleur, et non à la consolidation d'un régime injuste.

Il nous faut bien cependant constater que :

1. L'article consacré à l'apologie de Léone Bourdel par l'hebdomadaire du P.R.L., *Paroles françaises*, n'était point signé par un journaliste inconnu d'elle, mais il était l'œuvre de son collaborateur direct, Jacques Génevay, co-signataire de la brochure : *Sang, tempéraments, travail et races;* il était donc difficile d'imaginer que cette réclame pour ses travaux pût être faite à son insu.

2. *Paroles françaises*, en présentant l'article et tout en faisant de prudentes réserves sur la valeur des travaux de Léone Bourdel, en approuvait chaleureusement la tendance (« Disons seulement que même si leur qualité scientifique n'était pas encore consacrée et reconnue, ils vaudraient, à nos yeux, par les horizons qu'ils ouvrent sur des problèmes qui, de tous temps, ont préoccupé les hommes »); cette caution peut légitimement nous paraître inquiétante.

3. Toute discussion étant close sur les buts et intentions de Madame Bourdel, nous sommes en droit de juger sans indulgence le sérieux et la valeur scientifique de sa prétendue psychobiologie.

Dans un compte rendu de deux brochures qu'elle a signées[1] (que nous ne pouvons reproduire intégralement, faute de place), J. Kanapa, agrégé de philosophie, s'exprime très vertement sur ce qu'il nomme sans barguigner « l'art de déconsidérer la psychotechnique ». Voici les extraits les plus modérés de son compte rendu :

Les statistiques présentées manquent de toute garantie scientifique : l'une des brochures présente une statistique de 291 sujets (dont certains sont, de plus, mal définis) et c'est sur ce nombre infime d'observations que reposent toutes les conclusions de l'auteur

Les définitions des aptitudes et des tempéraments relèvent de la plus haute fantaisie; elles ne s'appuient sur aucune méthode déterminée et semblent nées de l'imagination fiévreuse de Mme Bourdel. Quelle charmante poésie ne caractérise donc pas la division des tempéraments en rythmique, mélodique, harmonique ! Mme Bourdel ne distingue pas moins de onze formes d'intelligence : générale, verbale, logique, numérique, concrète, compréhensive, critique, créatrice, géométrique, analytique, synthétique... Le reste à l'avenant. Appliqué à l'étude des sujets, candidats employés ou ouvriers, cela donne des conclusions aussi étranges que celle-ci : « Il peut faire *pendant quelques années (sic)* un excellent chef du personnel » Encore Mme Bourdel ne révèle-t-elle pas dans ses brochures le détail des tests hautement fantaisistes qu'elle fait subir à ses victimes.

Enfin, les auteurs ont beau se défendre de faire du racisme et d'obéir à des préoccupations politiques, il n'en reste pas moins étrange de lire le passage où M. Génevay explique que la carte des sangs permet de tracer une ligne frontière (qui reproduit la frontière traditionnelle Orient-Occident), que d'un côté de cette ligne se trouvent des hommes pourvus de toutes les qualités, y compris l'amour de la démocratie (notons que l'Occident englobe ici l'Amérique), que de l'autre côté, les individus ont tous les défauts, « tradition guerrière », « volonté de conquête » (ah ! l'impérialisme russe !), « régime de castes », etc.

On commence à comprendre la coïncidence qui s'est établie (à l'insu sans doute de Mme Léone Bourdel, comme elle a bien voulu nous l'expliquer) entre cette « psychobiologie » et les intérêts des chefs d'industrie qui l'appellent à employer dans leurs usines ses méthodes de sélection, et l'on s'explique mieux les éloges de *Paroles françaises*, dont elle est, nous dit-elle, la première confuse.

R. M.

---

1. Léone Bourdel et Jacques Genevay : *Sang, tempéraments, travail et races*. Paris, librairie Maloine, 1946 Léone Bourdel : *la Connaissance des hommes par la psychobiologie*. Paris, éditions Médicis, 1946.

LA VIE DE L'ESPRIT A TRAVERS LE MONDE

I

L'ENSEIGNEMENT CIVIQUE EN TCHÉCOSLOVAQUIE

par Pierre GEORGE

L'enseignement a pour objet, dans un régime démocratique, de former des hommes libres, conscients de leurs droits et de leurs responsabilités, capables, chacun selon ses capacités, de servir la cause commune. Il lui appartient donc, en premier lieu, de cultiver au mieux les aptitudes de chaque individu, afin qu'il puisse occuper, pour sa satisfaction personnelle et sa promotion sociale d'une part, pour sa meilleure utilisation dans la collectivité d'autre part, le poste où son efficacité sera la plus grande. Mais ce n'est pas là tout son rôle. Non seulement il doit ouvrir toutes grandes pour chacun les portes de la culture, parce que l'homme se révèle un créateur d'autant plus fécond qu'il a au préalable réalisé pleinement sa personnalité et qu'il s'est ouvert aux réalités et au dynamisme de son temps, mais il a pour tâche encore de préparer le peuple souverain à l'exercice de ses devoirs civiques et de son autorité politique.

Dans le monde moderne, il est une évidence que personne n'oserait songer à discuter, à savoir que la réalité du pouvoir appartient à ceux qui contrôlent les forces de production. Sans la possession de l'énergie, du crédit, des industries d'équipement, il n'y a qu'apparence d'autorité et caricature de gouvernement. La crise permanente de la IIIe République et son épilogue dramatique en ont fait une démonstration telle qu'il est superflu d'insister. Il est pourtant des casuistes pour affirmer l'existence de démocraties dans le cadre du capitalisme, c'est-à-dire de la dictature économique et politique des trusts, et parler de liberté à propos de régimes où les masses subissent la loi d'un employeur omnipotent, où l'argent est roi, domine la presse, distille le poison de la fausse information et de la calomnie par le journal, la radio et le cinéma, utilise le chantage d'une armée motorisée à l'égard de travailleurs en lutte pour leurs conditions d'existence, celui de la bombe atomique à l'égard des peuples gonflés de l'espoir de leur émancipation et d'une paix féconde, et pratique le racisme le plus étroit et le plus brutal. Mais comme on ne saurait plus présenter cette démocratie comme celle qui correspond à la définition correcte du mot, on ne songe plus à en parler sans lui attribuer un qualificatif, qui, pour la circonstance, est géographique : une telle démocratie est une « démocratie occidentale ». Par malheur, cet adjectif a, aujourd'hui, un sens très précis en politique depuis que certains parlent tant de bloc « occidental ». Il désigne tout ce qui est antisoviétique, tout ce qui s'oppose au socialisme et à la démocratie réelle, si bien que parler de démocratie occidentale revient à énoncer un non-sens en évoquant une sorte de monstre rongé par sa propre contradiction.

Par ailleurs, qui ignore le soin jaloux avec lequel, dans les régimes capitalistes, qu'ils se parent abusivement du titre de démocratie ou non, on réserve l'initiation aux « sciences politiques » à ceux qui appartiennent à la classe des mandarins, ou, dans les meilleures conditions, à ceux qui auront à remplir des charges administratives ? Pour tous les autres, c'est-à-dire pour la masse, y compris la classe moyenne qui accède à la culture dite secondaire, une histoire de tradition historiographique et une géogra-

phie idéaliste, voire fataliste, engendrent à la fois l'ennui et un certain conformisme passif, sans toucher aucun des problèmes qui sont l'objet même de ces sciences. Cette conception de l'enseignement procède, explicitement chez certains, inconsciemment chez beaucoup d'autres, de la notion que les uns sont faits pour gouverner, les autres pour être gouvernés. L'hypocrisie du XIXe siècle a été de concilier ce système d'éducation avec le formalisme de la démocratie. On a bien saisi l'indispensable symétrie du suffrage universel et de l'enseignement primaire universel et obligatoire, mais seulement pour asseoir sur une apparence de souveraineté populaire un gouvernement d'affairisme autour duquel devaient fleurir les scandales, et l'enseignement civique n'a jamais débordé des généralités concernant les devoirs à l'égard de la patrie et la discipline de l'Etat. L' «élite» se réservait la compétence en matière économique, c'est-à-dire la réalité du pouvoir. Rien d'étonnant à cela : au contraire, un exemple de plus est fourni qui démontre la solidarité de tout système d'institutions. Le capitalisme a son enseignement, les « démocraties occidentales » fabriquent quelques milliers de gouvernants et des millions de gouvernés par génération. L'anomalie ou l'absurdité résiderait dans l'existence d'un enseignement de masse sincère et efficace des sciences politiques dans un régime qui n'est démocratique que de nom, par la confusion féconde pour la bourgeoisie entre la liberté brisant les chaînes de la féodalité en 1789 et la liberté économique, arme des trusts pour asservir le monde. L'enseignement est partie intégrante du régime politique, économique et social. On ne fait pas la réforme de l'enseignement sans la réforme de l'Etat, mais, en revanche, le triomphe de la démocratie assure automatiquement la création d'une école démocratique.

*
* *

Il nous a été donné l'occasion de respirer l'air de la libre démocratie tchécoslovaque, d'une démocratie qui, pour ne pas être occidentale, n'éprouve nul besoin de se qualifier par une quelconque orientation cardinale. Le régime politique n'est pas socialiste, mais il est admis à peu près unanimement que le socialisme représente un progrès par rapport au capitalisme décadent et que les mesures qui en préparent la réalisation ne sauraient nuire à aucun intérêt légitime. Par contre, si le capitalisme, qui s'est identifié ici, comme dans d'autres pays, avec la trahison nationale, est considéré comme un souvenir d'une époque révolue, il est une tradition à laquelle on est farouchement attaché au pays des présidents Masaryk et Bénès, celle de la souveraineté populaire, du libre exercice de la démocratie, de la discussion étendue de tous les problèmes intéressant la nation, condition fondamentale de l'acceptation sincère de la discipline nationale pour la réalisation des décisions de la majorité, préalablement éclairée. Aujourd'hui, les nations tchèque et slovaque tout entières sont tendues dans un effort constructif dont les représentants de tous les partis démocratiques ont jeté les bases dans un document solennel promulgué sur la première parcelle du sol national libéré par l'Armée rouge, à Kosice. La propriété des forces productives fondamentales est revenue à la nation par la nationalisation du crédit, de l'énergie, des industries d'équipement et la confiscation des biens des Allemands ou des Hongrois et des traîtres. Mais si 60 % du potentiel productif sont contrôlés par l'Etat, un secteur d'économie privé encore large comporte les petites entreprises et tout le système de distribution, à l'exception de ce qui revient à l'activité des coopératives. Les intérêts des deux secteurs sont étroitement liés. Il faut que l'Etat tchécoslovaque puisse importer les matières premières qui sont absolument indispensables au fonctionnement de son industrie, base de l'existence de la moitié de ses habitants, et, pour réaliser ces importations permanentes et les achats circonstanciels de matériel d'équipement destiné au rajeunissement des usines, il faut être capable de vendre aux prix internationaux, et cela le plus rapidement possible, pour échapper aux obligations engendrées par le recours au crédit. Le rétablissement du potentiel productif et de l'équilibre économique au sein du monde moderne, après les épreuves de la guerre et de l'occupation, fait l'objet du plan de deux ans, qui stimule les initiatives les plus variées et éveille des dévouements à la fois symboliques et efficaces, tels que cette constitution de multiples brigades de volontaires pour les travaux durs, tels que l'abandon des congés annuels ou d'un dimanche par mois, tels que l'enrôlement volontaire des étudiants pendant les vacances universitaires dans les mines ou pour les travaux des champs. De semblables réactions du sentiment national, après tant d'actes héroïques contre l'occupant, impliquent une maturité politique profonde de la part des masses les plus éclairées.

Mais surtout, la réalisation d'une vraie démocratie où les élus du peuple détiennent les responsabilités de l'économique et du politique à la fois, signifie que le peuple est vraiment appelé à gouverner et, pour cela, à connaître tous les problèmes de gouvernement. De fait, à tous les échelons, l'administration des affaires du pays a été confiée aux représentants du peuple. Au système centralisé de la première République et, plus tard, de l'occupation nazie, a succédé celui d'une décentralisation démocratique. Dans chaque village, un comité national, composé de citoyens investis de la confiance des autres habitants, assume les responsabilités administratives. C'est lui qui a su assurer l'ordre public au moment de la Libération, témoignant ainsi de la maturité politique du peuple. A l'échelon supérieur, au district et à la province, d'autres comités nationaux, également élus, assurent la liaison entre gouvernement central et gouvernement local. Il s'agit d'un régime provisoire, en attendant le vote de la Constitution définitive de la troisième République tchécoslovaque par l'Assemblée constituante. Cependant, on peut considérer ce système comme une préfiguration du « *self-government* » régulier qui sera institué.

Les conditions d'une éducation civique et politique complète sont réalisées. Le milieu n'a pas tardé à engendrer ses fruits. L'éducation civique de la première République s'est transformée. L'Ecole tchécoslovaque prépare des citoyens-souverains en dispensant à tous les degrés l'enseignement des sciences politiques, c'est-à-dire la connaissance des réalités politiques, des mécanismes économiques, sur le plan national et international. Il y a autant de différences entre cet enseignement et l'enseignement civique du XIXᵉ siècle français qu'il y en a entre une vraie et une fausse démocratie. Mais on ne saurait relever de sensibles nuances entre les programmes de l'école pour tous de la Tchécoslovaquie d'aujourd'hui et ceux de notre ancienne Ecole des sciences politiques, au moins quant à la formulation du contenant, ce qui signifie tout simplement qu'une grande révolution est faite et que la souveraineté réelle a changé de mains. Il n'est pas de meilleur argument que les faits et les documents eux-mêmes; en l'espèce, le document est le programme de cet enseignement civique, dont nous donnons ci-dessous le résumé analytique.

LES PROGRAMMES

I. — Dans l'enseignement du premier degré, qui se termine à 12 ans, l'enseignement civique est donné à partir de neuf ans, sous une forme à la fois élémentaire et concrète. La première année (3ᵉ classe de l'école primaire, âge 9 à 10 ans), on initie l'enfant à la signification des emblèmes nationaux : armoiries, couleurs nationales, on évoque les péripéties de la lutte pour la liberté, du combat des Tchèques et des Slovaques sur les divers fronts pendant les deux guerres mondiales. D'autre part, la vie familiale et la vie locale sont analysées de façon simple. Au cours des deux années suivantes, la vie économique fait l'objet à la fois d'exposés explicatifs : économie nationale, secteur nationalisé et secteur privé, formes d'entreprises, plan de deux ans, régime du travail, et d'expériences concrètes, visites d'établissements industriels, d'exploitations agricoles, etc. La vie politique est abordée dans son ensemble, en passant du plus simple au plus compliqué : vie locale, organisation du district, de la province, de l'Etat, la nation, le monde slave, les relations internationales, la vie culturelle, l'école, la bibliothèque, le théâtre, le cinéma. Sur le plan moral, le thème fondamental est le développement du patriotisme et l'opposition entre patriotisme et nationalisme. L'initiative est déjà sollicitée par la constitution de groupes d'élèves organisant leur travail et leur activité pour des objets déterminés (1 heure par semaine).

II. — Dans l'enseignement du second degré, correspondant à celui de nos collèges modernes et techniques et au premier cycle de l'enseignement des lycées, l'enseignement civique fait figure de discipline fondamentale, avec deux heures par semaine.

Cet enseignement comporte quatre chapitres principaux, qui sont étudiés au cours des quatre années :

1. Les *bases économiques de l'Etat.* — Les conditions de la production, les rapports hommes-forces productives : artisanat, entreprises privées, propriété et exploitation foncière, commerce, entreprises nationalisées, coopératives. Le crédit, la banque, la monnaie, les impôts, les assurances. Sentiment de la responsabilité individuelle dans une démocratie économique.

2. La *vie sociale.* — Les classes sociales. Salaires, revenus et niveaux de vie. Les cadres de la vie sociale : la famille, les organisations de jeunesse, organisations sportives, les syndicats.

3. La *vie politique*. La nation et l'Etat. Origines et développement de l'Etat. Constitution de la République populaire. Etude des partis politiques. La sécurité nationale : police, armée, alliances. Politique étrangère.

4. La *vie culturelle*. La place occupée par la Tchécoslovaquie dans le mouvement des idées parmi les pays slaves et dans le monde. Littérature, arts plastiques, théâtre, musique. L'organisation culturelle sur le plan national : l'école, le livre, les bibliothèques, le théâtre, le cinéma.

Au cours de la quatrième année, les études comparatives tiennent une place importante : Histoire économique depuis le servage jusqu'à l'application du socialisme en U.R.S.S. Economie et organisation sociale comparée. Droit constitutionnel comparé (2 h. par semaine pour chaque année).

III. — Dans le troisième degré, équivalent du second cycle de notre enseignement secondaire, l'enseignement civique prend le caractère d'une étude à la fois scientifique et concrète des sciences sociales économiques et politiques répartie sur les quatre années (15-19 ans).

5e *classe* (notre Seconde). *La nation :* Définition de la nation. Traditions progressives de la nation. Patriotisme nouveau. Sentiment de la communauté slave. Humanisme. Internationalisme. Devoirs réciproques des nations.

L'Etat : Définition. Développement de l'Etat tchécoslovaque depuis les origines. Devoirs des citoyens envers l'Etat et droits du citoyen. Comparaison des différents types d'Etat : Etats occidentaux. Amérique, Europe centrale et balkanique, U.R.S.S., en recherchant la base économique et sociale de l'Etat. Distinction de la base et de la forme. Montrer que la base est plus importante que la forme.

Education sociale : Les rapports sociaux.

6e *classe* (notre Première). *La République dans ses relations avec l'étranger*. Dans le passé et dans le présent : conception historique du développement. Politique étrangère actuelle. Les guerres, les alliances internationales. L'armée, etc.

La vie sociale dans la République populaire : La famille, sa fonction dans la République. Les classes sociales. Le mouvement ouvrier. Les doctrines de Marx-Engels, Lénine et Staline, le socialisme scientifique. Le point de vue des présidents Masaryk et Bénès sur la question sociale. La politique sociale : La santé. La distribution des revenus. Comparaison avec les autres pays. Etude de la politique des salaires dans différents pays.

La question nationale : « La question nationale tchèque est une question sociale » (président Masaryk). Comparaison avec les Etats fédéraux : Empire britannique, Union française, U.R.S.S., Yougoslavie, Etats-Unis.

La santé publique.

7e *classe* (notre Philosophie). *L'économie*. Développement et types d'économie dans l'histoire tchèque. De la société primitive à la société démocratique. Comparaison avec la société socialiste en U.R.S.S.

L'économie dans la République populaire, l'industrie, l'agriculture, la distribution, le commerce, la politique étrangère, les prix, la monnaie. Dans l'étude de l'agriculture, étude des rapports sociaux, des rapports des ouvriers et des paysans, dans le capitalisme, dans l'économie actuelle, etc. Dans l'étude de l'industrie : organisation de l'économie, différentes formes des rapports capital, travail, planification, solidarité des faits économiques, salaires et prix, impôts, etc.

Comparaison des différents systèmes économiques.

8e *classe* (Pré-universitaire). *La vie culturelle :* La culture dans ses rapports avec la vie sociale. Le développement de la société primitive jusqu'au capitalisme et à la démocratie populaire.

La reconstruction culturelle de la république populaire.

La culture et le progrès. Le capitalisme et les crises. Le socialisme et la culture. La culture et la paix. La culture comme facteur d'intégration de la société démocratique populaire.

La morale : L'individu dans la famille et dans ses rapports avec d'autres individus. Les vertus individuelles.

La morale collective du travail. Les vertus nécessaires pour la coopération dans la société populaire démocratique sans exploitation. L'altruisme, l'humanité, l'enthousiasme pour le travail.

L'individu et l'Etat. L'individu et la nation. L'individu et l'humanité.

Principes élémentaires de sociologie. Les classes sociales. L'idée de progrès. La personnalité. L'individu et la collectivité. La liberté. La nécessité. L'idée d'humanité. Les faits sociaux. Economie politique, arts, droit, sciences, religion comme faits sociaux.

LES MÉTHODES

Cet enseignement qui dispose d'un horaire important — deux heures par semaine à partir de la première classe du second degré, c'est-à-dire pendant huit ans (une heure seulement pendant les trois dernières années du premier degré) — pourrait assez facilement devenir matière d'un cours didactique de caractère trop abstrait. Or, s'il est vrai que l'on souhaite que tout l'enseignement soit vivifié, il paraît à plus forte raison désirable que la culture civique et politique bénéficie de méthodes actives et dynamiques. Elle doit se distinguer, plus encore que tout autre sujet d'étude, par son caractère concret et son sens de l'actuel. Aussi ne paraît-on nullement pressé de provoquer la rédaction de manuels qui risqueraient d'immobiliser des sujets d'étude qui, par leur essence même, sont mouvants. (En revanche, des cours spéciaux sont donnés à la Faculté de pédagogie pour préparer les maîtres à cet enseignement.)

L'enseignement civique comporte deux parts et, en même temps, deux formes. La première est l'apprentissage de la libre discussion — « la démocratie, c'est la discussion » (président Masaryk) — et de l'autonomie. Cet apprentissage se fait dans la vie scolaire quotidienne par l'éveil du sens des responsabilités et le respect des disciplines librement consenties d'une part, de l'autre par des discussions entre le maître et les élèves sur les problèmes figurant au programme d'enseignement civique de la classe. Les élèves sont appelés à faire des enquêtes, des rapports.

La seconde est l'assimilation des connaissances nécessaires au futur citoyen. Celles-ci ne se conçoivent pas dans l'abstrait. Il appartient au maître d'utiliser les données du présent pour actualiser les divers chapitres qu'il a à traiter. La lecture et le commentaire des journaux, spécialement des articles concernant les débats constitutionnels, la bataille de la production, la politique internationale doivent servir à l'initiation impartiale aux réalités politiques. La célébration des anniversaires de dates historiques ou de la naissance ou de la mort de grandes personnalités de la nation ou de l'étranger, la participation active aux fêtes patriotiques, à des manifestations symboliques et souvent, en même temps, efficaces, de solidarité, à des campagnes pour la production, trouvent leur place dans le cadre de cet enseignement.

Le choix des maîtres chargés de cet enseignement est laissé au conseil des maîtres qui désigne dans son sein celui qui est le plus capable, par sa propre formation, son expérience et son autorité morale, de le dispenser avec le maximum d'efficacité. Il résulte de l'examen de la situation au cours de l'année scolaire écoulée que le choix s'est effectué, dans l'énorme majorité des cas, sans considération d'opinion politique. On fait confiance à l'honnêteté des maîtres pour dépouiller leur enseignement de toute partialité, sans pour autant renoncer à leur personnalité devant leurs élèves. Beaucoup de maîtres appartenant aux tendances modérées du Front national, socialistes nationaux et démocrates chrétiens, ont été appelés à donner cet enseignement. Pour les aider dans une tâche particulièrement délicate, les maît es disposent d'une revue, *Education civique*, qui fournit des commentaires des faits politiques et économiques, des études de fond — pour lesquelles les plus hautes personnalités ne dédaignent pas de fournir des articles : le numéro du 30 septembre 1946 comportait une analyse du problème des méthodes de l'enseignement civique par le président Benès —, des textes historiques, littéraires, juridiques, législatifs commentés et des plans d'étude. Ce système permet, pour un enseignement essentiellement synthétique, de mettre à la disposition des maîtres les contributions des spécialistes les plus divers. On n'oublie pas non plus d'indiquer dans chaque numéro les anniversaires des faits saillants du mois suivant et une chronique bibliographique, de manière à faciliter les préparations de classe. Il semble que la publication de cette revue corresponde beaucoup mieux au but poursuivi que l'édition d'un manuel qui, même remis à jour fréquemment, présenterait une certaine rigidité. Les services pédagogiques tchécoslovaques n'ont cependant pas formellement condamné le principe d'édition de manuels, mais un manuel éventuel ne remplacerait pas la revue; il pourrait, à la rigueur, la compléter en fournissant l'armature historique et théorique de base.

* * *

Il serait contraire à la vérité de présenter ce système de formation civique comme une œuvre achevée et définitive. Par essence même, il s'agit d'une initiation à la vie

collective qui doit subir les mêmes lois d'évolution que la vie collective elle-même. De plus, les organisateurs même de cette culture civique, en particulier les spécialistes de l'Institut pédagogique Komenski à Prague, tiennent à ce qu'il soit bien compris qu'il s'agit de leur part d'une première approximation, d'une expérience conforme à la logique de la démocratie, mais dont la réalisation est susceptible d'être perfectionnée et modifiée suivant les enseignements que l'on pourra tirer de l'examen des résultats obtenus, des rapports des maîtres, des réactions et des curiosités des élèves, des conditions de coordination de la culture civique et des études historiques, géographiques, philosophiques, littéraires. La démocratie est mouvement. L'exemple vaut d'être médité et sa leçon sera plus profitable que l'audition de certaines théories de quelques-uns de nos pédagogues, qui sont plus du ressort de la démagogie scolaire que de la formation de l'homme et du citoyen dans une authentique démocratie.[1]

II

NOTE SUR LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT EN GRANDE-BRETAGNE

par André PARREAUX

Dans un récent article sur l'enseignement en Grande-Bretagne[2], Georges Cogniot analysait la réforme scolaire de 1944 et en constatait ici même les graves insuffisances. Il en reconnaissait aussi les avantages, tout en soulignant que ces avantages mêmes ne pourraient être considérés comme acquis que dans la mesure où la loi de 1944 serait réellement et loyalement appliquée.

Cette conclusion apparaît comme de plus en plus prophétique, à la lumière des nouvelles qui nous parviennent d'outre-Manche.

* * *

Voilà plus de deux ans que la loi de 1944 est entrée en vigueur. Voilà plus d'un an que la guerre est terminée et qu'un gouvernement travailliste est chargé d'appliquer cette loi.

Et déjà une vague de pessimisme gagne les éducateurs britanniques.

Les avantages de la réforme peuvent se résumer ainsi : l'âge de fin de scolarité devait être reporté à quinze ans à partir du 1er avril 1947 (en attendant d'être reporté à seize ans). En outre la loi prévoyait un réseau de *County Colleges*, qui devaient dispenser un enseignement réduit aux jeunes gens de quinze à dix-huit ans ne pouvant poursuivre leurs études après quinze ans. Enfin le réseau des écoles maternelles devait être étendu et le service de l'hygiène scolaire développé.

Ces innovations constituaient un progrès indéniable. La Grande-Bretagne s'orientait ainsi vers un système scolaire plus démocratique. Mais l'application de la loi reposait d'abord sur la collaboration de l'Etat et des autorités scolaires.

En effet, les autorités locales (c'est-à-dire municipales et régionales) devaient élaborer, pour les villes et les comtés, des « projets de développement ». Ces projets devaient être soumis au ministère de l'Education nationale avant le mois d'avril 1946.

Or, au 15 novembre 1946, 63 autorités locales seulement (sur un total de 146) avaient établi leurs projets. Dans ces conditions, le ministère a dû proroger le délai d'un an, jusqu'au 1er avril 1947.

Voilà qui n'est pas de bon augure.

* * *

1. Les éléments de cette étude nous ont été fournis, à Prague, par le Directeur de l'Institut supérieur de Pédagogie (Institut Komenski) M. le Dr Vana et son adjoint M. le Dr Stelclein à qui nous sommes très reconnaissant.
2. La *Pensée*, n° 7, avril-mai-juin 1946, page 104.

Un autre symptôme encore plus fâcheux est l'absence d'efforts pour résoudre les deux problèmes fondamentaux de la réforme.

En effet, la loi de 1944 n'est applicable qu'à deux conditions :

1. Accroissement du personnel.
2. Extension des locaux scolaires.

Nous n'examinerons, pour cette fois, que le problème du personnel.

A l'heure actuelle, les effectifs du corps enseignant sont notoirement insuffisants. L'application loyale de la réforme suppose un personnel enseignant de 300.000 maîtres de tous ordres, — chiffre indispensable si l'on veut vraiment élever l'âge de fin de scolarité d'abord jusqu'à quinze ans, puis jusqu'à seize ans, et instituer les *County Colleges* dont nous avons parlé.

Comme il y a actuellement en Grande-Bretagne 176.000 maîtres, il est clair qu'il reste à en trouver 124.000 nouveaux.

Or le ministère annonce qu'il a seulement l'intention de recruter 21.000 maîtres nouveaux d'ici la fin de l'année 1948. C'est-à-dire que, plus de quatre ans après la mise en vigueur de la loi, il manquera encore 103.000 maîtres...

Hâtons-nous d'ajouter pourtant que cette maigre avance n'est encore qu'une promesse. Si le rythme actuel du recrutement persiste, même ce léger progrès ne s'accomplira pas.

En effet les éducateurs se recrutent par trois voies différentes : l'Ecole Normale Supérieure (où ils restent deux ans) ; les Universités (qui comportent un cours de trois ans, plus un an de préparation professionnelle) ; enfin les écoles normales dites « écoles normales d'urgence » (*Emergency training Colleges*) qui ne comportent qu'une année d'études.

On espérait que par les deux premières voies le recrutement s'accroîtrait d'un tiers et produirait ainsi 9.000 éducateurs par an. Or on peut déjà considérer cette évaluation comme trop optimiste : il est fort douteux que, dans les conditions actuelles d'accès à l'enseignement supérieur, un pareil chiffre puisse être atteint. Mais, à vrai dire, on comptait surtout, pour l'atteindre, sur les écoles normales spéciales. Or, à la fin de novembre 1945, 26 de ces écoles avaient été créées avec seulement un effectif de 6.100 étudiants. Nous sommes donc loin de compte.

Pourtant, les candidatures sont nombreuses. Déjà 25.000 candidats ont été reconnus aptes à suivre avec fruit l'enseignement donné dans les écoles spéciales. Mais, faute de place, la moitié au moins de ces candidats devra attendre de huit à douze mois avant de pouvoir se faire inscrire. Les postulants dont les demandes d'inscription arrivent maintenant ne peuvent pas espérer être inscrits avant 1948.

Rappelons seulement pour mémoire qu'il y a actuellement en Angleterre 2.000 classes de plus de cinquante élèves et 52.000 de plus de quarante. Il n'est donc pas surprenant qu'un certain pessimisme se fasse sentir dans le corps enseignant britannique. Malgré tout, les militants de l'enseignement continuent à lutter pour obtenir l'application de la loi de 1944.

L'un d'eux nous écrivait récemment qu'« ils puisent leur inspiration pour cette lutte dans l'article célèbre (paru dans la *Pensée*, il y a deux ans) de Paul Langevin : « *Culture et Humanités* ».

Ce témoignage n'est pas seulement particulièrement émouvant. Il montre clairement tout ce que les Anglais les plus éclairés attendent de notre pays en matière d'éducation et souligne l'influence progressive du rationalisme français dans le monde.

LA VOIX DE NOS LECTEURS

Les nombreux lecteurs qui nous ont écrit depuis que nous avons annoncé la publication de six numéros pour l'année 1947 se félicitent tous de cette mesure. Sans ajouter d'arguments nouveaux à ceux qui avaient été fournis pour ou contre la publication mensuelle, ils discutent ceux-ci de façon souvent fort intéressante, et seul le manque de place m'empêche de donner de larges extraits de leurs lettres. Il s'y exprime dans les termes les plus touchants l'attachement de nos lecteurs pour leur revue et l'importance qu'ils accordent à l'œuvre que nous poursuivons.

Je ne puis du moins résister au plaisir de donner ici la réponse qu'un abonné, directeur d'école honoraire, oppose à ceux qui exprimaient la crainte qu'une publication mensuelle compromît le niveau de la revue :

C'est peut-être vrai pour un certain nombre de revues mensuelles. Mais cet argument peut-il être valable pour la *Pensée* ? Peut-on imaginer que des hommes comme Langevin ou Joliot laisseraient passer des articles qui ne seraient que du remplissage ? Ces hommes qui sont l'honnêteté, la droiture, la probité même accepteraient-ils de laisser paraître une revue de médiocre qualité ? N'est-ce pas un peu leur faire injure ?

C'est dans le même sens qu'on nous écrit de Genève :

Quant à la qualité de la revue dont s'inquiètent certains de vos correspondants, je vous dirai qu'il ne me serait jamais venu à l'idée qu'elle pût diminuer. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la liste des collaborateurs pour être convaincu que même avec une parution plus fréquente et un nombre plus élevé de pages, le niveau de la revue ne saurait baisser.

Nous comptons bien rester dignes de cette confiance.

Comment ne pas reproduire aussi le témoignage de ce jeune ouvrier de la banlieue parisienne qui venait de lire pour la première fois un numéro de la *Pensée* ?

Lorsqu'on commence la lecture de ce numéro, on pense à l'utilité de faire paraître douze numéros par an, mais quand cette lecture s'achève... ah non ! ce n'est plus une utilité, c'est une nécessité. Pouvoir procurer, chaque mois, un tel instrument d'éducation à toute personne, adolescente, adulte ou âgée, aisée ou sans grandes ressources, qui refuse de rester cet être passif et sans compréhension qu'est l'homme inculte, voilà ce à quoi je veux donner toute mon adhésion, sans réserve aucune.

Aider au développement et à la diffusion de cette revue doit être relativement facile pour un étudiant, un professeur, mais pour un ouvrier, jeune surtout, c'est une chose très difficile. Un étudiant n'a qu'à ordonner et approfondir ses connaissances ; l'ouvrier doit commencer par apprendre, et même par sentir l'intérêt qu'il a à apprendre.

A l'atelier où je travaille, un camarade mal éduqué mais plein de bonne volonté, à qui j'ai fait comprendre ses erreurs, et surtout d'où elles venaient, sera sans doute bientôt votre lecteur et votre abonné.

*
* *

Ce qui peut-être est le plus frappant dans la correspondance que nous recevons, c'est la qualité d'esprit et de caractère de nos correspondants (qui se traduit par une expression sobre et sûre, bien réconfortante en ce temps de verbiage prétentieux). Je crois que pour cette première chronique où se fait entendre la voix de nos lecteurs, il convient de laisser quelques-uns d'entre eux se présenter eux-mêmes, et raconter simplement leur histoire.

Jeunes et vieux prouvent, dans des situations souvent difficiles ou même tragiques, le même besoin émouvant de comprendre et de cultiver leur esprit, le même enthousiasme pour l'étude. Comme on est loin avec eux du dilettantisme et de l'esthétisme ! Et comment ne serions-nous pas fiers de retenir l'attention de ces hommes honnêtes et courageux ?

D'un instituteur en retraite du pays vosgien :

Je suis âgé de 65 ans et j'ai encore trois enfants mineurs à ma charge : deux collégiens et une étudiante. Les seules ressources de la famille sont ma pension et celle de ma femme, dont le total n'atteint pas 10.000 fr. par mois. Ajoutez le jardin et la basse-cour. C'est vous dire qu'il faut calculer pour parvenir à payer quelques journaux et quelques livres.

J'étais déjà abonné à la *Pensée* avant la guerre. Je partage l'opinion des lecteurs qui vous ont écrit qu'ils la plaçaient au-dessus de toutes les autres publications. J'espère lui rester fidèle jusqu'au bout.

D'un instituteur de la Moselle :

Je voudrais vous dire simplement la reconnaissance que je dois aux penseurs marxistes, en particulier aux collaborateurs de la *Pensée*, et surtout à Henri Wallon et à vous.

Elevé dans le catholicisme, je n'ai pas tardé à m'en dégager dès que j'ai pu juger le verbalisme des solutions spiritualistes et la pauvreté de toutes les connaissances « inspirées » ou « révélées ». Mais, cette rupture décidée, je n'ai fait que voguer de l'idéalisme au vitalisme, « à la recherche de l'absolu ».

L'esprit critique de Brunschvicg m'a séduit pendant un certain temps. Mais son fameux « Esprit », « rapport sans support » biologique, individuel ou social, me sembla présenter, avec le Dieu des catholiques, cette parenté d'être un petit mot magique, d'un usage trop facile, pour résoudre toutes les difficultés...

Alors j'ai considéré le monde comme la manifestation de quelque « volonté de vivre » que je m'efforçais de tuer en moi-même, puis j'ai admis avec M. Vialle qu'« absurde ou non », seule la vie importe, avec le « puissant jaillissement de ses rêves passionnés ». Tantôt je me suis considéré comme une mécanique irrévocablement soumise à un déterminisme externe, tantôt au contraire j'ai cru voir avec Renouvier dans la liberté la condition de la valeur humaine. Finalement je me suis mis à cultiver l'angoisse, « initiation suprême, selon M. Lacroze, celle qu'on doit avoir le courage d'entreprendre ».

Je sentais sourdement se réaliser la menace de mes anciens maîtres, selon qui l'abandon de Dieu conduit au culte du néant. J'étais sur la voie de la névrose.

C'est alors que j'ai reçu les premiers numéros de la *Pensée*. J'eus bien du mal à vaincre le préjugé si répandu selon lequel le marxisme ne serait qu'une mystique comme les autres, un subterfuge de plus créé par l'instinct de conservation pour voiler au sujet l'angoisse de vivre tapié au fond de lui-même. Ce préjugé n'est, hélas ! pas épargné à bien des esprits inspirés pourtant par le rationalisme. M. Ruyer n'écrit-il pas dans son *Esquisse d'une philosophie de la structure :* « Le rationalisme appliqué à l'action est suprêmement déraisonnable, absurde même » (p. 348). Les croyances religieuses, bien qu'elles n'aient « pas de sens » (p. 354), seraient « les organes indispensables de l'homme, sans lesquels il s'anéantirait dans le vertige et le néant, comme un homme à qui l'air manque mourrait asphyxié » (p. 352). Ce qui n'empêchait pas M. Ruyer de se poser au début de son livre en « mécaniste » rigide !

Toutes ces aberrations pour n'avoir pas voulu reconnaître la réalité de l'évolution biologique, pour avoir refusé d'admettre que la connaissance se fait de plus en plus précise à mesure que se perfectionnent avec les organes sensoriels et le système nerveux les appareils de prévision, d'exécution et de vérification, et que loin de postuler une liberté « transcendante », la connaissance permet la libération de l'homme.

Je dois reconnaissance spéciale à Henri Wallon pour ses articles sur *le problème biologique de la conscience, la conscience et la vie subconsciente* (dans le traité de Dumas), son livre *De l'acte à la pensée*, la magistrale conclusion de son ouvrage sur les *Origines de la pensée chez l'enfant*, ainsi qu'à vous pour votre article sur *le rationalisme en face des mystiques*. Vous m'avez délivré de la hantise de l'absolu, des « vérités éternelles », des opiomanes de l'angoisse, Pascal, Dostoïewski, Kierkegaard, Heidegger et Cie, sans compter « la volonté de croire », les « mensonges vitaux », et en fin de compte la névrose.

Le retour à Dostoïewsky, l'intérêt que provoquent chez certains les aberrations de la vie affective, rendent plus que jamais nécessaire une revue comme la vôtre.

Aussi, quand il m'arrive de lire par exemple :

« Cette lumière que Gœthe atteignit, par la mort, au terme d'une longue existence de sagesse, Hölderlin la reçut *au seuil de la démence,* et elle ne l'a jamais abandonné... Nous aurions tort de nous apitoyer sur ce destin magnifique que tout poète, peut-être, devrait envier. Car il est donné à bien peu d'hommes de s'asseoir vivants à la table des dieux, et de contempler, de leurs yeux mortels, cet infini dont les autres, jusqu'à ce qu'ils soient passés « de l'autre côté », ne sauront rien » (M. Brion, La folie d'Hölderlin et le silence de l'inexprimable. *Nouvelles littéraires,* août 1946),

je me demande si l'auteur veut se payer la tête de ses lecteurs ou tout simplement se griser de mots. Mais comme je connais l'étrange séduction du verbiage mystique sur les pauvres cervelles humaines, j'en tire une résolution plus énergique de seconder votre œuvre autant que je le pourrai.

D'un directeur d'école honoraire :

Je tiens à vous dire que certains articles me dépassent : ce n'est pas une critique, au contraire. Sachez que j'ai 70 ans ; que je suis né à la campagne ; que mon père, qui était charron, est mort alors que j'avais douze ans ; que ma mère, illettrée, a été obligée de se placer comme domestique pour m'élever ainsi que ma sœur. Ancien élève d'une école normale, j'ai appris ce que j'ai pu, plutôt mal que bien, avec des professeurs dont quelques-uns étaient au-dessous du médiocre. Marié, il m'a fallu élever deux enfants dont la mère est morte il y a vingt ans. J'ai donné des leçons, fait des cours. Je n'ai pas eu le temps de me cultiver. Mis à la retraite en 1934 (sous le ministère Laval), je me suis retiré dans la maison de mes parents. Je ne suis bon à rien, étant atteint d'une maladie de cœur pour laquelle tout effort, toute fatigue me sont interdits. Alors je lis. Je me suis composé une bibliothèque d'un millier de livres environ, empruntant les meilleurs auteurs depuis Rabelais jusqu'à Anatole France; mais mes moyens ne me permettent plus de la compléter : les livres sont trop chers. Je m'entretiens en lisant trois revues, deux hebdomadaires et un quotidien.

D'un jeune Lorrain de 21 ans :

Mon père est mécanicien. En 1939, j'avais 14 ans en entrant à l'Ecole primaire supérieure, j'étais encore un gosse. Mon père mobilisé, maman dut prendre un emploi et je l'aidai à s'occuper du ménage et de mon frère. Je lisais tout indistinctement : auteurs inconnus, Paul d'Ivoi, Jules Verne, Racine, Bossuet, Descartes, Leibniz, etc., parfois sans comprendre très bien, mais en partant du principe assez téméraire de juger par moi-même. J'adorais la poésie (sans la connaître au delà du Parnasse) et j'avais dévoré tout Victor Hugo ; je me souviens même d'avoir pleuré tout seul en lisant pour la première fois *les Pauvres gens.* Epris de tout ce qui est beau, clair, généreux, j'étais loin de la vie réelle.

Au bout de trois ans, je fus reçu au brevet élémentaire et au brevet d'études primaires supérieures; puis, obligé de travailler pour aider mes parents, je quittai l'école, non sans comprendre que je ne saurais jamais renoncer au désir de comprendre et de découvrir. Jusqu'en 1944, tant en raison des événements que gêné par une santé alors précaire, je ne pus guère étudier. Mais ensuite, travaillant seul le soir après six heures, quelques samedis après-midi et les dimanches, je passai en juin 45 et juin 46 les deux parties du baccalauréat mathématiques. Entre temps l'un de mes frères mourait; maman était hospitalisée...

Sitôt la libération venue, j'avais voulu lier connaissance avec ceux qui pensaient comme moi; j'ai cherché longtemps parmi la floraison des revues nouvelles; il me semblait qu'il manquait quelque chose à cette floraison soudain si abondante. Comment vous dire mon émerveillement et mon enthousiasme le jour où j'ai connu la *Pensée,* et cette impression de densité que laisse chaque article ?

Actuellement je suis trésorier d'un comité France-U.R.S.S. et il ne s'écoulera pas un mois avant que j'appartienne au Parti communiste.

J'ai quitté mon travail au début de ce mois pour être en mesure de me présenter, à la fin de l'année scolaire, au certificat de mathématiques générales. Mon budget se compose d'une subvention départementale de 20.000 francs et des leçons particulières que je réussirai à donner. Mais il n'est nullement question que j'abandonne mon abonnement, même si la *Pensée* devient mensuelle.

Excusez-moi de vous avoir si longuement parlé de moi, mais je l'ai fait en pensant qu'à votre place j'aurais aimé savoir qu'il existait encore en France des jeunes à qui les circonstances ont fait adopter une devise très simple dans sa fierté : « Jamais vaincu ! ».

*
* *

Nos correspondants continuent à nous proposer des sujets d'articles. Ces sujets sont si nombreux, si variés et si considérables que, même en faisant paraître tous les mois un numéro de 160 pages, nous ne pourrions donner satisfaction à tous. Il nous est difficile par exemple de publier un exposé général des diverses théories économiques, ou une histoire du marxisme depuis son origine, ou une histoire de l'art et de la littérature, comme on nous l'a demandé.

Certains continuent à nous réclamer des contes, romans ou poèmes; mais d'autres reconnaissent, avec raison, croyons-nous, que notre domaine est déjà assez vaste et que nous ne pouvons changer le caractère de la revue. Nous ne pouvons pas davantage étudier en détail l'évolution des arts, avec documents photographiques à l'appui : *Arts de France* se charge de ce soin avec un grand bonheur.

Un abonné nous reproche de publier des articles « d'une manière un peu dispersée » et voudrait que nos articles, moins nombreux, fussent « groupés davantage autour de certains sujets importants ». Vœu contraire aux précédents, auquel il nous est difficile de donner satisfaction. Nous voyons bien l'intérêt de réunir diverses études sur un grand sujet d'actualité, comme le font certaines revues mensuelles qui consacrent tout un numéro à un même problème; mais notre ambition est plus encyclopédique, et nous avons à satisfaire des curiosités multiples, touchant à toutes les questions scientifiques, historiques, philosophiques, économiques, politiques, littéraires et artistiques; c'est même une des principales difficultés auxquelles se heurte le secrétaire de la rédaction que d'équilibrer tant bien que mal chaque numéro pour qu'aucun de nos lecteurs ne le trouve entièrement privé de ce qui l'intéresse spécialement. L'unité de notre revue ne peut être dans les matières traitées, elle est dans la méthode avec laquelle nous les abordons.

Certains de nos correspondants se plaignent de trouver trop ardue la lecture de quelques articles. Voici par exemple l'opinion d'un instituteur de la Corrèze :

Votre public n'est pas, dans sa masse, un public de spécialistes, ce que certains de vos rédacteurs oublient. Certains articles ne peuvent être compris que d'un petit nombre : vous allez ainsi à l'encontre de votre but. Que vos rédacteurs scientifiques fassent effort vers la clarté et la simplicité, ce qui n'exclut pas la richesse. L'exemple de Langevin le montre. Ses articles sont accessibles à des gens pourvus d'une culture moyenne et doivent pourtant, je le suppose, intéresser les spécialistes.

Pourquoi ne pas faire précéder les articles scientifiques d'une courte notice indiquant l'importance du sujet traité, la place des conclusions de l'auteur dans le mouvement des idées scientifiques ? Par exemple, dans le numéro 6, le très intéressant article de Joly sur l'endocrinologie des insectes aurait gagné à être précédé d'une explication sur l'importance de cette question, sur les rapports du sujet avec les théories générales de l'évolution, de l'hérédité, etc.

Guidez davantage vos lecteurs. Pensez que beaucoup d'entre eux ont une modeste culture et qu'ils ne veulent pas perdre, malgré cela, le bénéfice d'articles qui les dépassent.

La réclamation est légitime, et la suggestion excellente. Mais, sous cette réserve, nous sommes certains de répondre aux vœux de très nombreux lecteurs en multipliant les articles scientifiques.

D'une part des articles sur la physique, l'astronomie, la biologie; d'autre part des articles sur les sciences appliquées dans l'industrie et dans le commerce. Alors, nous écrit notamment un abonné de Toulon :

Un grand nombre de lecteurs — dont moi-même — cesseraient des abonnements à des revues scientifiques (qui n'en ont souvent que le nom) où l'on ne traite de science et de technique qu'en des articles arides et pleins de parti pris.

Nous promettons donc des articles scientifiques en plus grand nombre, ainsi que des articles économiques et juridiques, et nous essaierons, au cours de l'année 1947, de traiter quelques-unes des questions qui nous ont été récemment proposées, en particulier :

La lutte du peuple grec pour sa liberté.
Une étude rationnelle du miracle.
Le droit soviétique.
La situation de la Chine.
Les problèmes de la culture populaire.
L'évolution de l'aviation.
L'évolution de la médecine : l'intégration de la médecine dans les sciences rationnelles.
La médecine préventive et curative dans l'organisation socialiste.

*
* *

Dans le prochain numéro, je présenterai et discuterai les remarques de nos correspondants sur quelques articles publiés par la *Pensée.*

R. M.

LES REVUES ÉTRANGÈRES

SCIENCE AND SOCIETY

(NEW-YORK)

En 1938, la revue américaine *Science et Société* publiait, pour la première fois intégralement, un certain nombre de lettres adressées par Engels à des correspondants résidant aux Etats-Unis.

La lecture de ces lettres est profondément instructive.

Engels y parle du « retard théorique » des Américains et de « leur mépris anglo-saxon pour toute théorie ».

Ils en sont punis, ajoute Engels, par une crédulité superstitieuse pour toutes les absurdités philosophiques et économiques, par leur sectarisme religieux et par des expériences économiques stupides, qui toutefois profitent à certaines cliques bourgeoises.

Engels écrivait encore (il y a exactement soixante ans) :

Les exigences du travail pratique et la concentration du capital ont produit un mépris pour la théorie, qui commence seulement à disparaître dans les milieux scientifiques éclairés...

Et Engels développait avec une singulière pénétration les conséquences pratiques de ce « mépris pour la théorie » :

Dans un tel pays le peuple ne prendra conscience de ses propres intérêts au point de vue social qu'en commettant faute sur faute. Et les ouvriers n'y échapperont pas ; le chaos des trade-unions, socialistes, Chevaliers du travail, etc..., persistera pendant longtemps ; et ils ne s'instruiront que par leurs propres erreurs. Mais ce qui compte, c'est qu'ils ont commencé à bouger ; qu'il y a progrès dans l'ensemble; que le charme est rompu; et ils iront vite, d'ailleurs, plus vite qu'ailleurs, même si la route est singulière, et semble, du point de vue théorique, presque insensée.

Il est certain que le jugement porté par Engels sur les Etats-Unis en 1886, reste en grande partie valable en 1946. Des erreurs pratiques retentissantes (et d'ailleurs bientôt corrigées semblaient le confirmer encore récemment.

Et pourtant il y a quelque chose de changé.

En 1936, plusieurs universitaires et intellectuels américains décidèrent de fonder une revue qui examinerait les problèmes sociaux à la lumière des derniers progrès scientifiques.

Ainsi naquit la revue *Science et Société.*

Depuis dix ans, fidèle à son programme, elle étudie les rapports existant entre le développement de la science et la société où ce développement se poursuit; elle diffuse les résultats des investigations scientifiques auprès du grand public cultivé. Fidèle à son esprit, elle rejette les doctrines irrationnelles ou anti-scientifiques; elle exclut tout mysticisme et toute mystification.

Naturellement, les problèmes américains y ont la première place : l'histoire et les institutions des Etats-Unis font l'objet de nombreux articles. Mais l'un des caractères les plus remarquables de cette revue est sans doute l'importance et la variété de ses études économiques. Il existe peu de pays (en dehors de l'U.R.S.S.) où une revue de culture générale offre à ses lecteurs une partie économique aussi étendue.

Le lecteur français constate aussi avec intérêt la place accordée par cette revue à l'actualité, à l'histoire et à la littérature de notre pays. Signalons notamment les articles concernant la Révolution de 1789 et les origines françaises du socialisme, dont l'auteur, Sam Bernstein, est bien connu des intellectuels parisiens (les universitaires qui ont participé aux vacances organisées par l'U.F.U. à Besançon cet été, se rappellent sa belle conférence « Questions sociales aux Etats-Unis »). Sam Bernstein fait partie du comité de rédaction, qui comprend également Edwin Berry Burgum, professeur à l'Université de New-York, Lewis S. Feuer, V. J. Mc Gill, professeur à Hunter College, Margaret Schlauch,

professeur à l'Université de New-York, Bernhard J. Stern, lecteur à l'Université de Columbia, Dirk J. Struik, professeur à l'Institut de technologie.

Grâce aux efforts de ce comité, la diffusion de *Science et Société* va croissant : depuis la fin de la guerre, le nombre des numéros vendus a augmenté de 40 %. Elle compte parmi ses abonnés toutes les grandes bibliothèques américaines et anglaises, où la revue est lue par des milliers de lecteurs. Un petit fait est bien révélateur : dans les universités de Harvard et de Columbia, au bout de deux mois, les exemplaires de *Science et Société* sont inutilisables à force d'être maniés par des lecteurs avides, et leur beau papier tombe en ruine...

Elle est lue dans trente-trois pays et ses articles sont reproduits jusqu'en Chine.

Parmi les causes de ce succès croissant, il faut certainement souligner la large place faite aux discussions : la partie intitulée « Communications » constitue une véritable tribune, où des controverses d'une haute tenue s'engagent sur les problèmes soulevés par l'histoire, la métaphysique, la psychologie, l'évolution, la théorie de la valeur, etc...

Il faut saluer comme un fait très important et de bon augure l'existence d'une tribune où les intellectuels américains s'affrontent à propos de problèmes théoriques.

C'est un fait très important que, depuis dix ans, il y ait aux Etats-Unis une équipe d'hommes qui, loin de partager le mépris ancestral de leurs compatriotes pour la théorie, s'efforcent justement de combler ce « retard théorique » dont parlait Engels et travaillent à faire pénétrer une conception rationnelle du monde dans les milieux intellectuels américains. Et nous nous réjouissons de constater aussi que, depuis dix ans, ils obtiennent une audience de plus en plus large dans ces milieux.

C'est là un progrès qu'il serait injuste de sous-estimer.

Certes, nos amis américains ont encore un travail immense à accomplir. Il leur faudra mener sans relâche une lutte vigilante contre les « absurdités philosophiques et économiques » qui surgissent dans tous les pays capitalistes comme les fruits corrompus d'un régime social décadent, mais qui bénéficient (pour des raisons historiques d'ailleurs connues) d'une crédulité particulièrement tenace dans les pays anglo-saxons, où des thèses périmées (comme la « psychanalyse », pour ne citer que celle-là) persistent encore, sans être soumises à une critique suffisante.

Il leur faudra aussi beaucoup de ténacité pour éclairer complètement les intellectuels américains sur le rôle malfaisant et anti-national des trusts capitalistes.

Nul doute que les rédacteurs de *Science et Société* sauront mener à bien ces tâches. Leur énergie, leur optimisme débordant, leur franchise en face des problèmes nous en donnent la conviction.

En tout cas, ce qui compte dès maintenant, pour reprendre les paroles d'Engels, c'est que, grâce à ces hommes ardents et éclairés, le « charme » du mépris anglo-saxon pour la théorie a été rompu.

Et il l'a été définitivement : les dix années d'existence de *Science et Société*, à travers les orages mondiaux, en sont la preuve. Les exemplaires maculés de Harvard et de Columbia, sont, pour les amis du peuple américain, les meilleurs gages de l'avenir.

André PARREAUX.

THE MODERN QUARTERLY

(LONDRES)

Nous vivons une époque de charlatanisme.

Ainsi débute l'éditorial du numéro d'automne.

« Plus s'accusent les antagonismes entre les forces croissantes de production et l'ordre social existant, écrivait Marx, plus l'idéologie de la classe dirigeante s'imprègne d'hypocrisie. » Cet antagonisme est de beaucoup supérieur à ce qu'il était du temps de Marx : l'hypocrisie également.

Nos amis de la *Modern Quarterly* mènent un combat semblable au nôtre. Ils dégonflent les sublimes et vertueuses baudruches de la bourgeoisie. Ils démasquent les charlatans qui *moralisent* dans la presse ou sur les ondes de la B.B.C.

Le Dr John Lewis consacre un article intitulé « *The Great Moral Muddle* » (*Imbroglio dans la morale*) à l'inventaire critique des paralogismes, pseudo-problèmes et mensonges caractérisés, qui constituent l'arsenal idéologique des « penseurs occidentaux » en guerre contre l'Union soviétique.

En bon marxiste, John Lewis ne sépare pas la théorie de la pratique. Une analyse historique serrée lui permet de trouver, derrière toutes les tentatives de fonder une morale

absolue, la volonté de figer un certain ordre social. Il dénonce le pharisaïsme de ceux qui prétendent obéir aveuglément à d'immuables règles. Il n'existe pas de bascules automatiques à peser le bien et le mal. En bonne logique, ceux qui demandent un retour aux *valeurs absolues*[1] devraient être des *pacifistes absolus*. De fait, leur pacifisme à éclipses disparaît en temps opportun et, le danger passé, se remet aux services de fins réactionnaires : il consonne alors de façon troublante avec des slogans de Winston Churchill.

C'est une attitude commode assurément que de maintenir très haut dans l'abstrait des positions idéalistes, quitte à se laver les mains de toute responsabilité concrète.

Mais les champions anglais du Bloc occidental[2], s'ils feignent de défendre contre l'ogre les valeurs éternelles de la civilisation, la liberté, la tolérance, le respect de la personnalité, réservent toute leur tendresse aux bons Allemands. Pas un mot des Ukrainiens qui souffrirent mille fois plus. Pas un mot sur les Indes où la mortalité infantile est la plus forte du monde. Pas un mot sur les Noirs de l'Afrique du Sud. Pas un mot sur les Juifs que l'on détient sans jugement en Palestine.

Ces bons apôtres se gardent d'appliquer à leur propre conduite leurs *valeurs éthiques éternelles*. Ils n'observent même pas vis-à-vis de leurs adversaires la correction la plus élémentaire. Ils s'abandonnent à un délire anti-soviétique en tout point comparable au délire antisémite de leurs chers Nazis. Ils inventent les faits, dénaturent les textes[3]. Leur plus belle machine de guerre est certainement l'histoire *de la fin et des moyens*.

Ils prêtent généreusement aux communistes cette devise que la fin justifie les moyens. Kœstler ajoute : tous les moyens « y compris la violence, la ruse, la perfidie et le poison[4] ».

John Lewis montre que les marxistes savent mieux que d'autres, puisqu'ils usent d'une logique dialectique, qu'on doit envisager toutes les *conséquences* des moyens adoptés. Les moyens sont choisis parce qu'ils sont appropriés, ils sont appropriés parce que leurs résultats sont bons, et ces résultats comprennent, non pas une partie, mais bien la *totalité* des résultats.

Les grandes déclarations sur les moyens *bons en eux-mêmes*, et indépendamment de la fin, parce que conformes à des règles d'or, ne cachent que pharisaïsme. Les attaques dont sont l'objet nos amis anglais, les savants Bernal et Haldane entre autres, montrent que leurs adversaires utilisent de mauvais moyens pour défendre une mauvaise cause.

André LENTIN.

DIALECTICA

(LA HAVANE, CUBA)

Dialectica paraît à la Havane (Cuba), depuis 1942. Telle que la *Pensée*, en France, *Pod Znamenem Marksizma*, en U.R.S.S., *Science and Society*, aux Etats-Unis, *The Modern Quarterly*, en Angleterre, cette revue est consacrée à la diffusion du rationalisme moderne. Elle possède toutefois un caractère particulier : le nombre des articles inédits est extrêmement limité; pour la plupart il s'agit d'importantes études soviétiques, françaises, anglaises ou américaines, concernant plus particulièrement la philosophie, la science, l'art et la sociologie, et toutes admirablement choisies et traduites. A la fin de chaque numéro, quelques brèves « notes et commentaires » donnent un bilan des articles présentés avec des éclaircissements utiles. Une revue des livres nous fait connaître le mouvement bibliographique de l'Amérique latine pouvant intéresser les lecteurs de *Dialectica*.

Parmi les études philosophiques les plus importantes parues dans les six premiers volumes, signalons notamment :

« Introduction à la dialectique de la nature », de Friedrich Engels. C'est un extrait de l'ouvrage fondamental *Dialektik und Natur*, non encore traduit en français, où Engels développe l'idée que les lois de la dialectique sont de vraies lois du développement naturel et, par conséquent, sont aussi valables dans l'étude théorique des sciences naturelles.

« Sur la philosophie en Allemagne nazie », article du professeur américain V. J. Mc

---

1. L'auteur cite : Aldous Huxley, Joad, Middleton Mury, Kingsley Martin.
2. Comme leurs amis de France.
3. Il est intéressant de comparer les dépositions de Roubachof dans *Darkness at Noon*, de Kœstler avec les dépositions de Boukharine au procès de Moscou [Roubachof=Boukharine]. Tout lecteur honnête pourra mettre les textes en parallèle. La patience qu'il aura dépensée à établir ce « synopsis » sera largement récompensée...
4. *The Yogi and the Commissar*. Comme on le voit : Mélodrame pas mort !

Gill, où il est question de la phénoménologie de Husserl, de l'existentialisme, du néo-kantisme et de la « philosophie » nazie de C. Schmidt, Spann, Spengler et Sombart.

« Le noyau rationnel de la dialectique de Hegel », du philosophe soviétique G. Alexandrov. De très lucides remarques sur la dialectique hégélienne et sur la critique qu'en a faite Marx.

L'idée essentielle de ce bel article d'Alexandrov se trouve dans ce passage :

Dans la *Science de la logique*, Hegel a exposé en détail sa doctrine de la contradiction. Il s'agissait de démontrer que tout se réalise à travers une lutte de contraires, que tout existe grâce à l'interaction et à l'interpénétration mutuelle des contraires. Les contraires et les contradictions ne sont pas une exception à la règle, ne sont pas un accident dans le développement de la pensée humaine et de la nature, ils sont un vrai « royaume de la raison », vu que l'essence de l'objet ne se révèle qu'à travers la contradiction. Connaître le mouvement des contraires, voilà l'objet de toute science.

La théorie géniale du développement créée par Hegel, l'idée que la connaissance est la connaissance de la lutte des contraires et que la contradiction est l'origine de tout mouvement, du développement de la vie tout entière, constitue précisément le grand mérite historique du philosophe allemand. Ici se trouve précisément le fond du « noyau rationnel » de sa dialectique ...Le côté révolutionnaire de la doctrine de Hegel, que les classiques du marxisme et du léninisme ont analysé avec un esprit critique et créateur, voilà le « noyau rationnel » de la dialectique hégélienne.

« Les critériums absolus et relatifs dans l'art » de Mark Rosenthal, est une très importante contribution de ce philosophe soviétique à l'esthétique. Une science esthétique est-elle possible ? La doctrine épistémologique de la vérité absolue et relative et l'histoire de l'art. Les tâches de l'esthétique.

« Quelques remarques sur le goût esthétique », de Franz Mehring, extrait d'un article publié en 1898 par le biographe de Marx, pose des problèmes qui ont un rapport étroit avec l'étude précédente, notamment celui de l'objectivisme et du subjectivisme dans l'art. Y a-t-il une base objective pour la détermination du goût esthétique ? Malgré son kantisme très accentué, Mehring donne à la question une réponse affirmative et souligne, d'autre part, que le sentiment esthétique est soumis à un développement historique et subit des changements constants.

« La philosophie de l'art, de Karl Marx » de Mikhail Lifschitz, nous donne la traduction des chapitres douze et treize du livre du même titre paru il y a quelques années à Moscou, qui constitue la plus considérable contribution déjà réalisée sur le sujet. Bien que les deux chapitres traduits et publiés dans *Dialectica* ne soient pas, à notre avis, les plus importants du livre de Lifschitz, ils ne manquent pas d'intérêt. On y trouve de très pénétrantes réflexions sur le problème classique posé par Marx dans l'introduction de la *Critique de l'économie politique* sur l'inégal développement de la production matérielle et de l'art, problème qui se rattache à la question analysée dans l'*Idéologie allemande* de la non-uniformité dans le développement historique.

« La science philosophique en U.R.S.S. », de M. Mitine, est un extrait du rapport présenté par ce philosophe à l'Académie des sciences de l'Union soviétique, il y a très peu d'années. Les remarques sur les problèmes philosophiques soulevés par la science contemporaine et notamment par les recherches réalisées par les savants soviétiques, sont particulièrement intéressantes.

Parmi les articles d'ordre proprement scientifique, il faut surtout signaler :

« Les principes de la médecine soviétique » de Henry A. Sigerist est un extrait du livre très connu que l'auteur a publié en Amérique sous le titre *Socialized Medicine in the Soviet Union*. Dressant un panorama de la médecine dans les pays de structure économique capitaliste, Sigerist écrit :

Aujourd'hui la médecine est un service que le malade achète et que le médecin vend, dans un système de concurrence. Le médecin doit se faire payer ses services ; plus le client est malade, plus il nécessite de soins et plus il a besoin du médecin.

Ce système est particulièrement inacceptable, vu que les malades ne peuvent pas juger des soins dont ils ont besoin, n'ayant ainsi qu'à faire confiance aux médecins qui devront faire tout ce que la science exige dans le cas en question, sans aucune considération de dépenses; mais comme le médecin travaille dans un régime de concurrence, il doit retenir le malade, le soignant selon des limites économiques définies. .Les lois qui gouvernent la vie économique de nos pays sont aussi valables dans la médecine. Le médecin d'aujourd'hui, qu'il le veuille ou non, est un commerçant.

A ces caractéristiques de la médecine dans les pays capitalistes, l'auteur oppose, sous quatre rubriques qu'il développe ensuite, les principes généraux de la médecine dans le pays du socialisme :

1. Le service médical est gratuit et, par conséquent, accessible à tous.
2. La médecine préventive est au premier plan de toutes les activités sanitaires.
3. Toutes les activités sanitaires sont dirigées par des organismes centraux, les commissariats du peuple pour la Santé publique. Avec ce résultat que
4. la santé peut être « planifiée » sur une grande échelle.

« Le développement de la biologie dans l'Union soviétique », par L. A. Orbeli. Disciple de Pavlov, l'auteur est particulièrement qualifié pour parler des progrès réalisés dans l'élaboration de l'héritage scientifique du grand physiologiste et des tendances qui prédominent aujourd'hui dans les instituts biologiques de l'U.R.S.S.

« Les mathématiques russes », par P. Alexandrov et A. Kholmogorov.

« Le développement de la géologie en U.R.S.S. », par Vera Varsanofieva.

« Quelques découvertes dans l'effort pour diriger la nature des plantes », par l'académicien J. D. Lisenko. Importante étude sur l'école et la méthode du grand généticien soviétique. L'auteur qui, dans cette étude, s'occupe en particulier du rôle que les conditions du milieu jouent dans le développement des plantes, discute la position de principes des deux tendances de la biologie : darwinistés-mitchevinistes et morganistes-mendeliens.

Parmi les articles concernant les problèmes littéraires, signalons :

« Balzac », par V. Grib. Extraites d'un livre d'une très remarquable originalité et pénétration sur le grand écrivain (ouvrage malheureusement non encore traduit en français), ces pages publiées par *Dialectica* nous donnent la plus lucide analyse des idées politiques de Balzac : son éloge des fondements patriarcaux de la société; sa défense de l'aristocratie et de l'ordre hiérarchique; sa condamnation des erreurs commises par la vieille aristocratie, responsable de sa propre ruine, et par la bourgeoisie, se minant elle-même en voulant ruiner la hiérarchie aristocratique; l'utopisme de Balzac, ses affinités et ses différences avec les réformateurs sociaux du XIXe siècle.

Examinant l'état social de la France au moment de la formation de l'écrivain, Grib écrit :

> Les années de maturité intellectuelle de Balzac (1820-1830), quand sa conception du monde est définitivement formée, représentent la fin de la première période de lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est le moment où la pensée théorique progressive du XIXe siècle commença à se développer dans sa première étape, quand le « brouillard des relations économiques non développées » commença à se dissiper et quand les antagonismes de classe commencèrent à prendre une forme aiguë. Ces circonstances amenèrent Balzac à des conclusions plus sobres et en même temps plus conservatrices que Saint-Simon et les démocrates radicaux de ce temps. Balzac critique leurs utopies, le côté idéaliste de leurs croyances, leur foi absolue dans la victoire de la raison abstraite sur les relations de propriété. Il comprend déjà que n'importe quelle tentative de réforme sociale doit avant tout porter son attention, non pas sur la « raison » du peuple, mais sur ses intérêts matériels ; et puisque ses intérêts se différencient selon les classes, il n'est pas possible de parler d'un plan de réformes satisfaisantes pour toutes. Les changements sociaux doivent se réaliser sur la base de la *suppression des intérêts d'une classe par ceux d'une autre.*

Selon Grib, « Balzac est un défenseur de l'aristocratie, mais il n'est pas un auteur aristocrate ».

Voici encore, brièvement indiqués, quelques autres articles sur des sujets divers, publiés dans les six premiers volumes de *Dialectica*[1] :

Trois « Essais sur Ibsen », par Franz Mehring, Anatole Lounatcharski et G. Plékhanov; « Racine », par Boris Pesis; « Courants de la littérature soviétique », par Alexis Tolstoï; l'étude de Lafargue sur « L'argent », de Zola, un article de Lénine et un essai de G. Lukacs sur « Le problème de la littérature de parti », un essai d'Armand Cuvillier sur « Marx et Proudhon » (la méthode et la doctrine); deux rapports de B. D. Grekov et d'Eugène Tarlé sur « Les recherches historiques en Union soviétique », deux études concernant l'histoire des Etats-Unis, par A. B. Magil et Francis Franklyn, un extrait de la *Guerre des paysans en Allemagne*, de Engels; deux études inédites sur l'histoire cubaine, par Jorge Castellanos : « Les racines historiques de l'idéologie bourgeoise à Cuba » et Sergio Aguirre : « Esclavage et abolitionisme ».

Deux textes philosophiques importants d'auteurs français sont publiés dans le dernier numéro paru : l'allocution de Maurice Thorez prononcée en Sorbonne à l'occasion du 350e anniversaire de Descartes et l'essai de Georges Politzer : « La philosophie de l'Illuminisme et la pensée moderne ».

Avec un si heureux choix d'articles publiés dans une douzaine de numéros à peine, d'une sobre et belle présentation, cette excellente revue peut jouer et joue certainement un rôle considérable dans le mouvement culturel de l'Amérique latine. Nous souhaitons, toutefois, voir dans les prochains numéros une plus abondante collaboration originale.

MAGALHAES-VILHENA.

---

1. Nous regrettons de ne pouvoir nous référer aux numéros 1, 2, 5, 6, 13, 14 et 16 qui ne nous sont malheureusement pas parvenus.

MYSL WSPOLCZESNA

LA PENSÉE CONTEMPORAINE, LODZ

La revue *Mysl Wspolczesna* (*la Pensée contemporaine*), qui paraît à Lodz depuis juin 1946, se présente comme une revue de synthèse consacrée à la renaissance de la science polonaise et à la coopération intellectuelle internationale.

Mysl Wspolczesna, dit le manifeste qui ouvre le premier numéro, désire devenir l'organe scientifique de tous les intellectuels polonais amis du progrès. Réunissant dans son comité de rédaction des représentants des divers domaines de la science, des diverses conceptions du monde et des diverses tendances politiques, notre revue n'a pas l'intention de s'en tenir à une seule position doctrinaire bien délimitée. Comprenant le besoin de confronter les points de vue. *Mysl Wspolczesna* se tient sur le terrain de la liberté des recherches scientifiques et a le vif désir de contribuer à créer en Pologne un fort et profond mouvement de production scientifique La revue exige de ses collaborateurs une seule condition : la solidité de la connaissance scientifique et le respect pour l'effort scientifique. Nous ne sommes pas isolés dans notre entreprise. Après des années d'outrages barbares à la pensée scientifique, voici que s'élève en Europe une vague d'intérêt pour la science sérieuse. La science ne renaît pas seulement sous la forme d'un renouveau de l'empirisme. Elle se renforce aussi par l'intérêt porté aux liens qui rattachent la science à la vie sociale, aux transformations profondes de la structure interne des peuples divers. On sent croître aussi le besoin de formes nouvelles et permanentes de collaboration intellectuelle internationale Chaque pays tend à sa renaissance par ses voies propres, conditionnées par sa propre histoire. La Pologne, elle aussi, doit suivre ses voies propres. Il n'est pas possible, toutefois, de négliger le problème central : mettre la science au service de la transformation sociale du pays et du monde. C'est pourquoi les liens de la science avec les problèmes sociaux occuperont dans notre revue une place particulièrement honorable. C'est aussi à ce point de vue que se rattache notre intérêt actif pour la place occupée désormais par les paysans et les ouvriers dans la vie et la culture de la nation, et c'est là le trait fondamental de notre attitude progressiste.

Le temps et la place nous manquent pour donner une idée, même approximative, de la richesse et de la variété des articles réunis dans les trois numéros de la revue qui nous sont parvenus. Nous nous bornerons à citer quelques titres, nous réservant de revenir plus tard sur certains de ces articles qui offrent pour nous un intérêt plus direct.

Le numéro 1 s'ouvre par un article de Jozef Chalasinski intitulé : « Les bases sociologiques de la réforme de l'éducation », dans lequel l'auteur tente de trouver ces bases en comparant la perspective de l'histoire des réformes de l'éducation et celle de la sociologie théorique contemporaine. Après une comparaison serrée des systèmes éducatifs russe et américain, l'auteur montre comment l'éducation doit être basée sur le milieu social qui entoure l'enfant et qui peut seul l'intéresser. Il conclut à la nécessité d'une formation essentiellement nationale. L'article, très nourri d'idées et d'arguments, abonde en sujets de discussion.

Dans le même numéro, 22 pages sont consacrées à la séance inaugurale de l'*Encyclopédie de la Renaissance française*. Elles contiennent le texte in-extenso du Manifeste de l'*Encyclopédie* et des discours de Paul Langevin, d'Henri Wallon et de Georges Teissier.

Le numéro suivant consacre 4 pages à la *Pensée*. Après une brève histoire de la *Pensée* d'avant-guerre, l'auteur rend hommage à nos morts et analyse les principaux articles des cinq premiers numéros de notre revue. Voici sa conclusion :

En lisant les déclarations des intellectuels français, il convient d'admirer l'union étroite du plus haut degré de pensée scientifique non vulgarisée avec la foi profonde de ces savants en une mission sociale du monde de la science, avec un authentique amour du peuple. Il n'y a pas de place pour un quelconque esprit d'élite ou de chapelle, une fraternité d'armes unit le théoricien et le praticien sur la voie commune de la lutte pour les buts communs : l'indivisibilité des concepts de démocratie et de culture. Ainsi, la « Minerve de l'Europe », la France démocratique, grâce aux efforts de ses esprits les plus éclairés, fraie le chemin à la « République des savants et des travailleurs ». La *Pensée* est l'un des berceaux du puissant mouvement qui rend à la France son ancienne primauté intellectuelle.

Le même numéro contient une étude très importante du Dr. E. S. Rappaport sur la Pologne comme Etat d'une nation. Cette étude apporte notamment des précisions intéressantes sur la situation dans les territoires reconquis sur l'Allemagne. Un chapitre est consacré à l'entente polono-tchécoslovaque. Pourquoi l'auteur croit-il devoir rejeter sur le gouvernement tchécoslovaque d'avant 1938 toute la responsabilité de la discorde entre les deux peuples qui a été une des causes de Munich ?

Nous regrettons de trouver là la persistance de regrettables querelles entre deux pays qui nous sont également chers.

Voici encore quelques titres d'articles importants à signaler :

« Analyse sociologique de l'idée de patrie », par le professeur St. Ossowski; « Déterminisme et indéterminisme à la lumière des conceptions de Planck », par J. Szlaga; « le Principe de contradiction à la lumière de la logique dialectique », par le professeur

Adam Schaff; « les Idéaux éducatifs dans le passé et dans la réalité contemporaine », par le Dr. Marcussiewicz.

Nous espérons que les numéros suivants de *Mysl Wspolczesna* ne démentiront pas un si bon début.

J. ARNAUDIES.

ZYCIE NAUKI

(LA VIE DE LA SCIENCE, CRACOVIE)

Un groupe de professeurs de l'Université de Cracovie publie depuis un an cette revue scientifique mensuelle de première importance, destinée à propager et entretenir dans le public cultivé de Pologne le goût et une connaissance précise de la science sous toutes ses formes.

Nous voulons, dit une note d'introduction au premier numéro, que *Zycie Nauki* devienne la revue de tout le monde scientifique polonais et de la généralité des personnes cultivées qui s'intéressent à la science, indépendamment de leur spécialité et de leurs convictions; qu'elle propage la connaissance de la science dans tous ses aspects, aussi bien du point de vue méthodologique que du point de vue sociologique, qu'il s'agisse d'histoire ou d'organisation, que la science soit considérée comme instrument de la conquête du monde ou comme base de la conception de l'univers.

Nous voulons aussi qu'elle contribue à faire croître l'influence et l'importance de la science comme facteur social et culturel et qu'elle apporte un concours efficace à la formation, entre les savants polonais, d'un sentiment de communauté professionnelle, appuyé sur l'adhésion à un courant d'idées auquel l'homme doit la maîtrise de la nature et peut devoir la maîtrise de l'histoire, courant qui est né avant toute idéologie sociale ou politique et durera encore lorsqu'elles auront depuis longtemps disparu, courant grâce auquel d'ailleurs la face du monde a plus changé au cours du dernier siècle qu'au cours des cinq mille ans de civilisation qui l'ont précédé.

En fait, les six premières livraisons de cette revue traitent surtout de la réorganisation des institutions scientifiques polonaises. Quelques articles dépassent le cadre exclusivement national.

Dans le premier numéro, l'article de M. Chojnowski intitulé : « La science et la société » contient notamment un appel aux intellectuels pour qu'ils s'unissent et jouent un rôle plus efficace dans la vie de la nation. Cet appel devrait être entendu partout.

Un autre article de L. Fleck (n° 5) relate avec humour une expérience vécue dans un camp de concentration et montre comment un groupe de travailleurs scientifiques, certes pleins de bonne volonté, mais livrés à eux-mêmes sans une préparation suffisante et sans le contrôle du public savant, peut élever un véritable monument de fausse science.

Enfin, un article de M. Brzezicki sur « La nécessité de diffuser la typologie de Kretschmer », propose d'utiliser cette typologie pour l'orientation des étudiants qui se destinent à la recherche.

En somme, *Zycie Nauki* présente un intérêt incontestable pour l'étude des conditions actuelles de la recherche scientifique et de l'enseignement supérieur en Pologne. En outre, certains de ses articles paraissent être d'une valeur universelle et mériteraient d'être traduits.

J. ARNAUDIES.

GIORNALE DI METAFISICA

(UNIVERSITÉ DE PAVIE)

J'avoue qu'en ouvrant cette revue, je pensais trouver des articles abstraits, sans aucun contact avec l'actualité et, suivant la formule employée par son directeur, M. Sciacca, dans la ligne d'une philosophie dont « l'objet est la vérité non contingente, mais supra-historique ». Or, l'impression qui se dégage de la lecture est que les auteurs de cette revue sont constamment hantés (consciemment ou non) de préoccupations politiques, et de la politique la plus réactionnaire.

Au mépris de la science, ils joignent un mépris de l'homme, « dont les instincts vitaux (exagérés) ont porté l'humanité à la guerre d'extermination, à l'ivresse de sang et de cruauté et l'ont dégradé au niveau zoologique ». Ce n'est pas des fascistes que l'on parle ainsi, mais de l'humanité en général.

Quant à la solution préconisée pour l'heure présente, c'est le pardon, l'oubli. Celui qui est tombé ne veut pas que sa mort soit rendue stérile par une autre mort.

Et d'un doigt accusateur, on nous désigne ceux qui porteront les responsabilités de nos malheurs futurs. Ce sont :

les consciences qui ne savent pas pardonner, qui ne luttent pas contre elles-mêmes pour supplanter le sentiment de la vengeance par celui de la charité.

Cette attitude invoque des motifs d'ordre religieux.

Il s'agit de reconstruire le sens moral et religieux sur les ruines morales et religieuses, incommensurablement plus graves que les ruines matérielles.

Ailleurs on insiste sur la nécessité du retour à un

christianisme historique et divin, qui fasse appel aux grandes preuves objectives de l'apologétique traditionnelle, prophéties, miracles, etc.

Cette aspiration vers l'absolu catholicisme est le lien qui, dans le domaine des idées, essaie de rendre cohérentes l'indulgence totale à l'égard des fascistes (dont les crimes n'ont pas atteint l'Eglise) et le sectarisme à l'égard de tout ce par quoi l'Eglise peut, à tort ou à raison, se sentir menacée. Par exemple la Réforme,

qui a introduit le libre examen comme critère de vérité; d'où l'anarchie, d'où la tyrannie, conséquence immédiate de la Réforme.

La dialectique idéaliste et l'existentialisme ne sont pas épargnés non plus.

Sans vouloir exagérer l'importance de cette revue, dont les longs articles de compilation ou d'exégèse rebuteront sûrement le grand public, je pense qu'on peut la ranger dans cette catégorie de journaux italiens qui maintiennent le contact entre ceux qui ont gardé la nostalgie de l'ancien régime et ceux qui ne reprochent au fascisme qu'une chose : avoir perdu la guerre.

En tout cas, il ne faut pas compter sur le *Giornale di Metafisica* pour aider les étudiants italiens à se donner une éducation démocratique.

CHARLES MARTIN.

DEUX REVUES PHILOSOPHIQUES AMÉRICAINES

Des revues philosophiques américaines qui nous sont parvenues, le *Journal of Philosophy* (6 décembre 1945) est assez insignifiant : Melvin Rader y tente d'appliquer aux situations politico-historiques ce qu'il croit être l'enseignement de Hegel. Il fait partie de ces gens qui croient connaître Hegel parce qu'ils admettent que le monde est en perpétuel devenir et que tout agit sur tout : le hégélianisme, pour eux, tient en ces deux formules. Par contre, une critique du livre de W. R. Crawford, *A century of latin-american thought* apporte des précisions intéressantes sur la philosophie d'Amérique du Sud et ses entours historiques, et signale notamment l'étonnant courant positiviste de cette philosophie — courant dont il serait profitable d'étudier les motivations sociales.

Philosophy and phenomenological Research, A Quarterly Journal, est plus intéressant : cette revue, si elle fait une large place à des recherches phénoménologiques dont le caractère est d'ailleurs assez différent de celui des recherches similaires effectuées en France, publie aussi des articles de toute tendance philosophique. Le numéro de mars 1946 contient, entre autres, un inédit de Husserl, *Die Welt der lebendigen Gegenwart und die Konstitution der ausserleiblichen Umwelt*, présenté par A. Schuetz, une étude sur le sophisme du menteur par A. Koyré, qui prend position contre la théorie des types de Russell et reprend la distinction husserlienne entre non-sens et contresens — et, enfin, un article de N. Troyan, « Les opinions philosophiques du cercle Petrachevski » (traduit du russe), qui retrace l'histoire de ce cercle d'intellectuels russes qui, autour de 1840, développèrent des conceptions prémarxistes si progressistes dans tous les domaines que le gouvernement tsariste les condamna à mort en 1849, puis commua leur peine en travaux forcés à vie; cet article montre de façon claire qu'il est tout un aspect de l'histoire de la philosophie que la philosophie officielle laisse soigneusement de côté et qui est pourtant du plus grand intérêt. Il est remarquable que la philosophie officielle continue à ignorer que, si la théorie de la lutte des classes a été mise au point et développée par Marx et Engels, elle était déjà annoncée dans de nombreuses œuvres antérieures ou contemporaines du *Manifeste :* le cercle des Petrachevski avait bien vu la vérité de cette théorie. Un compte rendu de l'*Historia de la Filosofia en Mexico*, de Samuel Rames nous permet de compléter ce que le *Journal of Philosophy* nous a appris sur la philosophie sud-américaine.

Le numéro de juin, moins riche, contient essentiellement une discussion sur l'unité de la science : les articles et les réponses aux articles de Neurath, Carnap, Kaufmann

sont les plus importants, mais l'ensemble relève d'une tendance logiciste qui nous est assez étrangère et ne semble mener qu'à un idéalisme marqué du sceau de l'école de Vienne.

J. KANAPA.

MUNDO LITERARIO

(LISBONNE)

Mundo Literario est un hebdomadaire portugais d'information littéraire, scientifique et artistique qui se publie à Lisbonne depuis quelques mois. On y trouve un peu de tout : l'apologie de Sartre et de l'existentialisme (n° 16), celle de Bergson, et la défense du rationalisme (n° 27), une série d'excellentes études d'histoire sur le commerce portugais avec l'Afrique occidentale jusqu'en 1520 (nos 21-24), une brève histoire de la peinture (depuis le n° 5), des extraits de romans, critiques du théâtre, du cinéma, de la peinture et des livres, plusieurs polémiques, des articles sur les grands écrivains contemporains, des poèmes, des reproductions de Picasso, Portinari, Delacroix, Boris Taslitski.

M. V.

UNIVERSITÉ 46

REVUE INTERNATIONALE PUBLIÉE PAR L'ENTRAIDE UNIVERSITAIRE INTERNATIONALE

(GENÈVE)

Le quatrième numéro de cette revue apporte des documents assez éclectiques sur l'état d'esprit de ceux des étudiants de tous les pays qui sont animés du désir d'étudier à l'échelle internationale les problèmes qui leur sont communs.

A côté du texte de l'allocution de Karl Jaspers, prononcée le 15 août 1945 à l'occasion de la réouverture de la Faculté de médecine de Heidelberg, on y trouve des articles sur les efforts des Universités belge, danoise, finlandaise et autrichienne en faveur de l'enseignement populaire, différentes notes sur les formules nouvelles des communautés universitaires (l'une, du grand biologiste Szent-Gyorgy, relate l'expérience romantique qu'il a tentée en qualité de recteur de l'Université de Szeged), des projets de statuts de la profession étudiante, un article documentaire de Zlobinski sur la formation des cadres scientifiques en U.R.S.S., etc.

L'éditorial intitulé « Les étudiants sont-ils majeurs ? » pose un problème qui ne paraît pas avoir suffisamment retenu jusqu'ici en France l'attention de ceux qui se préoccupent des réformes universitaires :

> Combien, parmi les universitaires qui se croient d'idées avancées, qui parlent volontiers de démocratisation de l'enseignement, songent que la première condition d'une démocratie universitaire est la participation des étudiants au gouvernement de celle-ci ?

Université 46 est une revue sérieuse et nourrie, dont la lecture ne peut laisser indifférent aucun de ceux qui se préoccupent de la nécessaire évolution de la fonction étudiante.

E. K.

LES LIVRES

R. Daval et G.-T. Guilbaud : **le Raisonnement mathématique.** Collection de la « Nouvelle Encyclopédie philosophique ». Presses universitaires de France, 1945.

S'il est un sujet où la collaboration du philosophe et du technicien aurait dû, semble-t-il, être féconde, c'est bien celui qu'ont choisi MM. Daval et Guilbaud, respectivement agrégés de philosophie et de mathématiques. Le raisonnement mathématique n'est-il pas tout proche, en effet, par sa forme, de la logique ? Le terrain, au surplus, était déjà largement défriché par les nombreux savants contemporains qui ont cherché à préciser les rapports entre la logique et les mathématiques et tenté bien souvent même d'unifier ces deux branches du savoir humain. Il suffit de rappeler la phrase célèbre écrite, il y a quelque vingt ans, par Bertrand Russell : « La logique est la jeunesse des mathématiques et les mathématiques sont l'âge mûr de la logique », phrase qui est devenue le cri de ralliement de toute une génération de logisticiens.

Malheureusement, MM. Daval et Guilbaud ne paraissent guère s'être intéressés à ce mouvement, ni à toutes les discussions passionnées qu'il a fait naître. Si l'on ne connaissait l'âge des auteurs, on s'imaginerait même volontiers, surtout en lisant les premiers chapitres, que le *Raisonnement mathématique* a été rédigé au plus tard à la veille de la guerre de 1914. Le problème y est, en effet, posé en des termes qui auraient probablement rempli d'aise le jury d'agrégation de philosophie de cette époque. Il ne s'agit pas de savoir si les axiomaticiens et les logisticiens modernes ont pu faire progresser la question, ni si les récents travaux des marxistes soviétiques peuvent apporter quelque lumière nouvelle, mais de trancher entre les thèses d'Henri Poincaré et d'Emile Goblot, habilement opposées l'une à l'autre suivant les plus belles traditions scolaires : le type du raisonnement mathématique est-il *le raisonnement par récurrence* ou, au contraire, l'essence de la déduction mathématique féconde réside-t-elle dans une *construction ?*

Sur cette question importante, sans doute, mais qui est loin d'épuiser le sujet, MM. Daval et Guilbaud ont écrit, du reste, des choses parfois intéressantes. Nous avons particulièrement goûté, entre autres, certaines remarques du chapitre IV sur la généralisation. Mais ce qui alourdit, ce qui fausse tout l'exposé, c'est d'abord l'excessive importance attachée à ce débat grossi à plaisir entre Poincaré et Goblot; c'est aussi, c'est surtout même le respect aveugle que les auteurs témoignent pour la philosophie scientifique d'Henri Poincaré. Nous savons bien certes — et nous le déplorons — qu'ils ne sont pas les seuls en France à reporter sur des essais souvent discutables, souvent aussi dépassés, l'admiration légitime qu'a value à l'illustre mathématicien français sa géniale œuvre scientifique. Il n'en est pas moins regrettable de voir, par exemple, un problème comme celui de l'intuition en mathématiques, posé au chapitre II uniquement en fonction de certains textes de Poincaré que les auteurs eux-mêmes considèrent comme obscurs.

Dans leur hâte à défendre Poincaré et à écraser, d'une façon parfois injuste, son « adversaire » Goblot, MM. Daval et Guilbaud en oublient, d'autre part, de définir ou simplement de délimiter, au début de leur ouvrage, l'objet du rai-

sonnement mathématique. C'était là pourtant un point essentiel. Ils abordent ce point, il est vrai, à la fin du livre, en même temps qu'ils étudient l'imagination mathématique, mais c'est pour insister sur la différence d'*essence* qu'ils établissent entre imagination mathématique et imagination empirique, entre intuition mathématique et intuition sensible (les auteurs semblent, à ce propos, se faire des illusions, p. 111, sur la solidité du concept de « chose »; ils paraissent ignorer les rudes coups que lui a portés la physique moderne). Cela les amène finalement — toujours sous l'influence des idées de Poincaré — à parler de « formes » construites « par un acte de liberté rationnelle... et qu'objective la fonction géométrisante » et à proclamer, comme de bons néo-nominalistes, que : « presque toujours, conquérir en mathématiques, c'est d'abord nommer ». Et cela explique, du reste, toute leur position; car, en fait, ce qui les choque dans Goblot, c'est ce qui subsiste encore de concret, de matérialiste si l'on veut, dans sa théorie de la construction, beaucoup plus que telle ou telle erreur de forme.

Ce manque d'indépendance envers Poincaré, ce point de vue étroitement idéaliste empêchent que le problème soit vraiment posé d'une façon correcte. Le dynamisme de la création mathématique, la dialectique de son mouvement par crises et synthèses successives, que tant de penseurs même non marxistes ont constatée, échappent à MM. Daval et Guilbaud. Mieux encore, parlant des crises, il déclarent p. 144 : « Ce serait donc à tort qu'on attribuerait un caractère philosophique à ces controverses, elles sont spécifiquement mathématiques », ce dont ils s'autorisent pour n'en tenir aucun compte ! On ne s'étonnera pas dès lors de la banalité de la conclusion où l'on reprend une fois de plus l'opposition classique entre rigueur et fécondité. Ce n'est certainement pas ce livre qui nous fera vraiment comprendre pourquoi les mathématiques ne sont pas réductibles à une vaste tautologie, ni pourquoi ces « actes de liberté rationnelle » dont parlent les auteurs, créent des formes si bien adaptées aux recherches des physiciens et des techniciens.

Signalons enfin aux auteurs qu'il est aujourd'hui inexact d'affirmer, comme ils le font, p. 52, qu'aucun raisonnement, même syllogistique, n'est « automatique » et qu'en aucun cas « une machine ne pourrait penser à ma place ». Les extraordinaires automates joueurs d'échecs conduisaient déjà à de curieuses réflexions à ce sujet, quand, peu avant la guerre, le problème fut posé d'une façon beaucoup plus générale par M. Couffignal, dans ses travaux sur l'*analyse logique*. Bien que celui-ci ait développé ses thèses à l'excès dans un sens mécaniste, on peut considérer comme acquis qu'il a établi que les opérations de logique formelle sont des « fonctions mécaniques et non des fonctions intellectuelles », en sorte qu'elles peuvent être réalisées par des machines ; démonstration bien inutile, certes, pour la plupart des philosophes contemporains, mais que MM. Daval et Guilbaud auraient eu intérêt à connaître.

PAUL LABERENNE.

GEORGES LEMAITRE : **l'Hypothèse de l'atome primitif.** Neuchâtel (Suisse), 1946, Editions du Griffon.

L'abbé belge Georges Lemaître, qui s'est acquis une renommée mondiale par ses travaux sur l'expansion de l'univers, publie aujourd'hui, à l'usage du grand public, cinq conférences dans lesquelles il a, à diverses dates, développé ses théories cosmogoniques. On sait que, selon cet astronome, l'évolution de l'univers — qu'il considère, en accord avec Einstein, comme fini et illimité — a été constamment accompagnée et sera constamment accompagnée, d'une dilatation des dimensions spatiales. En remontant le cours du temps vers le passé, on est ainsi conduit à des univers de « rayon » de plus en plus petit et l'on arrive finalement à une époque où la matière était

tellement condensée que l'on ne saurait aller plus loin. L'abbé Lemaître fait « commencer » l'histoire de notre univers à cet instant. Il suppose de plus que la matière était alors ordonnée sous forme d'un atome géant et unique. Il appuie cette hypothèse d'un début nécessaire par d'autres considérations tirées du deuxième principe de la thermodynamique (dégradation de l'énergie) dont il admet la validité universelle et éternelle. Il essaye ensuite, à partir de son gigantesque atome primitif, de retrouver et d'expliquer les grandes étapes du passé de l'univers.

On voit immédiatement le nombre et l'importance des hypothèses qu'il convient d'admettre plus ou moins gratuitement si l'on veut suivre l'abbé Lemaître dans ses développements. Les équations relativistes, par exemple, qui rendent mathématiquement compte de l'expansion actuellement observée de l'univers, sont parfaitement compatibles avec l'existence d'autres types d'évolution que la dilatation perpétuelle et, en particulier, avec des évolutions cycliques, l'époque d'extrême condensation de la matière ayant été précédée par une « contraction » à partir d'une matière plus dilatée et ainsi de suite. Quant au principe de Carnot sur la « dégradation » de l'énergie, il n'est pas du tout établi — bien au contraire — qu'on ait le droit de l'appliquer à l'ensemble de l'univers. Rien, par conséquent, dans la science moderne ne permet d'affirmer, comme le fait l'auteur, que le monde a dû commencer à une certaine époque dans le passé, séparée de la nôtre par un temps fini. Il est difficile, enfin, de trouver une extrapolation plus osée de nos atomes lourds avec leurs 92 électrons, que l'hypothèse de l'atome géant primitif dont le nombre des électrons devrait s'écrire au moyen de dizaines de chiffres.

En réalité, le dessein de l'abbé Lemaître est bien plutôt de construire une théorie créationniste que d'étudier scientifiquement l'évolution de l'univers. Sa définition de l'objet de la cosmogonie est déjà assez explicite, puisqu'il s'agit, selon lui, de

> rechercher des conditions idéalement simples d'où a pu résulter par le jeu des forces physiques connues, le monde actuel dans toute sa complexité (p. 176).

Ces conditions intiales sont, du reste, dans l'hypothèse de l'auteur, non seulement inexpliquées, comme l'était, par exemple, la nébuleuse primitive de Laplace, mais encore essentiellement inexplicables du point de vue rationnel, puisqu'elles correspondent à « un début effectif du monde », ce qui est tout différent. Le sens de la tentative devient plus évident encore dans les lignes de la p. 66 où l'abbé Lemaître exprime sa gratitude

> envers Celui qui a dit : « Je suis la Vérité », qui nous a donné l'intelligence pour Le connaître et pour lire un reflet de Sa gloire dans notre univers qu'Il a si merveilleusement adapté aux facultés de connaître dont Il nous a doués.

Tout cela ne veut pas dire évidemment que rien ne pourra être retenu par la science, des hypothèses de l'abbé Lemaître sur tel ou tel point particulier. Ce qui concerne la formation des grandes nébuleuses à partir d'un état très condensé de la matière contient notamment — la question de l'atome unique étant mise à part — des vues qui semblent intéressantes. Mais les textes que nous venons de citer montrent surtout d'une façon très nette que le savant belge a délibérément abandonné l'attitude scientifique pour mettre la science au service de la religion. L'astronome n'a pu complètement oublier qu'il était prêtre. Reconnaissons du moins sa franchise et souhaitons que ses aveux sans détours rendent un peu plus méfiants certains rationalistes français que l'imagination féconde de l'ecclésiastique belge a séduits jusqu'à leur faire admettre comme « hypothèse de travail » l'existence d'un instant initial au delà duquel il serait complètement inutile d'esquisser la moindre théorie.

L'ouvrage est présenté par M. Gonseth en des termes dont l'enthousiasme paraît

parfois excessif. Selon le philosophe suisse, les théories de Lemaître résoudraient de façon pleinement satisfaisante la première antinomie de la raison pure de Kant, concernant le commencement du monde et sa limite dans l'espace. Nous ne voulons pas ici ouvrir une fois de plus un débat sur les thèses kantiennes pour lesquelles nous sommes loin, pour notre compte, de professer un respect aveugle. Nous remarquerons seulement — en nous plaçant au point de vue même de M. Gonseth — que, si l'on peut, en un sens, considérer que l'espace fini et illimité de la cosmologie d'Einstein, que reprend Lemaître, résout bien la première antinomie en ce qui concerne l'espace, les théories de Lemaître au sujet du temps semblent bien moins satisfaisantes (l'hypothèse d'un temps fini et illimité, se refermant sur lui-même, qui a été parfois proposée, le serait beaucoup plus). Pour l'astronome belge,

> les notions d'espace et de temps ne sont que des notions statistiques, elles s'estompent lorsqu'on les applique à des phénomènes qui ne mettent en jeu que quelques *quanta* (p. 26).

Or, au « début,» il n'y avait — toujours selon Lemaître — qu'un atome unique dont la masse était la masse de l'univers entier. Pour cet élément unique, il n'y aurait donc eu, d'abord, ni espace, ni temps. Et c'est cela qui, d'après M. Gonseth, constituerait la solution parfaite de l'antinomie de Kant. On nous permettra d'être un peu plus exigeant, d'autant plus que l'abbé Lemaître ajoute aussitôt après :

> Si cette suggestion est correcte, le début du monde a eu lieu un peu avant celui de l'espace et du temps.

Cet extraordinaire « un peu avant » qui introduit une durée avant que le temps n'ait un sens et prétend même l'apprécier comparativement à l'on ne sait quoi, donne une idée plus exacte que les éloges de M. Gonseth de la nature et de la valeur des considérations philosophiques du savant belge en cette matière.

Signalons enfin une faute de raisonnement vraiment surprenante de l'auteur au sujet du nombre des étoiles. Il veut déterminer *a priori*, p. 36, si ce nombre est fini ou non et essaye, pour cela, d'appliquer la théorie des ensembles. Tout revient, dit-il, à savoir « si l'axiome *le tout n'est pas égal à une des parties* s'applique à l'ensemble des étoiles ». Or, les étoiles sont « actuelles », donc elles vérifient cet axiome et sont en nombre fini ! Il résulte du contexte que pour l'abbé Lemaître, seul l'infini potentiel peut être envisagé, toute collection d'objets existant dans la nature en un instant donné doit être finie. Tout cela semble révéler une ignorance regrettable des notions élémentaires relatives aux ensembles. Une telle ignorance n'était pas rare, il y a quelques dizaines d'années, lorsque la théorie des ensembles était dans l'enfance. Elle paraît invraisemblable aujourd'hui de la part d'un savant qui a déjà atteint une renommée mondiale. Peut-être le sujet a-t-il paru à l'auteur si proche de la métaphysique qu'il a cru pouvoir y appliquer les sophismes des théologiens.

PAUL LABERENNE.

PAUL COUDERC : **les Etapes de l'astronomie.** Paris, Presses universitaires de France, Collection « Que sais-je ? », n° 165.

Ce petit livre se lit facilement, car il est écrit dans un style agréable et vivant. Présenté de façon claire, il ne nécessite pas de connaissances spéciales pour être abordé et nous apprend beaucoup sur les étapes de l'astronomie.

Je ne saurais résumer ce livre. Mon analyse visera moins à indiquer les faits étudiés que la manière dont ils le sont, afin de mettre en évidence toute l'originalité et l'intérêt du travail de Paul Couderc. Il nous dit lui-même, dans la préface de son livre, qu'il s'est

> attaché aux époques fécondes, laissant dans l'ombre bien des noms et beaucoup de faits non négligeables.

Afin de bien faire comprendre tout de suite le point de vue de Paul Couderc, je donnerai en deux mots l'exemple du rôle important joué par l'astronomie dans la

« crise de la physique » au début du siècle. Après les débuts de la théorie atomique et l'introduction du discontinu, la théorie de la relativité fait éclater l'ancien cadre de nos conceptions de l'espace et du temps, hérité de Newton, et favorise la victoire de l'électromagnétisme. Les batailles au nom du bon sens contre la théorie de la relativité ne rappellent-elles pas l'horreur qu'inspira aux contemporains de Galilée et Copernic la rotation de la terre sur elle-même ? C'est pourquoi, dans l'étude de Paul Couderc,

sur les points choisis l'examen pousse souvent jusqu'aux détails : climat où apparaît l'idée nouvelle, faits qui l'appellent, principe de la découverte, son ingéniosité et sa valeur, son influence sur les contemporains, ses répercussions lointaines sur la science et sur la philosophie, ses faiblesses enfin dont le redressement engendre souvent une conquête ultérieure.

Divisé en quatre chapitres, le livre nous apporte au premier chapitre des renseignements sur l'astronomie à l'aube de l'histoire. Les relations entre le développement de l'agriculture et les connaissances astronomiques (calendrier, saisons) et les cosmologies primitives, constituent la base sur laquelle s'édifient les connaissances et les théories des populations plus évoluées des grands Empires (Mésopotamie, Egypte, Chine). Là encore, les relations entre la géographie du sol, le mode de vie, l'agriculture et les connaissances astronomiques et les cosmologies sont évidentes et connues avec plus de précision.

Au terme de cette période archaïque, les périodes et les trajectoires du soleil, de la lune, des planètes sont connues avec une bonne approximation : ce savoir est déjà digne du nom d'astronomique et permet quelques prédictions simples.

Il se trouve là les premières idées d'un ordre naturel. Quelques prédictions simples donnent conscience à l'homme d'un déterminisme. Enfin, l'influence du ciel sur les événements terrestres pousse l'homme à croire que les affaires humaines importantes sont réglées par les astres : l'astrologie remonte aux premiers âges de l'étude du ciel.

Le deuxième chapitre est consacré au « Miracle grec ». L'apparition, au VIe siècle avant notre ère, des premiers éléments d'une conception rationnelle de l'univers est marquée par la cosmologie d'Anaximandre qui imagine le premier la terre *isolée dans l'espace* et le ciel *sphère complète,* au centre de laquelle elle se tient. L'astronomie grecque se développe ensuite rapidement : rotondité de la terre, chute des *graves* vers le centre, nature des ténèbres, analyse géométrique des mouvements célestes se succèdent de façon logique. Mais l'échec des Grecs en mécanique est complet et ce sont toujours des forces divines, des esprits qui meuvent les astres. Il faudra attendre le XVIIe siècle pour qu'apparaisse le principe de l'inertie.

Entre Ptolémée et Copernic, l'astronomie n'évolue pas. Il faut attendre la Renaissance pour qu'apparaissent les fondateurs de l'astronomie moderne : Copernic et l'héliocentrisme, Képler et le mouvement elliptique des planètes, Galilée et la mécanique à la surface de la terre, enfin Newton qui opère la synthèse entre les travaux de Képler et de Galilée en fondant la mécanique céleste.

La découverte de Newton a marqué un tournant décisif du développement de l'esprit humain. Après Newton, la pensée rationnelle se croit sûre de ses bases; avec ses abstractions du temps et de l'espace, avec sa mécanique du continu, elle s'avance fièrement à la conquête de la nature. Pendant deux siècles, elle enregistrera les plus beaux succès : règne magnifique du principe de causalité et de l'explication mécaniste du monde, où chaque science essaie de se calquer sur la mécanique céleste.

Le développement de l'astronomie moderne fait l'objet du dernier chapitre. Astronomie stellaire, naissance de l'astrophysique, relativité en sont les étapes. L'astronomie a largement contribué à faire craquer les cadres de notre conception du monde, et à nous montrer que nos concepts, nos idées ne sont qu'un reflet de la structure de l'univers.

Le livre de Paul Couderc constitue un

effort pour illustrer au moyen de l'astronomie les lois du matérialisme dialectique. Les exemples abondent au cours du livre. Je cite l'un des meilleurs exemples : l'accroissement quantitatif de précision dans les observations du mouvement planétaire permet un changement qualitatif, le passage des cercles de Copernic aux ellipses de Képler. Des observations plus précises auraient rendu impossible le travail de Képler, mais trois siècles plus tard constituent l'une des preuves de la théorie de la relativité générale.

Pouvons-nous toutefois exprimer un regret ? C'est que le livre de Paul Couderc ne soit pas assez matérialiste. En d'autres termes, le regret que les conditions sociales et matérielles qui ont permis l'éclosion des génies et l'expression des talents ne soient presque pas données. Sans doute, n'est-ce pas par hasard que le génie de Copernic se dévoile à la Renaissance et sans doute n'est-ce pas non plus par hasard que le « miracle grec » débute au VIe siècle avant notre ère. Sur ce dernier point, Paul Couderc considère, à la suite du biologiste Charles Nicolle, que l'apparition d'une mutation est l'explication la plus *plausible* de l'apparition du raisonnement logique dans certaines races. Cette explication m'apparaissait contestable du point de vue matérialiste et j'ai suggéré que certaines conditions matérielles particulièrement favorables, apparues au début du VIe siècle avant notre ère, ont permis les premières tentatives d'explication rationnelle du monde. L'importance attachée par Engels (*Origines de la famille*) à la constitution de Solon (début du VIe siècle) « première des révolutions politiques », à l'origine d'un profond changement du régime de la propriété, d'un puissant développement matériel, et d'une grande prospérité de la société grecque, m'a confirmé dans cette opinion. Il semble qu'il se trouve là une cause puissante de l'essor scientifique dans les années qui ont suivi. Le sommet de l'activité d'Anaximandre se trouve situé quinze ans après la révolution de Solon.

Paul Couderc a bien voulu me faire l'honneur d'accepter mon argumentation et d'exprimer son intention de modifier ce court passage du « Miracle grec » à la prochaine édition.

Il ne me reste plus qu'à conseiller très vivement de lire et de faire lire les *Etapes de l'astronomie*. Paul Couderc met entre les mains de ses lecteurs une vue d'ensemble précise et complète de l'évolution de l'astronomie et de son rôle dans le développement de l'esprit humain.

E. SCHATZMAN.

L. LEPRINCE-RINGUET : **les Rayons cosmiques.** Préface de Maurice de BROGLIE, 376 p., Albin Michel, édit., Paris, 1945.

Ce livre porte comme sous-titre *Les mésotons*, parce que ces mystérieuses particules sont inextricablement mêlées aux problèmes du rayonnement cosmique. Elles excitent la curiosité à tel point que depuis la publication du livre de M. Leprince-Ringuet, pourtant récent, des recherches russes et américaines ont déjà montré qu'il y a un grand nombre, peut-être une infinité de mésotons de masse différente. Il y a aussi un grand nombre de mésotons théoriques : scalaires, vectoriels, mésotons pseudo-scalaires.

Dans ce complexe, qui est probablement à la source d'une science nouvelle, la « cosmophysique », plus complexe que la physique nucléaire même, M. Leprince-Ringuet réussit à tracer des chemins qui mènent à une vue plus claire des faits.

L'origine du rayonnement cosmique paraît être un torrent de protons, disposant d'énergies énormes et venant des espaces interstellaires, peut-être intergalactiques.

Comment ces particules ont-elles acquis ces immenses énergies ? Aucune théorie ne permet actuellement d'en rendre compte. La « cosmophysique » n'en est encore qu'à ses débuts et elle a beaucoup à nous apprendre.

Ce rayonnement primaire crée à son tour les nombreux phénomènes qu'on

observe au niveau du sol : gerbes, étoiles, mésotons chargés, mésotons neutres, évaporation des noyaux.

Plus bas même que le sol, à des profondeurs dépassant 1 000 mètres, on trouve un phénomène nouveau : la composante des grandes profondeurs. Quelle est la nature de ce nouveau rayonnement « supercosmique » ? Des expériences nouvelles devront répondre à la question.

Au niveau du sol, et d'une façon plus générale dans l'atmosphère (dont l'absorption pour les rayons cosmiques équivaut à celle de dix mètres d'eau), se produisent des phénomènes d'une complexité prodigieuse. Le rayonnement primaire produit des photons, des neutrons, des fragments de noyau, des mésotons, des électrons, des positons. L'abaissement de la densité de l'atmosphère quand on y monte simplifie les phénomènes et permet quelquefois de saisir les processus élémentaires. C'est ainsi qu'utilisant un avion substratosphérique montant à 10.000 mètres, Herzog et Bostik ont pu obtenir une photographie montrant la création d'une paire de mésotons positif et négatif.

Une collaboration étroite des théories mathématiques les plus avancées et de l'expérimentation la plus adroite a permis de créer peu à peu une théorie des « gerbes » et des « cascades ». Des faits se sont ainsi peu à peu accumulés, devançant les théories, et les théoriciens n'ont commencé à combler leur retard qu'en 1943 avec la théorie de Heitler, Hamilton et Peng.

L'ordre de grandeur des énergies des rayons cosmiques a pu être établi d'une façon qui paraît indiscutable : il dépasse en moyenne le milliard de volts. Les physiciens nucléaires, qui sont en train d'atteindre, au prix d'énormes difficultés, trois cent millions de volts, sont donc loin encore de pouvoir atteindre ce domaine.

La « cosmophysique » restera donc encore pendant longtemps une science d'observation, comme l'astronomie. Mais elle est infiniment plus délicate que l'astronomie, par la finesse des mesures, par la difficulté de transport d'un appareillage délicat jusqu'aux grandes altitudes ou jusque dans la profondeur des océans, par la complexité des calculs et l'étrangeté des hypothèses.

C'est pourquoi M. Leprince-Ringuet a tenu à mêler le physicien à la physique et à terminer son livre par deux chapitres, l'un sur la *Découverte en physique expérimentale*, l'autre sur l'*Esprit d'équipe dans la recherche scientifique*.

MADELEINE ROCHETTE.

Aucune contribution n'est négligeable qui tend à faire mieux connaître les conditions du travail scientifique et à attirer ceux qui sont aptes à l'exercer avec fruit. Il faut donc louer M. Leprince-Ringuet d'avoir essayé de communiquer à ses lecteurs sa flamme pour la recherche et sa haute conception du « métier scientifique », tout en regrettant qu'il ait rédigé ces derniers chapitres dans un esprit romantique qui va jusqu'à lui faire comparer la vocation scientifique et la vocation religieuse !

On ne luttera jamais assez contre la tradition qui fait du savant un être à part. Le savant exerce une fonction sociale comme les autres travailleurs. Il appartient à la société de favoriser sa formation et son activité professionnelles en vertu de l'intérêt qu'elles présentent pour elle, bien plus qu'en raison des satisfactions intimes, si vives et si nobles qu'elles soient, qui peuvent en résulter pour l'intéressé. C'est dans la prise de conscience par la société de ses devoirs envers le savant parmi l'ensemble des travailleurs, et surtout dans la prise de conscience par le savant de ses devoirs envers la société à la transformation de laquelle il peut participer puissamment, que se résoudront les problèmes de formation des collaborateurs et de constitution des équipes qui préoccupent à juste titre M. Leprince-Ringuet.

ERNEST KAHANE.

E. Perroy : **la Guerre de Cent ans.** Paris, Gallimard, 1945, 342 p. in-8.

M. Perroy, professeur à la Faculté des lettres de Lille et actuellement, des raisons de santé impérieuses l'empêchant de reprendre tout de suite son enseignement, président de la commission d'histoire de la Libération, après avoir pris sa part du travail de résistance dans la clandestinité, est normalement un spécialiste de la fin du Moyen âge et plus particulièrement de l'histoire d'Angleterre. La guerre de Cent ans, dans cette période, offre assurément, sinon des rapprochements rigoureux avec notre récente histoire — l'évolution n'en autorise pas de tels —, du moins des occasions de réflexions qui peuvent s'éclairer, et réciproquement, par celles qui sont nées de nos dernières expériences. C'est, encore qu'il ait utilisé des notes antérieures à la guerre, ce qui a amené M. Perroy, pendant les intervalles de son action clandestine, à écrire le livre qui voit maintenant le jour.

Il paraît dans une collection que la librairie Gallimard a lancée à la veille de la guerre pour se couvrir commercialement du côté sérieux de sa clientèle intellectuelle. Elle a publié des œuvres de maîtres réputés, mais qui ne lui ont pas toujours donné le meilleur d'eux-mêmes, et d'autres. Elle a le défaut de n'avoir ni l'appareil critique réclamé par le spécialiste ni l'aération typographique souhaitable pour le grand public. Ce dernier inconvénient est réduit au minimum dans le livre de M. Perroy, en raison de la grande clarté de sa rédaction. Le premier n'est pas supprimé, mais on sait l'auteur compétent, et il est évident qu'une vue interprétative synthétique comme celle-là exige moins de références qu'un travail d'érudition proprement dit.

Il ne fait aucun doute que le public éclairé, auquel n'ont en somme pas été présentées de vues d'ensemble un peu approfondies sur cette période passionnante de notre histoire, doive lire ce livre avec un puissant intérêt. Il se peut qu'il heurte quelques conceptions habituelles, et ne soit pas d'accord toujours avec l'image que présenteraient d'autres spécialistes. Cela naturellement n'est en soi ni un éloge ni une critique.

Au départ, M. Perroy n'attribue grande importance ni à la rivalité dynastique ni aux intérêts économiques flamands. Pour lui, l'origine est dans la question féodale aquitaine. Non qu'il méconnaisse l'importance des facteurs économiques, par exemple, mais il considère que leur rôle, grand dans le déroulement de la guerre, n'est pas tel dans son éclosion. Nous ne sommes pas ici des mécanistes, et nous savons parfaitement que, alors même qu'en dernière analyse on retrouve derrière des faits politiques et sociaux un certain conditionnement social, cela ne signifie aucunement une dépendance immédiate régulière des événements politiques à l'égard d'événements économiques, que c'est au contraire un trait des contradictions de la plupart des sociétés d'être conduites par des gouvernements « aliénés » à leurs réalités les plus profondes. Peut-être eût-on seulement souhaité que M. Perroy soulignât cette aliénation, ou, si l'on veut, cet anachronisme.

Dans la suite de l'exposé, il me semble bien que le leit-motiv de M. Perroy est la misère des moyens et, en conséquence, la misère des réalisations. Tant de l'Angleterre que de la France, plus ou moins l'une que l'autre selon les moments. Crécy, Poitiers restent certes des défaites de la chevalerie, mais presque fortuites, n'atteignant pas profondément le pays, et que le vainqueur sans moyens n'exploite pas de loin comme il l'eût voulu. Misère des moyens de Charles V, dans le cadre desquels Duguesclin n'est plus l'homme de l'heure que parce qu'il est justement de petite envergure. Misère de la domination anglaise en France, minée par une permanente « résistance » dans sa Normandie de base, devant laquelle Jeanne d'Arc, sans rien perdre de sa grandeur individuelle, apparaît moins comme un miracle ou une réalisatrice

extraordinaire que comme la « goutte d'eau du vase », après laquelle au reste il faut vingt ans encore pour achever l'œuvre, etc.

A toutes les pages, il y a la misère des budgets, alors aussi la misère des armées, et il y a aussi la misère des réformes : mouvements sociaux parfois violents, mais sans programmes profonds, sabotés par des intrigants, au total pas d'autre réforme que la centralisation, la régularisation de l'impôt et la naissance de l'armée régulière imposées à la monarchie plus d'ailleurs par la répétition des expédients journaliers que par une vue nette du but et une volonté suivie de le toucher. C'est pourquoi en somme cette guerre traîne, par épuisement, dès le début. Elle n'en aboutit pas moins à des transformations sociales, bien marquées dans les dernières pages : ruine de l'ancienne noblesse, obligée de se faire domestique du roi, gain des paysans devant elle, mais pertes compensatrices en raison de la dureté de l'impôt royal et de la rapacité exploitante de nouveaux propriétaires bourgeois non résidents.

Le grand intérêt du livre est dans l'entrecroisement permanent des faits des divers ordres tant en France qu'en Angleterre et même éventuellement ailleurs, en particulier lorsqu'interviennent les affaires ecclésiastiques. Il étudie bien le problème de la naissance du patriotisme, auquel sont étrangères les classes dominantes.

Je ne sais pas si néanmoins (je n'en ignore pas la difficulté) les grands courants sociaux ne sont pas un peu noyés, un peu rapetissés, dans ce tissu permanent de misères journalières. L'auteur a joué, nous dit-il, avec la Gestapo une partie « passionnante » ; mais je me demande si dans son histoire de la guerre de Cent ans le côté « passionnant », qui a bien dû exister aussi, n'a pas disparu. Il nous dit bien que Jeanne d'Arc n'a pas été pour tous les contemporains ce qu'elle a été ensuite dans la gloire : certes, mais encore faut-il, pour qu'elle le soit devenue, qu'il y ait eu aussi quelque chose de grand autour d'elle. Il y a dans ce livre comme une saveur d'indulgence désabusée, qu'on n'attend pas d'un combattant, et qui sans doute, s'il répond à un côté de l'histoire, n'en marque pas un autre côté, vrai aussi.

Mais c'est, tel quel, répétons-le, un livre que le public instruit doit lire.

Claude CAHEN.

Léon Noël : **l'Agression allemande contre la Pologne.** Paris, Flammarion, 1946, in-8, 509 p.

L'histoire diplomatique d'une guerre ne s'écrit ni simplement ni rapidement : plusieurs étapes sont nécessaires et il faut un long temps pour que les historiens soient en mesure d'utiliser une documentation sinon complète, du moins satisfaisante. On sait, particulièrement depuis 1914, comment vont les choses.

Un premier temps, au moment même du déclenchement du conflit, est marqué par la publication des livres blanc, bleu, jaune, rouge, recueils toujours incomplets et toujours tendancieux de documents diplomatiques expurgés, remaniés, tronqués. Ce n'est pas encore de l'histoire, c'est la collection des plaidoyers des divers belligérants.

Un deuxième temps, — quelques mois ou quelques années après la fin des hostilités —, fait apparaître la série des Mémoires, journaux, carnets, écrits par les hommes d'Etat, les diplomates, voire les chefs militaires, à la fois témoins et acteurs d'événements dont ils tiennent à nous laisser un récit personnel. Les apports sont inégaux, les témoignages souffrent parfois d'un manque évident de sérénité et d'objectivité, les confidences s'accompagnent volontiers de silences intéressés. Mais, à l'examen, ces publications se révèlent pleines d'enseignements et elles apportent à l'historien un contingent d'information directe, vivante et souvent suggestive.

Le troisième temps est le temps décisif. Les commissions d'historiens et d'archivistes ont travaillé à loisir, et elles pu-

blient, en de nombreux et épais volumes, la somme des documents conservés par chacune des chancelleries nationales. Par définition, l'information est désormais totale... ou presque; les historiens peuvent mettre au point le récit et l'explication que la postérité enregistrera comme présentant, à défaut de la certitude, la plus grande vraisemblance.

Pour l'histoire de la guerre de 1939, du moins en ce qui concerne la documentation française, nous en sommes apparemment à la deuxième phase, — encore que la publication par les soins des Allemands des dossiers abandonnés à la Charité-sur-Loire et surtout les révélations du procès de Nuremberg aient quelque peu bouleversé le déroulement classique des apports historiques : aux carnets de Jean Zay, aux plaidoyers de Reynaud et Daladier, aux témoignages du général Gamelin et de Georges Bonnet, aux confidences d'André François-Poncet, il convient d'ajouter le récit fait par M. Léon Noël de son ambassade à Varsovie de 1935 à 1939.

L'intérêt de cette publication est grand et sa valeur documentaire incontestable. Témoin averti, observateur perspicace, acteur passionné du drame dans lequel il est engagé, l'auteur nous raconte à sa façon la préparation, vue de Varsovie, d'une crise qui allait bouleverser l'Europe et le monde. Et ce récit est désormais indispensable à qui veut connaître et juger le comportement politique des dirigeants polonais, leurs réactions successives à l'occasion des épisodes violents qui jalonnent l'histoire de l'Europe de 1935 à 1939 : remilitarisation de la Rhénanie, Anschluss, Munich, occupation de Prague, tension polono-germanique, pacte germano-russe, agression allemande, à qui veut aussi élucider le délicat problème des relations franco-polonaises et même anglo-polonaises durant cette période.

Le prospectus de librairie affirme : « Il sera désormais impossible d'écrire l'histoire de la plus grande crise mondiale sans consulter ce témoignage ». Il aurait pu ajouter : « Le lecteur averti pourra même discerner, en cours de lecture, les apports personnels qui ne manqueront pas d'être retenus ». Essayons de le faire pour notre part.

Du tableau des dirigeants polonais se détache, buriné en traits incisifs, le portrait du colonel Beck, ministre des Affaires étrangères de 1932 à 1939, en fait l'unique directeur de la politique polonaise depuis la mort de Pilsudski en 1935, « le plus mystérieux, le plus secret des chefs », le plus inquiétant aussi :

Il était fort brillant et aurait été séduisant, s'il avait su éviter un écueil auquel se heurtent trop souvent les hommes parvenus trop jeunes au faîte des honneurs, s'il avait abandonné aux autres le soin de faire remarquer sa propre valeur (p. 20)... Comme trop de ses contemporains de la génération qui eut vingt ans vers 1914, comme tant de chefs hitlériens ou fascistes arrivés comme lui très vite au sommet du pouvoir et des honneurs, et avec lesquels il avait beaucoup d'analogie, il tendait à croire que ce qui s'était passé avant eux dans le monde était négligeable et que, jusque-là, l'art de gouverner les peuples était demeuré dans l'enfance. Les conseils de leurs aînés, les leçons de l'histoire, paraissaient superflus à ces hommes, leur confiance en eux-mêmes les inclinait à se considérer comme infaillibles (p. 22).

M. Léon Noël ne raconte pas seulement l'histoire diplomatique : il juge les situations et l'on ne peut lire sans une inquiétude rétrospective le jugement très ferme qu'il porte sur les accords qui liaient la France à la Pologne depuis 1921 et 1925 :

Il paraissait alors [en 1935] difficile de concevoir, à notre charge, dans l'hypothèse d'une attaque non provoquée du Reich contre la Pologne, engagements en même temps plus précis et plus étendus. C'était, il est permis de le dire, une alliance « à la vie et à la mort » (p. 102)... La France avait donné sa foi à la Pologne, sans avoir pesé autant qu'il l'eût fallu les conséquences possibles de sa promesse et les possibilités de l'exécuter; dans la pratique et jusqu'à l'approche immédiate de la guerre, ses relations avec son alliée allaient être trop souvent et trop longtemps d'un caractère très différent de ce qui eût été indispensable ; elle n'en devait pas moins, à l'heure de la redoutable échéance, exécuter ses engagements d'assistance au péril de sa propre existence (p. 103).

Sur un troisième point, il faut noter — en renonçant à citer — les critiques nombreuses, et si vigoureuses qu'on les lit comme une condamnation, portées contre la politique ou l'absence de politique de nos dirigeants sur le plan des questions polonaises. L'attitude du ministère Sarraut-Flandin lors de la remilitarisation de la Rhénanie n'est pas seulement qualifiée « d'erreur et d'abandon » : le 7 mars 1936 est « une date néfaste pour la France en même temps qu'une dernière occasion perdue ». Yvon Delbos, ministre des Affaires étrangères dans le premier cabinet Blum puis dans le cabinet Chautemps, nous vaut, à propos des relations franco-polonaises d'août-septembre 1936 et de mars 1938, quelques pages savoureuses qu'on regrette de ne pas voir intitulées « Les silences de M. Yvon Delbos ». La politique de Munich fait l'objet d'un réquisitoire justement sévère contre Daladier et Bonnet, et le commentaire que l'auteur nous donne de la déclaration Ribbentrop-Bonnet du 6 décembre 1938 confirme sa thèse générale sur l'incertitude et l'incohérence de la politique étrangère de la France.

Ajoutons que nos grands chefs militaires ne sont pas plus ménagés que nos dirigeants politiques et, tour à tour, Gamelin, Pétain, Weygand, Vuillemin, Colson, sont l'objet de critiques pertinentes, trop justifiées par la suite des événements.

Mais ce qui frappe peut-être le plus, c'est la leçon de méthode historique que nous fournit M. Léon Noël :

> L'historien risque de s'égarer lorsqu'il s'attache trop exclusivement à l'étude minutieuse des documents diplomatiques. Il ne doit pas tomber dans le travers de ceux qui croient ou paraissent croire que les événements internationaux se réduisent à l'ensemble des démarches de la diplomatie, que si tel télégramme avait été ou non envoyé, que si tel ambassadeur avait tenu ou non tel propos, le cours général des choses s'en serait trouvé changé... Dans la généralité des cas, tout est commandé par des forces, des intérêts, des passions, des ambitions dont l'action diplomatique n'est qu'un reflet ou un élément, mais dont elle ne constitue ni un facteur exclusif, ni même, bien souvent, un élément essentiel (p. 460).

On ne saurait mieux dire que le rôle des diplomates doit être tenu pour nul. De fait, notre représentant à Varsovie ne reçut jamais d'instructions quand l'état de crise paraissait en exiger l'envoi ; il ne recevait du reste pas plus de réponses aux suggestions précises qu'il formulait dans ses nombreux rapports ; et quand il prenait sur lui de se rendre à Paris pour trouver un contact direct, il n'arrivait pas à forcer la porte du chef du gouvernement. Il raconte même comment il n'apprit l'ultime proposition de conférence faite par Ciano le 31 août à 12 h. 35 que le 1er septembre à 16 h., c'est-à-dire 12 heures après l'invasion de la Pologne par les armées hitlériennes.

Une dernière observation s'impose. M. Léon Noël était à Varsovie quand fut signé à Moscou l'acte germano-russe du 23 août 1939 ; il nous en fournit néanmoins un récit qui veut être personnel mais dont les insuffisances sont évidentes. Il a parfaitement le droit de ne nourrir aucune sympathie pour la Russie des Soviets, et nous ne lui en voulons pas de ne pas user, pour comprendre la politique russe, de la perspicacité dont il fait preuve quand il discerne les raisons profondes de la politique anglaise, par exemple. Mais nous pensons que l'histoire ira puiser à d'autres sources pour reconstituer la série complète des événements qui ont présidé à la signature de cet accord et pour éclairer les vrais motifs du comportement de chacun des signataires. Elle n'écrira certes pas :

> De même que, onze mois plus tôt, les puissances démocratiques avaient signé, avec le IIIe Reich, l'accord de Munich pour éviter un conflit qu'elles ne se sentaient pas en mesure d'affronter, de même la Russie de Staline, dont les immenses préparatifs militaires n'étaient pas au point, s'assurait un délai, en signant avec l'Allemagne d'Hitler, une façon d'armistice politique (p. 425).

Quant au sort de la Pologne, qui nous apparaît sous la plume de l'auteur comme une victime sacrifiée à la convoitise soviétique, il convient de ne pas oublier l'engagement, qui ne fut pas une vaine pro-

messe, pris par le gouvernement de Moscou le 17 septembre 1939, au moment de l'entrée des troupes russes en territoire polonais :

> Le gouvernement soviétique a l'intention de faire tous ses efforts pour libérer le peuple polonais de la malheureuse guerre où l'ont jeté ses dirigeants insensés et pour lui donner la possibilité de vivre d'une vie paisible.

M. Léon Noël a raison d'écrire : « C'était la fin de la Pologne de Pilsudski. » Il doit savoir à cette heure que le gouvernement de Moscou est pour quelque chose dans la délivrance et le réveil de la Pologne nouvelle.

SYLVAIN MOLINIER.

JOSEPH E. DAVIES : **Mission à Moscou.** Traduction française, 570 pages, 1944. Edit. de l'Arbre, Montréal (Canada).

M. Joseph E. Davies a été ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'Union soviétique de janvier 1937 à juin 1938. Toutefois, de Bruxelles où il représentait son pays, de Washington où il fut appelé comme conseiller extraordinaire au secrétariat d'Etat, il continua à s'intéresser aux problèmes soviétiques. En 1941 il publia un livre *Mission à Moscou*. C'est un recueil de dépêches confidentielles, de textes officiels et de notes extraites d'un carnet intime. Les documents ne s'arrêtent pas en 1938. Ils vont jusqu'en octobre 1941.

Cet ouvrage a connu aux Etats-Unis un succès extraordinaire. Sa diffusion a été considérable. Une édition populaire a été tirée à 25 cents (soit environ 30 francs). Il a même fait le sujet d'un film qui a enthousiasmé des millions d'auditeurs.

Voici enfin qu'une traduction française apparaît à la devanture de nos librairies [1]. Encore que l'ouvrage date de quelques années, je dirai qu'il arrive cependant à son heure. Les cercles réactionnaires américains n'hésitent pas à calomnier l'Union soviétique et des journalistes comme Walter Lippmann lui prêtent sans preuves les plus noirs desseins.

Dans ces conditions, le public français connaîtra avec intérêt l'opinion de M. J. E. Davies. Ce diplomate est un grand bourgeois américain. Il a été l'avocat conseil de plusieurs banques importantes. Il est parti à Moscou persuadé de la supériorité du système économique américain. C'est dire que s'il avait quelques préjugés à l'égard de l'U.R.S.S. ces préjugés étaient défavorables. On aurait même pu s'attendre de la part d'un tel homme à une connaissance plus nuancée du marxisme. Visitant un jour en U.R.S.S. un magasin de fleurs, il constate que ces fleurs se vendent très cher. Dès lors, conclut-il, le jeune amoureux qui veut offrir un bouquet à sa bien-aimée doit travailler davantage pour gagner plus d'argent. Il ne pourra y arriver que « par l'application du motif du profit, poison social au regard du pur communiste ». A dire vrai, cette bonne histoire de fleurs, d'amoureux et de bien-aimée n'a rien à voir avec le profit capitaliste, inconcevable dans un pays où la propriété individuelle des moyens de production a été supprimée. M. J. E. Davies commet aussi une erreur quand il écrit : « Fini le principe, de chacun ce qu'il peut fournir et à chacun selon ses besoins. » C'est omettre ce qui différencie l'étape du socialisme du communisme, but final. Ailleurs, quand notre observateur constate qu'il y a en Russie une différenciation des salaires, il affirme que cette différenciation aboutira à des distinctions de classes. « La nature humaine agit ici comme ailleurs » (p. 121). Comme si l'existence des classes était dans la nature humaine ! Il est enthousiasmé par la jeunesse qui

> est enflammée par les possibilités qui lui ouvrent de nouvelles perspectives de succès, par l'application de la science et de la technique à l'exploitation des grandes richesses naturelles du pays.

Mais il ne croit pas que cette flamme soit insufflée par le socialisme, puisqu'il ajoute

1. Je fais toutes réserves sur la qualité de la traduction. On s'en apercevra aux citations.

> qu'il est tout à fait raisonnable de supposer que, indépendamment de qui peut se trouver à la tête du gouvernement, cette force continuera à agir (p. 359).

Voilà bien une explication qui n'est pas raisonnable.

Il est donc clair qu'on ne saurait soupçonner M. Davies de communisme. Son témoignage n'en a que plus de poids. Tout ne l'a pas enthousiasmé. Il a regardé d'abord avec une curiosité intéressée, qui s'est transformée très vite en une sympathie active. Dès son premier contact avec Moscou, il est surpris par le spectacle de la capitale. Ce n'est pas seulement une « bien vieille ville », c'est une ville qui par la vitalité de ses habitants prouve que « le peuple russe avance à grands pas » (p. 28). Il ne dissimule point son admiration pour les dirigeants soviétiques, qu'il s'agisse de Staline, de Kalinine, de Molotov ou des directeurs d'usines qui l'ont frappé par leur jeunesse et leur compétence. Beaucoup des impressions de l'ambassadeur américain seraient dignes d'être retenues. Toutefois, il m'apparaît plus intéressant d'insister sur deux points.

M. J. E. Davies s'est trouvé à Moscou au moment des grands procès. Il en a été profondément bouleversé ; mais il est obligé de reconnaître que les aveux des accusés sont incontestablement sincères et que la preuve a été faite de l'existence d'une conspiration.

> Devant la preuve présentée dans cette cause, il me serait difficile d'imaginer qu'un tribunal, où que ce soit, aurait pu faire autre chose que trouver les accusés coupables des violations de la loi énoncées dans la mise en accusation et définies par le code criminel (p. 55).

Il a soumis les comptes rendus du procès à deux des plus éminents juristes américains. Ils sont arrivés à cette conclusion que « la culpabilité était le seul jugement possible selon la preuve ». Une anecdote tout à fait caractéristique : M. Davies fut prié par les journalistes américains d'intervenir en faveur d'un de leurs collègues soviétiques des *Izvestia*, compromis dans le procès. M. Davies répondit qu'il avait écouté le témoignage du dit journaliste devant le tribunal. Il lui est apparu manifestement que le journaliste était coupable :

> J'aurais avec plaisir fait tout en mon pouvoir pour aider ce pauvre diable... Mais après tout c'est un citoyen de la Russie soviétique, il connaissait la loi soviétique et il s'est engagé les yeux ouverts dans cette aventure.... (p. 59).

En 1941, après l'agression hitlérienne contre l'U.R.S.S., M. Davies songe à ces procès de 1937 et de 1938. Il raconte qu'au cours d'une conférence, interrogé sur la cinquième colonne en Russie, il répondit :

> Il n'y en a pas; les Russes ont tué les « colonnards ».

Il reprend le dossier des accusés et il écrit :

> Les principaux accusés avaient organisé entre eux une conspiration et s'étaient mis d'accord avec l'Allemagne et le Japon pour aider les gouvernements de ces pays dans une attaque militaire contre l'Union soviétique. Ils acceptèrent de collaborer et, en fait, collaborèrent à la mise au point d'un complot dans le but d'assassiner Staline et Molotov et à la préparation d'un soulèvement que le général Toukatchevski, le commandant en second de l'Armée rouge, devait conduire. Ils consentirent en prévision de la guerre à organiser et à diriger et en fait organisèrent et dirigèrent le sabotage de l'industrie, le dynamitage d'usines de produits chimiques, la destruction de mines de houille, la désorganisation des transports et d'autres formes d'activité subversive. Ils consentirent à exécuter et en fait exécutèrent tout ce que le grand état-major allemand exigeait d'eux dans des instructions que celui-ci leur faisait parvenir. Ils consentirent à conspirer et à coopérer et en fait conspirèrent avec les services secrets de l'Allemagne et du Japon. Ils consentirent à collaborer et de fait collaborèrent avec les représentants consulaires du service diplomatique allemand en matière d'espionnage et de sabotage. Ils consentirent à transmettre à l'Allemagne et au Japon et en fait leur transmirent des secrets essentiels de la défense de l'Union soviétique. Ils s'entendirent entre eux et avec les gouvernements de l'Allemagne et du Japon pour faire avec ceux-ci la guerre à l'Union soviétique et pour constituer ensuite un plus petit Etat soviétique indépendant qui abandonnerait de grandes parties de l'Union soviétique, l'Ukraine et la Russie Blanche à l'Ouest à l'Allemagne et la Province maritime à l'Est au Japon. Ils consentirent à ce que, après la

conquête de la Russie par l'Allemagne, les entreprises allemandes obtinssent des concessions et reçussent des faveurs dans le domaine de l'exploitation du pétrole, du charbon, du bois et d'autres grandes ressources de l'Union soviétique (p. 247 et 248).

M. Davies avoue qu'il a eu tort de ne voir dans ces procès que des heurts de personnalités et de théories politiques. Il s'agissait bien d'une cinquième colonne. S'il n'y avait plus de colonnards en Russie en 1941, c'est qu'ils avaient été passés par les armes.

La purge avait nettoyé le pays et l'avait débarrassé de tout genre de trahison.

Voilà bien qui nous change des interprétations romancées, à prétentions psychologiques, qui sont de mode depuis quelque temps. M. Davies a raison. Les faits sont les faits. Des hommes avaient trahi. Sonder leurs reins et leurs cœurs ne présente aucun intérêt. Analyser leur subconscient et leur inconscient ? A quoi bon ! La suppression d'une poignée de traîtres a été une des conditions de la victoire ultérieure du pouvoir soviétique. A ceux qui en doutaient encore, l'ouvrage de M. Davies apporte une raison nouvelle d'être convaincus.

M. Davies n'était pas à Moscou au moment du pacte germano-soviétique. Mais lors de son séjour dans la capitale il avait eu des entretiens fréquents avec Molotov et Litvinov. Il avait eu une importante conversation avec Staline. Il connaissait bien les préoccupations des dirigeants de l'Union soviétique. Il savait, et il le dit à maintes reprises, qu'ils ne poursuivaient qu'un objectif, la paix. Staline ne lui avait pas caché l'inquiétude que lui donnait la politique de capitulation menée par Chamberlain et Daladier. Il lui avait dit le 5 juin 1938

que les éléments réactionnaires en Grande-Bretagne représentés par le gouvernement Chamberlain avaient résolument adopté comme ligne de conduite de renforcer l'Allemagne.

M. Davies constate qu'en fait les dirigeants des démocraties occidentales cherchaient à isoler l'Union soviétique. Il avoue, et l'avenir devait lui donner raison :

L'isolement de la Russie est probablement un fait plus inquiétant pour les démocrates d'Europe que pour l'Union soviétique elle-même.

Le jour même où fut connu le pacte germano-soviétique, le 22 août, dans une lettre à Sumner Welles, M. Davies dénonce les véritables responsables de la rupture du front uni des grandes puissances démocratiques. Il montre comment

la politique d'apaisement eut pour effet d'augmenter le manque de confiance du gouvernement soviétique dans la puissance ou les intentions ou même la parole donnée du gouvernement Chamberlain ou du gouvernement Daladier (p. 395).

On ne peut être à la fois plus dur et plus exact. Un peu plus tard, le 18 juillet 1941, il revient sur cette question en des termes que je veux citer :

Aucun gouvernement au monde n'a vu plus clairement la menace que représentait Hitler pour la paix et la nécessité de la sécurité collective et d'alliance que le gouvernement soviétique. Il était prêt à combattre pour la Tchécoslovaquie. Il a annulé son pacte de non-agression avec la Pologne avant Munich, parce qu'il voulait avoir la route libre pour le passage de ses troupes à travers la Pologne, afin de pouvoir se porter à l'aide de la Tchécoslovaquie, si cela était nécessaire pour remplir les obligations qu'il avait en vertu d'un traité. Même après Munich et jusqu'au printemps de 1939, le gouvernement soviétique était prêt à s'allier à la Grande-Bretagne et à la France en prévision d'une attaque de l'Allemagne contre la Pologne ou la Roumanie, mais il exigea la tenue d'une conférence internationale groupant les Etats non agresseurs où on déterminerait de façon objective et pratique ce que chacun pourrait faire et après laquelle on avertirait Hitler de la résistance coordonnée de ces Etats. Le gouvernement soviétique prétendit que c'était là le seul moyen d'arrêter l'agression d'Hitler contre la paix de l'Europe. Chamberlain rejeta la proposition, parce que la Pologne et la Roumanie s'opposaient à l'entrée de la Russie dans la coalition, et c'est alors que la Grande-Bretagne proposa et conclut les désastreuses ententes unilatérales.

Durant tout le printemps de 1939, les Soviets, craignant qu'on se servît d'eux pour tirer les marrons du feu et qu'on les laissât ensuite combattre Hitler seuls, s'efforcèrent d'amener la conclusion d'une entente définie

qui aurait établi une unité d'action et coordonné les plans militaires pour arrêter Hitler.

Aussi tard qu'en août 1939, la France et la Grande-Bretagne avaient à Moscou des missions qui travaillaient à ces fins. Mais la Grande-Bretagne refusa d'accorder à la Russie les mêmes garanties de protection pour les États baltes que la Russie était prête à donner à la France et à la Grande-Bretagne si une attaque contre la Belgique et la Hollande survenait. Les Soviets acquirent la conviction — et non sans de fortes raisons — qu'il était impossible d'arriver à conclure une entente efficace nette et pratique avec la France et la Grande-Bretagne. C'est ainsi qu'ils furent conduits à signer un pacte de non-agression avec Hitler... Aucun gouvernement n'a vu plus clairement ou n'a dénoncé avec plus d'exactitude ce qu'Hitler faisait et ce qu'il ferait et ce qu'il fallait faire pour sauvegarder la paix et prévenir le déclenchement d'une guerre, que celui des Soviets (p. 430).

A quoi bon commenter de tels témoignages ? Nul ne peut récuser le témoin. De tels textes doivent rappeler à tous les hommes de bonne foi que l'Union soviétique a donné au monde un exemple de vigilance démocratique. A lire *Mission à Moscou*, on se prend à dire : Ah ! Si l'on avait écouté l'U.R.S.S. et tous ceux des démocrates qui préconisaient l'union des Etats non agresseurs, l'hitlérisme eût été vaincu plus tôt et avec moins de sacrifices. Mais il ne s'agit pas seulement de souvenirs historiques. Les leçons d'hier peuvent être utiles demain.

JEAN BRUHAT.

ALBERT SOBOUL : **l'Armée nationale sous la Révolution** (1789-1794). Préface du général JOINVILLE. 137 pages. Editions France d'abord. Paris, 1945.

Il n'est pas de petit livre quand s'y exprime une grande et forte idée et c'est pourquoi l'ouvrage de M. Soboul doit retenir et attacher.

Une analyse concise des conditions dans lesquelles se trouve l'armée d'ancien régime avant 1789, l'esprit de liberté qui la travaille, la formation d'une garde nationale, participant aux côtés du peuple aux journées de 1789, la juxtaposition de l'armée mercenaire à l'ancienne mode et de l'armée citoyenne, la lutte entre les forces de réaction et celles qui marchent avec le progrès de la Révolution dans chaque unité : telle est la matière présentée par M. Soboul avec une sûreté de méthode qui, en ce difficile sujet, n'a jamais été atteinte.

Puis la création d'une armée populaire par l'appel des volontaires de 1791 et 1792, le recrutement vraiment « national » de cette armée nouvelle, l'élan patriotique qui l'anime et réplique aux trahisons des états-majors, aux menées criminelles des émigrés associés aux troupes prussienne et autrichienne, enfin la constitution d'une armée républicaine en toutes ses fibres, l'organisation cohérente des soldats-citoyens, levés en masse pour la défense de la patrie et la défense de la Révolution, l'effort de la Convention pour constituer, approvisionner et diriger cette force nouvelle : tous ces problèmes, éclairés par des documents abondants et judicieusement commentés, s'offrent avec une logique toute vivante qui est l'une des qualités de cet ouvrage.

M. Soboul n'a pas voulu ajouter à son livre quelques exemples concrets qui eussent achevé sa démonstration ; de Valmy à Fleurus, la primauté des forces populaires libérées par le mouvement révolutionnaire s'est affirmée, en dépit des efforts des princes, des émigrés, des aristocrates utilisant les Vendéens, les prêtres, leurs mercenaires en uniforme et les équipages forcés par la « presse » sur leurs escadres. Le soldat de l'an II, le marin de la flotte républicaine pourraient, même après l'ouvrage de Mathiez, faire l'objet d'une étude conduite selon les directives de M. Soboul.

Mais le livre — tel qu'il est — gagne en rigueur et en clarté ; il manquait à notre connaissance de la Révolution : il doit faire oublier les vues étroites et les développements compacts des ouvrages d'Arthur Chuquet. En insistant sur la question de la création et de l'organisation de la première armée qui fut « nationale », M. Soboul a démontré brillam-

ment la liaison des faits politiques et sociaux et de la rénovation militaire. En cela, il apporte une lumière aussi neuve que probante, sur un problème qui n'est pas seulement du passé mais de toutes les époques : une armée n'a de sagesse civique, de valeur efficace que si elle est intimement liée au peuple.

Il faut lire M. Soboul : sa rectitude, sa netteté et son aisance constituent un des attraits de son livre, qui promet beaucoup et tient plus encore. Rarement, d'un ouvrage historique, se dégage une telle impression de fermeté et de plénitude.

PIERRE ANGRAND.

J. HAMPDEN JACKSON : **Jean Jaurès, his life and work.** Londres, 1943, 196 pages.

M. Jackson a publié en anglais une biographie de Jaurès. Ce livre sollicite notre intérêt pour diverses raisons : d'abord parce qu'il se rapporte au plus grand Français qui ait appartenu à la génération de l'avant-guerre impérialiste ; ensuite parce que cet ouvrage deviendra le *standard book* à travers lequel l'opinion de langue anglaise se formera une idée de cet homme d'Etat français.

Disons que M. Jackson a reconnu avec soin son sujet, qu'il montre une sympathie sérieuse et subtile pour son personnage et qu'on suit dans son livre avec un intérêt soutenu et parfois pathétique la carrière du grand socialiste.

L'auteur découvre, décrit et circonscrit avec une pénétration attachante le génie personnel de Jaurès. Il ne se contente pas d'en crayonner la silhouette ; il examine sa formation humaniste, ses goûts, ses habitudes, ses vues sur la famille et la religion. Sans assimiler le socialisme « à une religion de l'ascétisme ou à une philosophie de tempérance — c'est Jaurès qui parle — il faut dénoncer les hypocrisies bourgeoises, les caprices sexuo-intellectuels et les visions anarchistes qui trop souvent, de Fourier à Bakounine et plus avant, ont infecté les théories socialistes », Jaurès — et à un degré plus élevé Lénine — méritent d'être considérés dans leur époque (Jaurès était l'aîné de 11 ans) comme des modèles de l'homme. Leur équilibre, leur dévouement, leur constance et leur simplicité donnent à leur existence un lustre qui n'est pas le fait ordinaire des vies politiques. C'est, à vrai dire, le signe de leur vaste capacité mentale et de leur générosité.

L'œuvre philosophique et historique du grand Jaurès n'a pas manqué d'attirer son biographe. Il me paraît pourtant avoir négligé *la Guerre franco-allemande,* seule histoire à ce jour — après Engels — qui permette d'expliquer les raisons profondes de la lutte et de nos défaites de 1870. M. Jackson rappelle excellemment les efforts de Jaurès pour promouvoir une encyclopédie socialiste et un théâtre civique qui furent, à divers degrés, des échecs. Du moins, Jaurès put, par sa contribution propre, sauver l'encyclopédie du néant et il lança les universités populaires qui eurent — quoi qu'on ait dit — leur utilité.

Mais la plus grande partie de l'ouvrage de M. Jackson, on s'en doute, est consacrée aux problèmes sociaux et politiques qui ont traversé la vie de Jaurès : les citations tirées de ses œuvres sont particulièrement bien choisies. Sans doute la matière est-elle riche et abondante, Jaurès n'étant pas de ceux à qui manquent les mots, les images, les idées, Jaurès n'ayant rien d'un fabricateur de rapports compacts ou ternes, à l'expression usagée, stéréotypée. Mais ce n'est pas un petit mérite pour un biographe de savoir apporter au lecteur des citations suggestives. M. Jackson a su faire passer dans son livre le souffle de l'orateur, les vues du penseur, les conceptions de l'homme d'Etat.

Il a bien découvert en lui le démocrate qui a montré la continuité historique liant la Révolution française au socialisme, « expression supérieure du mouvement démocratique » (préface de

l'*Histoire de la Révolution française*). Le chapitre concernant l'Affaire Dreyfus saisit Jaurès en action. Ce fut alors que le socialisme en France se posa, en s'opposant aux forces de réaction conduites par l'état-major clérical, qu'il « se dressa comme le parti de la justice, des droits individuels » et commença à pénétrer dans la nation. C'est aussi de l'Affaire que M. Jackson voit sourdre dans les rancœurs des vaincus antidreyfusards, avec Maurras et Barrès, liés aux forgeurs de faux et aux fauteurs d'émeutes, les premiers suintements du fascisme en France.

Le passage plus succinct qui a trait à la politique combiste et au soutien actif qu'y apporte l'*Humanité* de Jaurès attire l'attention, car l'analyse de la position républicaine dans les premières années du siècle attend encore son historien.

L'œuvre de « rassembleur » des Partis socialistes, d'unificateur qu'inlassablement entreprit Jaurès est analysée avec une sérieuse connaissance des faits. Toutefois, M. Jackson n'évite pas une certaine détestation à l'égard de Guesde. Il semble que le rôle parfois sectaire, plus souvent si positif de Guesde, ne soit pas apprécié avec une suffisante équité.

Enfin, le biographe retrace avec ampleur le rôle de Jaurès dans la période de l'avant-guerre impérialiste. Il examine avec le soin d'un véritable historien la position difficile de Jaurès entre les impérialistes et certains pacifistes. La formule de Marx « Les prolétaires n'ont pas de patrie » — Jaurès l'a clairement exposé — est l'expression d'un fait; non une négation définitive, mais un « appel désespéré » pour que, « débarrassés d'un régime de privilège et de domination de classe, les prolétaires puissent enfin reconnaître le visage maternel d'une patrie » (*Petite République*, 24 décembre 1901).

L'auteur analyse l'*Armée nouvelle* (1910) et en rappelle la thèse :

> On doit choisir entre la petite armée de métier à la merci des réactionnaires et l'armée citoyenne, seule capable de sauver à la fois le régime républicain et le pays.

Il met en relief l'activité de Jaurès, accablé d'injures par les clans nationalistes et attaqué d'autre part par les « pacifistes » à la Gustave Hervé. Il suit les déceptions de Jaurès dans ses rapports avec la social-démocratie allemande, plus proche du Kaiser que du socialisme, à travers les congrès de la seconde Internationale.

M. Jackson décoche un trait acéré à un des contempteurs de Jaurès, Ramsay Mac Donald qui a écrit cette étrange phrase :

> Le danger du militarisme réside dans la défense nationale, et non dans les forces d'agression.

Mais *l'Armée nouvelle* — ouvrage technique et politique tout ensemble — ne saurait arrêter les volontés impérialistes. Il est pathétique de suivre les efforts de Jaurès contre un monde, un système qui conduit à la guerre. Le biographe, bien qu'il ne cherche pas à élucider le système de l'impérialisme, est comme soutenu par la puissante critique de Jaurès : il cite entre autres, cet article de l'*Humanité* (février 1914) qui dénonçait Schneider, Krupp, Poutilov et Vickers, « cette internationale cachée de la spéculation et de la mort ». C'est alors que Jaurès est l'objet des pires attaques :

> Chacun le sait : M. Jaurès, c'est l'Allemagne,

s'écriait alors l'ignoble Maurras dans l'*Action française* qui journellement excitait au meurtre. Albert de Mun et Barrès font élégamment chorus. Péguy a la faiblesse de les suivre et d'écrire que son ancien ami est un « traitre ». On sait assez que la calomnie la plus odieuse est l'arme de la réaction et des fabricants de coups d'Etat.

Jaurès, plus que jamais grand, paisible et fort, poursuit la lutte contre la guerre impérialiste. C'est pourquoi il est assassiné et son véritable assassin

Charles Maurras, qui depuis en a fait bien d'autres,... vit encore.

Si M. Jackson avait voulu seulement suivre Jaurès dans sa vie et son œuvre, on pourrait passer sous silence quelques faiblesses (estompage du rôle du gouvernement britannique dans les conflits impérialistes) ou quelques outrances telles que :

En vérité une élection française, dans les dernières années du XIX[e] siècle, se compare à une élection plutôt faite au Mexique qu'en Europe.

Mais M. Jackson ajoute à son livre un épilogue. Il y prouve son ignorance de l'humanisme communiste (tantôt il le voit à la manière utopique, à la Cabet; tantôt il l'assimile à un vague anarchisme malfaisant représenté par Gustave Hervé). Il rejette sur les communistes les conséquences de la scission au congrès de Tours en 1920. Il reproche en termes injurieux au journal l'*Humanité* le fait qu'elle porte la fière inscription : *Fondateur, Jean Jaurès*. Soyons nets : M. Jackson professe une sainte horreur du communisme qu'il ne veut pas connaître. Ce qu'on ignore par choix, on le redoute, on le méprise. L'horloge historique, le sens critique de M. Jackson se sont arrêtés, je pense, au début de ce siècle.

En son épilogue si fâcheux, M. Jackson indique pourtant l'étrange facilité des socialistes contemporains de Jaurès à abandonner et trahir les enseignements de leur maître : il cite avec verdeur les renégats Millerand, Briand, Renaudel, Paul Faure, Max Bonnafous.

Il me semble qu'il ne juge pas avec la même liberté tous les socialistes français. Il a pour Léon Blum une complaisance qui s'explique parce qu'il est d'une part un spiritualiste catholique, d'autre part un oxonien, lié comme Léon Blum aux cercles esthètes, aux séminaires de l'intellectualisme.

Il serait malséant de reprocher à un professeur anglais d'être la victime d'un trompe-l'œil dans ses jugements sur l'évolution si particulière d'un contemporain. Un Français (qui ne serait pas M. Maurois) peut écrire une bonne biographie de Disraëli — et j'affirme que le *Jaurès* de M. Jackson vaut beaucoup mieux que le *Disraëli* de ce polygraphe cosmopolite — mais un historien français ne saurait porter actuellement un jugement définitif sur M. Attlee.

M. Jackson, qui est un biographe précis et délicat, nous a incités à penser (bien que les Français, dit-il, n'aient pas de goût pour les « biographies définitives », que Jaurès mériterait une étude plus approfondie encore de ses œuvres; ses papiers ne sont pas tous inventoriés, ni publiés. Mais il serait alors regrettable de confier cet immense labeur à des mains indignes, et je rendrai un juste hommage à M. Jackson en disant que son livre est le meilleur — sauf l'épilogue étranger d'ailleurs au sujet réel de l'ouvrage — qui ait été publié sur notre grand Jaurès.

PIERRE ANGRAND.

ROBERT ARON : **Retour à l'Eternel.** Paris, Albin Michel.

Le but de ce volume est de « retrouver l'esprit au sein de la matière et l'éternel au sein des jours », de « rendre à certains esprits la notion du miracle », en bref de « réconcilier Dieu avec la science et l'histoire », de revenir sur le « divorce de la foi et de la raison ».

Un tel effort peut nous intéresser comme un curieux exercice intellectuel, ou par sa valeur significative. Le premier intérêt n'existe même pas. L'esprit confus de M. Aron n'arrive pas à colorer de logique un développement extrêmement fumeux et hésitant. Il passe son temps à « reposer » des problèmes dont la plupart sont inexistants ou résolus.

Mais on voit reparaître ici, sous sa forme la plus récente, la polémique antimatérialiste issue de Brunetière et de Bergson.

M. Aron remet en question le déter-

minisme, sous prétexte de défendre la « liberté ». Il désire sauvegarder à tout prix une sorte de « frange de probabilité », une « zone par où la matière peut subir l'influence des forces spirituelles ou vivantes ».

Il s'agit, dit-il, de revenir à Descartes, mais au Descartes qui n'a pas tiré les conséquences de sa dangereuse méthode. « Descartes s'est trompé... Le moindre bachelier ès sciences, le contremaître le plus prolétarisé (*sic*) pourrait aujourd'hui critiquer le travail de René Descartes. » Celui-ci n'a pas prévu les « troubles moraux et sociaux » entraînés par l'application de sa méthode. Il faut donc « rendre à Descartes ce qui appartient à Descartes, et à Dieu ce qui est à Dieu ». Progrès de la science et de la technique, cela veut dire déclin spirituel. Descartes est une sorte de Judas qui a perdu son Dieu, et il est le père lointain des folies modernes, dont la dernière est l'hitlérisme.

Pour justifier pareille allégation, R. Aron se livre à une critique éculée de la science, qui donne plus à rire qu'à penser. Il pourfend le scientisme à longueur de chapitre; mais nul besoin d'être grand clerc pour voir qu'il n'a pas compris grand chose aux théories et découvertes modernes. Ses pages sur la théorie de la lumière le démontrent amplement. Il est amusant de voir de petits esprits interpréter comme une défaite les progrès récents du rationalisme et son enrichissement nuancé.

D'ailleurs, R. Aron a l'art de « dépasser » ses incompréhensions. « L. de Broglie, dit-il, se refuse à tirer des conséquences définitives et absolues de ses recherches. Mais... de toutes façons notre esprit aura admis la possibilité d'un univers dépourvu de déterminisme au sens strict du mot. » A quelle déloyauté intellectuelle n'est-on pas conduit pour « réintroduire les valeurs spirituelles » ?

R. Aron n'apporte pas moins de confusion et d'à peu près dans sa conception de l'histoire. « Qui croirait encore de nos jours au matérialisme de l'histoire, après avoir vu le 18 juin 1940 l'intervention libre d'un isolé, d'un banni, modifier le cours des événements ? » Par cette niaiserie est réintroduite la « liberté », joliment qualifiée de « liberté encadrée ». On comprend maintenant pourquoi l'auteur exalte le moyen âge et sa « grande clarté », comme dit Gustave Cohen, et le préfère aux temps modernes. L'Inquisition a fait moins de mal, pense-t-il, que les excès du rationalisme (qu'il confond avec la rationalisation). De la même façon il rapproche la Révolution française de la conjuration hitlérienne : « on y trouve exprimée une tendance au paganisme qui n'est pas sans annoncer certains développements hitlériens ». Et Hitler se réduit à un « jacobin renforcé ».

R. Aron applique le même « sens de l'histoire » à l'examen des religions. Le judaïsme est la « mère des autres religions » (ô Lanza del Vasto !). Mais ce dont rêve notre auteur, c'est d'un nouveau syncrétisme : il sonne le rassemblement des athées et des indécis sous la bannière de... Proud'hon. Comme tout nous semble clair dès lors ! L'hérésie suprême, c'est de chercher « dans la matière ou dans la race un principe de communion ». Associé ainsi à l'hitlérisme, le marxisme devient une « hérésie meurtrière » dont « il faut préserver les incroyants ».

Voilà donc à quoi tend cet indigeste volume, c'est par là qu'il est significatif. Il s'agit de rallier les indécis par des formules vagues, teintées de religiosité, mais surtout antimatérialistes. On les baptise « humanisme », et politiquement on leur donne des airs de socialisme, d'un socialisme qui veut seulement « sortir du capitalisme ».

Il ne faut pas minimiser l'importance de cette tendance; elle s'adresse à toute une clientèle d'esprits, souvent jeunes, formés par cette pseudo-philosophie éclectique prodiguée aux candidats au baccalauréat : puzzle des derniers résultats

mal compris de la science. *Retour à l'éternel* marque à la fois l'essoufflement de la pensée bourgeoise, et son effort désespéré pour retenir ceux qui pourraient lui échapper.

J. VARLOOT.

RENÉ ZAZZO : **le Devenir de l'intelligence.** Paris, Presses universitaires de France, 1946.

Le *Devenir de l'Intelligence* de R. Zazzo se présente à la fois comme une mise au point des connaissances actuelles sur la genèse et la mesure de l'intelligence, et comme un exemple des méthodes d'investigation et d'exposition rationalistes. On dira peut-être que l'auteur s'est donné la partie belle en choisissant comme sujet d'application de ces méthodes l'Intelligence, instrument même du rationalisme, son orgueil et son espérance. Mais qu'on lise le livre, on s'apercevra que la partie n'est pas si facile à gagner. C'est que l'intelligence n'est pas simple, mais multiforme, n'est pas figée en une forme-type (telle, par exemple, qu'elle se présenterait chez l'homme-adulte-civilisé), mais en perpétuel devenir. Et c'est bien un des mérites du rationalisme moderne de refuser la schématisation, de chasser l'absolu, d'introduire à leur place l'évolution, le dynamisme ou, quels que soient les noms qu'on emploie, la perspective temporelle.

Aussi, la première partie du livre de Zazzo trace-t-elle les chemins de l'intelligence — d'un extrême à l'autre, de l'animal à l'homme que nous sommes aujourd'hui. Et si ce que l'auteur nous offre sur ce point n'a pas de prétention à la nouveauté, du moins l'organisation du plan relève-t-elle d'une méthode originale, finalement la seule valable en cette question. Aller de l'animal à l'homme *en passant* par l'enfant et le primitif n'aurait eu ni sens ni intérêt : les faits, constatations et explications qu'on nous aurait présentés se seraient trouvés dans un fouillis peu instructif, puisqu'on manquait d'un angle univoque sous lequel considérer l'intelligence; et surtout la division par *étapes* n'aurait eu aucun sens, puisque toutes les genèses de l'homme doivent être rapportées à l'homme. R. Zazzo a résolu la question en envisageant la genèse de l'intelligence sous trois angles différents et complémentaires.

D'abord « De l'animal à l'homme »; et c'est là qu'on trouvera l'essentiel des définitions de l'intelligence, dans son opposition classique à l'instinct. La notion de « situation nouvelle » est insuffisante pour définir l'intelligence; aussi dira-t-on mieux qu'elle est « moyen individuel de surmonter un obstacle », toute la difficulté méthodologique consistant alors à « faire sa part au *savoir* initial, à *l'intelligence de l'espèce* », aux aptitudes naturelles congénitales que l'intelligence authentique viendra, en surcroît, utiliser. Et déjà apparaît un critère de mesure :

> L'intelligence se mesure à l'éloignement du but, à la complexité du détour nécessaire.

Ensuite « De l'enfant à l'adulte », chapitre dont Piaget fait finalement les frais : c'est qu'en effet, s'il faut reconnaître à Piaget le mérite de pionnier, il reste indubitable que ses « explications » ressortissent le plus souvent à la magie. Et lorsqu'il écrit :

> Quelles que soient les différences de nature qui séparent la vie organique, l'intelligence pratique ou sensori-motrice et l'intelligence réflexive ou gnostique, les unes et les autres s'adaptent en assimilant les objets au sujet.

R. Zazzo est fondé à répondre que « c'est peut-être supprimer verbalement le problème à résoudre. » Si Piaget n'a pas réussi à se débarrasser de la « double illusion » de l'empirisme et du préformisme,

> la rupture avec [ces] positions anciennes est bien plus décisive dans l'œuvre de Wallon. Pour lui, il n'y a pas d'*éléments* — fussent-ils dynamiques comme les schémas de Piaget ou de Bergson — à partir desquels on puisse reconstruire à la fois le moi et le monde.

Aucun geste, même intelligent, ne peut

être isolé de l'attitude émotive générale et Zazzo, après Wallon, rétablit, contre Piaget chez qui il était contradictoire, le vrai sens de l'*égocentrisme* enfantin.

Enfin « Du primitif au civilisé » : là, dépouillant les thèses de Lévy-Bruhl et de Blondel d'une certaine confusion de perspective, Zazzo montre que ce qui caractérise la pensée primitive, c'est son « adhérence aux choses concrètes »; du moment où de cette adhérence commence à se dégager la *représentation*, le champ de la pensée connaît des possibilités de libération illimitées qui la conduiront jusqu'au symbole, jusqu'au signe mathématique. Mais

> la genèse de l'intelligence est d'une dialectique lente et complexe. L'homme a dû... briser la symbiose naturelle et la symbiose sociale; dépasser le règne animal et sortir du règne des opinions; et chacune des entraves était un levier utilisé à la rupture de l'autre. Car c'est en définitive la société qui nous arrache à la nature et la nature à la société dans ce travail incessant de l'intelligence à la conquête du réel.

Ainsi l'évolution de l'intelligence apparaît-elle comme la progressive libération du milieu sensori-moteur et tout à la fois de la sujétion sociale. Il est juste de souligner comme particulièrement remarquables les quelques pages que l'auteur consacre, à propos de ce tournant intellectuel, au rôle des « simulacres » religieux.

Nous sommes ainsi parvenus au dernier stade évolutif de l'intelligence. Et c'est ici que s'ouvre la seconde partie du *Devenir de l'Intelligence* au cours de laquelle Zazzo va passer en revue — revue critique — les différentes méthodes psychométriques qui permettent de *mesurer* l'intelligence. La psychométrie n'est véritablement née que du jour où elle est devenue investigation par les *tests* (et l'importance du rôle de Binet dans cette entreprise n'est pas négligeable), du jour où trois principes ont été appliqués : « l'abandon total des techniques de laboratoire — l'observation des enfants anormaux — l'usage des niveaux d'âge ». A partir de là, l'essentiel est la recherche d'une juste appréciation du « quotient intellectuel », défini par la proportion de l'âge mental à l'âge chronologique. On ne peut entrer dans le détail des propositions et controverses à ce sujet — aussi nous contenterons-nous de signaler la grande rigueur scientifique de l'auteur, très attentif à ne pas se laisser entraîner par des glissements de vocabulaire ou d'interprétation. C'est ainsi qu'à l'un des expérimentateurs, Zazzo fait remarquer que son erreur est de « vouloir mesurer l'intelligence avec des ans comme on mesure la taille avec des centimètres »; à d'autres il reproche de vouloir comparer le quotient intellectuel de l'adulte à celui de l'enfant, de transformer sans précautions ce qui était un *quotient de développement* en *indice d'intelligence*. Il montre encore que

> nous avons de bonnes raisons de croire que l'inégalité intellectuelle des classes *sociales* s'explique surtout par l'inégalité sociale

ou, à propos de la psychologie des races, qu'

> il est possible que les différences raciales — si elles existent — ne soient pas tant dans l'altitude intellectuelle que dans le style, dans le type d'intelligence... Que deviendrait notre quotient intellectuel si, les rôles étant renversés, nous devions subir des tests *nègres* ?

Et c'est enfin l'acte de foi du rationaliste moderne qui voit dans l'intelligence une « étape décisive dans la conquête du monde », une destructrice féconde « des dernières idoles ».

En donnant cet aperçu du livre de R. Zazzo, nous n'avons pas eu la prétention d'être exhaustifs; nous avons voulu seulement faire ressortir l'esprit dans lequel l'auteur aborde les questions que posent la genèse et la mesure de l'intelligence : esprit à la fois rigoureux et débarrassé des concepts anciens, parfois agressif — ce qu'on appréciera si l'on se souvient que le livre fut rédigé sous

l'occupation. Tout cela en fait un « état présent de la question », utile à tous ceux qui s'intéressent de près ou de loin à la psychométrie et ses annexes.

Nous devons toutefois lui faire quelques reproches. Il semble d'abord que les difficultés que suscite la description de l'évolution qui va de la pensée du primitif à celle du civilisé viennent de ce qu'on ne nous donne pas de définition de la pensée — on ne sait quel sens *précis* lui donne l'auteur et, si le terme recouvre parfois exactement l'intelligence, à d'autres moments il reçoit une acception bien plus large; c'est là source de confusion pour l'auteur comme pour le lecteur. D'autre part, il y a un certain flottement de l'auteur dans son hostilité aux méthodes de « laboratoire » : cette hostilité — tout à fait justifiée — se contredit en certains passages, notamment celui où Zazzo prend vigoureusement la défense de la loi de Weber-Fechner, pourtant en deçà de la psychométrie ; de même, malgré son hostilité à l'associationisme, on trouve sous sa plume des expressions telles que « la sensation, fait psychique », qui ne sont peut-être que des insuffisances d'exposition. Enfin, une chose nous étonne : c'est que Zazzo, qui fait constamment usage d'une perspective et souvent d'un vocabulaire gestaltistes, ne paraît pas enclin à traiter la théorie de la Gestalt avec toute la considération qu'elle semble implicitement mériter : cela est particulièrement visible dans le chapitre « Du style » où l'auteur décrit le comportement intelligent en termes de structure, sans aller jusqu'au bout de son attirance. Mais R. Zazzo s'expliquera sans doute prochainement à ce sujet. Et de telles critiques ne diminuent en rien la valeur de cet intéressant livre.

J. KANAPA.

DAVID ROUSSET : **l'Univers concentrationnaire.** Prix Théophraste Renaudot. 1946. Paris, Editions du Pavois.

L'originalité de cet ouvrage réside dans son esprit de généralisation. Le jury Théophraste Renaudot a sans doute été frappé par cette particularité quand il a décerné son prix à l'*Univers concentrationnaire.*

Pour David Rousset qui, au cours de son séjour forcé en Allemagne, a vécu à Buchenwald, à Neuengamme et dans des camps de moindre importance et réputation, le détenu ou *Hacftling* est un *concentrationnaire.* Il remplace ainsi un mot du vocabulaire courant par un autre qu'il a forgé; de même, l'emploi de titres de chapitre grandiloquents : « Les premiers-nés de la mort », « Il n'est pas d'embouchure où les fleuves se mêlent », « Les dieux ne font pas leur demeure sur la terre », « Les eaux de la mer se sont retirées »... peut séduire celui pour qui les camps sont du domaine de l'exégèse, mais pour qui y a vécu à l'ombre du four crématoire, la légèreté de la forme, l'ironie flagrante sont basses et choquantes. Que David Rousset ait résisté à la désagrégation du camp parce qu'il avait le sens de l'humour, parce qu'il y voyait une « bouffonnerie tragique », que la considération du « côté ubuesque » ait été chez lui une réaction d'auto-défense, libre à lui. Mais je crois être l'interprète de la majorité des ex-membres de l' « univers concentrationnaire » en exprimant ma gêne devant son manque d'émotion vraie quand il rapporte les faits de sa vie en Allemagne.

Certains chapitres concernant la hiérarchie dans les camps ou le rôle des S.S. sont exacts. Cependant David Rousset nous présente d'une part une population où domine l'élément vert — asocial pour les nazis, droit commun pour nous —, d'autre part les « bureaucrates » privilégiés du camp. Quant à la masse des détenus politiques, leurs réactions, leurs luttes contre les Allemands, il en est à peine question. C'est ainsi qu'il signale en passant l'organisation des communistes à Buchenwald, l'action individuelle de certains de ses camarades. Mais il omet complètement de mentionner le comité

des intérêts français. Celui-ci a été fondé en janvier 1944 par le colonel Manhès: A l'arrivée de Marcel Paul au camp en juin, Manhès demande aux communistes d'y entrer; alors se développe une organisation plus solide et plus large qu'aucune de celles qui ont vu le jour dans les autres camps : toutes les tendances et tous les partis de la Résistance y sont représentés. Le comité dispose d'armes à partir du bombardement du 22 août 1944, armes qui lui permettront de mener à bien l'insurrection du 11 avril 1945 qui libère le camp peu avant l'arrivée des Américains. Tout cela, David Rousset ne peut l'avoir ignoré.

Bien qu'il ait toujours montré les côtés négatifs de l'« expérience concentrationnaire », il conclut en disant « qu'il est encore trop tôt pour dresser le bilan positif, mais que, dès maintenant, il s'avère riche ». Il nous parle alors du durcissement dans l'action, de l'opiniâtreté dans les décisions, bien qu'il ne nous ait en fait jamais parlé du rôle joué par les politiques. Je relève même à ce propos une contradiction : Rousset décrit un univers totalement clos, et quelques pages plus loin, il nous dit que seules, les nouvelles militaires secouaient l'apathie générale. Asphyxie mentale ? Oui, c'est ce que voulaient les S.S., mais il y a ceux qui dès le premier jour l'ont combattue, et, au premier rang, les communistes qui, en tout cas dans les trois camps où j'ai vécu 27 mois, s'efforçaient de renseigner le plus exactement possible les autres détenus sur la situation politique et de soutenir leur moral.

Et la solidarité, M. Rousset ? Combien d'entre ceux et celles, de toute appartenance, qui sont vivants aujourd'hui le doivent-ils à un camarade mieux placé ou mieux portant qui a pu un certain temps leur donner une soupe supplémentaire ! Cette solidarité était raisonnée, elle n'était pas limitative. Si à Ravensbrück, il n'y avait pas comme à Buchenwald de comité des intérêts français, l'organisation de la solidarité au bloc des N.N. (*Nacht und Nebel*, nuit et brouillard, détenus n'ayant jamais le droit de correspondre avec leur famille) englobait toutes les « politiques » françaises, permettait de soutenir les malades, d'habiller chaudement les nouvelles venues, dépouillées à leur arrivée de tout lainage. Je n'aime pas les généralisations, mais je ne doute pas que ce qui existait dans ce domaine à Auschwitz, Ravensbrück et Mauthausen, devait avoir son analogue ailleurs.

Nous sommes revenus parce que nous avons eu confiance en l'avenir, la certitude de la victoire, parce que nous avons continué la lutte commencée en France contre les nazis, à cause du soutien moral, parfois matériel que nous ont donné nos camarades, mais nous n'avons pas eu besoin pour cela d'Ubu et de Kafka.

MARIE-ELISA NORDMANN.

JEAN LEBRETON : **la Cité naturelle.** Editions Paul Dupont.

S'aidant d'intelligentes études faites par lui sur les plans remaniés de Caen et du Mans, M. Lebreton entreprend la « recherche d'un urbanisme humain ». *Urbanisme humain*... Dans cette espèce de pléonasme, on serait tenté de voir un lapsus, si on ne devinait quelle signification prend l'adjectif *humain*, sous la plume d'un auteur s'efforçant de « *provoquer la réalisation de milieux de vie qui permettent des relations collectives basées sur la connaissance* » et qui dénonce « *les faits historiques « inhumains » — les guerres et plus particulièrement les grandes invasions, la concentration inorganisée, la spéculation foncière* » ayant « *marqué la civilisation urbaine* ».

L'avisé technicien qu'est M. Lebreton ne se laisse pas détourner par des considérations philosophiques ou sentimentales de la tâche qu'il entend mener sur le terrain professionnel. Mais quelles sont les limites de ce domaine ? C'est la question que l'on se pose en lisant le

consciencieux ouvrage de M. Lebreton, comme d'ailleurs chaque fois qu'est honnêtement abordé un problème dont l'étendue a quelque chose de vertigineux. Il n'est, à vrai dire, pas une seule des connaissances humaines dont l'urbaniste soit justifié à se désintéresser, du moins dès qu'il entend n'être pas *seulement* — ce qu'il est *aussi* — un architecte-paysagiste.

Car cette désuète et ridiculement étroite conception de la mission de l'urbaniste n'est pas complètement abolie. M. Lebreton cite les propos d'un architecte en chef des Monuments Historiques estimant que « le but poursuivi dans l'étude des plans d'un aménagement des villes » doit être de « présenter et mettre en valeur [...] les éléments de notre passé. Conserver ces éléments [...] est un problème qui doit être vu sur un plan technique, archéologique et artistique ». La technique mise au service de l'archéologie et de l'art pour conserver à chaque ville son âme, à chaque quartier son caractère (le propre de ce quartier serait-il d'être — historiquement — composé de taudis !). Voilà la thèse du larmoyant mais impitoyable amoureux du pittoresque qui sacrifie tout, qui sacrifie des générations et des générations à ce qu'il appelle cruellement le charme, la beauté, l'âme. La ville a une âme, bien entendu indépendante de son corps, des prosaïques fonctions de son corps, du matérialisme sordide de ses habitants. La ville est essentiellement un décor dont le touriste serait en droit de considérer la transformation comme une offense faite à son bon goût et à son âme, car il a une âme, lui aussi, une âme de touriste et d'artiste. La ville est un musée qu'il est agréable, amusant, voire instructif de visiter, mais où il est dangereux de vivre.

Je m'empresse d'ajouter que cette conception inepte n'est point celle que M. Lebreton a de son beau métier. Il fait sienne la définition donnée de l'urbanisme par l'Américain Thomas Adam : « Science, art et politique dont l'objet est de créer le milieu nécessaire à produire et développer les valeurs humaines. »

De cette définition, j'aime fort que ne soit pas exclu le mot *politique,* qui n'est prononcé par tant d'intellectuels qu'avec une nuance de terreur ou de mépris. Il ne faut pas se lasser de le répéter, rien de ce qui est humain n'est, en principe, étranger à l'urbaniste — sauf, paraît-il, la politique. Puisque devant cette hydre redoutable, la plupart des urbanistes se voilent la face, ne les désobligeons pas en les traitant de politiques. Peut-être ne se refuseront-ils pas à reconnaître qu'il leur faut bien être, du moins, des sociologues. Des sociologues à qui il est vraiment difficile de fermer les yeux sur certaines conséquences auxquelles les amena la probe étude qui se proposait cependant d'être apolitique et « impartiale » (*sic*). Les voici d'accord pour avouer que le respect (voire la notion) de la propriété privée est pratiquement incompatible avec la mise en application d'une saine et efficace doctrine urbaniste, avec l'impératif de l'urbanisme. Pourquoi, alors, n'osent-ils se prononcer contre le tabou de la propriété ? Impartialité !... (?)

Vous les plongerez aussi dans un grand embarras en leur demandant si, traçant une route, le plan d'une cité ou d'un village, ils sacrifieront l'intérêt collectif à tel intérêt individuel.

Répondre à pareille question, c'est choisir, c'est — le diable m'emporte ! — faire œuvre de partisan, c'est tout au moins s'engager sur une voie menant à certain carrefour rempli d'embûches... Capitalisme ou Socialisme... Impossible d'échapper à cette damnée politique que l'on affectait superbement d'ignorer.

Aujourd'hui encore, on peut fort bien — hélas ! — concevoir une ville capitaliste. Et l'on peut aussi déjà concevoir une ville socialiste. Mais proclamer que la politique est sans commune mesure avec l'urbanisme qui n'aurait donc, lui, à connaître ni capitalisme ni socialisme,

voilà qui est malaisé. Et ne faudrait-il pas affirmer aussi qu'il n'y eut jamais d'agglomération à caractère féodal ?

FRANCIS JOURDAIN.

LE CORBUSIER : **Propos d'urbanisme.** Un volume de la collection « Perspectives humaines ». Editions Bourrelier et Cie.

L'apport de Le Corbusier est, en matière d'architecture et d'urbanisme, considérable. Dans aucun domaine, un créateur n'a, depuis de longues années, émis avec autant d'abondance, d'intelligence et d'audace, sur son art propre, des idées aussi neuves, donnant tant à réfléchir et susceptibles de provoquer un renouvellement aussi radical. Si âprement qu'elles soient discutées, si furieusement parfois qu'elles soient attaquées, elles se sont imposées avec une force telle qu'il est impossible même aux plus timides conformistes, même aux plus obstinés routiniers, de les tenir pour négligeables, tant ils en sont aujourd'hui — qu'ils le veuillent ou non — comme imprégnés. Ceux qu'effraient la richesse de son imagination et ce qu'ils appellent les excès absurdes de sa logique, ceux qui rejettent avec horreur les solutions proposées par Le Corbusier aux problèmes devant lesquels se trouve l'architecte moderne, ne peuvent nier la clairvoyance avec laquelle il en a du moins défini les données. D'aucuns prétendent que lorsqu'elles ne sont pas des inventions démentielles, elles ont toutes les apparences du truisme, n'étant, en définitive, que l'énoncé des besoins matériels et spirituels que nous crée médiatement ou immédiatement la révolution scientifique : mais il n'est pas prouvé que beaucoup d'hommes soient sensibles à l'évidence et encore moins nombreux sont ceux qui, suffisamment attentifs pour enregistrer le fait, ont tout à la fois assez d'imagination et assez de bon sens pour conjecturer l'effet. Le Corbusier est de ceux-là; il a su déduire les conséquences du fait moderne qu'il a su déceler.

Le reproche lui a été maintes fois adressé sinon de n'être, tout compte fait, qu'une façon de Jules Verne, du moins de chevaucher la chimère, avec plus d'effronterie que de témérité, dans un univers débarrassé des contingences, un univers supposé. La vérité est qu'il est singulièrement difficile de traiter à fond, autrement que sur le plan théorique, la question de l'urbanisme. La méthode expérimentale qui, seule, serait probante, se trouve être, en l'espèce, impraticable. Le musicien, l'écrivain, le plasticien, comme le physicien et le chimiste, peuvent tenter une expérience. L'urbaniste, non. Il n'existe pour lui, aucun laboratoire, aucune possibilité d'expérience à échelle réduite, et les siècles ont à supporter les répercussions de sa moindre erreur. Très peu de certitudes, à la base d'une science dont le potentiel est infini et qui se voudrait exacte.

Evidemment, la marche du soleil est une de ces bases, mais l'accord n'est pas encore fait sur les conditions optima de l'ensoleillement. Presque tout le reste est aventure, dans un domaine où l'aventure est interdite. Alors que le rythme du progrès mécanique s'accélère, laissant le champ libre à toutes les hypothèses, l'urbaniste doit-il donc se refuser à anticiper ? Une prudence excessive serait une imprévoyance coupable. (Pour ne recourir qu'au plus banal exemple, ne serait-il pas insensé de ne pas envisager aujourd'hui l'extension de la locomotion aérienne ?)

Aucun métier ne nécessite autant que celui de l'urbaniste un sûr équilibre de la raison et de l'intuition; il exige beaucoup de cette sagesse qui perd toute vertu si elle ne reste pas aussi éloignée du préjugé conformiste que du caprice velléitaire.

Que l'urbaniste soit contraint d'accorder beaucoup plus de temps et de soins à la théorie qu'à la pratique, est un mal à peu près sans remède. Pas plus qu'il n'a le droit de tenter des expériences, il n'a le moyen d'acquérir une grande expérience. Le peintre qui a exécuté cinquante tableaux a beaucoup appris, les eût-il tous ratés et détruits; aucun essai, aucun

tâtonnement ne lui a été rendu impossible, alors que l'urbaniste ne verra que très exceptionnellement la réalisation des rares plans dont le tracé lui aura été confié et dont les vices n'apparaîtront souvent qu'après des décades. Encore ces plans seront-ils, la plupart du temps, ceux d'une extension ou d'une reconstruction partielle, et non d'un ensemble neuf parfaitement homogène. La genèse d'une cité est un phénomène infiniment trop complexe pour qu'à une lente incubation puisse être substituée l'arbitraire d'une décision. La planification d'une ville n'est elle-même qu'une étude fragmentaire; en un temps où l'inter-dépendance des hommes est plus que jamais déterminante, une pareille étude — si ample cependant — n'épuise ni les possibilités ni les ambitions de la science urbaniste qui tend à une sorte d'équipement mondial et dont, notamment, une des plus hautes tâches est de faciliter la suppression de la barrière qui sépare ville et campagne[1].

Devant des perspectives d'une telle ampleur, Le Corbusier ne se résigne pas sans peine aux besognes de rafistolage (urbanisation plutôt qu'urbanisme) auxquelles, faute de mieux, il donne les soins les plus ingénieux. C'est, tout à la fois, de cette habitude de voir loin et grand, et de cette sage volonté d'adapter ses facultés d'invention aux conditions actuelles que témoigne le dernier livre de Le Corbusier. Après avoir résumé l'essentiel de thèses plus longuement soutenues ailleurs, il répond — de manière, ma foi, fort pertinente — à maintes objections de ceux qui affectent de ne voir en lui qu'un poète. Poète, Le Corbusier ne se défend pas de l'être. Il existe des poètes de la réalité, et le mot poète n'est pas nécessairement, pour un rationaliste, synonyme d'utopiste.

Francis JOURDAIN.

---

1. Quels horizons n'ouvrait pas Engels aux urbanistes en parlant de « l'union intime de l'industrie et de l'agriculture » et de « l'extension des moyens de communication qui sont capables de tirer la population rurale de son isolement et de l'abrutissement dans lequel elle végète depuis des siècles » !

LIVRES REÇUS

(Du 16 octobre au 10 décembre 1946)

Poésie.

Lucien SCHELER : *la Lampe tempête*. Collection « l'Honneur des poètes ». Paris, éditions de Minuit.

Arlette HUMBERT-LAROCHE : *Poèmes*. Préface de Charles VILDRAC. Paris, éditions Réalité.

Joseph MÉLON : *les Grappes de la nuit*. Gap, éditions « Ophrys ».

Romans.

Edmond BUCHET : *les Vies secrètes. I. Raisons de famille. II. Les faux départs*. Paris, éditions Corrêa.

Gaston BAISSETTE : *l'Etang de l'or*. Paris, la Bibliothèque française.

Raymonde TEMKINE : *la Quadrature du cercle*. Paris, éditions du Myrte.

Arthur KŒSTLER : *Le Yogi et le Commissaire*. Traduit de l'anglais par Dominique AURY et Jeanne TERRACINI. Paris, Charlot.

Maurice TOESCA : *le Soleil noir*. Paris, éditions du Pré aux Clercs.

Anne RADCLIFFE : *les Visions du château des Pyrénées*. Adaptation nouvelle d'Yves TESSIER. Paris, éditions B.I.E.N.

J. ANKER LARSEN : *la Pierre philosophale*. Traduit du danois par Marguerite GAY. Préface de Gabriel MARCEL. Paris, Albin Michel.

Yves REVOL : *Monsieur Macaire*. Paris, éditions Médicis.

J.-L. SANCIAUME : *l'Etreinte de la peur*. Collection la Cagoule. Paris, éditions La Bruyère.

Jean-Toussaint SAMAT : *le Mort de la Canebière*. Même collection.

J.-L. SANCIAUME : *le Mystère des Roches rouges*. Même collection.

Jean-Toussaint SAMAT : *le Mort du Vendredi saint*. Même collection.

Jack LONDON : *le Talon de fer*. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Michel CHOLOKHOV : *Terres défrichées*. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Y. KRIMOV : *le Pétrolier Derbent*. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Gérard DEISS : *la Terre promise*. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Contes et Nouvelles.

Jules ROY : *la Vallée heureuse*. Avant-propos de Pierre-Jean JOUVE. Paris, Charlot.

Georges GOVY : *Sang russe*. Paris, éditions du Seuil.

Francis JOURDAIN : *Luc et quelques autres*. Paris, la Bibliothèque française.

M. ILINE : *les Montagnes et les Hommes*. Traduit du russe par Elsa TRIOLET. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Ilya EHRENBOURG : *le Destin du capitaine Volkov*. Traduit du russe par B. ALEXANDROV et M. CHOURAQUI. Paris, Fontaine.

Douze nouvelles d'Outre-Manche. Editions de la revue « Renaissance ».

Histoire littéraire.

Hubert GIGNOUX : *Jean Anouilh*. Paris, éditions du Temps présent.

Jacques MARCIREAU : *René Guénon et son œuvre*. Paris, Jacques Marcireau.

Georges MOUNIN : *Avez-vous lu Char ?* Paris, N. R. F.

Irène NÉMIROVSKY : *la Vie de Tchékov*. Avant-propos de Jean-Jacques BERNARD. Paris, Albin Michel.

Pierre RICHARD : *La Bruyère et ses « Caractères »*. Amiens, Malfère.

Jérôme et Jean THARAUD : *le Roman d'Aïssé*. Paris, éditions Self.

Histoire de l'Art.

André PARROT : *Archéologie mésopotamienne. Les étapes*. Paris, Albin Michel.

Histoire.

Auguste BAILLY : *le Règne de Louis XIV*. Collection « l'Histoire ». Paris, Flammarion.

Maurice GAUDEFROY-DEMOMBYNES : *les Institutions musulmanes*. Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.

H. HOLMA : *Mahomet prophète des Arabes*. Paris, Flammarion.

G. AMBROISE : *les Moines du moyen âge*. Paris, A. Picard.

Géographie.

Alfred FICHELLE : *Géographie physique et économique de l'U.R.S.S.* Paris, Payot.

Essais politiques.

ARAGON : *l'Homme communiste.* Paris, Gallimard.

Paul ANDRÉ : *la Suisse française terre alémanique ?* Montreux, les Editions transjuranes.

Documents et Témoignages.

Jérôme et Jean THARAUD : *Grands Reportages.* Paris, Corrêa.

SAINT-JUST : *le Gouvernement révolutionnaire jusqu'à la paix.* Introduction et notes de Jacques GAUCHERON. Collection « A la lumière des textes oubliés ». Paris, Raisons d'être.

Jacques SADOUL : *Naissance de l'U. R. S. S.* Paris, Charlot.

Les bâtisseurs. Paris, Centre d'études et de recherches économiques et sociales.

Pour renaître. Liége. Association pour le progrès intellectuel et artistique de la Wallonie.

Charles ROCHET : *Pays Lao. Le Laos dans la tourmente, 1939-1945.* Paris, Jean Vigneau.

Témoignage sur le Viet-Nam, mise au point des Français d'Indo-Chine.

Ilya EHRENBOURG : *Sur les routes de l'Europe.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

A. Louise STRONG : *la Pologne que j'ai vue.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Connaissance de l'U.R.S.S. Collection du Centre culturel et économique France-U.R.S.S. 1er volume. Paris, Hier et Aujourd'hui.

Marc BLOCH : *l'Etrange défaite.* Paris, Société des éditions Franc-Tireur.

Jacques ISORNI : *le Procès de Robert Brasillach.* Paris, Flammarion.

Linguistique.

Walther von WARTBURG : *Problèmes et méthodes de la linguistique.* Paris, Presses universitaires de France.

Paul LEBEL : *les Noms de personnes.* Collection « Que sais-je ? » Paris, Presses universitaires de France.

Philosophie.

Morale de savants, d'Hippocrate à Einstein. Pages choisies par Jean PELSENEER. Bruxelles, collection Lebègue.

Rémy COLLIN : *les Deux Savoirs.* Paris, Albin Michel.

Theodor SCHWARZ : *Irrationalismus und Humanismus.* Zürich-New-York. Verlag « der Aufbruch ».

Theodor SCHWARZ : *Die weltanschaulichen Grundlagen des Marxismus.* Bern, Verlag Friedr. Gasser.

Theodor SCHWARZ : *Wie studiert man den Marxismus-Leninismus ?* Zürich, Genessenschaft Literaturvertrieb.

George THOMSON : *Marxism and Poetry.* New-York, International Publishers.

Jacques MÉNÉTRIER : *l'Espoir de l'abîme.* Paris, Jean Vigneau.

Edouard KRAKOWSKI : *la Philosophie gardienne de la cité. De Plotin à Bergson.* Paris, éditions du Myrte.

Henri LEFEBVRE : *l'Existentialisme.* Paris, Sagittaire.

Louis LÉVY : *Anthologie de Jean Jaurès.* Paris, Calmann-Lévy.

Désiré ROUSTAN : *la Raison et la Vie.* Introduction par Armand CUVILLIER. Paris, Presses universitaires de France.

André ULMANN : *l'Humanisme du XXe siècle.* Paris, éditions A l'enfant poète.

Esthétique.

Arte concreto. Buenos-Ayres.

Philosophie scientifique.

Gustave L. S. MERCIER : *la Vie de l'Univers. Essai de philosophie scientifique.* Paris, Charlot.

J. B. S. HALDANE : *la Philosophie marxiste et les sciences.* Traduit par E. BOTTIGELLI. Paris, Editions sociales.

Marcel PRENANT : *Darwin.* Paris, Hier et Aujourd'hui.

Sciences psychologiques.

Raymond RUYER : *Eléments de psycho-biologie.* Paris. Presses universitaires de France.

Jean PIAGET : *le Développement de la notion de temps chez l'enfant.* Paris, Presses universitaires de France.

Jean PIAGET : *les Notions de mouvement et de vitesse chez l'enfant.* Paris, Presses universitaires de France.

René BINOIS : *la Psychologie appliquée.* Paris, Presses universitaires de France.

Sciences sociales.

Malthus a-t-il menti? Paris, Albin Michel.

Luc SOMERHAUSEN : *l'Humanisme agissant de Karl Marx.* Préface de BRACKE. Paris, Richard-Masse.

André ARMENGAUD : *Villes sans lumières.* Paris, Calmann-Lévy.

J. STALINE : *Lénine.* Collection « les Eléments du communisme ». Paris, Editions sociales.

Roger DU TEIL : *une Expérience communautaire de vie totale.* Communication à l'Académie des sciences morales et politiques.

Pierre-Henri SIMON : *Définitions pour servir l'amitié française*. Paris, les éditions du Temps présent.

Sciences mathématiques.

René GUÉNON : *les Principes du calcul infinitésimal*. Paris, N. R. F.

Sciences biologiques.

Justin JOLLY : *le Sang dans la vie de l'organisme*. Bibliothèque de philosophie scientifique. Paris, Flammarion.
Cinquantenaire de la mort de Pasteur. Numéro spécial du *Médecin français*.

Sciences médicales.

Joaquin Viñas ESPIN : *Contribution à la connaissance de l'avitaminose C chez l'homme*. Paris, librairie Maloine.

Sciences économiques.

Jacques GRESA : *Complots contre l'aviation française*. Paris, éditions France d'abord.

Pédagogie.

M. TAZEROUT : *les Educateurs sociaux de l'Allemagne moderne. I. L'éducation idéaliste. II. L'éducation vitaliste. III. Critique de l'éducation allemande*. Paris, Nouvelles éditions latines.
René HUBERT : *Traité de pédagogie générale*. Paris, Presses universitaires de France.
F. MORY : *Enseignement individuel et travail par équipes*. Paris, éditions Bourrelier.

Divers.

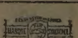
Marchas, dansas e canções. Musica de Fernando Lopes GRAÇA. Lisboa.

Revues.

(en plus des revues déjà mentionnées dans les numéros précédents).
Critique.
La Bouteille à la mer.
La Tribune des nations.
Action.
L'Education nationale.
Sondages (Institut français d'opinion publique).
Cahiers Points et Contrepoints.
Uni-Presse. Bulletin d'information de l'Union nationale des intellectuels.
La situation des transports en Europe.
Travaux et documents de l'Institut national d'études démographiques.
Vulpian (Rodez).
Le Monde français (Montréal-Paris).
Mysl Współczesna (Lodz-Pologne).
Nueva Cultura (Santiago de Chile).

N° d'éditeur: 4. Dépôt légal 1er trimestre 1947

Le Gérant : LOUIS PROVOST.



L'Union Typographique, impr., 31-0964, Villeneuve-St-Georges (S.-et-O.)